



Rapport Annuel 2009

Le spécialiste de la livraison à domicile de produits alimentaires

Pauline Gonnet,
télévendeuse Toupargel
à Fontanil Cornillon (Isère)



LE SPECIALISTE DE LA LIVRAISON
À DOMICILE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

359.1 M€ de chiffre d'affaires

3 619 collaborateurs

1.4 million de clients

2 enseignes



TOUPARGEL

N°1 DE LA LIVRAISON À DOMICILE
DE SURGELÉS

339.9 M€ de chiffre d'affaires

3 375 collaborateurs

1.3 million de clients



LE SPÉCIALISTE DE LA LIVRAISON
À DOMICILE DE PRODUITS
FRAIS ET D'ÉPICERIE

19.2 M€ de chiffre d'affaires

234 collaborateurs

50 000 clients

Plus de 60 ans d'expérience au service de nos clients

1947

Création de Toupergel Surgelés.

1982

Reprise par Roland Tchénio.

Création de Toupergel SA, holding de Toupergel Surgelés.

1983

Virage stratégique, le modèle de Toupergel est créé : la vente de produits surgelés aux particuliers avec prise de commande par téléphone, préparation sur des plates-formes dédiées et livraison sous 72 h.

1997

En décembre, Toupergel SA est introduit au Second Marché.

2000

Mise en place de l'activité "Frais & Épicerie" sous l'enseigne Place du Marché.

2002

Toupergel SA acquiert, le 28 mars, la société Frigédod (marque Agrigel) et prend la position de leader de la livraison à domicile de surgelés.

2005

Lancement d'une gamme de produits à marque Toupergel.

2006

Fusion juridique de Toupergel et d'Agrigel.

2007

Une seule enseigne pour l'activité "Surgelés" : Toupergel. Lancement d'un plan média national "télévision", une première dans le domaine de la distribution de produits surgelés.

2008

Lancement des gammes "Halal" et "Régimes spécifiques". Ouverture d'un centre d'appels dédié à la fidélisation des nouveaux clients.

2009

Ouverture aux appels entrants* pour l'activité "Surgelés", avec la création du Service Clients et d'un numéro d'appels gratuit, le 30 40. Lancement du site marchand pour l'activité "Frais & Épicerie" (placedumarche.fr).

2010

Lancement du plan "Cap 2013" avec 3 axes majeurs :
- le "concept magasin" : réorganisation commerciale dans laquelle chaque équipe de télévente est dédiée à une agence de livraison couvrant exclusivement une zone de chalandise,
- l'offre multicanal, avec le lancement du site marchand pour l'activité "Surgelés" (toupargel.fr),
- l'offre multiproduits, en proposant aux clients Toupergel l'offre produits de Place du Marché.

(*appels entrants = à l'initiative des clients et prospects)



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 avril 2010, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération

visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/1 004 de la Commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- Les comptes consolidés, le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, les comptes annuels et le rapport général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 et figurant respectivement aux pages 107 et 163 du document de référence n° D. 09-246 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2009,

- Les comptes consolidés, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, les comptes annuels et le rapport général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007 et figurant respectivement aux pages 85 et 143 du document de référence n° D. 08-236, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 14 avril 2008.

Date de fin de rédaction du présent rapport : 8 avril 2010 - Rapport annuel édité en 400 exemplaires.

Le Groupe Toupergel

- > Entretien avec le Président p. 4-5
- > Des hommes et des femmes au service de notre ambition p. 6-7

4

L'activité "Surgelés" : l'enseigne Toupergel

- > Toupergel, n°1 de la livraison de produits surgelés à domicile p. 10-11
- > Un service de proximité disponible sur toute la France p. 12
- > La vente par téléphone, une relation privilégiée unique p. 13
 - > L'écoute client, au service de l'amélioration continue p.14
 - > Le multicanal, une souplesse renforcée p.15
- > La marque Toupergel, la garantie du goût et de la qualité p. 16
- > Une gamme diversifiée, le choix et la variété pour tous p. 17

8

L'activité "Frais & Épicerie" : l'enseigne Place du Marché

- > Place du Marché, spécialiste de la livraison à domicile de produits frais et d'épicerie p. 20-21
- > Place du Marché est entrée dans l'ère du multicanal p. 22-23

18

Un groupe impliqué dans le développement durable

- > Les enjeux de la RSE dans le Groupe Toupergel p. 26-27
 - > Une gouvernance responsable p. 28-29
 - > Nos engagements environnementaux p. 30-31
 - > Nos engagements sociaux p. 33-40
- > Nos engagements économiques et sociétaux p. 41-43

24

Le gouvernement d'entreprise

- > Le fonctionnement p. 46-53
- > Le contrôle p. 54-59

44

Le cahier de l'actionnaire

- > Les informations boursières p. 62-68
- > Les principaux chiffres et ratios p. 69-70

60

Le rapport financier

- > Les comptes consolidés p. 73-131
 - Le rapport de gestion du Groupe p. 74-78
 - Les facteurs de risques p. 79-82
 - Les comptes annuels 2009 p. 83-130
 - Rapport des Commissaires aux Comptes p. 131
- > Les comptes sociaux p. 133-152
 - Le rapport de gestion de Toupergel Groupe SA p. 134-138
 - Les comptes annuels 2009 p. 139-152
 - Rapport des Commissaires aux Comptes p. 153
 - Rapport spécial des Commissaires aux Comptes p. 154

72

Autres informations

- > Les informations juridiques p. 158-164
 - Renseignements de caractère général p. 158-160
 - Renseignements concernant le capital p. 161-164
- > Attestation du responsable du document de référence p. 165
- > Table de concordance p. 166-168

156

Entretien avec Roland Tchénio, Président Directeur Général



**Notre ambition :
nous affirmer
comme
le leader
de la livraison
à domicile
de produits
alimentaires.**

Quelle a été l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe Toupargel en 2009 ?

Dans un environnement de consommation difficile, marqué par l'évolution des habitudes d'achats des consommateurs (se portant davantage sur des produits en promotion et en plus petits conditionnements), le Groupe Toupargel a contenu la baisse de son chiffre d'affaires à 359 M€ [- 1.9 %] grâce à une forte dynamique marketing.

Quels éléments vous ont permis de faire face à cet environnement ?

Une nouvelle segmentation de notre fichier clients a permis de mener des actions ciblées sur nos différents types de consommateurs, notre gamme de produits à marque propre a été élargie (elle représente 30 % de notre offre) et la notoriété spontanée de l'enseigne Toupargel a sensiblement progressé - de 15 % à 30 % à fin 2009 - portée par un plan média national.

Nos efforts se sont aussi concentrés sur la qualité de notre service. Le Service Clients s'est étoffé avec la mise en place d'un numéro téléphonique de gestion des appels entrants ; un centre d'appels dédié à la fidélisation des clients a également été créé.

Quels ont été les résultats financiers ?

La marge commerciale s'est maintenue en valeur absolue. Les frais de personnel ont augmenté de près de 4 M€. Les autres frais sont globalement constants entre 2008 et 2009 avec une baisse importante des coûts de gasoil et une augmentation des frais de communication.

Le résultat opérationnel a baissé de 24.1 M€ à 21.0 M€ et la situation bilanciale s'est améliorée avec un recul de 6.6 M€ de l'endettement net à 17.8 M€.

Quel dividende sera proposé aux actionnaires ?

Au regard de ces résultats, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale un dividende de 1.0 € par action, identique à celui de l'année dernière, représentant un rendement de 6.5 % par action (par rapport au cours de bourse du 31 décembre 2009).

La Responsabilité Sociale des Entreprises est-elle un enjeu pour Toupargel Groupe ?

Le Groupe Toupargel a créé en 2009 une Direction du Développement Durable afin de mettre en œuvre des actions pour un développement économiquement efficace, socialement équitable

et écologiquement soutenable. Ces engagements sont incontournables aujourd'hui pour préserver la confiance de nos clients, partenaires et collaborateurs.

Au niveau social, en 2009 et début 2010, nous avons signé plusieurs accords avec les organisations syndicales : accord sur la prévoyance et les frais de santé, accord sur les seniors, accord sur le stress. Par ailleurs, nous avons signé une convention avec l'Agefiph sur le recrutement et le maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap.

Où en est le projet de mutualisation de la livraison de vos produits surgelés, frais et d'épicerie ?

La convergence entre les deux enseignes Toupargel et Place du Marché se poursuit avec des tests de mutualisation de la livraison et l'investissement en 2010 de 30 véhicules mixtes permettant une flexibilité dans la livraison de produits surgelés et de produits frais.

Quelle est votre stratégie de développement pour les prochaines années ?

Nous avons défini un plan stratégique pour les quatre années à venir que nous avons dénommé "Cap 2013". Il consiste à faire évoluer l'organisation commerciale autour de trois axes majeurs :

- le "concept magasin" : organisation dans laquelle une équipe de télévendeurs et d'Attachés Service Clients assure la vente et la livraison d'une zone géographique définie. Cette évolution améliorera notre offre de services avec une augmentation des amplitudes horaires et du nombre de jours de livraison.

- l'offre multicanal : ouvrant la voie à de nouveaux profils de clientèle avec le lancement d'un site internet marchand toupargel.fr au 1^{er} trimestre 2010, après avoir lancé en 2009 un numéro de téléphone unique, le 30 40.

- l'offre multiproduits : en proposant aux clients de l'activité "Surgelés" l'offre de l'activité "Frais & Épicerie" riche de plus de 4 000 produits.

Ce projet nous permettra d'acquérir une autre dimension, avoir une dynamique de croissance et retrouver la marge opérationnelle de 10 % réalisée en 2006.

Nous avons défini un plan stratégique pour les quatre années à venir nous permettant d'asseoir notre position concurrentielle. Ce plan consiste à faire **évoluer l'organisation commerciale autour de trois axes majeurs** : des "concepts magasins", une *vente multicanale* et une *offre multiproduits*.

Des hommes et des femmes au service de notre ambition

Le Conseil d'Administration

Il contribue à définir la stratégie de l'entreprise, suit sa mise en œuvre, évalue les projets, propose à l'Assemblée Générale les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires.

Roland Tchénio

66 ans
Président
1982-2012
Président Directeur Général
de Toupargel Groupe SA



Maurice Tchénio

67 ans
Administrateur
1982-2015
Président Directeur
Général d'Apax
Partners SA



Maurice Sabah

65 ans
Administrateur
1982-2015



Charles Waldman

63 ans
Administrateur
2001-2012
Professeur à CEIBS



Pierre Novarina

57 ans
Administrateur
2004-2010
Directeur Général Adjoint
de Toupargel Groupe SA



Paul Hurtut

65 ans
Administrateur
2009-2015
Consultant



Caroline Weber

49 ans
Administratrice
2010-2014
Directrice Générale
de Middlednext



Le Comité Exécutif

Au cœur du dispositif de gouvernance de Toupargel Groupe, il met en œuvre la stratégie, gère les projets et assure le bon fonctionnement des activités du Groupe.

Il se réunit dix fois par an pour :

- étudier la stratégie et les perspectives à long terme,
- s'assurer de la réalisation des objectifs.

Roland Tchénio

Président Directeur
Général
(HEC, Harvard)
66 ans



Cécile Agbo

Directrice Marketing
et Achats
(EM Lyon, MBA University
of Connecticut)
39 ans



Valérie Bedouet

Directrice Qualité
(Ingénieur agro-alimen-
taire, DESS CAAE)
42 ans



François Bernet

Directeur en charge du
Développement Durable
(IEP Paris)
60 ans



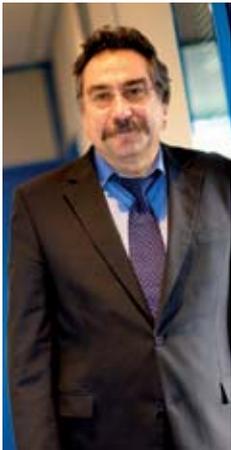
Christian Camus

Directeur Logistique
(ESC Rouen)
62 ans



Bernard Charvolin

Directeur Études
et Développements
Informatiques
(Études informatiques)
57 ans



Yves Lebastard

Directeur Ressources
Humaines
(ESSEC, ISFOGEP)
51 ans



Yves Madec

DSI Réseaux, Exploitation
et Business Intelligence
(Études informatiques)
55 ans



Pierre Novarina

Directeur Général Adjoint
(Finances, Communica-
tion, Direction technique)
(ESCP, Exp. Comptable)
57 ans



Romain Tchénio

Directeur Région Sud
Développement
et Prospective
(ESCP)
35 ans



Fabian Utzig

Directeur Général
Place du Marché
(Ingénieur en Mécanique
Université de Dortmund)
45 ans



Au plus près de nos clients





L'activité "Surgelés" : l'enseigne Toupargel

Toupargel, n°1 de la livraison de produits surgelés à domicile

L'ACTIVITE "SURGELÉS" : L'ENSEIGNE TOUPARGEL

Toupargel, n°1 de la livraison de produits surgelés à domicile p. 10

Un service de proximité disponible sur toute la France p. 12

La vente par téléphone, une relation privilégiée unique p. 13

L'écoute client, au service de l'amélioration continue p.14

Le multicanal, une souplesse renforcée p.15

La marque Toupargel, la garantie du goût et de la qualité p. 16

Une gamme diversifiée, le choix et la variété pour tous p. 17

Sommaire

N°1 de la livraison à domicile de produits surgelés en France, Toupargel est leader sur **un marché évalué à 1 milliard d'euros**. De la sélection des meilleurs produits à la livraison au domicile de particuliers, en toute sécurité, 72 h après la prise de commande par téléphone, en passant par le conseil et le suivi, Toupargel est une entreprise de services au service de ses clients.

Un business model original

1^{er} en France, **3^e** en Europe

339.9 M€ de chiffre d'affaires

35 % de part de marché¹

1 300 000 clients

3 375 collaborateurs²

1 000 références

7 000 000 de commandes annuelles

(Données 2009)

L'originalité du business model de Toupargel réside dans sa capacité à maîtriser l'ensemble des processus. De la définition des produits à leur vente en passant par la préparation des commandes, la livraison, le contrôle qualité, le suivi clients, Toupargel peut ainsi répondre efficacement aux besoins des consommateurs.

Sélection des meilleurs produits, la qualité pour tous

Toupargel dispose d'un savoir-faire de plus de 60 ans qui lui permet de proposer une offre très large. Sa gamme produits se compose de marques nationales reconnues et plébiscitées par les consommateurs et de plus de 300 produits exclusifs à marque Toupargel dont la fabrication est confiée à des fournisseurs partenaires sur la base d'un cahier des charges précis.

Conseil et suivi pour une relation durable

Les 900 télévendeurs(deuses) répartis sur 34 agences, collaborateurs de Toupargel, qui appellent tous les 17 jours les 1 300 000 clients de la société, sont des professionnels de la relation clients. Leur connaissance des habitudes de consommation de leurs clients crée une relation de proximité privilégiée.

Écoute client, un contact humain permanent

Le Service Clients est disponible par téléphone - 30 40 - pour informer et conseiller chaque client, enregistrer leurs réclamations et leur apporter une solution personnalisée. Les données recueillies sont consolidées dans une base de données et transmises aux différents services concernés pour améliorer sans cesse les produits et le service proposés.

Traçabilité, la sécurité alimentaire au cœur du service

La sécurité alimentaire est une priorité du Groupe Toupargel qui enrichit chaque année son système de prévention des risques alimentaires. Le système de traçabilité permet de connaître l'ensemble des clients ayant commandé une référence donnée. En cas d'alerte sanitaire, le retrait ou le rappel de la référence concernée peut ainsi être déclenché avec une information rapide des clients dans les cas le nécessitant.

1 - Source interne

2 - Équivalent temps plein

Les achats alimentaires représentent le 3^e poste de dépenses des Français, soit 122.7 milliards d'euros.

(Insee)

99.1 % des foyers français sont équipés d'un réfrigérateur, 61.6 % d'un congélateur.

(Gifam)

Le marché national des Surgelés et des glaces a représenté 5.7 milliards d'euros en 2009 pour la consommation à domicile. Il capte 98 % des foyers et représente 4.3 % des achats des ménages.

(Kantar Worldpanel)

Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de **1 milliard** d'euros et **4 millions** de foyers consommateurs, la livraison à domicile de produits surgelés est le **3^e réseau** de distribution de surgelés en France. Il capte les plus gros consommateurs de surgelés (221 € par an) et les fidélise fortement.

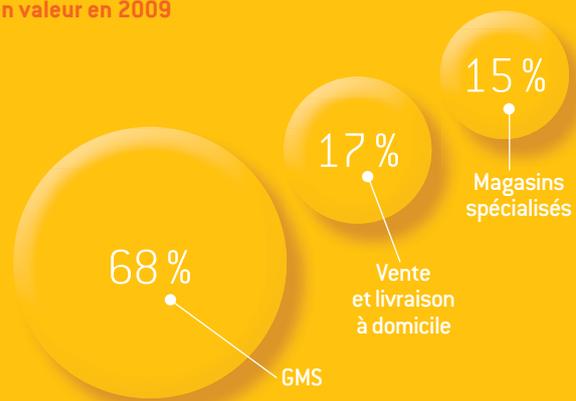
(Insee, Syndigel, Kantar Worldpanel)

Avec des chiffres d'affaires respectifs de l'ordre de 1.1 milliard d'euros et 600 millions d'euros, Bofrost et Eismann, sociétés allemandes, sont les deux premiers acteurs de la livraison à domicile de produits surgelés en Europe. Ils sont présents notamment en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Espagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Belgique. En Allemagne, marché équivalent à celui de la France, Bofrost et Eismann ont acquis une position dominante, avec respectivement 70 % et 39 % du marché.

(Source interne)

Toupargel est le leader en France et le troisième acteur européen avec un chiffre d'affaires de 339.9 millions d'euros réalisé exclusivement sur le marché français.

Répartition du marché national des Surgelés et des glaces en valeur en 2009



(Kantar Worldpanel)

Répartition du marché français de la vente et de la livraison à domicile de produits surgelés (Source interne)



- Toupargel
- Thiriet
- Maximo
- Argel
- Autres (Bofrost, Eismann, Croquegel, Picard...)

Un service de proximité disponible sur toute la France³

Toupargel Groupe a fait le choix d'internaliser tous les métiers de la livraison à domicile de produits alimentaires (téléprospection, télévente, préparation des commandes, livraison...) et de les répartir sur toute la France. L'objectif : être un acteur majeur sur son marché tout en développant une relation de proximité avec ses clients, collaborateurs et parties prenantes.

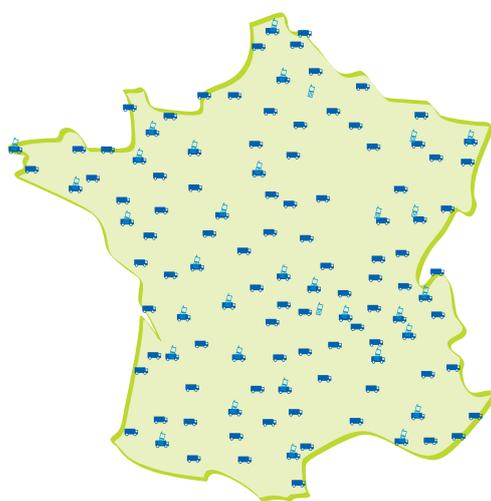
98 %
du territoire
métropolitain
est couvert par
Toupargel

1 foyer
sur **13**
est client
de Toupargel
*(sur 34 400 communes de moins de
10 000 habitants)*

30 000
commandes sont
livrées chaque jour
partout en France



60 %
des Françaises
connaissent la
marque Toupargel
*(Baromètre Ipsos, 350 femmes
de 35 ans et plus)*



 Agences de livraison Toupargel
 Agences de télévente Toupargel

Un maillage complet du territoire français

Avec 3 375 collaborateurs, près de 130 sites implantés sur tout le territoire, Toupargel dispose d'une large présence en France. Le Groupe possède un réseau dense d'agences de télévente (34) et de livraison (113) qui lui permet de prendre les commandes des clients quel que soit leur lieu d'habitation³. Ces dernières sont préparées sur les plates-formes dédiées (4) et sont livrées par les 1 200 Attachés Service Clients de Toupargel sous 72 h, dans le respect de la chaîne du froid et dans le créneau horaire indiqué par le client au télévendeur.

Une présence forte dans les communes de moins de 10 000 habitants

Historiquement, le Groupe Toupargel s'est développé en apportant un service dans les communes de moins de 10 000 habitants représentant 11 millions de foyers et qui ont peu, voire pas, de commerces de proximité. Il répond donc à un véritable besoin.

La préparation des commandes sur 4 plates-formes dédiées

En 2009, les 4 plates-formes dédiées à l'activité "Surgelés", situées à Argentan (61), Montauban (82), Poitiers (86) et Civrieux d'Azergues (69) ont préparé plus de 7 millions de commandes. Les produits sont conditionnés dans des cartons individuels marqués d'un code barre permettant des contrôles successifs et garantissant l'exactitude de chaque commande.

Grâce à ses outils informatiques, la maîtrise de la traçabilité des commandes est totale. Ainsi, l'identification de chacune des commandes des clients, mais aussi de chacun des produits, est possible à tout moment.

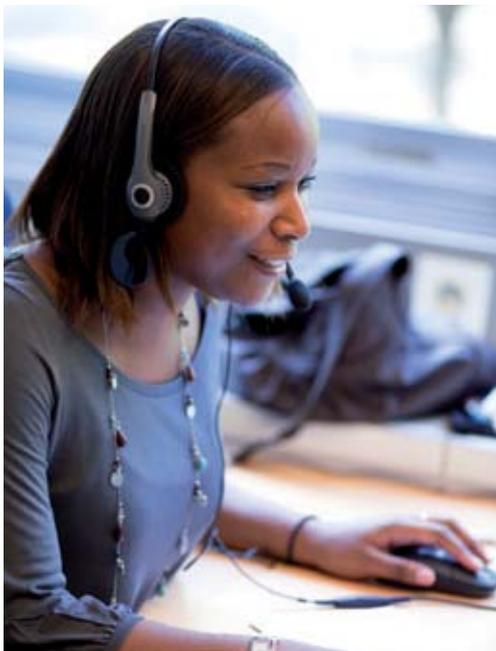
Toupargel toujours plus proche de ses clients !

En 2009, Toupargel a mis en place une nouvelle organisation de la livraison. Depuis, tous les clients d'une même zone de chalandise sont livrés par la même agence de livraison. De même, la société s'est dotée d'un outil informatique d'organisation des tournées de livraison. Ces deux éléments ont permis d'apporter un service plus souple et réactif. Entre 2010 et 2013, Toupargel poursuit cet objectif de proximité renforcée avec une nouvelle évolution de l'organisation des ventes et de la livraison : le déploiement de "concepts magasins" où chaque équipe de télévente et de livraison est dédiée exclusivement à une zone de chalandise.

³ - Hors Paris intra muros, la Corse et DOM-TOM

La vente par téléphone, une relation privilégiée unique

Depuis plus de 25 ans, la commercialisation des produits surgelés Toupargel repose sur l'appel client à l'initiative de la télévente. Un modèle de vente unique et fidélisant dans sa relation clients, qui permet à la société d'être proactive dans son offre de services.



Une connaissance fine des habitudes de consommation

Le Groupe Toupargel s'appuie sur un système de vente personnalisé par téléphone à l'initiative de la société, qui permet une proximité accrue avec les clients. 15 fois par an, les télévendeurs appellent les clients pour prendre la commande qu'ils ont préparée à partir du catalogue reçu au moment de la précédente livraison ou par voie postale. Un logiciel d'aide à la vente assiste les télévendeurs dans leur démarche commerciale. Ce dernier est enrichi des habitudes d'achat et de la taille du foyer de chaque client. Il permet de proposer une offre personnalisée et d'apporter une réponse précise aux besoins de chacun, voire de les anticiper. La télévente peut également faire découvrir les nouveautés produits et ainsi stimuler les ventes. De la vente, à la livraison en passant par le suivi clients, le contact humain est omniprésent.

Une segmentation accrue pour une personnalisation renforcée de la relation client

Mieux connaître nos clients pour mieux les servir et les fidéliser, telle est la finalité de l'outil de segmentation RFM⁴ utilisé chez Toupargel depuis juillet 2009. Cette segmentation s'appuie sur leurs habitudes d'achat (fréquence des achats, potentiel d'achat, habitudes de consommation, âge...). Cette radiographie précise de notre clientèle permet de communiquer avec eux de façon plus personnalisée en cohérence avec leurs comportements d'achat et leurs habitudes de consommation. C'est également un outil de pilotage et de suivi de l'activité des clients par segment, renforçant l'efficacité de la promotion des ventes.

Profil type de la clientèle Toupargel

- 92 % de femmes âgées en moyenne de 59 ans
 - Commandent 5.5 fois par an pour un panier moyen de 46.6 €
 - Sont acheteuses de produits VPC (notamment vêtements, produits de beauté...)
 - Habitent principalement en maison (74 %) et en milieu rural
 - Sont propriétaires de leur habitation (66 %) et ont un cadre de vie stable
 - Se connectent à internet de leur domicile moins souvent que l'ensemble des foyers français
 - Sont abonnées à plusieurs journaux et effectuent des dons pour la recherche médicale
 - Un client sur 2 est retraité
- (Données Toupargel - Axiom 2009)*

4 - La méthode RFM est un outil de segmentation clients basé sur trois lettres :

- le "R" de Récence (date de la dernière commande),
- le "F" de Fréquence (combien d'achats lors des 15 derniers cycles),
- le "M" de Montant (le total des achats effectués sur un an).

22.6 %

C'est la part des 60 ans et plus dans la population française en 2010. Elle sera de 27 % en 2020

(Insee, Enquête de l'observatoire Cetelem 2010)

41 %

de foyers français résident dans des communes de moins de 10 000 habitants

1 commune sur 2

ne bénéficie pas de commerces de proximité

En 30 ans,

le nombre de petites épiceries a été divisé par 6, le nombre de boucheries par 3

(TNS, Secodip, Insee Syndigel)

L'écoute client au service de l'amélioration continue

L'atout majeur de Toupergel : une relation personnalisée avec ses clients. Toupergel reste à l'écoute pour mieux répondre aux attentes des consommateurs et même les devancer. Soucieuse de différencier son offre par rapport à celle du marché, elle anticipe les tendances pour réagir en temps réel aux évolutions de la consommation.

66 %
des clients
ont vraiment
confiance en
Toupergel (qualité de
la relation, du service et
de l'offre produits)⁵

Les habitudes de consommation évoluent :
baisse du panier moyen, priorité aux promotions et aux conditionnements réduits (chasse au gaspillage, fractionnement des dépenses)... Près de **50 % des ménages affirment avoir changé leurs habitudes alimentaires depuis un an.** Cette proportion grimpe à 71 % chez les ménages au revenu très modeste. Pour autant, il n'y a pas de décroissance et il ne s'agit pas de moins consommer. Mais il y a un désir de mieux consommer. (Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche - Analyse, prospection et évaluation - juillet 2009, l'Express, 23 janvier 2010)

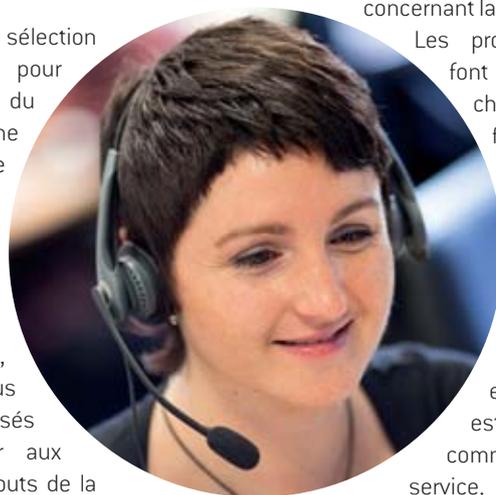
L'achat utile devient une tendance lourde et sociologique : **40 % des Français souhaitent consommer mieux** en n'achetant que des produits utiles et en supprimant le superflu. (Le Journal des Finances, 25 avril 2009)

Toupergel au plus près des besoins de ses clients

Toupergel est en permanence à l'écoute du marché, des innovations et de ses clients. Elle sélectionne et développe des produits répondant à leurs attentes, en veillant à proposer toutes les références génériques qu'ils plébiscitent. Les lancements sont sécurisés et confiés à des partenaires industriels.

La satisfaction client : un objectif partagé par tous

Toupergel procède à une sélection rigoureuse pour proposer le meilleur du surgelé. L'introduction d'une nouveauté potentielle est conditionnée par la réussite des tests organoleptiques réalisés par un panel de dégustation. Le conditionnement, le visuel, le goût, la praticité, le potentiel de vente, tous ces paramètres sont passés au crible pour donner aux nouveaux produits les atouts de la réussite.



Un Service Clients à l'écoute

Depuis 2007, l'ensemble des remontées clients et le détail des modalités de traitement mises en œuvre est répertorié dans une base de données centralisée. D'une part, elle permet d'identifier rapidement les réclamations récurrentes et d'en accélérer le traitement de fond par la mise en place d'actions d'amélioration continue des produits et processus. Et d'autre part, chaque télévendeur peut accéder en temps réel au détail des réclamations de ses clients ainsi qu'à l'état de

leur traitement. Il peut ainsi utiliser à bon escient chaque incident rencontré dans le parcours de la relation tissée avec ses clients.

Une information transparente sur les produits

Dans un souci d'information permanente de ses clients, Toupergel apporte un maximum de précisions sur les produits, les emballages et dans ses catalogues. Parallèlement, la force de vente dispose d'un outil informatique lui permettant de répondre précisément aux interrogations concernant la gamme produits.

Les produits à marque propre font l'objet d'un cahier des charges strict, établi avec les fournisseurs partenaires de Toupergel. Pour faciliter la gestion et sécuriser les données, ces cahiers des charges sont stockés dans un outil informatique. Au-delà de l'aspect pratique et réactif, cet instrument est un véritable outil de communication interne pour le service.

Une évaluation régulière de la satisfaction clients

Depuis 1998, Toupergel mesure chaque année le taux de satisfaction des clients.

5 - Bilan d'image réalisé auprès de 680 clients en janvier 2009 par le Cabinet d'études Coté Clients

Le multicanal, une souplesse renforcée

Catalogues, newsletters, partenariats... En 2009, Toupargel s'ouvre au multicanal pour une communication de proximité renforcée, une relation personnalisée privilégiée et pour attirer une nouvelle clientèle.

Catalogue, média de communication historique

15 fois par an, Toupargel dépose ou envoie au domicile de ses clients un catalogue qui présente à chaque édition, suivant une thématique donnée, 200 produits en vedette et plus de 800 autres, de l'apéritif au dessert. Véritable outil d'aide à l'achat, il est accompagné d'un courrier proposant des offres personnalisées au client (cadeaux, réductions, programme de fidélité) en fonction de son profil. Toupargel propose des nouveautés et des promotions toutes les trois semaines.

Une communication renforcée

Ouverture aux appels entrants*



Depuis le début de l'année 2009, afin d'être toujours au plus près des

attentes de ses clients en leur proposant un service plus souple, Toupargel a mis en place une équipe dédiée aux appels entrants : le Service Clients, joignable à partir d'un numéro court et gratuit : le 30 40. À partir de ce numéro, les clients ou non clients qui préfèrent être à l'initiative de leurs commandes, changer l'horaire de leur livraison, modifier le contenu de leur commande ou simplement obtenir des renseignements, ont à leur disposition une équipe formée et spécialisée pour gérer immédiatement ces demandes. 77 % des 400 000 appels enregistrés au Service Clients en 2009 concernaient les commandes et les livraisons.

Des newsletters

Les clients Toupargel peuvent également être informés par courriel des promotions ou de la recette du moment au travers de l'envoi de newsletters mensuelles (deux toutes les trois semaines : une newsletter commerciale et une éditoriale).

Partenariats : enrichir le fichier clients

Depuis 2009, Toupargel a mis en place une politique de partenariats, notamment avec des sociétés de vente par correspondance, par internet, à domicile et avec la presse. En 2010, Toupargel entend bien tirer profit des actions qui ont fait leurs preuves en 2009 pour rendre la marque plus visible en développant de nouvelles opérations.



20 millions de catalogues ont été distribués en 2009



Le lancement du site marchand Toupargel en mars 2010 vient parachever l'offre multicanal. Nouveau média de communication, le site marchand, via des newsletters, des informations sur l'historique des commandes, des conseils culinaires et des informations pratiques renforce la relation privilégiée qui unit Toupargel à ses clients actuels. Dans un second temps, il permet d'attirer également une nouvelle clientèle, urbaine, jeune et active, notamment grâce au lancement de produits "tendance" (éthnique, bio..).



* Appels entrants = appels à l'initiative des clients ou prospects

Newsletters Toupargel

La marque Toupargel, la garantie du goût et de la qualité



Depuis 2005, Toupargel développe une gamme de produits à marque propre, au rythme d'une centaine de nouvelles références par an. Environ 30 % des 1 000 produits actuellement proposés portent la marque Toupargel, permettant au Groupe de créer une offre exclusive en surgelés, de valoriser son image de sélectionneur-distributeur et de développer une communication fondée sur des engagements forts (naturalité, sécurité alimentaire).

Se différencier, un atout pour fidéliser

Les produits Toupargel sont segmentés en fonction des moments de consommation, facilement identifiables par les clients grâce à deux chartes graphiques distinctes, l'une pour les produits de consommation quotidienne, l'autre pour les produits "Premium", signés "Les Fins Gourmets". Ces derniers comprenaient 44 références en 2009. Ce chiffre sera doublé en 2010. Les produits bruts (viandes, volailles, produits de la mer) représentent 25 % du chiffre d'affaires de la marque Toupargel. Cette part est appelée à augmenter en 2010.

Préserver la naturalité des produits

En 2009, Toupargel a renforcé ses exigences sur la présence d'additifs dans les produits lancés pour s'orienter vers une exclusion complète des exhausteurs de goût, des arômes et colorants artificiels, et des conservateurs non indispensables. Les nouveautés de la gamme Toupargel en sont d'emblée exemptes.

Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2010, aucune référence permanente ne contenait de matière grasse végétale hydrogénée (hors produits à marques nationales). 70 produits ont été modifiés et un travail de fond a été engagé auprès des fournisseurs pour intensifier les contrôles sur les nouvelles recettes.

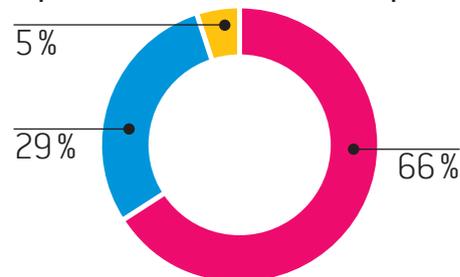
Garantir une sécurité alimentaire optimale

Pour garantir la sécurité alimentaire, Toupargel procède à des contrôles précis du respect de la chaîne du froid, de la réception sur ses plates-formes à la livraison au domicile du particulier. Des suivis de températures sont réalisés en permanence pendant le stockage, la préparation

de commandes, le transport. Des contrôles bactériologiques sont également réalisés par des laboratoires externes.

Au-delà des différents contrôles effectués sur les produits, Toupargel vérifie régulièrement le respect des modalités des process qualité au travers d'audits internes dans les agences, sur les plates-formes de préparation de commandes et chez ses fournisseurs.

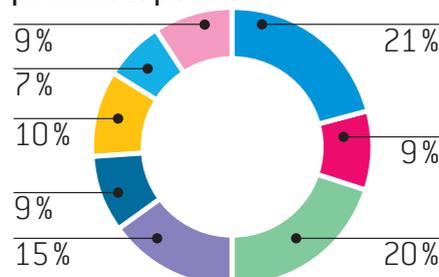
Répartition du chiffre d'affaires 2009 par marque



hors gammes spécifiques, boutique et épicerie

■ Marques neutres ■ Marques nationales
■ Marques Toupargel

Répartition du chiffre d'affaires 2009 par famille de produits



hors gammes spécifiques et boutique

■ Apéritif, entrées ■ Légumes, garnitures
■ Plats cuisinés, aides culinaires ■ Boulangerie, pâtisseries
■ Produits de la mer ■ Glaces
■ Viandes ■ Volailles



120
nouveaux produits
à marque Toupargel
ont été lancés en
2009

Lancement de plus
de **10 produits**
éthniques à marque
Toupargel en 2010

Les **7 millions**
de commandes
annuelles
bénéficient d'une
traçabilité maîtrisée

D'après une étude du Crédoc,
la sécurité alimentaire est
le premier critère de choix
pour 81 % des consommateurs
français, devant le prix (76 %)
(Pointsdevente.fr - 30 novembre
2009)

En France, **la part de marché**
des marques distributeurs
a gagné deux points en 2008
pour atteindre 34 %
(Euler Hermès SFAC 2009)

Une gamme diversifiée, le choix et la variété pour tous

Avec plus de 1 000 références, de l'apéritif au dessert, des plats prêts à servir, individuels ou familiaux, mais aussi des produits à cuisiner (légumes, viandes, poissons), Toupargel propose l'une des gammes les plus larges du marché qui s'adapte à chaque cible.

Un leadership en produits bruts

La société commercialise une offre large de produits bruts (légumes et pommes de terre, viandes, volailles, produits de la mer, non cuisinés), adaptée aux besoins de clients préférant préparer leurs repas. Ainsi, la gamme de découpes de viandes de bœuf charolais constitue une exclusivité sur le marché de la livraison à domicile. L'essentiel de son approvisionnement est réalisé par Toupargel Production, l'atelier de découpe de viandes de l'activité "Surgelés" installé à Grenoble.

Une offre large pour chaque profil

Produits "plaisir"

Toupargel propose une offre large de produits "plaisir", plus particulièrement appréciés par la clientèle périurbaine, active, à la recherche de plats qualitatifs et pratiques, et également prisée par ses meilleurs clients sensibles à ce service digne d'un traiteur à domicile.



Des gammes spécifiques exclusives

Toupargel tient compte de la diversité de ses consommateurs. Elle propose une offre de produits surgelés cacher, halal, ainsi qu'une gamme de produits adaptés aux régimes alimentaires spécifiques. Cette dernière sera enrichie en 2010.



Des marques nationales

Avec plus de 100 références à marques nationales, Toupargel propose les signatures plébiscitées par les consommateurs (Bonduelle, Weight Watchers, Carte d'Or...), dans les familles clefs (glaces, légumes, plats cuisinés). Les autres produits sont commercialisés sous la marque Toupargel ou sans mise en avant de marque.

Une majorité de produits "Origine France"

Près de 75 % des produits commercialisés sont fabriqués en France. Les produits originaires d'Europe ou du Monde sont principalement des produits bruts (Colin d'Alaska, noix de Saint Jacques...).

Une segmentation renforcée pour répondre à une nouvelle clientèle

L'offre est sans cesse retravaillée pour répondre à des besoins toujours plus nombreux et plus larges. En 2010, Toupargel lancera notamment une centaine de recettes inédites, comme la fondue savoyarde ou la raclette. Par ailleurs, elle proposera une offre élargie en produits bio, des produits gourmands (apéritifs "Premium"), du "fait maison", avec de nouveaux desserts, comme la poire au vin et la mousse au chocolat. Mais aussi des produits ethniques (créoles, indiens, Tex Mex, etc.) avec la gamme "Invitation au voyage".

Les produits de la mer



Toupargel ambitionne de proposer l'offre la plus large du marché (15 nouvelles références en 2009 et une vingtaine prévues en 2010 sous la marque Toupargel), avec des produits de qualité (découpes nobles) et des espèces moins connues (saumon sauvage, vivaneau, etc.). Elle a bâti une charte d'engagements en faveur de la pêche responsable et contribue à la préservation des ressources halieutiques en privilégiant les espèces moins vulnérables et l'aquaculture.



50 %
c'est la part du chiffre d'affaires de Toupargel en produits bruts

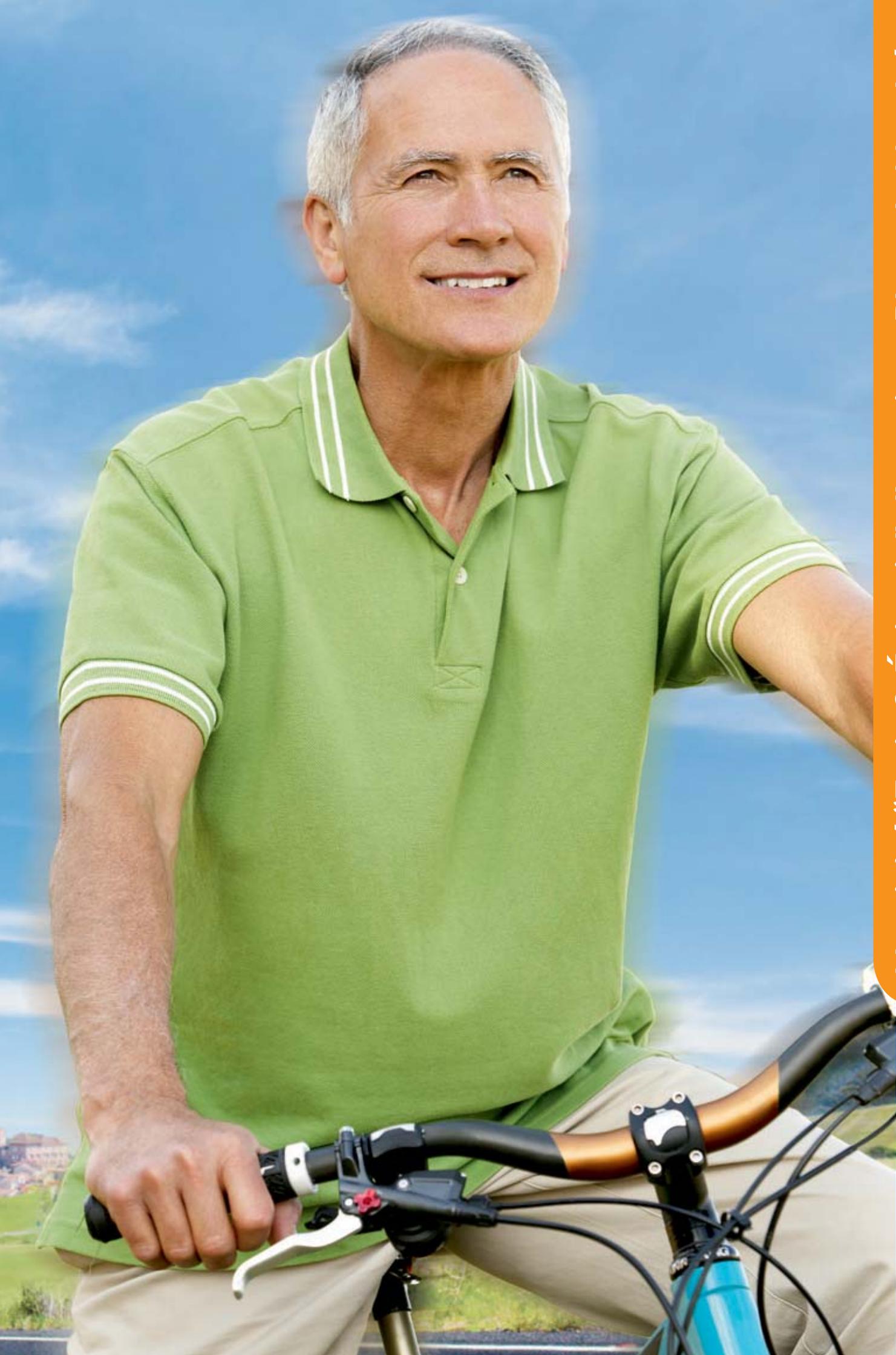
51 %
des Français aiment faire la cuisine tous les jours
[Kantar Worldpanel]

4 % des Français sont concernés par les allergies alimentaires
[Escalon H., Bossard C., Beck F. dir. Baromètre santé nutrition 2008. Saint-Denis : INPES, coll. Baromètres santé, 2009 : 424 p.]

5.5 milliards d'euros
c'est le chiffre d'affaires du marché alimentaire halal prévu d'ici fin 2010
[Institut Solis]

Anticiper les attentes de demain





L'activité "Frais & Épicerie" : l'enseigne Place du Marché

Place du Marché, spécialiste de la livraison à domicile de produits frais et d'épicerie

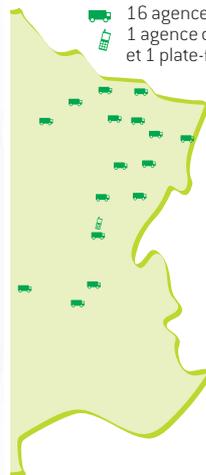
L'ACTIVITÉ "FRAIS & ÉPICERIE" : L'ENSEIGNE PLACE DU MARCHÉ

Place du Marché, spécialiste de la livraison à domicile de produits frais et d'épicerie p. 20

Place du Marché est entrée dans l'ère du multicanal p. 22

Mise en place en 2002, l'activité "Frais & Épicerie" a su trouver sa place au sein du Groupe, avec, en 2009, un chiffre d'affaires en progression, une nouvelle clientèle et un nombre de références produits toujours croissant.

16 agences de livraison
1 agence de télévente
et 1 plate-forme logistique



Une présence exclusive dans le grand quart Nord-Est

Le réseau de livraison de Place du Marché couvre près de 20 % du territoire, soit 8 000 communes de 29 départements du Nord-

Est et du Centre de la France (une zone allant du Nord au Sud, de Reims à Saint-Étienne, de l'Est à l'Ouest, de Colmar à Clermont-Ferrand).

Un savoir-faire adapté aux nouveaux besoins

Avec sa plate-forme logistique de 16 000 m² située à Chalon-sur-Saône, à même de préparer jusqu'à 8 000 commandes par jour, et son réseau de livraison associé à celui de l'activité "Surgelés", Place du Marché offre à ses clients un service rapide et efficace. Aujourd'hui, les habitants d'une grande ville ou d'une zone rurale isolée peuvent être livrés par Place du Marché sous 48 h en produits d'alimentation, frais, d'épicerie et d'hygiène.

Plus de 4 000 produits qualitatifs

L'offre Place du Marché compte une gamme de plus de 4 000 références et se compose de 1 100 produits frais (fruits et légumes, poissons, viandes, volailles et produits laitiers) mais aussi de produits d'épicerie et non-alimentaires (hygiène, maison et entretien, alimentation pour animaux). Cette gamme est présentée dans un catalogue édité 13 fois par an ; elle est identique à celle du site marchand (voir p 22).

Place du Marché, c'est aussi plus de 900 produits à marque Casino (300 références en plus en 2009) d'un excellent rapport qualité prix et plébicités par notre clientèle. Près de 20 % du chiffre d'affaires est réalisé par les produits à marque Casino.

L'année 2010 sera marquée par le développement des gammes épicerie et non-alimentaire. Sans abandonner les produits frais, qui sont l'une des forces majeures de Place du Marché. Avec un choix parmi les plus larges, l'activité tendra à se rapprocher des chiffres de la grande distribution où l'épicerie représente environ deux tiers des références. L'offre des produits Casino sera également largement représentée dans les nouveautés.

De nouvelles références pour répondre à de nouveaux besoins

Tout au long de l'année, près de 600 références supplémentaires seront proposées aux clients. Ils auront ainsi un choix de près de 5 000 produits d'ici fin 2010.

La gamme produits de Place du Marché sera renforcée en produits pour lesquels la livraison à domicile prend tout son sens, comme le non-alimentaire (lessive, hygiène...). Les gros conditionnements permettant de cibler les familles, premiers acheteurs sur internet, seront également développés.

Répartition de l'offre globale Frais & Épicerie

■ Frais ■ Épicerie



Place du Marché Supermarchés
(Source interne)

A terme, les clients Toupargel se verront proposer les produits frais et d'épicerie. Un moyen pour le Groupe d'élargir son offre produits.



Premiers pas vers l'élargissement de l'offre produits

En 2009, le transport entre les plates-formes logistiques et les agences de livraison de Toupargel et de Place du Marché a été mutualisé. Fin 2009, 8 000 clients Toupargel ont reçu des newsletters leur permettant de découvrir au travers d'offres privilégiées le service de livraison de produits frais et d'épicerie de Place du Marché.

En 2010, toutes les agences de livraison Toupargel et Place du Marché seront mutualisées et les camions de livraison seront bi-température, ce qui permettra de livrer en même temps des produits frais, d'épicerie et surgelés. L'offre de produits sera ainsi élargie et la zone de chalandise de Place du Marché pourra s'étendre progressivement.

Grâce à son maillage géographique et à son outil informatique d'organisation des tournées de livraison, Place du Marché est en mesure de livrer plusieurs fois dans la même semaine ses clients en cas d'imprévu, tout en maîtrisant ses coûts de livraison.



Plus de **500 produits** bénéficient d'animations promotionnelles

50 000 clients Place du Marché en 2009

20 000 clients communs entre Place du Marché et Toupargel sur l'Est, le Nord et le Centre de la France

800 références produits ajoutées en 2009 pour atteindre un total de 4 000 en fin d'année

Place du Marché est entrée dans l'ère du multicanal



En 2009, Place du Marché a lancé son blog

2 %
du chiffre d'affaires de Place du Marché a été généré en 2009 par le site internet



10 000
newsletters ont été envoyées chaque semaine

Précurseur au sein du Groupe Toupargel dans l'e-commerce, avec l'ouverture de son site marchand début 2009, l'enseigne Place du Marché a expérimenté de nouveaux outils de communication et développé sa notoriété. Elle ouvre ainsi la voie pour le lancement du site dédié à l'activité "Surgelés" : www.toupargel.fr

Élargir la clientèle et l'offre produits

Depuis début 2009, Place du Marché propose deux modes de commande à ses clients : par téléphone et par internet avec placedumarche.fr.

La télévente, savoir-faire du Groupe, a été adoptée dès la création de l'activité. Aujourd'hui, un centre d'appels regroupant 36 télévendeurs et 40 téléprospectrices permet de traiter les commandes de près de 50 000 clients.

Le site marchand a permis, quant à lui, de cibler de nouveaux clients et de développer l'activité. L'enseigne Place du Marché nécessitait un canal de vente complémentaire à celui du téléphone : 20 articles commandés en télévente contre 45 par internet et un panier moyen qui passe du simple à plus du double : 52 € contre 114 €. Avec toutefois une clientèle spécifique.

En effet, au-delà de la clientèle historique de Place du Marché - les habitants des communes de moins de 10 000 habitants où les commerces de proximité sont peu nombreux - l'e-commerce attire des consommateurs plus urbains, plus actifs et de type familial. L'âge moyen des clients est de 62 ans pour la télévente et de 40 ans pour internet.

Malgré les différences, le client internet, comme le client télévente, trouve un réel avantage à la livraison à domicile : un palliatif au manque de commerces de proximité pour l'un et un service idéal pour sa flexibilité et son confort pour l'autre.

En 2010, placedumarche.fr va rajeunir sa gamme grâce au lancement de nouveaux produits. En suivant les tendances, l'enseigne saura être précurseur pour proposer une offre toujours plus attrayante à sa clientèle.

Une présence accrue sur le web

Place du Marché a décidé d'occuper la toile au-delà de son site marchand en ouvrant un blog actualisé régulièrement. Touchant une cible plus jeune, il permet également un retour rapide de la part des

clients grâce aux commentaires et une proximité accrue.

Parallèlement, de nombreux axes de communication ont été expérimentés :

- Online (sur internet) : référencement naturel et payant, réseaux sociaux, sponsoring, e-mailing, échange de liens, co-registrations, cobranding...
- Offline : affichage, spot radio, accroche-porte...

En 2010, les clients "télévente" bénéficieront d'une communication dédiée via le site marchand placedumarche.fr. Ils retrouveront dans leur compte client internet l'historique de leur commande prise par téléphone.



Placedumarche.fr comptait 1 200 clients actifs en 2009

Nos atouts sur le marché des cybermarchands

- Un réseau de livraison large et performant garantissant la qualité de service et limitant les coûts de livraison que l'on habite en ville ou en campagne ;
- Une offre variée de produits frais, d'hygiène et d'épicerie ;
- Une offre en produits frais très large, notamment en poissons ;
- La maîtrise de la chaîne du froid (camions bi-température).

11 %* des internautes achètent des produits alimentaires

Les premiers cybermarchés alimentaires ont vu le jour dès la fin des années 90 mais l'activité a mis du temps à se développer en France. Depuis fin 2007, l'émulation est sensible sur le marché des cybermarchands, notamment avec l'apparition de nouveaux acteurs tels que les supermarchés. Par ailleurs, les groupes déjà présents sur le marché ont développé une offre élargie avec des services complémentaires (recettes en ligne, extension des rayons disponibles, promotions ciblées...)

3 types de cybermarchés :

À ce jour, trois profils type de cybermarchands sont présents en France :

- Les indépendants : ils utilisent des entrepôts dédiés, les commandes sont préparées sur des plates-formes centrales (Auchandirect, Télémarket, Ooshop, Houra).
- Ceux qui favorisent le "picking" : les commandes sont préparées dans un magasin physique, le cybermarché rayonne donc sur sa zone de chalandise. Le stock du magasin est commun aux deux activités.
- Les "drive" : les commandes sont préparées en magasin physique ou en plate-forme dédiée et c'est le client qui les retire ensuite dans un point aménagé pour les voitures.

Les enjeux des cybermarchés :

- Optimiser la gestion de flux logistiques distincts (frais, épicerie, surgelés).
- Maîtriser la chaîne du froid (notamment pour les produits frais dont les dates limites de consommation sont courtes).
- Optimiser les tournées de livraison (notamment les derniers kilomètres) pour concilier rentabilité, souplesse et qualité du service.

(Centre Régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (CROCIS) – janvier 2010)

+ 25 %

de progression
du chiffre d'affaires
e-commerce en 2008
(à 20 Mds €)

(Étude ICE – Bilan e-commerce 2008/
Fevad/KPMG)

33.1 millions

d'internautes français

21.7 millions

d'acheteurs en ligne
en France

(Médiamétrie - Observatoire des
Usages Internet - 1^{er} trimestre 2009)

78 %

des Français achètent
à distance, de préférence par internet

(Fevad 2009)

65 %

des acheteurs en ligne
ont 50 ans et plus

65.5 %

des acheteurs en ligne
habitent en province

63.6 %

des acheteurs en ligne
sont retraités

(Médiamétrie - l'observatoire des Usages
Internet – 1^{er} trimestre 2009)

350 M€

c'est le chiffre d'affaires
des cybermarchés
alimentaires

(Source interne)

10 %

de progression moyenne
annuelle de l'activité
des cybermarchés
alimentaires

(Centre Régional d'observation
du commerce, de l'industrie et des
services (CROCIS) - janvier 2010)

* Baromètre Fevad - Médiamétrie/NetRatings mai 2009

Agir en marque responsable





Un groupe impliqué dans le Développement Durable

Les enjeux de la Responsabilité Sociale des Entreprises dans le Groupe Toupargel

UN GROUPE IMPLIQUÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les enjeux de la RSE dans
le Groupe Toupargel p. 26

Une gouvernance
responsable p. 28

Nos engagements
environnementaux p. 30

Nos engagements sociaux
p. 33

Nos engagements
économiques
et sociétaux p. 41

Sommaire

“Les missions de Toupargel, ses valeurs et sa place de leader sur son marché conduisent la société à assurer son développement de façon responsable dans les domaines sociaux et environnementaux.

La Direction Développement Durable, créée début 2009, a pour objectif de définir la politique, les indicateurs et mettre en place les plans d’actions permettant à Toupargel de respecter ses engagements sociaux, économiques et environnementaux. Un comité de pilotage composé de 14 membres représentatifs de la société - la Green Team - a été nommé afin de mettre en œuvre ces plans d’actions et suivre les indicateurs.

L’adhésion de Toupargel au “Pacte Mondial” depuis 2007 est le garant de son engagement en tant qu’entreprise responsable socialement.”

Les enjeux environnementaux

- Évaluer notre empreinte carbone
- Maîtriser et réduire nos consommations énergétiques pour limiter notre impact sur le changement climatique
- S’engager dans le recyclage et le retraitement de nos déchets
- Réduire notre impact environnemental lié à la consommation de papier

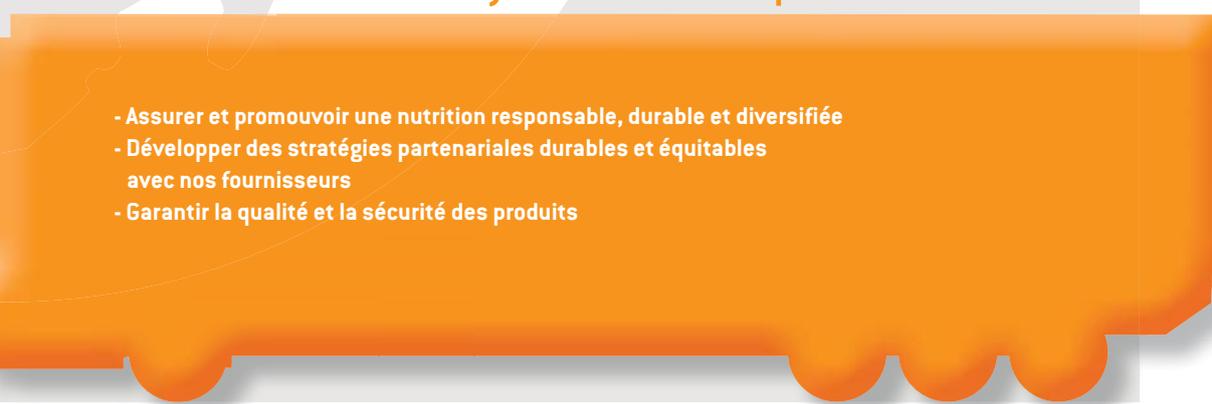
Les enjeux sociaux

- 
- Recruter et fidéliser nos collaborateurs en assurant un parcours professionnel motivant
 - Préserver la santé et la sécurité de nos collaborateurs
 - Favoriser le dialogue social et la communication interne
 - Former et faire adhérer nos collaborateurs aux pratiques du Développement Durable
 - Pratiquer une politique en faveur de la mixité et de la diversité



François Bernet
Directeur
du Développement Durable

Les enjeux économiques

- 
- Assurer et promouvoir une nutrition responsable, durable et diversifiée
 - Développer des stratégies partenariales durables et équitables avec nos fournisseurs
 - Garantir la qualité et la sécurité des produits

Une gouvernance responsable

Notre gouvernance est le fruit d'une démarche engagée, tournée vers l'intégration des grands enjeux de l'entreprise dans son pilotage interne et l'anticipation des risques et opportunités de ses marchés. Le Groupe Toupergel ne prend pas de décision dans une optique financière à court terme, mais inscrit sa politique et son action dans la création de valeurs équitables et responsables pour toutes les parties prenantes de l'entreprise.

Transparence et efficacité

Le *Conseil d'Administration* est composé des représentants des actionnaires majoritaires et d'administrateurs indépendants. Issus de ce conseil, un comité d'audit et un comité des rémunérations l'assistent dans ses fonctions de contrôle et de politique salariale.

Le *Comité Exécutif*, représentatif de l'ensemble des fonctions de Toupergel, assure la direction générale du Groupe et supervise l'exécution de la stratégie définie par le Conseil d'Administration.

Le *Comité Opérationnel*, composé des membres du management commercial, assure la mise en place des actions sur le terrain.

Le *Comité des Risques*, mis en place en 2002, a pour mission la prévention des risques majeurs.

Le "Pacte Mondial", garant de l'engagement RSE de Toupergel

Toupergel est signataire du "Pacte Mondial" des Nations Unies, une initiative internationale qui rassemble des entreprises, des membres de la société civile et du monde des affaires, des agences des Nations Unies, pour promouvoir dix principes universels en matière d'environnement, d'éthique et de droit du travail. Toupergel s'engage à respecter, à promouvoir et à intégrer les dix principes du "Pacte Mondial" dans sa stratégie, sa culture d'entreprise et ses activités au quotidien.

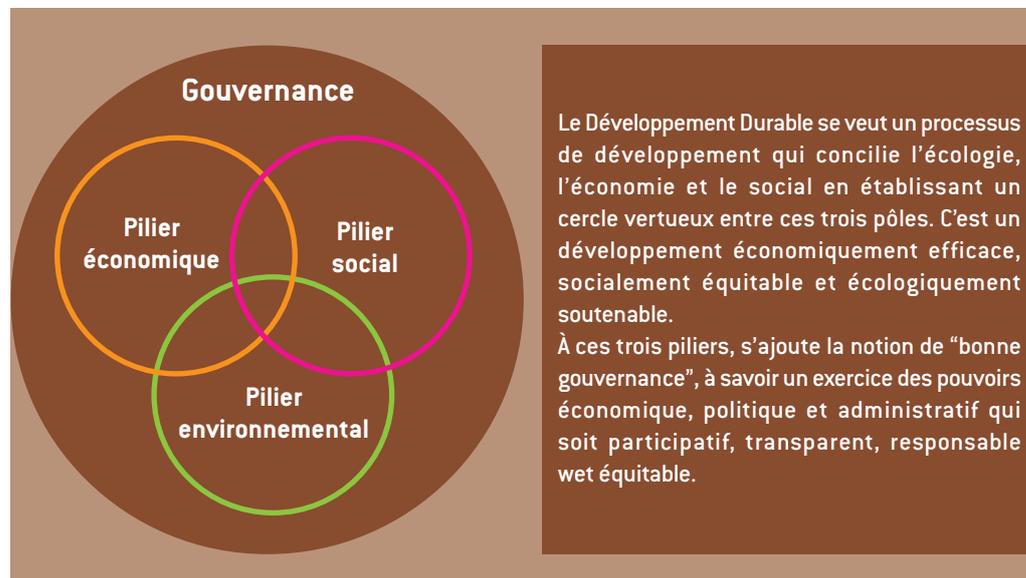


NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL



Toupergel a édité en 2009 une charte interne sur ses engagements RSE

Les 3 piliers +1 du Développement durable



Les 10 principes du "Pacte Mondial"

Les entreprises signataires sont invitées à :

1. Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'Homme dans leur sphère d'influence.
2. Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des Droits de l'Homme.
3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective.
4. Éliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
5. Abolir de manière effective le travail des enfants.
6. Éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession.
7. Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.
8. Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

La communication interne, premier levier de la RSE

Des actions de communication interne ont été entreprises pour que les collaborateurs de Toupargel s'approprient les enjeux du Développement Durable :

- Participation à la semaine du Développement Durable 2009 : campagne d'affichage en agences, quiz interactif sur le Développement Durable.
- Conférence sur "les enjeux énergie-climat" au siège social relayée par DVD dans les différents établissements de la société.
- Espace dédié sur l'intranet et le forum permettant d'informer les collaborateurs sur l'actualité du Développement Durable, l'avancée des projets et remonter les bonnes pratiques.
- Sensibilisation aux éco-gestes en matière d'utilisation de l'eau, de l'électricité et du papier au travail, ainsi qu'à la conduite douce dans le cadre des déplacements professionnels.



Quiz interne durant la semaine du Développement durable 2009

Toupargel sélectionnée pour le Gaia Index



Toupargel a été retenue comme l'une des 70 valeurs sélectionnées dans l'indice Gaia Index sur les 230 sociétés analysées (Eurolist A, B, C, Alternext).

Issu de la nécessaire prise en compte des éléments extra-financiers pour l'analyse des sociétés cotées et non cotées, le Gaia Index a pour objectif de mesurer l'engagement des valeurs moyennes en terme de gouvernance, de risques environnementaux et sociétaux. Ce projet de place initié par IDMidCaps et EthiFinance, avec le soutien de la Société Française des Analystes Financiers et

MiddleNext, connaît pour sa première édition une forte adhésion des émetteurs avec la participation de 230 sociétés cotées issues de trois secteurs représentatifs de l'économie française : l'industrie, les services et la distribution.

Les résultats du Gaia Index sont contrôlés par un comité de surveillance composé de professionnels (émetteurs, analystes et gérants) et de deux associations reconnues et actives dans l'univers des valeurs moyennes : la Société Française des Analystes Financiers et MiddleNext.

La constitution de l'indice est annuelle et disponible sur www.gaia-index.com.



Support interne rappelant les "éco-gestes"



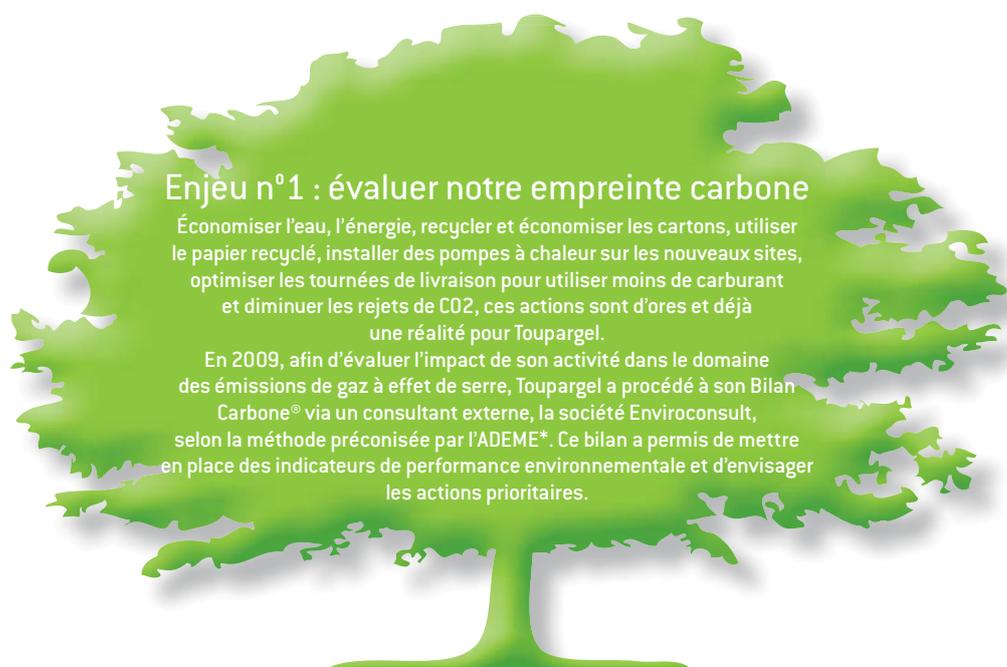
14 membres représentatifs de chaque service du Groupe

Objectifs :

- > Promouvoir le Développement durable en interne et en externe
- > Coordonner les actions
- > Définir et évaluer les indicateurs de performance

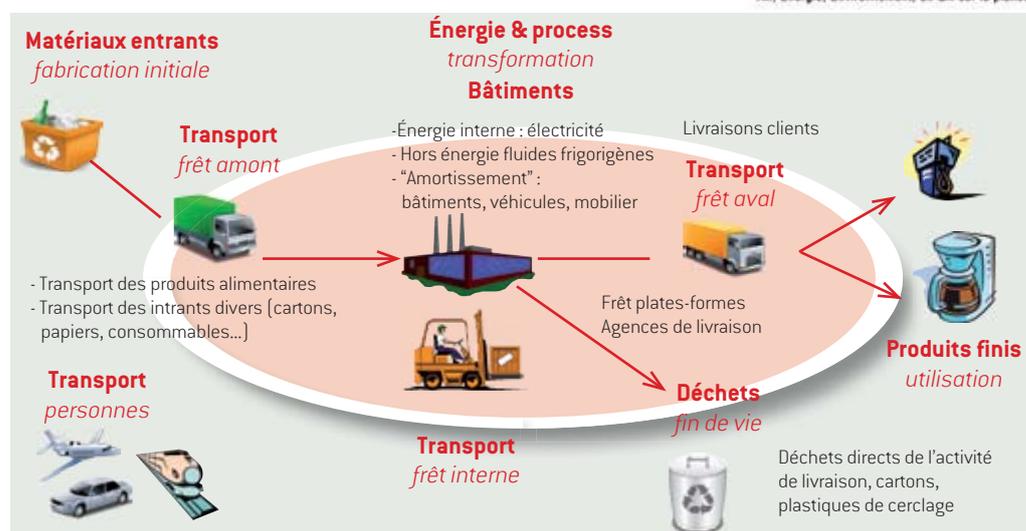
Nos engagements environnementaux

Dans le domaine environnemental, Toupargel cherche à améliorer son efficacité énergétique et s'engage à utiliser, selon l'évolution de la technologie, les énergies et modes de conservation du froid les plus faibles en gaz à effet de serre ainsi qu'à investir dans des véhicules de livraison plus propres. Dans ce cadre, Toupargel a mandaté le cabinet Enviroconsult pour réaliser son Bilan Carbone®, élaborer un plan d'actions de réduction des gaz à effet de serre à court et long terme.

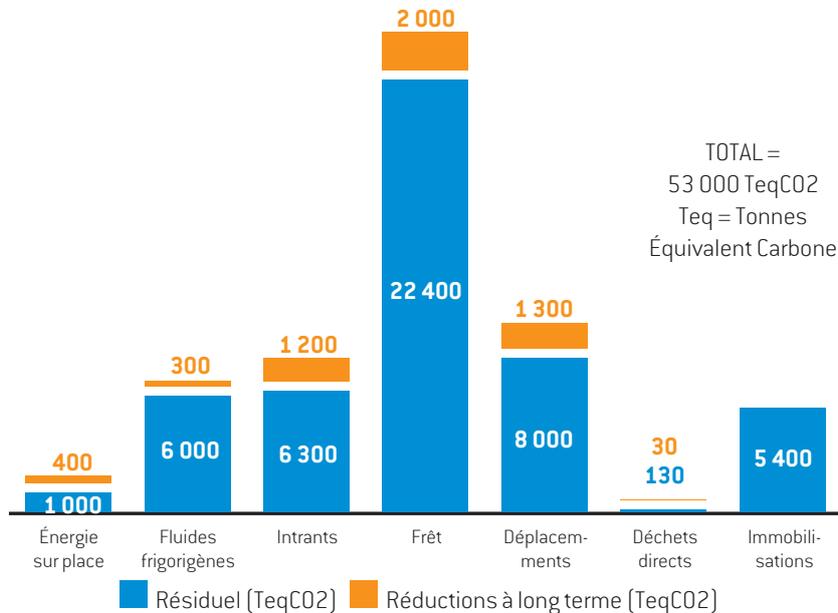


* Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

Quels postes sont pris en compte dans le Bilan Carbone® ?



1
million de litres
de gasoil
économisé
en 3 ans

Résultat du Bilan Carbone® :**le fret et les déplacements, premiers postes émetteurs de gaz à effet de serre***(Enviroconsult - Toupargel octobre 2009)*

Frêt : transports des fournisseurs (produits alimentaires, intrants divers), internes (des plates-formes logistiques aux agences de livraison), vers les clients (tournées de livraison).

Déplacements : domicile-travail et dans le cadre du travail (routiers, ferroviaires, aériens)

Intrants : cartons de livraison, papier (catalogues, administratif), plastiques de livraison (cerclage des commandes).

Fluides frigorigènes : chambres froides, camions de livraison, climatisation des bâtiments.

Énergie sur place : électricité (groupes froids des entrepôts et des véhicules, chauffage des lieux de travail, éclairage, consommations diverses), diesel (navettes internes et camions de livraison), fuel (groupes "froid ventilé").

Immobilisations : bâtiments, véhicules, mobilier, parc informatique.

Un plan d'action prioritaire pour la réduction des gaz à effet de serre

À partir des résultats de son Bilan Carbone®, Toupargel a mis en place un plan d'actions dans le domaine environnemental dont les principaux axes sont les suivants :

- **Maîtriser et réduire nos consommations énergétiques pour limiter notre impact sur le changement climatique, notamment :**

- Rationaliser les tournées de livraison en nous aidant d'un outil d'aide à la décision, Distriplanner, qui permet de réduire le kilométrage moyen.
- Former l'ensemble de nos livreurs à l'éco-conduite.
- Diminuer le nombre de déplacements internes de nos collaborateurs par l'intensification de l'utilisation du web-conferencing.
- Optimiser la consommation électrique générée par le process de refroidissement des cellules de nos camions de livraison.
- Maîtriser la consommation des fluides frigorigènes.
- Favoriser le co-voiturage.

- **S'engager dans le recyclage et le retraitement de nos déchets, notamment :**

- Augmenter le taux de récupération des cartons de livraison chez nos clients.

- **Réduire notre impact environnemental lié à la consommation de papier, notamment :**

- Dématérialiser les processus administratifs.

Les indicateurs de suivi :

- kilométrage moyen par tournée de livraison, consommation d'électricité, consommation de fluides frigorigènes non récupérés
- part des cartons de livraison récupérés par les Attachés Service Clients
- nombre de catalogues imprimés/poids moyen

2 salles
de réunions
virtuelles
simultanées
contenant

5 webcams
installées fin
2009 sur les deux
sites des services
supports et dans
les agences de la
Région Centre-Ouest

50 %
des collaborateurs
seraient prêts
à utiliser le
covoiturage

(Enquête sur les modes de déplacements des salariés - Toupargel septembre 2009)

567 tonnes
de carton,
soit 14 175 arbres
et près de
14 millions de litres
d'eau préservés
en 2 ans depuis le
regroupement de
2 commandes dans
un même carton

Le respect de l'environnement, une réalité chez Toupargel

Les actions mises en œuvre par Toupargel sont en conformité avec les principes 8 et 9 du "Pacte Mondial" (cf p. 29).

La dématérialisation des documents



En 2009, un nouveau Système d'Information Ressources Humaines a

été initié. Déployé au printemps 2010, il permettra de dématérialiser un nombre important de documents administratifs. Par ailleurs, un projet de dématérialisation des flux papiers dans les services comptables et financiers est à l'étude.

La maîtrise de la consommation de papier



Toupargel s'engage à choisir pour l'impression de ses documents (catalogues, rapports annuels, plaquettes,

journal interne...) des partenaires éco-responsables respectant la charte Imprim'Vert et à imprimer sur des papiers issus de forêts gérées durablement PEFC™ ou FSC®. Enfin, les films utilisés pour emballer les catalogues sont "à dégradation contrôlée" et se détruisent plus rapidement qu'un plastique standard. Par ailleurs, depuis 2008, les 200 collaborateurs du siège social ont à leur disposition des corbeilles dédiées à la récupération du papier en vue de son recyclage.

Le recyclage de nos déchets

La récupération des cartons de livraison chez les clients est un engagement de Toupargel vis-à-vis d'Eco-Emballages. Lors de la livraison, nos Attachés

Service Clients procèdent ainsi à la récupération des cartons, sauf demande contraire des clients. De même, afin de réduire le nombre de cartons de livraison, depuis 2008, Toupargel procède au regroupement de deux commandes dans un même carton.

Cartons "intelligents" à ouverture facile, recours aux caisses ouvertes ou aux palettes sans conditionnement cartonné, suppression des barquettes en aluminium pour les plats cuisinés sont déjà des actions concrètes de la lutte menée par Toupargel avec ses fournisseurs partenaires contre le sur-emballage. En 2010, cet engagement va plus loin avec l'éco-conception qui, au-delà du conditionnement, implique la sélection des matières premières, la fabrication du produit et son utilisation, ainsi que la logistique.

La maîtrise et la réduction de notre consommation d'énergie

Les installations du Groupe Toupargel ont majoritairement recours aux HFC (hydrofluorocarbones). Pour l'avenir, faute de solution idéale, l'option des HFC pour les zones de stockage tampon et le froid embarqué est maintenue. En revanche, pour les plus grosses installations frigorifiques, de nouvelles pistes sur le créneau des fluides dits naturels sont étudiées.

Une démarche contrôlée

Les audits qualité réalisés sur les différents sites du Groupe permettent d'évaluer les risques environnementaux et font l'objet de rapports de synthèse et de plans d'action.

Consommations significatives de ressources et matières premières

| | 2009 | 2008 | 2007 |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Eau | 18 908 m ³ | 20 600 m ³ | 17 621 m ³ |
| Electricité | 27 167 762 kwh | 25 061 062 kwh | 28 534 879 kwh |
| Carburant | 7 668 535 litres | 7 378 008 litres | 8 848 862 litres |
| Cartons achetés | 2 868 tonnes | 3 150 tonnes | 3 435 tonnes |

Tous les Attachés Services clients (1 200 personnes) et conducteurs de navettes internes (75 personnes) bénéficient d'une formation à l'éco-conduite



Nos engagements sociaux

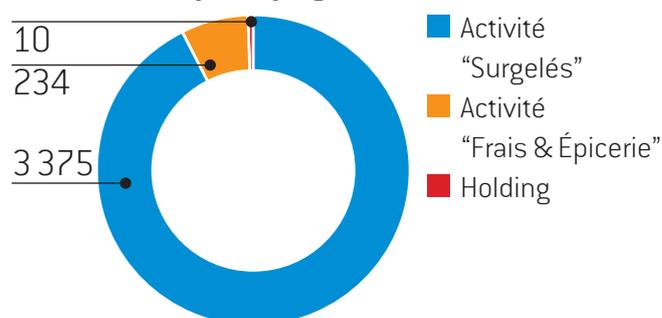


Dans le domaine social, le Groupe Toupargel s'attache à développer et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour favoriser une relation professionnelle durable avec ses collaborateurs et leur offrir des conditions de travail sécurisées. Par ailleurs, engagé contre toute forme de discrimination, le Groupe fait de la diversité en matière d'âge, d'origine, de parcours professionnels et de handicap, un atout majeur au service de la performance de l'entreprise.

3 619* collaborateurs, une diversité de talents

Lors des nombreux rapprochements qu'il a vécus, le Groupe Toupargel s'est enrichi des diversités des hommes et des femmes qui le composent aujourd'hui. Cette diversité de culture et de savoir-faire constitue une de ses forces.

Effectif du Groupe Toupargel en 2009



Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par contrat

| | 2009 | | | | | | | | 2008 | |
|-------------------------------|-----------|-------|---------------------|--------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Holding | | Activité "Surgelés" | | Activité "Frais & Épicerie" | | Groupe | | Groupe | |
| | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % |
| Contrats à durée indéterminée | 10 | 100 % | 3 007 | 89 % | 209 | 89 % | 3 226 | 89 % | 3 222 | 89 % |
| <i>dont temps partiels</i> | 1 | 6 % | 154 | 5 % | 17 | 7 % | 172 | 5 % | 156 | 4 % |
| Contrats à durée déterminée | | | 330 | 10 % | 20 | 9 % | 350 | 10 % | 369 | 10 % |
| <i>dont temps partiels</i> | | | 6 | 1 % | 1 | | 7 | 1 % | 3 | 1 % |
| Personnel mis à disposition | | | 38 | | 5 | | 43 | | 44 | |
| Total | 10 | | 3 375 | 100 % | 234 | 100 % | 3 619 | 100 % | 3 635 | 100 % |
| <i>dont temps partiels</i> | 1 | 10 % | 160 | 5 % | 18 | 7 % | 179 | 5 % | 159 | 4 % |

Les salariés à temps partiel représentent 5 % de l'effectif total du Groupe. La majeure partie d'entre eux est employée dans les centres de téléprospection.

Les salariés sous contrat à durée déterminée représentent 10 % de l'effectif total du Groupe. Le recours aux contrats à durée déterminée est en augmentation. Cette évolution temporaire est liée à la mise en place en 2009 d'une nouvelle organisation de la livraison.

*en équivalent temps plein

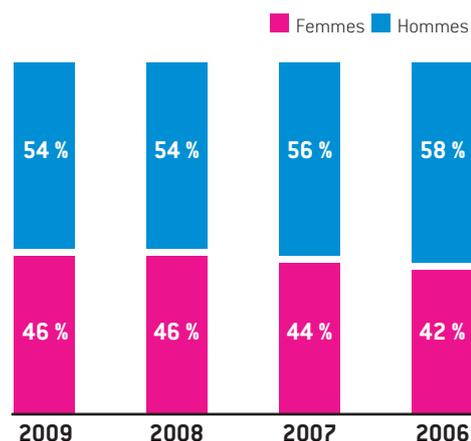
Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par statut

| | 2009 | | | | | | | | 2008 | |
|---|-----------|---|---------------------|-------------|-----------------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | Holding | | Activité "Surgelés" | | Activité "Frais & Épicerie" | | Groupe | | Groupe | |
| | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % |
| Cadres | 9 | | 175 | 5% | 3 | 1% | 187 | 5% | 179 | 5% |
| Agents de maîtrise | 1 | | 279 | 8% | 23 | 10% | 303 | 8% | 276 | 8% |
| Employés | | | 2 876 | 85% | 208 | 89% | 3 084 | 85% | 3 115 | 86% |
| VRP | | | 45 | 1% | | | 45 | 1% | 64 | 2% |
| Total | 10 | | 3 375 | 100% | 234 | 100% | 3 619 | 100% | 3 634 | 100% |
| <i>dont personnel mis à disposition</i> | | | 38 | 1% | 5 | 2% | 43 | 1% | 44 | 1% |

Le recours au personnel intérimaire reste marginal et correspond à des remplacements d'absences essentiellement en logistique.

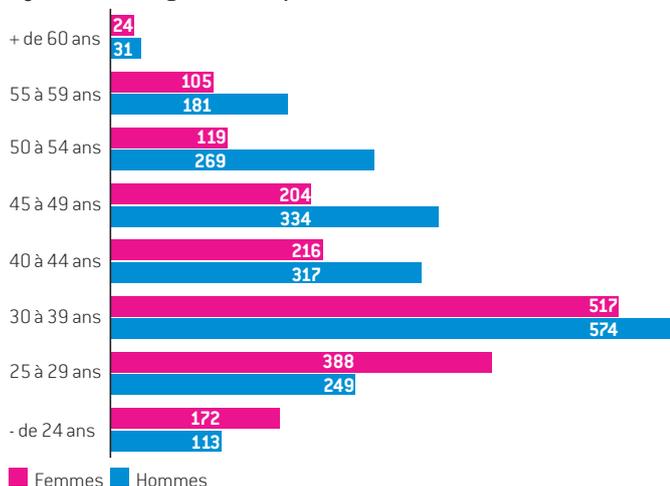


Répartition hommes / femmes



Effectif par âge

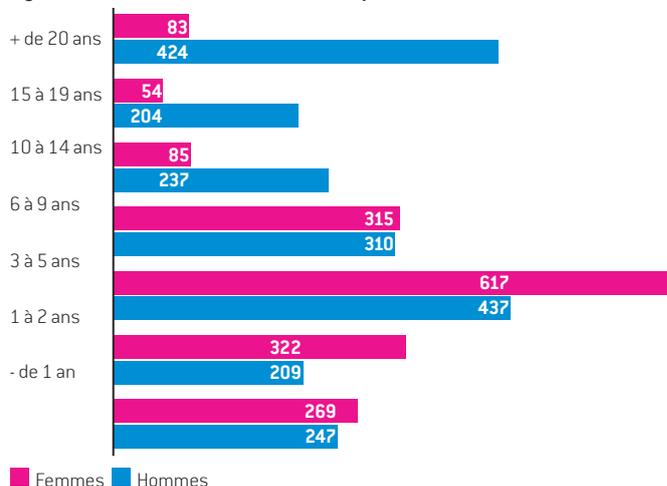
Pyramide des âges du Groupe au 31/12/2009



L'âge moyen des salariés est de 38 ans et 6 mois. Il a augmenté de 9 mois par rapport à 2008.

Effectif par ancienneté

Pyramide des anciennetés du Groupe au 31/12/2009



L'ancienneté moyenne du Groupe progresse de 6 mois par rapport à 2008 et s'établit à 7 ans et 9 mois. 20 % des salariés ont 15 ans d'ancienneté ou plus.

Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par métier

| | 2009 | | | | | | | | 2008 | |
|---|-----------|-----------|---------------------|--------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Holding | | Activité "Surgelés" | | Activité "Frais & Épicerie" | | Groupe | | Groupe | |
| | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % |
| Vente et livraison | | | 1 912 | 57 % | 114 | 49 % | 2 026 | 56 % | 2 079 | 57 % |
| Prospection | | | 585 | 17 % | 39 | 17 % | 624 | 17 % | 601 | 17 % |
| Encadrement commercial | | | 244 | 7 % | 21 | 9 % | 265 | 7 % | 252 | 7 % |
| Administration commerciale et autres | | | 108 | 3 % | 5 | 2 % | 114 | 3 % | 108 | 3 % |
| Total Commercial | | | 2 850 | 84 % | 179 | 77 % | 3 029 | 84 % | 3 041 | 84 % |
| Logistique | | | 334 | 10 % | 50 | 21 % | 384 | 11 % | 394 | 11 % |
| Services centraux | 10 | | 191 | 6 % | 5 | 2 % | 206 | 6 % | 200 | 5 % |
| Total | 10 | NS | 3 375 | 100 % | 234 | 100 % | 3 619 | 100 % | 3 635 | 100 % |
| <i>dont personnel mis à disposition</i> | | | 38 | 1 % | 5 | 2 % | 43 | 1 % | 44 | 1 % |

Turn-over

| Turn-over | 2009 | | | | 2008 | |
|-------------------------------|-----------|---------------------|-----------------------------|-------------|-------------|--|
| | Holding | Activité "Surgelés" | Activité "Frais & Épicerie" | Groupe | Groupe | |
| Commercial | NS | 20 % | 16 % | 20 % | 29 % | |
| Logistique | NS | 7 % | 15 % | 7 % | 16 % | |
| Administratif | NS | 2 % | 12 % | 2 % | 5 % | |
| Total | NS | 19 % | 14 % | 18 % | 27 % | |
| Total hors prospection | NS | 7 % | 6 % | 7 % | 11 % | |

Le turn-over correspond au nombre de départs de salariés sous contrat à durée indéterminée (tous motifs) et sous contrat à durée déterminée (uniquement pour une raison imprévisible) par rapport à l'ensemble de l'effectif présent sur la période. Le turn-over s'élève à 18 % pour le Groupe, métiers de la prospection inclus. Il s'élève à 7 % hors prospection. Pour pallier le turn-over inhérent à la prospection, des processus de recrutement et des parcours spécifiques d'intégration

ont été mis en place afin de réduire le turn-over des premières semaines de contrat. Le turn-over total hors prospection est passé de 16 % en 2006 à 7 % en 2009.

Les processus de recrutement vont continuer à être renforcés afin de poursuivre cette baisse du turn-over au profit d'une meilleure fidélisation des équipes.

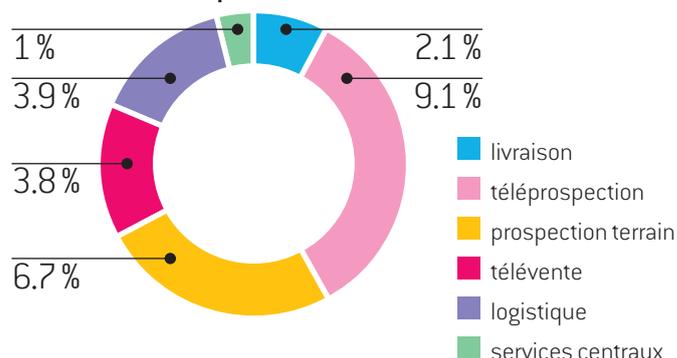
Absentéisme

Le nombre total de jours d'absence pour maladie pour l'ensemble des sociétés du Groupe s'élève à 44 894 jours (contre 42 762 en 2008). Le nombre total de jours d'absence pour accidents du travail et trajets pour l'ensemble des sociétés du Groupe est de 7 455 jours (contre 6 397 en 2008).

Le taux d'absentéisme cumulé en 2009 est de 3.6 %.

L'absentéisme augmente sensiblement en nombre de jours moyens par personne ; il reste élevé, notamment dans les métiers de la prospection.

Taux d'absentéisme par métier



1.36 % de la
masse salariale
du Groupe est
investi en formation

17 502 heures
de formation
dispensées

1 861 stagiaires
ont suivi
une formation

166 salariés
ont bénéficié
d'un contrat
de profession-
nalisation, surtout
en prospection et
téléprospection

Données 2009



DVD et book de formation
télévente et livraison

Centre de
Formation
TOUPARGEL

Toupargel s'engage pour les hommes et les femmes du Groupe

Toupargel a fêté en 2009 ses 62 ans d'existence. Cette aventure n'aurait pas pu se faire sans les hommes et les femmes qui composent le Groupe. Non discrimination à l'embauche, intégration, développement des compétences, protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs, respect de la vie privée, Toupargel Groupe s'attache à créer un environnement social favorable à l'égard de ses collaborateurs dans un souci constant de développer des relations professionnelles durables avec eux.

Recruter et fidéliser nos collaborateurs en assurant un parcours professionnel motivant

Recruter et intégrer

La politique de recrutement du Groupe est fondée sur des principes de diversité et de non discrimination. À travers cette politique, le Groupe développe une culture et une identité basées sur une éthique et des valeurs partagées.

Les nouveaux collaborateurs bénéficient d'un parcours d'accueil et d'intégration individuel et spécifique en fonction de leur métier.

Un livret de bienvenue est également remis à chaque nouveau collaborateur pour l'informer sur l'environnement social du Groupe.

Fidéliser

Dans un contexte de forts changements, la volonté du Groupe est de rester à l'écoute des hommes et des femmes sur le terrain. Il encourage la mobilité interne entre les différents sites et sociétés du Groupe. Une bourse de l'emploi consultable sur intranet permet à chacun de connaître les différents postes à pourvoir au sein du Groupe et d'être responsable de la gestion de sa propre carrière.

Un accord de Gestion Prévisionnelle de l'Emploi

et des Compétences (GPEC) a été signé en 2008 avec les partenaires sociaux visant à faciliter la flexibilité et l'employabilité au sein de l'entreprise. Les principales dispositions de cet accord concernent l'intégration, la formation, la réorientation professionnelle et les dispositifs d'accompagnement de la mobilité.

Rémunérer

La structure des rémunérations est spécifique à chaque métier en fonction des objectifs de réalisation inhérents à ceux-ci.

Ces structures sont décrites dans des barèmes de rémunération pour la téléprospection, la télévente, la prospection, la livraison et la logistique. Les barèmes sont susceptibles d'évoluer chaque année à l'occasion des négociations annuelles. Des accords de participation existent au sein de Toupargel et de Place du Marché. Pour Toupargel, il existe un Plan d'Épargne Entreprise.

Développer

La volonté du Groupe est de développer tous les talents. Les programmes du Centre de Formation du Groupe illustrent parfaitement cette démarche. Une équipe de six formateurs, issus du management terrain du Groupe, dispensent des cursus de formation "métiers", interviennent en accompagnement terrain auprès de nouveaux collaborateurs ou pour répondre à une problématique particulière.

Les managers, premiers acteurs de la formation

En 2009, Toupargel a mis en place des formations managers accompagnées de DVD et books de formation pour professionnaliser les métiers de la télévente et de la livraison.

Par ailleurs, des formations au management et à l'évaluation, menées par des organismes externes, sont proposées à l'encadrement afin de renforcer ses compétences managériales.

Des outils interactifs pour une formation continue

Dans un souci de formation continue, Toupargel a également organisé en 2009 des séances de formation à distance en télévente. Afin de préparer un DVD de formation produits, le Centre de Formation et la Direction Marketing Produits ont réalisé un quiz produits interactif soumis aux équipes télévente. Près de 88 % ont participé à ce quizz inédit permettant d'évaluer leurs connaissances en matière de produits surgelés.



Les indicateurs de suivi :

- Pourcentage d'encadrants ayant suivi une évaluation annuelle
- Taux de tur-over du personnel

Préserver la santé et la sécurité de nos collaborateurs

La santé et la sécurité des collaborateurs sont une priorité pour notre Groupe, leur garantir un environnement et des conditions de travail sûrs est une exigence. Le groupe Toupargel fait appel à des organismes externes pour des formations en matière de sécurité.

Six CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) permettent d'accompagner notre exigence de sécurité et d'amélioration des conditions de travail pour tous les métiers du Groupe (commercial, logistique, supports).

Le risque spécifique de notre métier étant le sinistre véhicules, le Groupe Toupargel travaille depuis de nombreuses années à réduire la sinistralité avec une Commission Sécurité Automobile interne et grâce à des partenariats spécifiques dans ce domaine : évaluation comportementale, audit, formation à la conduite, programme de prévention. Pour compléter ces démarches, un document d'auto-évaluation des risques professionnels a été mis en place.

Des améliorations sont apportées en logistique afin d'assurer une meilleure ergonomie des postes de travail, notamment dans les ateliers de conditionnement et dans les différents pickings de chambre froide.

Des régimes de prévoyance et frais de santé pour les collègues cadres et non cadres ont été institués par accords d'entreprise. Ces accords ont été négociés dans le respect des exigences de responsabilité sociale. Ainsi, l'ensemble des salariés de Toupargel bénéficie des mêmes garanties prévoyance et des mêmes prestations santé. L'entreprise s'est engagée dans cette démarche en participant financièrement à ces régimes de protection pour les salariés.

Le projet Bien-Être et Performance s'inscrit dans la volonté du Groupe d'être un employeur responsable, soucieux des conditions de travail de ses collaborateurs.

Favoriser le dialogue social

Les réunions entre les organisations syndicales et la Direction du Groupe ont donné lieu en 2009 à la conclusion de neuf accords d'entreprise :

- Accord annuel sur les salaires
- Avenant à l'accord de participation
- Avenant au Plan Epargne d'Entreprise
- Protocole d'accord de désignation des membres CHSCT
- Accord sur les Frais de santé
- Accord collectif "incapacité, invalidité, décès", personnel cadre
- Accord collectif "incapacité, invalidité, décès", personnel non cadre
- Accord Seniors
- Accord journée solidarité

Chaque mois (excepté en mars, mois des élections), se tient également une réunion du Comité d'Entreprise.

Des réunions de Délégués du Personnel sont par ailleurs organisées sur site.

Les CHSCT se sont réunis quatre fois en 2009.



Conscient que la performance économique ne peut être atteinte sans le bien-être de ses collaborateurs, le Groupe Toupargel a lancé en 2009 le projet Bien-Être et Performance pour l'ensemble des équipes.

L'enjeu est d'écouter les collaborateurs, d'observer les pratiques des managers afin d'initier une véritable culture du travail en équipe, valeur primordiale pour le Groupe.

Afin que ce projet rime avec succès, l'implication de l'ensemble de l'entreprise est indispensable.

Les indicateurs de suivi :

- Taux de fréquence et gravité des accidents
- Taux d'absentéisme en télévente

Le Groupe Toupargel adhère à la **Convention Collective Nationale (n° 3044) des commerces de gros** (secteur alimentaire).



**Favoriser le dialogue
et la communication interne**

La Charte éthique pour le partage des valeurs



Destinée à l'ensemble des collaborateurs, la Charte éthique de Toupargel a pour but de formaliser des principes d'actions qui doivent constituer le fondement de nos relations envers les autres collaborateurs, l'entreprise, les clients, les partenaires et fournisseurs, les actionnaires du Groupe.

Compte tenu de notre forte présence sur le réseau routier liée à notre activité, elle précise également le comportement à adopter sur la route.

Cette charte est construite autour de cinq principes forts qui sont : la Responsabilisation, le Respect, la Transparence, la Confiance et l'Intégrité. Elle contribue à la réalisation du projet d'entreprise axé sur quatre valeurs : la Passion Client, l'Excellence Opérationnelle, l'Ambition et l'Esprit d'Équipe.

Le respect des principes d'actions de cette charte contribuera à la pérennité de l'entreprise et à son développement.

**Des valeurs partagées
par tous les collaborateurs**

- La **Passion du client** : les collaborateurs de l'entreprise s'engagent à satisfaire les besoins de nos clients par une écoute attentive et un engagement quotidien.
- L'**Excellence opérationnelle** : dans un esprit de responsabilité, chacun s'attache à améliorer ses performances, à anticiper les dysfonctionnements et à résoudre tout problème significatif dans les meilleurs délais.
- L'**Ambition** : l'entreprise promeut chez chacun de ses collaborateurs la créativité, le développement du leadership et de ses objectifs.
- L'**Esprit d'équipe** : l'entreprise promeut la transparence, la responsabilité personnelle, l'équité, l'initiative et la communication positive entre chaque collaborateur.

**L'intranet, outil de communication
et de collaboration**



Au-delà de la communication, Toupargel a la volonté de faire de l'intranet un outil transversal de collaboration pour les différents métiers de l'entreprise, avec pour objectif de fédérer les équipes par une diffusion simultanée et régulière d'informations, par une uniformisation des méthodes de travail et par une meilleure implication des collaborateurs.

L'espace RH du site intranet Tam-Tam permet de communiquer toutes les informations concernant l'environnement social. Une segmentation manager/collaborateur mais aussi métiers permet de cibler des profils pour mieux communiquer.

Les autres rubriques de l'intranet permettent à chacun à la fois de s'informer sur l'actualité du Groupe, mais aussi, via des forums, de partager des informations ou de poser des questions spécifiques à chaque direction fonctionnelle.

Un livret de bienvenue pour une intégration réussie
Plus qu'un livret d'accueil, le livret de bienvenue Toupargel est un document conçu pour accompagner chaque nouveau collaborateur dans son parcours au sein de l'entreprise. Il contient toutes les informations sociales utiles au quotidien. Il explicite la culture d'entreprise, ses valeurs, comment mieux vivre ensemble et tout ce qui fonde l'identité de Toupargel.



**96.9 %
des salariés
sont satisfaits de
l'intranet Tam-Tam**
*(Sondage d'opinion sur la
Communication Interne
du 15 septembre au 5 octobre -
1 200 répondants)*

Des rencontres régulières pour une communication de proximité

Depuis plusieurs années et du fait d'une implantation très décentralisée sur le territoire français, le Groupe Toupargel réunit ses collaborateurs plusieurs fois dans l'année. Trois objectifs essentiels : faire le point sur l'année en cours et présenter les perspectives de celle

à venir, fédérer les équipes autour du projet d'entreprise, saluer le travail de chacun au travers de trophées collectifs et individuels. En 2009, trois cycles de réunions internes ont été organisées (collaborateurs et encadrants).



Un journal interne sur l'actualité du Groupe

Un journal commun aux deux enseignes est édité cinq fois par an : Fraïch'attitude. Il informe les collaborateurs des projets en cours, des résultats et des événements sur l'ensemble des sites. Le journal est envoyé au domicile de chaque salarié.



Les lettres d'informations régionales

Début 2010, Toupargel a mis en place un support de communication inédit : les Fraïch'Info. Ces lettres d'informations régionales ont pour objectif de relayer l'actualité spécifique des régions commerciales de Toupargel en complément du journal d'information du Groupe : Fraïch'attitude.

88.2 %
des salariés
de Toupargel Groupe
sont satisfaits
des réunions
collaborateurs

(Sondage d'opinion sur la Communication Interne du 15 septembre au 5 octobre - 1 200 répondants)

93.4 %
des salariés
sont satisfaits
du journal interne
Fraïch'attitude

(Sondage d'opinion sur la Communication Interne du 15 septembre au 5 octobre - 1 200 répondants)

Un nouveau site corporate www.toupargelgroupe.fr

Le site, totalement dédié à la communication institutionnelle et financière, a été refondu en 2010. Il s'adresse en priorité aux analystes financiers, investisseurs, journalistes, partenaires et demandeurs d'emploi. Pour ces derniers, le site présente la politique Ressources Humaines du Groupe et diffuse les nouvelles offres d'emplois.



Pratiquer une politique en faveur de la mixité et de la diversité

Le Groupe Toupergel est engagé contre toute forme de discrimination et encourage la diversité en matière d'âge, d'origine, de parcours professionnels et de handicap qu'il considère comme un moteur de la performance.

Inscrit dans la Charte éthique, cet engagement pour la diversité a pris corps en 2009 avec la signature d'un accord pour l'emploi des seniors et début 2010 avec une convention de partenariat avec l'Agefiph* pour le recrutement et le maintien dans l'emploi de travailleurs en situation de handicap. Il est également porté par le dialogue social.

Cette convention est en conformité avec le principe 6 du Pacte Mondial [cf p. 29]

Place aux compétences humaines

Fin mai 2009, Toupergel a participé, au stade Gerland à Lyon, au Forum Emploi organisé pour la troisième année consécutive par l'association Nes & Cité pour l'emploi des jeunes victimes de discriminations.

Cette opération est un modèle du genre car elle contribue à créer chaque année près de 500 emplois.

Toupergel a présenté ses métiers de la télévente et de la téléprospection dans le cadre du recrutement pour son centre d'appels de Villeurbanne. Cent personnes ont alors été reçues individuellement ou collectivement et vingt-quatre candidats ont été sélectionnés.

8 %
des **840 000**
personnes
allocataires de
l'Allocation aux
Adultes Handicapés
sont en situation
d'emploi en milieu
ordinaire

[Extrait du rapport du médecin Michel Burnel sur "l'employabilité" des personnes en situation de handicap. CNAF janv. 2010]

2008 :
accord sur
la **Gestion
Prévisionnelle
des Emplois et
des Compétences**

2009 :
accord sur l'**emploi
des seniors**

2010 :
accord sur l'**emploi
et le maintien
de travailleurs
en situation de
handicap**

Mission Handicap

Le plan Handicap élaboré par Toupergel a été accepté par l'Agefiph* et une convention nationale a été signée le 2 février 2010. Un Comité de Pilotage a été constitué, un chargé de Mission Handicap et un Chef de projet national ont été nommés. Cet événement traduit un engagement inscrit dans le temps qui implique la mise en place de nombreuses actions. À travers cette convention, la volonté de Toupergel est notamment :

- d'être repéré comme un employeur socialement responsable et de développer son exemplarité,
- inscrire l'emploi des travailleurs handicapés dans la politique de diversité et la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences menée avec les partenaires sociaux,

- mettre en œuvre une action d'intégration à dimension sociale fédératrice au sein des équipes,
- de choisir de répondre aux exigences de la loi par l'emploi plutôt qu'une contribution financière.

Ce projet d'accord engage également l'Agefiph à soutenir financièrement Toupergel afin d'aider le Groupe à mener à bien ses actions et à atteindre ses objectifs. Plusieurs axes ont été retenus, dont :

- la sensibilisation et l'information des collaborateurs et partenaires,
 - la mobilisation de l'encadrement soutenue par un programme de formation spécifique.
- L'objectif est de développer et maintenir l'emploi des personnes handicapées au sein du Groupe.



Signature le 2 février 2010 de la convention de partenariat entre Sylvain Gachet (à gauche), Directeur des grands comptes pour l'Agefiph et Roland Tchénio, PDG du Groupe Toupergel.

Participation à des Forums Emploi Handicap

La politique active de Toupergel en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap passe notamment par sa participation à des Forums Emploi Handicap.

Ainsi, la présence de Toupergel au salon Handica, au parc des expositions de Lyon, en juin 2009 a permis à Toupergel de recruter des travailleurs handicapés pour le centre d'appels de Villeurbanne et d'affirmer sa démarche proactive en la matière.



*Agefiph : L'Association pour la Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées est régie par la loi de 1901 et agréée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité.

Nos engagements économiques et sociétaux



Dans le domaine économique, le Groupe Toupargel oriente son offre de produits dans le respect de la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité et d'une nutrition responsable. Il s'engage à garantir au quotidien la sécurité alimentaire à ses clients. Acteur économique local majeur, le Groupe soutient activement le développement culturel et sportif au travers d'actions de mécénat et de sponsoring sportif.

Assurer et promouvoir une nutrition responsable, durable et diversifiée

La stratégie marketing de Toupargel s'attache à proposer une offre de produits à la fois large et diversifiée (pages 16 à 17). Cette politique s'inscrit parfaitement dans la promotion d'une consommation durable **en concordance avec les principes 7 et 8 du Pacte Mondial (cf p. 29)**. Diversifiée en poursuivant le développement de gammes distinctives à l'image du halal, du cacher et des régimes spécifiques (sans gluten, à indice glycémique bas, pauvres en sucre, sel ou matière grasse). Responsable en supprimant dès à présent sur toutes les nouvelles recettes à marque Toupargel les matières grasses végétales hydrogénées ainsi que les additifs chimiques. De même, Toupargel contribue à la préservation des ressources halieutiques en privilégiant dans ses achats les espèces moins vulnérables et l'aquaculture. Enfin, Toupargel entend élargir en 2010 son offre de produits bio.



Les indicateurs de suivi :

- Part des produits spécifiques dans la gamme
- Pourcentage des produits à marque propre sans additifs chimiques, sans matières grasses végétales hydrogénées.
- Nombre de produits "respectueux de la nature" (bio, pêche responsable...).
- Pourcentage de produits à marque propre éco-conçus.

Développer des stratégies partenariales durables et équitables avec nos fournisseurs

Toupargel exerce depuis plus de 60 ans son activité avec transparence vis-à-vis de ses partenaires fournisseurs. Destinataires du journal interne et du rapport annuel, invités aux réunions "partenaires" organisées régulièrement à l'initiative de Toupargel, les industriels disposent d'une vision précise du modèle économique de Toupargel, de ses projets, de ses ambitions, et peuvent ainsi développer leur propre activité avec une sécurité renforcée. Les engagements RSE de Toupargel sont ainsi inscrits dans les cahiers des charges adressés à ses fournisseurs pour les produits commercialisés sous sa marque.

En dehors de ses critères de naturalité des produits, Toupargel s'attache à travailler, en relation étroite avec ses partenaires-fournisseurs, sur l'étiquetage environnemental et sur l'éco-conception des produits.

Ces actions respectent les principes 8 et 9 du Pacte Mondial. En conformité avec les principes 4, 5 et 8 du Pacte Mondial, Toupargel privilégiera, autant que possible, les productions locales et plus généralement les ressources qui lui permettra de réduire son empreinte carbone.

Implication dans la profession



Le Groupe Toupargel est membre du syndicat professionnel, Syndigel. Il participe activement à ses commissions (sociale, fiscale, transport, qualité, Développement Durable,...) et aux actions qu'il mène vis à vis des autorités. Syndigel est membre de la CGI (Confédération française du commerce interentreprises).

44 %
des Français
consomment
un produit bio
au moins une fois
par mois

[Capital déc. 2009]

70 %
de l'assortiment
produits
de Toupargel
proviennent
de fournisseurs
français



En mars 2009,
Toupargel a réuni
200 partenaires-
fournisseurs
pour leur présenter
ses résultats,
sa politique
marketing
et partager
ses ambitions

Garantir la sécurité alimentaire de nos produits

Fournir un aliment à un individu constitue une responsabilité particulière. Toupargel fait de la sécurité alimentaire une priorité, objet de "bonnes pratiques", d'investissements et de contrôles à toutes les étapes de son activité.

Maîtrise de la traçabilité et de la gestion de crise alimentaire

Du fait de son système de vente et de son organisation, Toupargel est en mesure de connaître l'ensemble des clients ayant commandé une référence donnée. En cas d'alerte sanitaire sur l'une d'entre elles, Toupargel est en mesure de gérer au plus vite une crise alimentaire.

En 2008, dans le cadre de sa politique de gestion de crise, Toupargel a mis en place un nouvel outil permettant de joindre très rapidement ses clients en cas de rappel d'un produit. Ainsi, grâce à ce dispositif, un message vocal peut être adressé à chaque client livré avec la référence concernée par l'alerte sanitaire. Il présente d'autant plus d'intérêt qu'il vient en complément du numéro téléphonique accessible 24 heures sur 24, mis en place en 2005 et destiné à réceptionner en aval les appels des fournisseurs, dans le cadre d'une crise alimentaire potentielle.

La maîtrise des risques à tous les niveaux

En amont, Toupargel dispose d'un processus de prévention et de gestion globale des risques.

Pour évaluer l'ensemble des risques auxquels peut être exposé le Groupe et mettre en place des plans d'actions, Toupargel s'appuie sur la Direction Qualité, l'Audit Interne et le Comité des Risques.

Dans une entreprise de distribution agro-alimentaire, les risques majeurs sont avant tout liés à la sécurité alimentaire, d'où l'importance de la Direction Qualité qui est un véritable pivot dans la gestion des risques alimentaires.

Elle est structurée en quatre pôles en interaction permanente :

- la gestion de la Qualité des produits, pour en garantir la conformité aux spécifications et aux cahiers des charges conclus avec les partenaires,
- le Système de Management de la Qualité (SMQ), incluant la gestion du système documentaire conçu sur la base de la norme ISO 9001, et les audits qualité internes,
- la gestion des informations et réponses aux demandes clients, à travers le Service Clients,
- la sécurité alimentaire, via l'audit des fournisseurs, la formation des collaborateurs à l'hygiène et au respect de la chaîne du froid, la mise en place du dispositif de gestion de crise alimentaire.
- L'audit interne a une approche préventive sur les risques majeurs et sur les risques professionnels. Son rôle est d'aider les directions du Groupe à identifier les risques, les évaluer en termes de fréquence et de gravité et de déterminer les priorités.

Des contrôles permanents

En 2009, la démarche d'agrément des sites de fabrication des partenaires fournisseurs a été poursuivie. Elle permet de valider les conditions d'hygiène et de sécurité de fabrication des produits à marque Toupargel dans les unités de production des fournisseurs. Ainsi, les sites certifiés selon un référentiel de sécurité alimentaire reconnu (ISO 22000, BRC, IFS...) font l'objet de visites orientées satisfaction clients (qualité produits, respect des cahiers des charges...). Alors que les sites non certifiés font l'objet d'un audit ciblé sécurité alimentaire par une tierce partie, préalablement à la visite d'agrément du Service Qualité.

Une fois les produits réceptionnés sur les plates-formes de préparation de commandes, ils sont suivis et contrôlés par les techniciens de laboratoire internes au Groupe, de la mise à quai des transporteurs jusqu'à leur livraison chez les clients. Les résultats sont enregistrés via le système d'information (propreté camions, température, conformité visuelle, dates limites de consommation optimales des produits). Des contrôles en laboratoires extérieurs interviennent également, notamment pour les analyses microbiologiques.

Enfin, de manière transversale, des suivis de températures sont réalisés pendant le stockage, la préparation de commandes, le transport, en vue de garantir l'absence de rupture de la chaîne du froid.

Les indicateurs de suivi :

- Taux de réclamation concernant la qualité des produits



Fin 2009, une campagne d'information interne a été réalisée pour sensibiliser les collaborateurs à la gestion des risques alimentaires et à la communication en cas de déclenchement de crise alimentaire

6 000 contrôles qualité sont effectués chaque année par un laboratoire d'analyses interne, chaque référence étant contrôlée au moins une fois par an



Soutenir le développement culturel et sportif

Le sponsoring sportif, levier de cohésion interne



Gilles Moretton, Président de l'Asvel, Karine Pareti, Responsable Communication Corporate de Toupargel, Pierre Grall, Directeur Exécutif du club de l'Asvel



Depuis 2005, Toupargel sponsorise l'**Asvel Lyon Villeurbanne**, club de basket renommé au palmarès brillant : 17 fois Champion de France, vainqueur de 8 Coupes de France et de la Semaine des As 2010. Ce choix a été guidé par le fait que le basket est un sport populaire. Le basket qui est la 4^e discipline sportive en nombre de licenciés en France bénéficie d'une image de sport "propre et transparent" et aussi d'un sport de proximité, de convivialité et de simplicité, en cohérence avec l'image que le Groupe souhaite développer.

Ce partenariat permet aux collaborateurs du Groupe Toupargel de participer aux matchs auxquels ils sont conviés. Sur la saison 2008-2009, plus de 700 collaborateurs ont pu assister aux matchs joués par l'Asvel à domicile ou à l'extérieur.



Depuis cinq ans, Toupargel est également partenaire de l'association de l'Asvel : Esprit sport. À l'initiative de plusieurs sportifs professionnels, **Esprit sport** met en œuvre des programmes communautaires à caractère social. Du sport amateur au sport professionnel, ses actions touchent l'ensemble du mouvement sportif. Ses initiatives s'articulent autour des trois fonctions fondatrices du sport : la santé, le lien social et l'accès à la responsabilité.

Pour la saison 2009 - 2010, Toupargel soutient également **William Gradit**, 26 ans, joueur du Stade Clermontois Basket Auvergne, Champion de France Pro B de la Ligue Nationale de Basket en 2007.



Place du Marché, dont le siège social se trouve à Chalon-sur-Saône, participe également au sponsoring de l'équipe de Pro A de l'**Elan Chalonnais**.

Contribuer au rayonnement culturel par le mécénat

Toupargel a choisi de contribuer au développement culturel de la région en étant partenaire depuis trois ans des **Biennales de Lyon**. En 2009, la société a ainsi été mécène de la dixième édition des Biennales d'Art Contemporain qui a eu lieu de septembre 2009 à janvier 2010. Parmi les plus marquantes aujourd'hui, la Biennale de Lyon occupe une place de tout premier plan dans le monde de l'art et tient désormais son rang de Biennale française sur le plan international.

Membre fondateur du fonds de dotation du Club du Musée Saint-Pierre, Toupargel SAS apporte depuis 2009 son soutien financier au **Musée des Beaux-Arts de Lyon** sur trois ans. Ces fonds ont pour objet de contribuer notamment au développement du musée, principalement à travers l'achat, la restauration d'œuvres d'art et la mise en valeur des collections.

En 2009, Toupargel a par ailleurs soutenu l'Institut Lumière pour la première édition du **Festival du Cinéma** et **Habitat et Humanisme** pour le financement de l'équipement de 17 logements de la Pension de famille du projet immobilier "Monolithe Confluence"



William Gradit, joueur du Stade Clermontois Basket Auvergne



les Biennales de Lyon



56 artistes et collectifs d'artistes, 165 000 visiteurs ont participé à la X^e Biennale d'Art Contemporain en 2009



La Sucrière (Lyon 2^e), Peinture murale "Cut the montain and let it fly" Eko Nugroho 2009

Une gouvernance pragmatique
adaptée à notre taille





Le gouvernement d'entreprise

Le fonctionnement

Organigramme juridique au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009

Périmètre de consolidation 2008 et 2009

LE GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE

Le fonctionnement p. 46

Le contrôle p. 54



Le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) mis en place en 2007 entre les sociétés Toupargel et Eismann (extérieure au Groupe), dont l'objet était la

négociation conjointe de conditions d'achats, a été dissous en 2009.

Relations mères - filiales

Toupargel Groupe SA est la holding du Groupe Toupargel. Toupargel Groupe SA facture des travaux de direction et de gestion à ses filiales Toupargel et Place du Marché. Ceci fait l'objet d'une convention réglementée (voir rapport spécial p. 154). Elle perçoit des dividendes de sa filiale Toupargel.

Toupargel Groupe SA gère pour le compte de ses filiales la trésorerie du Groupe. À ce titre, Toupargel Groupe SA est amenée à facturer à ses filiales des produits financiers et de même, ses filiales sont amenées à lui en facturer (voir rapport spécial).

Toupargel Groupe SA est société tête du Groupe dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale (régime prévu aux articles 223A et suivants du CGI). A ce titre, elle comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale et assure le règlement des impôts. En cas de déficit fiscal des filiales, celles-ci reçoivent de la part de la société tête de groupe une allocation égale à l'économie d'impôt (voir rapport spécial).

Toupargel Groupe SA avait abandonné au 30 décembre 2008 une créance de 3 084 K€, qu'elle avait sur sa filiale Place du Marché (abandon de créances de caractère financier).

Les filiales Toupargel et Place du Marché sont

amenées à se refacturer entre elles ponctuellement et notamment des prestations de personnel, des mises à disposition de sites, des prestations de prospection, des rétrocessions de marchandises et autres prestations de services.

Code de gouvernement d'entreprise

Toupargel Groupe SA se réfère au Code de Gouvernement d'Entreprise pour les Valeurs Moyennes et Petites de Middlednext.

Il est précisé que :

- concernant les comités spécialisés, le Groupe Toupargel dispose d'un comité stratégique, d'un comité d'audit et d'un comité des rémunérations. Ce dernier ne comporte pas d'administrateur indépendant. Il est précisé que Toupargel Groupe n'a qu'un seul dirigeant mandataire social, Monsieur Roland Tchénio, Président Directeur Général.
- concernant le cumul contrat de travail - mandat social d'administrateur, un seul administrateur est concerné, Monsieur Pierre Novarina, Directeur Général Adjoint. Celui-ci n'est pas considéré comme dirigeant n'étant pas Directeur Général.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration contribue à définir la stratégie de l'entreprise, suit sa mise en œuvre, évalue les projets, propose à l'Assemblée Générale les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires.

Composition au 19 février 2010

(Voir tableau pages 48-49)

Messieurs Roland Tchénio et Maurice Tchénio sont frères. Monsieur Maurice Sabah est cousin de Messieurs Roland et Maurice Tchénio. Il n'existe aucun lien familial entre les autres membres du Conseil d'Administration.

À la connaissance de la société, aucun des administrateurs n'a dans le passé encouru de condamnation pour fraude, n'a fait l'objet d'une faillite, mise sous séquestre, liquidation, incrimination ou sanction publique officielle.

Aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été, à la connaissance de la société, empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

Administrateurs indépendants

Le Groupe Toupargel disposait de trois administrateurs indépendants, Monsieur Charles Waldman, Monsieur Hartmut Kramer jusqu'au mois de novembre 2009 et Monsieur Paul Hurtut. Monsieur Hartmut Kramer étant décédé au mois de novembre, leur nombre a été ramené à deux. Dans sa séance du 19 février 2010, le Conseil d'Administration a coopté en remplacement de Monsieur Hartmut Kramer, un nouvel administrateur indépendant, Madame Caroline Weber. La part des administrateurs indépendants est de 40 % du Conseil d'Administration. Les administrateurs indépendants ont été choisis pour leur connaissance, leur capacité de jugement et leur expérience. Ceux-ci n'entretiennent avec la Société, le Groupe ou la Direction aucune relation de quelque nature que ce soit, d'affaires, familiales ou autres, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement.

Le Conseil ne dispose pas d'Administrateurs élus par les salariés. Les membres désignés du Comité d'Entreprise assistent aux réunions du Conseil d'Administration.

Accès à l'information des administrateurs

Chaque Conseil d'Administration fait l'objet de l'envoi préalable à ses membres de données sur l'évolution du Groupe ainsi que sur les sujets à aborder. Un reporting mensuel est envoyé à chaque membre du Conseil d'Administration.

Fonctionnement

Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement

intérieur. Ce règlement intérieur décrit la mission du Conseil d'Administration, sa composition, son fonctionnement (fréquence, lieux de réunion, comités notamment). Il rappelle les devoirs des Administrateurs : respect des lois et des statuts, intérêt social, indépendance, loyauté, professionnalisme, détention d'actions, obligations de déclaration de transaction.

Le règlement intérieur rappelle la nécessité d'évaluation périodique du Conseil d'Administration avec comme objectifs de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil, de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues et de mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil. Une évaluation du Conseil a été initiée lors du Conseil d'Administration du 28 octobre 2008 ; elle a été analysée lors du Conseil d'Administration du 28 avril 2009. Les demandes formulées ont été prises en compte (reporting notamment).

À la connaissance de la société, il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs à l'égard du Groupe (et/ou d'autres devoirs), des membres du Conseil d'Administration et Dirigeants et leurs intérêts privés.

Conseils d'Administration tenus en 2009

Le nombre de séances du Conseil d'Administration tenues au cours de l'exercice 2009 s'est élevé à quatre, 20 février, 28 avril, 28 juillet et 27 octobre 2009. Il s'est tenu une séance le 19 février 2010. Le taux de présence aux Conseils d'Administration tenus en 2009 est de 89 % (taux s'expliquant par la longue maladie de Monsieur Hartmut Kramer). Le collège des Commissaires aux Comptes était présent aux réunions. Les réunions ont été consacrées notamment à l'examen des rapports et des projets, ainsi que des comptes consolidés et sociaux périodiques et annuels, avec audition du Comité d'Audit.

Pouvoirs du Directeur Général

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 5 juillet 2002 de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, aucune limitation formelle n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

Conventions

Les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2009 ou au cours d'exercices antérieurs font l'objet du rapport des Commissaires aux Comptes inclus dans le présent rapport. Les conventions courantes conclues à des conditions normales font l'objet d'une liste communiquée au Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes et à la disposition sur demande des actionnaires.

| Fonction au sein du Conseil 1 ^{ère} nomination - prochaine échéance du mandat | Fonction principale et autres mandats au 31 décembre 2009 |
|--|--|
| <p>Roland Tchénio 66 ans, français Détient directement et indirectement 5 382 092 actions dont 2 882 494 actions à travers la société civile TT Investissements</p> | <p>Président Directeur Général de Toupargel Groupe SA Sociétés du Groupe</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : Toupargel SAS et Place du Marché SAS <p>Société cotée Administrateur de VDI Group</p> <p>Sociétés et organismes non cotés</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : SPSM SAS Administrateur : Apax Partners & Cie Gérance, Apax Partners SA, Financière Pierre Martinet, Asvel Basket et Lyon Place Financière et Tertiaire Gérant : Société Civile TT Investissements, SCI Mauryland, Sarl Mauryland, et SCI Boulevard Lannes Représentant permanent de Toupargel SAS au fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre |
| <p>Maurice Tchénio 67 ans, français Détient directement 129 000 actions et indirectement 3 000 000 actions au travers de Apax Partners SNC</p> | <p>Président Directeur Général d'Apax Partners SA Sociétés cotées</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Rue du Commerce Représentant d'Apax Partners & Cie Gérance au sein d'Altamir Amboise <p>Sociétés non cotées</p> <ul style="list-style-type: none"> Président Directeur Général : Apax Partners & Cie Gérance SA Gérant : Apax Partners SNC Membre du Comité de Surveillance (représentant permanent d'Apax Partners SA) de Financière des Docks SAS Gérant des Sociétés Civiles : Galilée Partenaires, Galilée Partenaires II, Cimarosa, Cimarosa Tubes, Cimarosa Media, Cimarosa II, Lonchamp, Copernic Partenaires, SE Wagram, Moussecarie, Etoile II Gérant (représentant d'Apax Partners SA) des sociétés civiles : Capri, Equa, Firoki, Carmel. Co-Gérant de la SCI Mauryland |
| <p>Maurice Sabah 65 ans, français Détient 4 000 actions.</p> | <p>Sociétés non cotées Administrateur : Coponat SA</p> |
| <p>Charles Waldman 63 ans, français Détient 50 actions</p> | <p>Professeur à CEIBS (China Europe International Business School), Shanghai</p> |
| <p>Pierre Novarina 57 ans, français Détient 14 658 actions</p> | <p>Directeur Général Adjoint de Toupargel Groupe Sociétés et organismes non cotés</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : Syndigel [syndicat professionnel]. Administrateur : Fermob SA, Middlenext (Comité des Valeurs Moyennes) Gérant : SCI Mapahua. |
| <p>Paul Hurtut 65 ans, français Détient 500 actions</p> | <p>Consultant</p> <ul style="list-style-type: none"> Président du Comité d'audit de Ferrero France, et des Comités de gouvernance Belgique et Pays-Bas Aide à la création d'entreprises au sein d'IEDV Membre de l'IFA |

Administrateur coopté par le Conseil d'Administration du 19 février 2010 ⁽¹⁾

| | |
|--|--|
| <p>Caroline Weber 49 ans, française</p> | <p>Directrice Générale de Middlenext</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidente de l'Association Européenne des Valeurs Moyennes Cotées Membre fondateur d'Apia Administrateur : SDL (Société des lecteurs du Monde) Gérante : Suka Eurl |
|--|--|

(1) sous réserve de la ratification par l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés

Biographie

Sociétés du Groupe

- Président d'Agrigel : fusion avec Toupargel en 2006

Société cotée

- Vice-Président du Conseil de Surveillance de VDI Group (transformation en SA à Conseil d'Administration en 2009).

HEC, MBA Harvard, carrière de 10 ans, de 1972 à 1982, chez Schlumberger et Chargeurs, Président Directeur Général de Toupargel Groupe depuis 1982.

- Président de Penthievre : mandat expiré en 2005
- Président de SE Kleber : mandat expiré en 2006
- Président : Société Européenne Léna et Apax Partners et Compagnie Gérance II : mandats expirés en 2007
- Président de MMG SAS : mandat expiré en 2008
- Président : Morgap : mandat expiré en 2009
- Représentant permanent d'Apax Partners et Cie Gérance II au sein d'Amboise Investissement : mandat expiré en 2005
- Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Marc & Laurent : mandat expiré en 2005
- Représentant permanent Apax Partners SA au sein d'Alain Afflelou, Histoire d'Or Participations : mandats expirés en 2006
- Représentant permanent de MG Participations dans Médiastore : mandat expiré en 2006
- Représentant permanent de MMG SAS au sein d'Altium Capital : mandat expiré en 2007
- Représentant permanent Apax Partners SA au sein de Horis, Artacréa et MG Participations: mandats expirés en 2007
- Représentant permanent d'Apax Partners SA au sein de Morgan International Participations : mandat expiré en 2009
- Représentant permanent de Morgan International Participations au sein de Morgan SA : mandat expiré en 2009
- Membre du Comité de Surveillance de U10 Partenaires SAS : mandat expiré en 2008
- Gérant de la Société Civile : Kleber Partenaires : mandat expiré en 2007
- Gérant de la société civile Etoile Partenaires : mandat expiré en 2006
- Gérant de SE Bizet : mandat expiré en 2009
- Directeur : Apax Venture Capital Holdings III (Jersey) Ltd : mandat expiré en 2009

HEC, MBA Harvard, a débuté sa carrière à l'IDI, puis co-fonde le groupe Apax Partners en 1972. Il est PDG d'Apax Partners SA (Private Equity) et co-fondateur de l'AFIC.

Sociétés non cotées

Président Directeur Général : Roumi, Textim : mandats expirés en 2007

EM Lyon, Président Directeur Général de Roumi SA (import export textile) de 1970 à 2007.

Sociétés non cotées

Administrateur : Felix Solis Bodegas (Espagne) : mandat expiré en 2005

ESSEC, Maîtrise de sciences économiques, DBA Harvard Business School, Professeur de Marketing à l'INSEAD de 1982 à 2009, spécialiste de la distribution.

ESCP et Expert Comptable, Deloitte de 1975 à 1985 (missions d'audit, de conseil et d'expertise), il a rejoint le Groupe en 1986 dont il est Directeur Général Adjoint et Directeur Administratif et Financier et de la Communication.

- Administrateur : Longrine Communication et Editions de l'Aube : mandat expiré en 2004
- Membre actif d'Apia, association d'administrateurs indépendants jusqu'en 2004

HEC, missions d'audit et de conseil dans le groupe Arthur Andersen France pendant 30 ans ; responsable du secteur agro-alimentaire. A quitté ses fonctions d'associé senior en août 2001. A en charge le parrainage d'un fonds d'amorçage de PME.

HEC, DEA d'Etudes politiques et Licence d'anglais, a exercé des fonctions financières et/ou de direction successivement chez IBM France, Groupe GMF Assistance Internationale, Chaîne et Trame, Cars Philibert. Directrice Générale de Middledext depuis 2007. Experte APM en gouvernance. Professeur de stratégie et de gouvernance en grandes écoles et universités.

Intérêts des dirigeants

- Le Groupe Toupargel n'entretient aucune relation d'exploitation, n'a conclu aucun arrangement ni accord avec des sociétés extérieures dont les membres du Conseil d'Administration sont mandataires sociaux ou dirigeants à l'exception de l'Asvel Basket, dont Monsieur Roland Tchénio est administrateur et dont Toupargel Groupe sponsorise l'équipe, ceci faisant l'objet d'une convention réglementée (voir le rapport spécial des Commissaires aux Comptes).
- Toupargel Groupe SA et ses filiales n'ont accordé aucun prêt et n'ont garanti aucune dette à des membres des organes d'administration ou à des sociétés extérieures au Groupe ayant des administrateurs communs.
- Au 31 décembre 2009, les actions détenues par les membres du Conseil d'Administration représentent 84.43 % du capital et 91.09 % des droits de vote.
- Un membre du Conseil d'Administration, Monsieur Pierre Novarina, bénéficie d'un contrat de travail dans Toupargel Groupe. Il est Directeur Général Adjoint, donc non considéré comme dirigeant. Monsieur Roland Tchénio, Président, perçoit une rémunération de la part de Toupargel Groupe.
- Il est précisé que Monsieur Roland Tchénio a, en février 2005, apporté 2 800 000 actions de Toupargel Groupe à la société civile TT Investissements dont Monsieur Roland Tchénio est le gérant. La société TT Investissement a acquis 3 750 actions au 3^e trimestre 2009. Monsieur Pierre Novarina a cédé 1 000 actions en décembre 2009. Monsieur Paul Hurtut a cédé 500 actions en septembre 2009.

Les comités du Conseil

Le Comité Stratégique

Il est présidé par Roland Tchénio et comprend Maurice Tchénio et Pierre Novarina (administrateurs) et les principaux directeurs du Groupe Toupargel. Sa mission consiste à débattre des orientations stratégiques du Groupe après avoir reçu une information complète sur les principales données et à préparer leur mise en œuvre. Il s'est réuni une fois en 2009. Le taux de présence était de 100 %.

Le Comité d'Audit

Il était présidé par Monsieur Hartmut Kramer, administrateur indépendant, assisté de Monsieur Paul Hurtut, administrateur indépendant. Une charte du Comité d'Audit a été élaborée, ainsi qu'un guide et un calendrier détaillé. La charte précise sa mission (assister le Conseil d'Administration dans son rôle de surveillance), sa composition, son fonctionnement, son degré d'autorité, ses responsabilités et objectifs. Le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en 2009. Son taux de présence

était de 75 % (taux s'expliquant par la longue maladie de Monsieur Hartmut Kramer). Le Comité d'Audit, au cours de ses séances, s'est forgé une opinion sur les comptes annuels et périodiques, a auditionné les Commissaires aux Comptes. Il s'est informé sur la maîtrise des risques et sur le contrôle interne au sein du Groupe et a auditionné plusieurs directeurs. A la suite du décès de Monsieur Hartmut Kramer en novembre 2009, le Comité d'Audit s'est réduit de fait à une personne. Le Conseil d'Administration du 19 février 2010 a nommé Madame Caroline Weber comme membre du Comité d'Audit, Monsieur Paul Hurtut en assurant la Présidence.

Le Comité des Rémunérations

Le Comité des Rémunérations est composé de Monsieur Maurice Tchénio qui le préside et de Monsieur Maurice Sabah. Il s'est réuni le 28 avril 2009. Son taux de présence a été de 100 %. Son périmètre d'intervention dépasse le travail sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux (une seule personne est concernée, Monsieur Roland Tchénio). Il définit la politique générale de rémunération de l'équipe de direction. Il donne son avis sur et oriente le système "d'incentives" de l'encadrement commercial. Il donne son avis sur et oriente la politique de recrutement, de formation et l'évaluation du personnel. Le Comité des Rémunérations ne comporte pas d'administrateurs indépendants.

Autres comités

Le Conseil d'Administration n'a pas mis en place de comité de sélection et de nomination. Le Conseil traite directement les missions généralement dévolues à ce comité.

Le Comité des Risques

Mis en place en 2002, il est animé par Pierre Novarina et est composé de Directeurs du Groupe, ainsi que de Paul Hurtut, en tant que consultant externe. Sa mission est d'établir une cartographie des risques pouvant influencer significativement sur le Groupe, de suivre les plans et projets en terme de risques, de définir des plans d'actions et de suivre leur réalisation.

Ce comité s'est réuni deux fois en 2009. Le taux de présence était de 100 %.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options attribuées aux mandataires sociaux

| En K€ | 2008 | 2009 |
|--|------------|------------|
| M. Roland Tchénio, PDG | | |
| Rémunérations dues au titre de l'exercice | 188 | 188 |
| Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice | Néant | Néant |
| Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice | Néant | Néant |
| Total | 188 | 188 |
| M. Pierre Novarina, DGA | | |
| Rémunérations dues au titre de l'exercice | 161 | 167 |
| Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice | Néant | Néant |
| Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice | Néant | Néant |
| Total | 161 | 167 |

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social

| Nom et fonction | Exercice 2008 | Exercice 2009 |
|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Montants dus et versés (en K€) | Montants dus et versés (en K€) |
| M. Roland Tchénio, PDG | | |
| Rémunération fixe | 188 | 188 |
| Rémunération variable | Néant | Néant |
| Rémunération exonérée | Néant | Néant |
| Jetons de présence | Néant | Néant |
| Total | 188 | 188 |
| M. Pierre Novarina, DGA | | |
| Rémunération fixe | 154 | 157 |
| Rémunération variable | 7 | 10 |
| Rémunération exonérée | Néant | Néant |
| Jetons de présence | Néant | Néant |
| Total | 161 | 167 |

Il est précisé que Monsieur Pierre Novarina, en tant que salarié, bénéficie de la participation légale.

Tableau sur les jetons de présence

Les jetons de présence sont réservés aux administrateurs indépendants.

| Membres du Conseil d'Administration | Jetons de présence versés en 2008 (en K€) | Jetons de présence versés en 2009 (en K€) |
|-------------------------------------|---|---|
| M. Hartmut Kramer ⁽¹⁾ | 20 | 11 |
| M. Charles Waldman | 12 | 11 |
| M. Paul Hurtut | | 11 |
| Total | 32 | 33 |

(1) Y compris jetons versés au titre du Comité d'Audit.

Tableau sur les honoraires

| Censeur | Honoraires versés en 2008 (en K€) | Honoraires versés en 2009 (en K€) |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|
| H&R Consulting représenté par M. Paul Hurtut ⁽¹⁾ | 26 | 13 |
| M. Paul Hurtut ⁽²⁾ | | 5 |
| Total | 26 | 18 |

(1) Participation au Comité d'Audit, au Comité des Risques et à un groupe de travail sur la CNIL.

(2) Participation au Comité des Risques et au Comité CNIL.

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque mandataire social

Néant

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque mandataire social

Néant

Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque mandataire social

Néant

Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque mandataire social

Néant

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions

| | Plan 2003 | Plan 2008 | Plan 2009 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|
| Dates d'Assemblée Plan de souscription | 15 février 2002 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Dates d'Assemblée Plan d'achat | 15 mai 2003 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Date du Conseil d'Administration | 28 juin 2003 | 25 avril 2008 | 27 octobre 2009 |
| Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées | 185 900 | 200 000 | 15 000 |
| - par les mandataires sociaux | 50 000 | 15 000 | |
| - les 10 premiers attributaires salariés | 118 000 | 112 500 | 15 000 |
| Date de début d'exercice des options | 28 juin 2005 | 26 avril 2010 | 28 octobre 2011 |
| Date d'expiration | 28 juin 2009 | 25 avril 2013 | 27 octobre 2014 |
| Prix de souscription | 8,75 € | 25,75 € | 25,75 € |
| Options perdues par les bénéficiaires initiaux | 1 200 | 37 500 | Néant |
| Nombre d'actions souscrites | 103 282 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'actions achetées | 81 418 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'options restant à lever | Néant | 162 500 | 15 000 |

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers

Néant

Précisions complémentaires relatives aux rémunérations des mandataires sociaux

- Il n'existe pas de prime de départ.
- Il n'existe pas de prime d'arrivée.
- Il n'existe pas de régime de retraite spécifique aux mandataires sociaux. Messieurs Roland Tchénio et Pierre Novarina bénéficient du régime de retraite mis en place pour l'ensemble des cadres du Groupe.
- Ils ne bénéficient pas d'indemnités relatives à une clause de non concurrence, ni d'indemnités de rupture.

Rémunérations différées

| Administrateur concerné M. Pierre Novarina | 2008 (en K€) | 2009 (en K€) |
|--|--------------|--------------|
| Provision pour retraite comptabilisée | 70 | 81 |
| Provision pour médaille du travail comptabilisée | 7 | 8 |
| Total | 77 | 89 |

Autres données de rémunérations sur les équipes de Direction

| En K€ | 2008 - 10 personnes ⁽¹⁾ | 2009 - 11 personnes |
|--|------------------------------------|---------------------|
| Rémunérations du Comité Exécutif (voir composition page 7) | 1 343 | 1 548 |

[1] M. Yves Lebastard, DRH, arrivé en fin d'exercice 2008 n'est pas pris en compte.

Montant des rémunérations versées aux cinq ou dix personnes les mieux rémunérées

| En K€ | 2007 | 2008 | 2009 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|
| Toupargel Groupe (5 personnes) | 675 | 675 | 684 |
| Toupargel SAS (10 personnes) | 1 243 | 1 183 | 1 247 |
| Place du Marché (10 personnes) | 396 | 360 | 320 |

Le Comité Exécutif

Au cœur du dispositif de gouvernance de Toupargel Groupe, il met en œuvre la stratégie, gère les projets et assure le bon fonctionnement des activités du Groupe. Il se réunit dix fois par an pour :

- étudier la stratégie et les perspectives du Groupe à long terme,
- s'assurer de la réalisation des objectifs.

L'organisation fonctionnelle

Les directions fonctionnelles sont transversales pour les deux structures opérationnelles à l'exception des directions Marketing et Achats qui sont pilotées de façon autonome, par chaque enseigne. Cette organisation vise à renforcer l'efficacité opérationnelle du Groupe tout en permettant la mutualisation des moyens et des outils entre les deux activités.

Les principales missions des directions fonctionnelles :

La Direction Marketing Achats

- Le service *Marketing Ventes* : "Contribuer à la création et à la fidélisation des clients"

Mettre en place les outils et moyens pour développer le chiffre d'affaires et la marge brute.

Équipes supervisées : Marketing Ventes, Éditions, Fidélisation clients.

- Le service *Marketing Produits* : "Faire vivre la gamme produits"

Définir la stratégie Marketing Produits, piloter la politique produits et assurer la coordination de la politique de prix.

Équipes supervisées : Développement produits, Conseiller culinaire, Veille concurrentielle.

- Le service *Achats et Transport Amont* : "Maîtriser le risque juridique, la performance économique des achats, le Développement durable et l'achat responsable"

Définir et piloter la stratégie Achats. Améliorer la compétitivité de l'entreprise par des actions préventives et correctives sur les coûts, une optimisation des flux et une gestion raisonnée du portefeuille de partenaires fournisseurs. Garantir la validité des données système.

Équipes supervisées : Achats, Administration des achats.

- Le service *Études* : "Comprendre les comportements de nos clients et des prospects"

Mener les analyses clients et produits permettant d'agir sur le plan marketing/commercial.

Équipes supervisées : Etudes clients, produits, prospection.

- Le service *E-commerce* : "Proposer un nouveau mode de communication et de commande à nos clients"

Construire et animer les sites marchands du Groupe. Équipes Supervisées : sites marchands Place du Marché et Toupargel, e-mailings.

La **Direction Qualité** : "Garantir la qualité des produits et des services et assurer la sécurité alimentaire"

Services supervisés : Qualité produits, Agréments sanitaires, Système de Management de la Qualité et Gestion de crise alimentaire, Service Clients.

La **Direction Système d'Information** : "Concevoir et mettre en place des outils informatiques nécessaires au fonctionnement du Groupe"

Services supervisés : Études et Développement, Administration des réseaux et de la téléphonie, Support utilisateurs, Production informatique, Support applicatif, Administration d'internet et d'intran et, Système décisionnel.

La **Direction Ressources Humaines** : "Accueillir et accompagner les collaborateurs"

Assurer l'ensemble des missions liées à la gestion des hommes, au développement de leurs compétences afin d'accroître leur efficacité, adhésion et motivation.

Services supervisés : Administration du personnel, Formation, Ressources Humaines, Paie.

La **Direction Finances, Communication et Services Techniques** : "Assurer, coordonner le pilotage financier et définir la stratégie Communication corporate du Groupe"

Services supervisés : Comptabilité, Contrôle de gestion, Analyse financière, Juridique, Communication corporate, Services Techniques.

La **Direction Logistique** : "Assurer la préparation des commandes au jour le jour et leur acheminement dans les délais vers les agences de livraison"

Services supervisés : plates-formes de préparation de commandes, Toupargel Production, service transport interne.

Le contrôle

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

Préambule

Conformément aux dispositions de l'article L. 235 37 du Code de commerce et conformément à la loi du 3 juillet 2008 transposant les dispositions du droit européen en matière de rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (4^e et 7^e directives européennes), le présent rapport du Président du Conseil d'Administration a pour objet de rendre compte aux actionnaires des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Ce rapport a été préparé par le Président avec l'assistance de la Direction financière du groupe. Il a été revu par le Comité d'Audit du 18 février 2010 et approuvé par le Conseil d'Administration du 19 février 2010.

Compte tenu de la filialisation des différentes activités de la société, ce rapport couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Toupargel comporte deux secteurs d'activité :

- l'activité "Surgelés" avec la société Toupargel,
- l'activité "Frais & Épicerie" avec la société Place du Marché. Cette activité représente 5 % du volume d'affaires.

Le gouvernement d'entreprise

Code de référence

Auparavant, Toupargel Groupe se référait au code AFEP-MEDEF. Dorénavant, Toupargel Groupe se réfère au Code de Gouvernement d'Entreprise pour les Valeurs Moyennes et Petites (disponible sur les sites middenext.com et toupargelgroupe.fr), mieux adapté aux problématiques de notre Groupe.

Il est précisé que :

- Les fonctions de Président et de Directeur Général ne sont pas dissociées afin de renforcer la cohérence des actions mises en oeuvre. Il n'y a pas de limitation de pouvoir pour cette dernière fonction.
- Le Comité des Rémunérations ne comprend pas d'administrateur indépendant. Ses attributions ont été élargies aux politiques de rémunération de l'encadrement en général et aux politiques de recrutement et formation.
- Un seul administrateur dispose d'un contrat de travail, Monsieur Pierre Novarina, Directeur Général

Adjoint, non considéré comme dirigeant.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration, ses règles, ses missions, son mode de fonctionnement sont traités dans la partie "gouvernement d'entreprise" du présent rapport.

Le Conseil d'Administration est composé de sept membres. Trois administrateurs sont considérés comme indépendants. À la suite du décès de Monsieur Hartmut Kramer, administrateur indépendant, en novembre 2009, un nouvel administrateur indépendant, Madame Caroline Weber, a été coopté lors du Conseil d'Administration du 19 février 2010. Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement intérieur (publié sur le site internet www.toupargelgroupe.fr) rappelant les droits et devoirs et complétant les dispositions légales, statutaires et réglementaires.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2009 avec un taux de présence de 89 %. Les réunions ont été précédées de l'envoi de documents permettant aux administrateurs de préparer les sujets à traiter. En outre, les administrateurs reçoivent chaque mois un reporting sur l'activité du Groupe. En 2009, le Conseil d'Administration s'est notamment prononcé sur les arrêtés des comptes annuels et trimestriels, sur les documents diffusés aux actionnaires et aux investisseurs, sur la mise en place d'un plan d'options et sur les projets stratégiques.

Le Conseil d'Administration procède périodiquement à une auto-évaluation. L'auto-évaluation, lancée lors de la dernière réunion de 2008, a été analysée lors du Conseil du 28 avril 2009. Elle a entraîné des compléments de reporting.

Les comités du Conseil : il s'agit pour Toupargel Groupe, du Comité Stratégique, du Comité d'Audit et du Comité des Rémunérations. Leurs compositions et missions sont décrites dans la partie "gouvernement d'entreprise".

Le Comité Stratégique s'est réuni une fois en 2009 et a travaillé sur le plan 2013. Le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en 2009, préalablement aux Conseils d'Administration. Le taux de présence était de 75 %. Le Comité des Rémunérations s'est réuni une fois en 2009. Le taux de présence était de 100 %.

Rémunérations versées aux administrateurs

- Les administrateurs indépendants perçoivent des jetons de présence (2 700 € par session en 2009) pour leur participation aux séances du Conseil et

aux séances de comité spécialisé (Comité d'Audit exclusivement).

- Les autres administrateurs ne perçoivent aucune rémunération pour leur participation aux séances du Conseil et de comités.
- Monsieur Roland Tchénio, PDG, perçoit une rémunération (fixe uniquement) de la part de Toupargel Groupe et fixée dans le cadre du Comité des Rémunérations.
- Monsieur Pierre Novarina, DGA, perçoit une rémunération du fait de son contrat de travail de la part de Toupargel Groupe, elle est composée d'une partie fixe et d'un variable fonction de l'atteinte, d'une part, d'un objectif de résultat du Groupe et, d'autre part, d'objectifs personnels. Il est bénéficiaire de stocks options.
- Les tableaux récapitulatifs de rémunérations et assimilés sont repris dans la partie "gouvernement d'entreprise".

Participation des actionnaires aux Assemblées

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées sont précisées dans les statuts (disponibles au siège social et sur le site internet www.toupargelgroupe.fr) et résumées dans la partie "Informations juridiques" (p. 158).

Le contrôle interne

Définition

Le contrôle interne en vigueur dans la société a pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'analyser, de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, les risques d'erreurs ou de fraudes en particulier dans les domaines comptables et financiers ;
- de s'assurer de la sauvegarde des actifs ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et à l'extérieur reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le système de contrôle ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.



Référentiel utilisé

Le Groupe applique le cadre de référence et le guide d'application publié par l'Autorité des Marchés Financiers.

Processus de contrôle interne

Environnement de contrôle

- *Sensibilisation du personnel* : les valeurs du Groupe la Passion client, l'Excellence opérationnelle, l'Ambition et l'Esprit d'équipe - sont diffusées au sein des entités qui la composent dès l'arrivée des collaborateurs et au travers d'un processus d'intégration.

Le Groupe a élaboré une Charte éthique, construite autour de cinq principes : la responsabilisation, le respect, la transparence, la confiance et l'intégrité. Une commission interne "CNIL" a été mise en place (une réunion en 2009) afin de vérifier le respect par le Groupe des recommandations de la CNIL, procéder aux éventuelles régularisations et sensibiliser le personnel.

- *Définition des fonctions et missions* : chaque poste est décrit de façon précise et les missions et objectifs sont régulièrement mis à jour. Ceux-ci sont assortis "d'incentives".

- *Délégations de pouvoir* : des délégations de pouvoir limitées sont établies, notamment en matière d'hygiène et sécurité, qualité produits, environnement, respect des législations du travail, commerciales, financières, etc. Elles ont été mises à jour fin 2009.

- *Formation du personnel* : les actions de formation du personnel orientées sur les métiers présents dans le Groupe ont pour but d'entraîner le personnel aux opérations que celui-ci doit mettre en œuvre.

Principaux acteurs

- *Le Conseil d'Administration*, dont les missions sont de contribuer à définir la stratégie, suivre sa mise en œuvre, évaluer les projets, proposer à l'Assemblée Générale les mandataires sociaux, contrôler la gestion et veiller à la qualité des informations fournies aux actionnaires. Le Conseil d'Administration dispose d'un règlement intérieur.

Un reporting mensuel permet d'assurer le suivi des opérations.

- *Le Comité d'Audit* (voir gouvernement d'entreprise). Ce comité dispose d'une charte et d'un guide.

- *Le Comité des Rémunérations* (voir gouvernement d'entreprise).

- *Le Comité des Risques*, chargé d'établir une cartographie des risques pouvant influencer sur l'entreprise et chargé de définir des plans d'actions

- *La commission interne "CNIL"* (voir ci-dessus) ;

- *Le Comité Exécutif* (voir ses missions dans la partie "Fonctionnement").

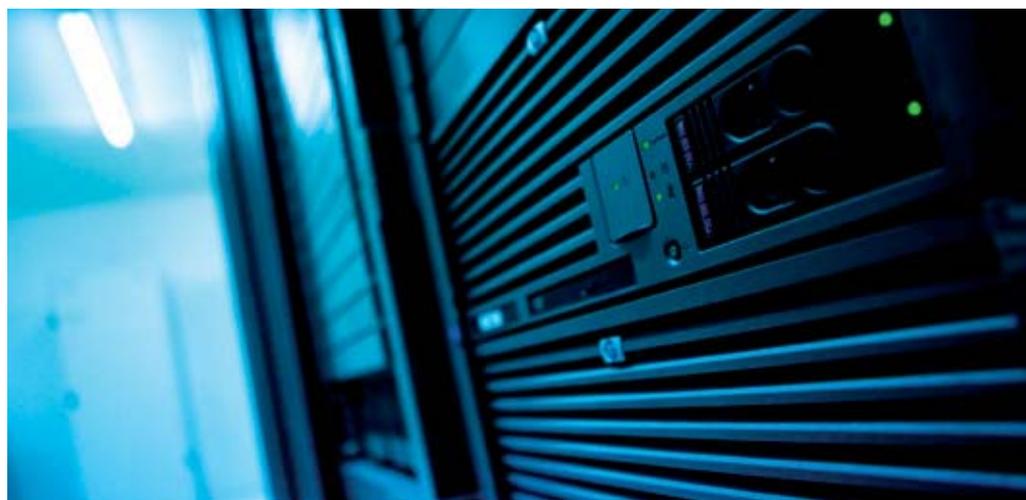
- *La Direction Générale*.

- *Les responsables opérationnels ou fonctionnels* et notamment :

- La Direction Qualité en charge du système de management de la qualité, des contrôles qualité, des agréments des plates-formes, du service consommateurs et du respect des normes environnementales ;
- Les Directions Informatiques en charge de la sécurité et de la maintenance des systèmes d'information ;
- La Direction des Ressources Humaines, responsable de l'application des lois, règlements, accords sociaux et qui met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines ;
- La Direction Financière avec le Contrôle de Gestion ;
- L'Audit avec une double mission de vérification de l'application du Système de Management de la Qualité et du contrôle interne.

Principales références et actions

- *Le recensement des risques majeurs* : sous l'égide du Comité des Risques, une cartographie des risques majeurs a été élaborée. Elle est revue chaque année et la mise en œuvre des recommandations est suivie. Les risques liés aux projets en cours sont particulièrement analysés. L'analyse des risques est reprise dans la partie facteurs de risques du présent rapport. Des tests



d'intrusion informatique ont été mis en œuvre en 2009.

- **Le recensement des risques professionnels** : sous l'égide de la Direction des Ressources Humaines, le recensement des risques professionnels a abouti à l'élaboration d'un "document unique" par entité, dont la mise en œuvre des recommandations est suivie.

- **La charte qualité** : la charte qualité a été conçue en groupes de travail associant tous les métiers de l'entreprise chez Toupergel. Elle fait partie des éléments mis en place dans le cadre de la démarche d'élaboration du Système de Management de la Qualité et elle place la satisfaction du client au cœur des préoccupations des différents services.

- **Le Système de Management de la Qualité** : il identifie les processus de l'entreprise, les décrit. Il évalue les risques associés et définit les moyens de maîtrise, à savoir contrôles, procédures (manuel et diffusion sur l'intranet), indicateurs et compétences. Enfin, il définit les plans d'actions.

- **La charte informatique** : elle définit les droits et obligations des utilisateurs.

- **La démarche Développement Durable**, avec la nomination d'un Directeur du Développement Durable et le lancement d'un Bilan Carbone®.

- **Les manuels de procédures** : ils décrivent les procédures applicables au sein de chaque entité. Elles sont disponibles sur l'intranet de l'entreprise.

Processus de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Principaux acteurs

- **La Direction Financière du Groupe** en charge de la consolidation, du reporting Groupe, de la communication financière, de la planification et du reporting auprès du Conseil d'Administration.

- **Le contrôle de gestion** (qui dépend de la Direction Financière) et qui produit les états financiers avec la comptabilité, les tableaux de bord, les budgets).

- La fonction de vérification de la qualité du Contrôle Interne est assurée par l'**audit**.

Principales références et actions

- Plan de comptes généraux commun à toutes les entités du Groupe.

- Plans analytiques permettant le suivi des centres de profits et de coûts.

- Processus d'arrêtés des comptes consolidés et sociaux : planning d'arrêtés mensuel, trimestriel, annuel.

- Manuel de révision, permettant la justification des comptes.

- Procédures de consolidation : règles et méthodes comptables, liasses de consolidation, planning.

- Processus budgétaire et suivi mensuel.

- Procédures de recensement des engagements hors bilan.

- Reporting : format unique de reporting interne et

liasse de reporting au Conseil d'Administration.

- Communication financière : procédures, formats et définition stricte des rôles.

Le Groupe dont l'activité est la distribution de produits alimentaires aux particuliers suit notamment :

- le chiffre d'affaires (journalier, mensuel, avec une analyse multicritères détaillée),

- la marge commerciale (journalier, mensuel avec une analyse détaillée des composantes),

- les inventaires physiques,

- les frais de personnel : reporting social (mensuel),

- les coûts véhicules (coûts directs, sinistralité),

- les coûts téléphoniques (mensuel).

Il est précisé que la plupart des coûts font l'objet de tableaux de bord périodiques (mensuel, trimestriel, semestriel).

Les éléments des comptabilités et du contrôle de gestion sont revus et commentés en Comité Exécutif et en Conseil d'Administration.

Vérification de la régularité et de la fiabilité des informations

- Dans le cadre du plan d'audit, les applications de procédures sont régulièrement vérifiées, notamment dans les agences commerciales pour les flux d'encaissement, au siège, sur le respect des procédures d'engagement et d'approbation de factures. Des audits en continu ont été mis en place en 2009 à partir de l'analyse informatique multicritères de commandes.

- Les comptes sont révisés à la fois en interne et par les auditeurs externes.

- La régularité des opérations est revue par des cabinets externes spécialisés (social, fiscalité, audit comptable).

Plan d'actions 2010 - 2011

Les principales lignes du plan d'actions 2010 - 2011 sont les suivantes :

- Mise en œuvre du plan d'audit interne,
- Mises à jour des procédures dont l'élaboration d'une procédure d'alerte, revues et mises en place de procédures de gestion de crise :
 - alimentaire : mise à jour
 - sociale : mise en place
 - "autres" : mise en place
- Contrats : recensement des principaux contrats en vigueur au sein du Groupe,
- Reporting : renforcement du suivi des "non-qualités" ayant un impact sur le chiffre d'affaires, la marge.

Fait à Civrieux d'Azergues, le 19 février 2010

Le Président du Conseil d'Administration
Roland Tchénio

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13, chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Toupargel Groupe Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Toupargel Groupe et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le Rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations. Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration

et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le Rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le Rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Lyon et Villeurbanne, le 19 mars 2010 / Les Commissaires aux Comptes

Le contrôle externe

Commissaires aux comptes titulaires

Deloitte & Associés

81, boulevard de Stalingrad
69100 Villeurbanne

représentée par Monsieur Alain Descoins, nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2006 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Société d'Audit Financier et de Contrôle Interne (SAFICI)

11, rue Auguste Lacroix
69003 Lyon

représentée par Monsieur Jacques Convert, nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2007 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Commissaires aux comptes suppléants

Cabinet Béas

7-9, Villa Houssaye
92200 Neuilly-sur-Seine

nommé par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 2006 pour une durée se terminant le jour de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Jean Vuillermoz

1, avenue Félix Faure
69007 Lyon

nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2007 pour une période de six exercices et dont le mandat expire après la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Honoraires des commissaires aux comptes (hors frais)

| en K€ | Safici | | | | Deloitte & Associés | | | |
|--|-----------|-----------|--------------|--------------|---------------------|------------|--------------|--------------|
| | Montant | | Pourcentage | | Montant | | Pourcentage | |
| | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 |
| Audit | | | | | | | | |
| • Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés | | | | | | | | |
| - Emetteur | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 32 | 33 | 27.1 % | 24.6 % |
| - Filiales intégrées globalement | | | | | 86 | 87 | 72.9 % | 64.9 % |
| • Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes | | | | | | | | |
| - Emetteur | | | | | | 14 | | 10.5 % |
| - Filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| Sous-total | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 118 | 134 | 100 % | 100 % |
| Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| • Juridique, fiscal, social | | | | | | | | |
| • Autres | | | | | | | | |
| Total | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 118 | 134 | 100 % | 100 % |

Garantir la transparence
de l'information





Les informations boursières

LE CAHIER DE L'ACTIONNAIRE

Les informations boursières p. 62

Les principaux chiffres et ratios p. 69

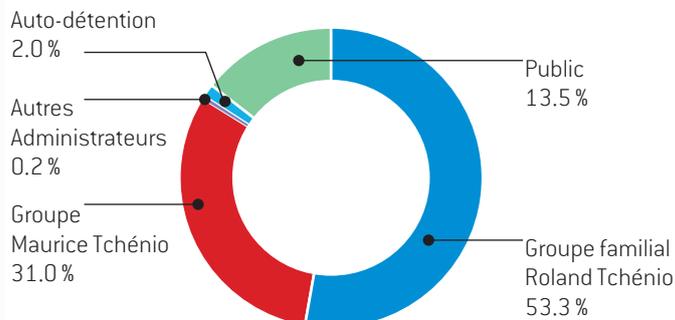
Profil boursier du titre

| | |
|--|---|
| Date d'introduction au Second Marché | 3 décembre 1997 |
| Prix d'introduction | 3.81 € |
| Code ISIN | FR0000039240 |
| Code Bloomberg | TOU |
| Code Reuters | TPGEL.PA |
| Appartenance à un indice | CAC Small 90, SBF 250, Gaia Index |
| Euronext Paris | Compartiment B |
| Classification sectorielle FTSE (ICB) | 5330 (Food & Drugs Retailers), 5337 (Food Retailers & Wholesalers) |
| Sous secteur | |
| Éligibilité au PEA | oui |
| Membre de Middlednext | oui |
| Capital au 31/12/2009 | 1 010 328.20 euros |
| Nombre de titres ordinaires | 10 103 282 |
| Nominal | 0.10 € |
| Cours au 31/12/2009 | 15.30 € |
| Flottant en % du capital au 31/12/2009 | 13.6 % (y compris salariés) |
| Flottant au 31/12/2009 | 21.0 M€ |
| Capitalisation boursière au 31/12/2009 | 154.6 M€ |



Qui sont nos actionnaires ?

Euroclear (TPI au 12 mars 2010) et Caceis (nominatifs au 28 février 2010)

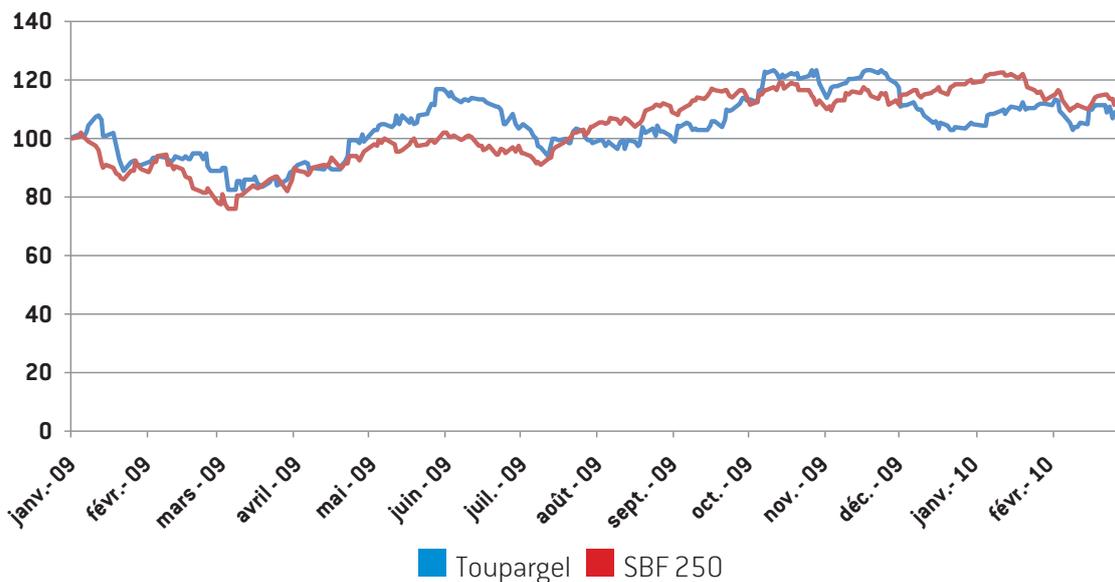


Le total des actionnaires nominatifs et au porteur s'élevait au 12 mars 2010 à près de 2 600 (dont 2 460 particuliers).
(Euroclear et CACEIS)

| | 03.2007 | 03.2008 | 03.2009 | 03.2010 |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre d'actionnaires | 2 610 | 2 360 | 2 650 | 2 582 |

Parmi l'actionnariat, les sociétés de gestion et les institutionnels représentent 6.8 % du nombre d'actions total (7.7 % au 12 mars 2010).

L'évolution du cours de bourse (base 100 : de janvier 2009 à février 2010)



(Euronext)

Le volume moyen mensuel d'échanges de février 2009 à février 2010 s'établit à plus de 70 322 titres.

| Période | Cours le plus haut (en €) | Cours le plus bas (en €) | Nombre de titres échangés | Capitaux échangés (en K€) |
|----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Décembre 1997 | 3.81 | 3.36 | 678 620 | 2 513 |
| Année 1998 | 4.61 | 2.42 | 1 645 368 | 6 460 |
| Année 1999 | 4.50 | 2.00 | 1 032 660 | 3 464 |
| Année 2000 | 4.95 | 4.25 | 648 832 | 3 197 |
| Année 2001 | 4.31 | 3.77 | 441 400 | 1 831 |
| Année 2002 | 4.42 | 3.99 | 994 008 | 1 731 |
| Année 2003 | 10.34 | 8.64 | 880 584 | 7 969 |
| Année 2004 | 32.80 | 15.76 | 527 353 | 12 693 |
| Année 2005 | 33.47 | 30.24 | 635 074 | 19 870 |
| Année 2006 | 43.78 | 39.09 | 706 511 | 29 165 |
| Année 2007 | 43.85 | 26.90 | 1 363 581 | 52 301 |
| Année 2008 | 27.20 | 10.53 | 649 133 | 11 657 |
| Janvier 2009 | 15.94 | 12.80 | 42 705 | 612 |
| Février 2009 | 14.00 | 12.21 | 44 456 | 600 |
| Mars 2009 | 13.35 | 12.04 | 41 968 | 530 |
| Avril 2009 | 14.74 | 12.70 | 70 611 | 938 |
| Mai 2009 | 17.00 | 14.50 | 31 312 | 484 |
| Juin 2009 | 17.00 | 14.91 | 26 029 | 420 |
| Juillet 2009 | 15.30 | 13.70 | 34 115 | 493 |
| Août 2009 | 15.51 | 13.80 | 258 497 | 3 766 |
| Septembre 2009 | 16.62 | 14.30 | 161 333 | 2 476 |
| Octobre 2009 | 18.05 | 16.00 | 78 612 | 1 357 |
| Novembre 2009 | 18.10 | 16.50 | 83 531 | 1 460 |
| Décembre 2009 | 17.32 | 14.76 | 27 537 | 432 |
| Janvier 2010 | 16.79 | 15.18 | 39 555 | 629 |
| Février 2010 | 16.73 | 14.80 | 16 635 | 262 |

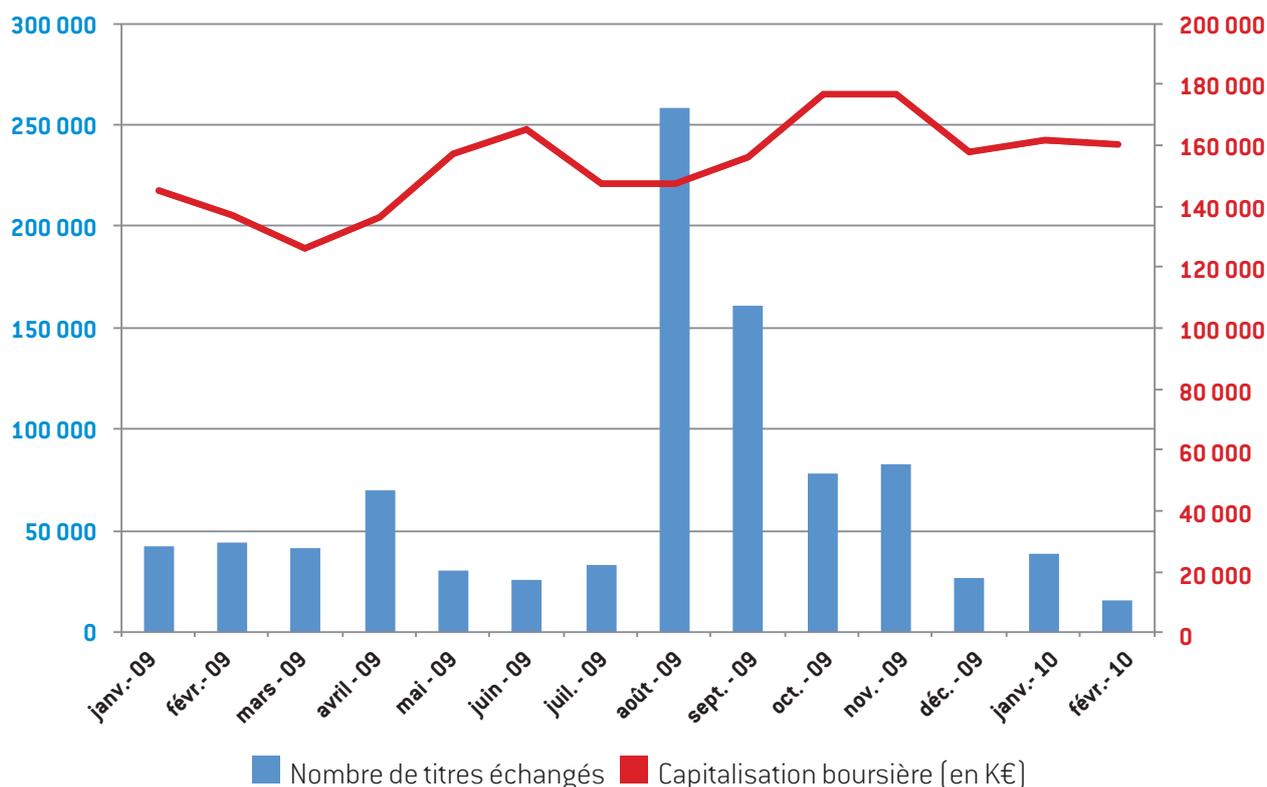
(Euronext)

L'évolution de la capitalisation boursière (en K€) et des volumes échangés

(de janvier 2009 à février 2010)

La capitalisation boursière définit la valeur que le marché attribue à l'entreprise. Elle correspond au nombre d'actions multiplié par le

cours de Bourse. A la clôture du 31 décembre 2009, la capitalisation boursière de Toupargel Groupe s'élevait à 154,6 M€.



Les achats ou ventes des titres de la société

(voir le détail des autorisations dans "Les informations juridiques")

Au 31 décembre 2008, Toupargel Groupe détenait 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 3 136 actions au titre du contrat de liquidité, valorisées 44 K€.

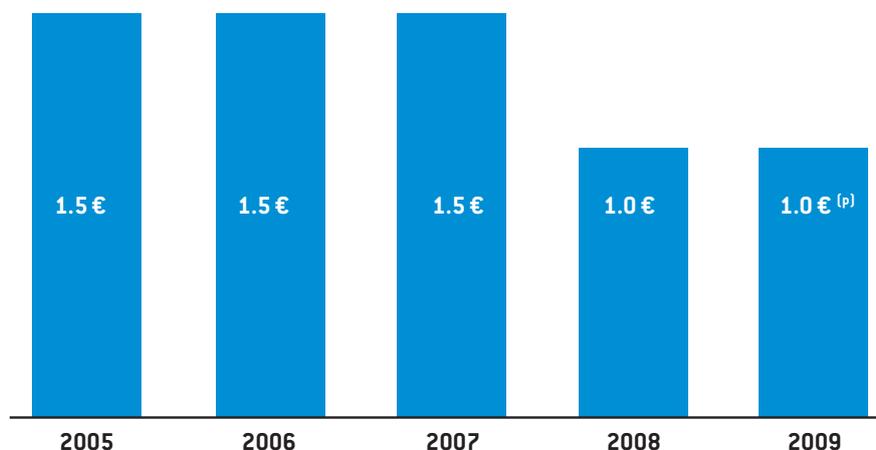
Au 31 décembre 2009, Toupargel Groupe détient 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 2 880 actions propres au titre du contrat de liquidité, valorisées 44 K€. Ces montants sont inscrits en moins des capitaux propres.

La politique de distribution de dividendes

Le Conseil d'Administration définit la politique de distribution des dividendes. Elle tient compte des besoins d'investissements du Groupe, du contexte économique et de tout autre facteur jugé pertinent.

Toupargel Groupe SA a distribué de façon constante depuis 2005 plus de 60 % du résultat net consolidé. Au titre de l'exercice 2009, il est proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010 de distribuer 9 900 K€ (1.0 € par action) soit 74 % du résultat net consolidé 2009, avec mise en paiement le 30 juin 2010. À périmètre constant (hors croissance externe et y compris maintien des résultats), la société entend maintenir pour les exercices à venir un taux de distribution élevé.

Évolution du dividende par action (en euros)



(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

Pour bénéficier du dividende, il faut être propriétaire de l'action Toupargel la veille de la mise en paiement du dividende (jour de Bourse - 1) soit le 29 juin 2010 pour une mise en paiement le 30 juin 2010.

Euroclear (dépositaire central des titres français) a précisé les dates suivantes :

- date de détachement, "ex date" en anglais : date à partir de laquelle la négociation en Bourse est exécutée sur l'action sans droit au versement à venir du dividende (jour de Bourse - 3),
- date d'arrêté, "record date" : date à laquelle les positions sont arrêtées en fin de journée par le dépositaire central, afin d'identifier les actionnaires qui recevront le dividende (jour de Bourse - 1)
- date de mise en paiement, "paiement date" : distribution du dividende en numéraire aux actionnaires (jour J).

Le rendement de l'action

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------------------|--------|---------|---------|---------|----------------------|
| Dividende par action | 1.5 € | 1.5 € | 1.5 € | 1.0 € | 1.0 € ^(p) |
| Cours de l'action au 31 décembre | 34.9 € | 41.53 € | 26.50 € | 14.00 € | 15.30 € |
| Rendement de l'action | 4.3 % | 3.6 % | 5.7 % | 7.1 % | 6.5 % |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

Les dividendes nets

| en euros | Dividende | Avoir fiscal |
|----------------------|---------------------|--|
| 1998 (versé en 1999) | 0.0575 | 0.0275 |
| 1999 (versé en 2000) | 0.0875 | 0.045 |
| 2000 (versé en 2001) | 0.10 | 0.05 |
| 2001 (versé en 2002) | 0.10 | 0.05 |
| 2002 (versé en 2003) | 0.10 | 0.05 |
| 2003 (versé en 2004) | 0.20 | 0.10 |
| 2004 (versé en 2005) | 0.40 | Abattement de 50 % sur la totalité du montant |
| 2005 (versé en 2006) | 1.50 | Abattement de 40 % sur la totalité du montant |
| 2006 (versé en 2007) | 1.50 | Abattement de 40 % sur la totalité du montant ⁽¹⁾ |
| 2007 (versé en 2008) | 1.50 | Abattement de 40 % sur la totalité du montant ⁽¹⁾ |
| 2008 (versé en 2009) | 1.00 | Abattement de 40 % sur la totalité du montant ⁽¹⁾ |
| 2009 (versé en 2010) | 1.00 ^(p) | Abattement de 40 % sur la totalité du montant ⁽¹⁾ |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010.

(1) À compter du 1^{er} janvier 2007, les personnes physiques domiciliées en France bénéficient sur option du prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) au taux de 18 %. Cette option fait perdre le bénéfice de l'abattement de 40 %.

L'établissement assurant le service financier

Toupargel Groupe SA a mandaté CACEIS Corporate Trust pour assurer son service financier.

Pour la gestion des titres inscrits au nominatif administré, il convient à

l'actionnaire de s'adresser directement à son intermédiaire financier. Pour la gestion des titres inscrits au nominatif pur, il convient à l'actionnaire de s'adresser à :

CACEIS Corporate Trust

14, rue Rouget de Lisle
92130 Issy les Moulineaux

Tél. : 01 57 78 34 44

Fax : 01 49 08 05 80

e-mail : CT-contact@caceis.com

Les caractéristiques attachées aux modes de détention des titres

| | Actions au Porteur | Actions au nominatif | |
|--------------------------------------|--|---|--|
| | | administré | pur |
| Lieu de dépôt des actions | | Chez un intermédiaire financier au choix | Chez CACEIS |
| Frais de gestion et droits de garde | À la charge de l'actionnaire selon la tarification de son intermédiaire financier | | Gratuit |
| Ordre de bourse | Adressé à l'intermédiaire financier | Adressé à l'intermédiaire financier (des délais peuvent survenir pour convertir les titres au porteur avant de réaliser la vente) | Adressé à CACEIS |
| Déclaration fiscale annuelle | L'intermédiaire financier adresse à l'actionnaire un imprimé fiscal unique (IFU) regroupant toutes les opérations de son compte titres | | CACEIS adresse à l'actionnaire un IFU regroupant les opérations concernant le titre Toupargel Groupe |
| Participation à l'Assemblée Générale | L'actionnaire doit demander à son intermédiaire financier de procéder aux formalités en vue de sa participation à l'Assemblée et adresser une attestation de participation à Toupargel Groupe. Toupargel Groupe lui adressera alors une carte d'admission à l'Assemblée Générale | Toupargel Groupe adresse automatiquement à l'actionnaire un avis de convocation avec un formulaire de vote à distance ou de procuration lui permettant de communiquer à Toupargel Groupe ses instructions en vue de participer à l'Assemblée Générale | |

Le prestataire de services d'investissement assurant la liquidité du titre

Oddo

12, boulevard de la Madeleine
75440 Paris Cedex 09
Tél. : 01 44 51 85 00

Un contrat de liquidité conforme au modèle établi par l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnu par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, conforme au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, a été conclu entre Toupargel Groupe SA et la Société de Bourse Oddo, le 1^{er} décembre 2006, avec une mise en application au 1^{er} janvier 2007, en vue d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Toupargel Groupe. À l'ouverture du compte, Toupargel Groupe SA a apporté au crédit du compte de liquidité la somme de 100 000 euros. Au 28 janvier 2008, la somme supplémentaire de 30 000 euros a été apportée au crédit du compte de liquidité.



Transparence et performances financières

2007 : Prix du meilleur rapport annuel 2006 des sociétés cotées hors de l'indice SBF 120, décerné par la Vie Financière et les Échos

2007 : 2^e prix de la gouvernance remis par l'AGEFI

2005 : Trophée Midcaps de l'Excellence, sur la base de l'analyse de la performance globale de la société, décerné par Euronext, Middlednext et Oddo & Cie

2005 : Trophée Midcaps de la performance économique sur la base de l'analyse de la croissance, de la profitabilité et de la rentabilité de la société, décerné par Euronext, Middlednext et Oddo & Cie

2005 : Prix Distribution et Services au Grand Prix de l'Entrepreneur 2004 décerné à Roland Tchénio au niveau national et en région Rhône- Alpes.

2005 : Prix de la communication financière par Boursorama (3^e prix)

2004 : Élu meilleur site financier 2004 par Boursorama (2^e prix)

2004 : Trophée Performance de la Croissance en Rhône-Alpes décerné par Le Nouvel Objectif Rhône-Alpes et par la Lyonnaise de Banque

2002 : Prix Cristal de la transparence financière, décerné par Investir (catégorie Second Marché)

2000 : Prix du meilleur rapport annuel 1999 du Second Marché, décerné par la Vie Financière

Les publications diffusées en 2009 destinées aux actionnaires et aux professionnels

- Rapport annuel 2008, diffusé en 800 exemplaires en français et en version électronique en anglais. Ce rapport a été envoyé aux analystes, gérants de fonds, institutions, banques et actionnaires individuels qui en avaient fait la demande et diffusé via le site internet.
- Plaquette de présentation de la société, diffusée en 2 000 exemplaires.
- Rapport sur l'activité 2008 diffusé aux actionnaires lors de la convocation à l'Assemblée Générale du 28 avril 2009.
- Communiqués sur les chiffres d'affaires et résultats trimestriels en français et en anglais. Une campagne Boursorama a été mise en place à l'occasion de la publication des résultats annuels 2009.

La Directive Transparence

Dans le cadre de la Directive Transparence, imposée par le Règlement Général de l'AMF, entrée en vigueur le 20 janvier 2007, Toupargel utilise un diffuseur professionnel pour la diffusion effective et intégrale de son information réglementée (www.hugingroup.com).

L'agenda 2010 *

| | |
|--------------------|--|
| 27 avril 2010 | Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 1 ^{er} trimestre 2010 [après Bourse] |
| 27 avril 2010 | Assemblée Générale des Actionnaires à Lyon |
| 30 juin 2010 | Mise en paiement des dividendes |
| 29 juillet 2010 | Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 1 ^{er} semestre 2010 Conférence téléphonique sur le chiffre d'affaires et les résultats semestriels 2010 |
| 28 octobre 2010 | Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 3 ^e trimestre 2010 [après Bourse] |
| 19 et 20 nov. 2010 | Salon Actionaria à Paris [Palais des Congrès] |
| 12 janvier 2011 | Publication du chiffre d'affaires du 4 ^e trimestre 2010 [après Bourse] |

**dates sous réserve de modifications*

Les autres documentations

- Les documents juridiques : les statuts, procès-verbaux d'Assemblées Générales, rapports des contrôleurs légaux et du Conseil d'Administration, ainsi que la liste des conventions courantes peuvent être consultés au siège social de Toupargel Groupe SA, 13 chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues. La société tient à la disposition de tout actionnaire qui en ferait la demande le bilan social de Toupargel, ainsi que celui de Place du Marché, prévu par les articles L 438-1 et suivants du code du travail.

- Site Internet : www.toupargelgroupe.fr

Toupargel met à la disposition du public son site institutionnel en français et en anglais : le rapport annuel y est téléchargeable. Y sont également publiées toutes les informations réglementées communiquées à l'AMF. Toupargel est répertorié sur un certain nombre de sites Internet externes dont ceux d'Euronext, de l'AMF, de la Direction de l'information légale et administrative et d'HuginGroup.

La liste des publications au BALO en 2009

20.03.2009 Avis de réunion valant avis de convocation à l'AGM du 28 avril 2009
08.06.2009 Décision d'affectation du résultat 2008

Les actions vers les actionnaires individuels

Toupargel a participé en 2009 au salon Actionaria à Paris, les 20 et 21 novembre. Le stand a reçu plus de 800 visiteurs.

Les actions vers les analystes et gérants de fonds

Toupargel Groupe a participé en 2009 à de nombreuses manifestations avec des analystes et gérants sous forme de one to one ou de conférences. Une réunion SFAA a été organisée en février 2009 à l'occasion de la présentation des résultats annuels 2008. Cette réunion a été retransmise en direct en audio conférence via le site internet www.toupargelgroupe.fr. La publication du chiffre d'affaires et des résultats semestriels, effectuée le 30 juillet 2009, a été suivie d'une conférence téléphonique réunissant investisseurs institutionnels et analystes financiers.

Le budget

Les dépenses directes de marketing boursier se sont élevées en 2009 à 91 K€ (130 K€ en 2008).

Les relations avec la presse

Toupargel Groupe entretient des relations régulières avec la presse financière, la presse économique, la presse régionale, la radio et la TV par des envois de communiqués, l'organisation d'interviews et a tenu une conférence de presse en février 2009 pour présenter les résultats annuels 2008.

Les relations avec les actionnaires, les analystes et les investisseurs

• Responsables de l'information

Roland Tchénio - Président Directeur Général

Pierre Novarina - Directeur Général Adjoint, en charge de la communication financière

Karine Pareti - Responsable communication corporate, relations presse

Cyril Tezenas du Montcel - Analyste financier, relations analystes, gérants et actionnaires

• Contacts

Email : infofinanciere@toupargel.fr

Courrier : Toupargel - Communication financière - 13, chemin des Prés Secs, 69380 Civrieux d'Azergues

Internet : www.toupargelgroupe.fr

Tél. : 04 72 54 10 00



Les analystes financiers ayant publié sur la valeur en 2009

Christophe Chaput

Jérôme Chosson

Christine Ropert

Caroline David-Tracaz

Charles-H. de Mortemart

Oddo Midcaps

IDMidcaps

Gilbert Dupont

Groupe Viel Tradition

Berenberg Bank

cchaput@oddo.fr

jchosson@idmidcaps.com

christine.ropert@gilbertdupont.fr

caroline.david-tracaz@viel.com

charles-henri.mortemart@berenberg.de

Les principaux chiffres et ratios

Le compte de résultat

| En millions d'euros | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Variation 2008/2009 |
|---|--------|-------|-------|-------|------------------------|
| Chiffre des ventes | 379.5 | 363.5 | 365.9 | 359.1 | - 1.9 % |
| Excédent brut d'exploitation (EBE) ⁽¹⁾ | 46.6 | 36.8 | 35.4 | 32.0 | - 9.6 % |
| Résultat opérationnel | 37.8 | 28.5 | 24.1 | 21.0 | - 12.8 % |
| Coût financier | - 1.0 | - 1.4 | - 1.5 | - 0.5 | - 66.5 % |
| Résultat courant avant impôts | 36.8 | 27.1 | 22.6 | 20,5 | - 9.3 % |
| Impôts | - 12.8 | - 9.4 | - 7.9 | - 7.1 | - 9.2 % |
| Résultat net part du Groupe | 24.0 | 17.7 | 14.7 | 13.3 | - 9.4 % |
| Capacité d'autofinancement | 35.2 | 28.9 | 27.9 | 24.6 | - 12.0 % |

(1) EBE : Résultat opérationnel - résultat des cessions d'actifs immobilisés - reprises de provisions + dotations aux amortissements et provisions

Le bilan

| En millions d'euros | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Total du bilan | 173.7 | 180.3 | 172.5 | 174.3 |
| Capitaux propres | 78.0 | 76.6 | 75.5 | 78.3 |
| Endettement brut | 18.7 | 34.8 | 25.0 | 28.1 |
| Endettement net | 16.0 | 29.0 | 24.4 | 17.8 |
| Actif non courant | 151.3 | 151.4 | 150.9 | 146.5 |
| Investissements industriels | 11.3 | 11.2 | 11.0 | 6.9 |
| Variation du fonds de roulement | - 7.9 | 15.3 | - 7.4 | 11.6 |
| Besoin en fonds de roulement (BFR) | - 46.0 | - 33.7 | - 37.7 | - 35.9 |
| Variation du BFR | 4.5 | 12.3 | - 2.2 | 1.8 |
| Trésorerie | 2.8 | 5.8 | 0.6 | 10.3 |
| Variation Trésorerie | 12.4 | 3.0 | - 5.2 | 9.7 |

Les ratios

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------|--------|--------|--------|
| Résultat net par action (en €) | 2.38 | 1.76 | 1.48 | 1.35 |
| Capacité d'autofinancement par action (en €) | 3.48 | 2.87 | 2.81 | 2.48 |
| Actif net comptable par action (en €) | 7.72 | 7.62 | 7.61 | 7.91 |
| Couverture des frais financiers ⁽¹⁾ (x fois) | 23.1 | 15.8 | 12.9 | 26.3 |
| Ratio de levier ⁽²⁾ (x fois) | 0.34 | 0.79 | 0.69 | 0.55 |
| Gearing ⁽³⁾ | 20 % | 38 % | 32 % | 23 % |
| Marge opérationnelle ⁽⁴⁾ | 10.0 % | 7.8 % | 6.6 % | 5.8 % |
| Marge nette ⁽⁵⁾ | 6.3 % | 4.9 % | 4.0 % | 3.7 % |
| Rentabilité des capitaux propres (ROE) ⁽⁶⁾ | 44.5 % | 30.1 % | 24.3 % | 20.5 % |
| Rentabilité de l'actif ⁽⁷⁾ | 21.8 % | 15.8 % | 14.0 % | 12.0 % |
| Taux de rotation de l'actif ⁽⁸⁾ (x fois) | 2.2 | 2.0 | 2.1 | 2.1 |
| Retour sur capitaux employés ⁽⁹⁾ (ROCE) | 24.1 % | 16.1 % | 13.9 % | 12.4 % |

(1) Résultat opérationnel / charges financières

(2) Endettement net bancaire / excédent brut d'exploitation

(3) Endettement net / fonds propres

(4) Résultat opérationnel / chiffre des ventes

(5) Résultat net / chiffre des ventes

(6) Résultat net / fonds propres (avant résultat)

(7) Résultat opérationnel / actif total

(8) Chiffre des ventes / actif total

(9) Résultat opérationnel après impôt apparent / immobilisations nettes + BFR

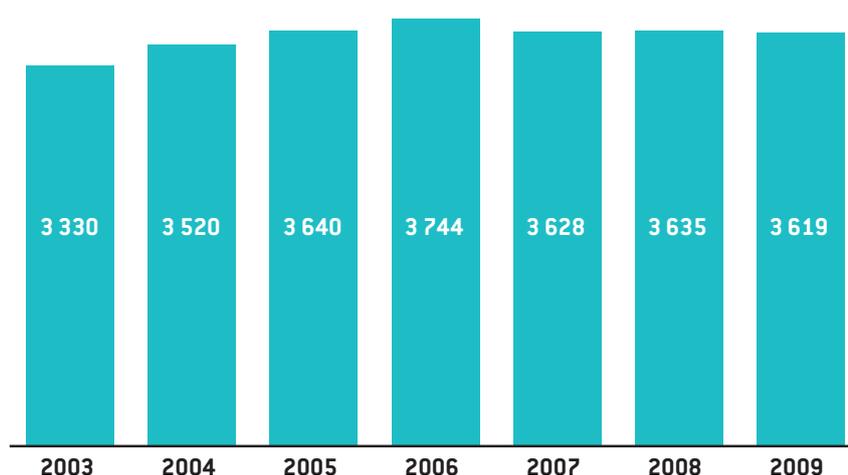
Les investissements

| En millions d'euros | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Industriels (CAPEX) | 11.3 | 11.3 | 11.0 | 7.0 |
| Financiers | | | | |
| Total | 11.3 | 11.3 | 11.0 | 7.0 |
| CAF / CAPEX | 3.1 | 2.5 | 2.5 | 3.5 |
| CAF / Investissements totaux | 3.1 | 2.5 | 2.5 | 3.6 |

Les investissements du Groupe sont exclusivement effectués en France. Ils se sont élevés à 6 954 K€ en 2009. Ils concernent principalement le renouvellement des véhicules tous les 5/6 ans,

la mise aux normes des agences commerciales et l'acquisition de matériels informatiques.

L'effectif moyen (en équivalent temps-plein)







Le rapport financier

| | |
|--|---------------|
| > Le rapport de gestion du Groupe | p. 74 |
| > Les facteurs de risques | p. 79 |
| > Les comptes annuels 2009 | p. 83 |
| • Etat consolidé de la situation financière | p. 83 |
| • Compte de résultat consolidé | p. 84 |
| • Etat consolidé du résultat global | p. 84 |
| • Tableau des flux de trésorerie | p. 85 |
| • Etat de variation des capitaux propres consolidés | p. 86 |
| • Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009 | p. 87 |
| • Notes sur les principes comptables et méthodes d'évaluation et notes générales | p. 87 |
| Note 1 Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture | p. 87 |
| Note 2 Principes de consolidation et méthodes d'évaluation | p. 87 |
| Note 3 Périmètre de consolidation et date de clôture | p. 94 |
| Note 4 Information sectorielle | p. 95 |
| • Notes sur l'état consolidé de la situation financière | p. 96 |
| Note 5 Immobilisations | p. 96 |
| Note 6 Détail des impôts différés | p. 100 |
| Note 7 Stocks | p. 101 |
| Note 8 Créances courantes et actifs destinés à être cédés | p. 101 |
| Note 9 Dépréciation de l'actif courant | p. 102 |
| Note 10 Disponibilités et équivalents de trésorerie | p. 102 |
| Note 11 Capitaux propres consolidés | p. 103 |
| Note 12 Provision pour avantages postérieurs à l'emploi | p. 104 |
| Note 13 Autres passifs non courants | p. 107 |
| Note 14 Endettement financier net | p. 109 |
| Note 15 Détail des dettes courantes | p. 113 |
| Note 16 Instruments financiers | p. 113 |
| Note 17 Gestion des risques liés aux instruments financiers | p. 118 |
| • Notes sur le compte de résultat | p. 121 |
| Note 18 Chiffre des ventes | p. 121 |
| Note 19 Charges de personnel | p. 121 |
| Note 20 Charges externes | p. 122 |
| Note 21 Impôts et taxes | p. 122 |
| Note 22 Provisions | p. 123 |
| Note 23 Autres charges / Autres produits | p. 123 |
| Note 24 Coût financier net | p. 123 |
| Note 25 Impôt sur les bénéfices | p. 124 |
| Note 26 Résultat net | p. 125 |
| Note 27 Calcul du résultat par action normal et dilué | p. 126 |
| • Notes sur les engagements et autres informations | p. 127 |
| Note 28 Engagements hors bilan liés à l'activité courante | p. 127 |
| Note 29 Autres engagements et autres informations | p. 128 |
| Note 30 Parties liées | p. 129 |
| > Rapport des Commissaires aux Comptes | p. 131 |

Les Comptes Consolidés



Le rapport de gestion du Groupe

Organigramme juridique au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009

Périmètre de consolidation 2008 et 2009



Tous les actifs nécessaires à l'exploitation sont inclus dans le périmètre de consolidation.

Précisions

- Les sociétés Toupargel et Eismann (extérieure au Groupe) ont mis en place courant 2007 un GIE dont l'objet est la négociation conjointe de conditions d'achats. Il n'a pas enregistré de produits et dépenses en 2008 et 2009. Ce GIE a été dissous le 19 septembre 2009.

Arrêté des comptes individuels et consolidés

Les comptes individuels et consolidés de Toupargel Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration tenu le 19 février 2010. Roland Tchénio, Président des SAS Toupargel et Place du Marché a arrêté le 19 février 2010 les comptes de ces sociétés. Les comptes consolidés ont été communiqués le 24 février 2010 par voie de réunions et de média. Lesdits comptes sont soumis à l'approbation des actionnaires en Assemblée Générale le 27 avril 2010, conformément à l'article L.225-100 du Code de Commerce.

Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis selon les normes comptables internationales IAS / IFRS.

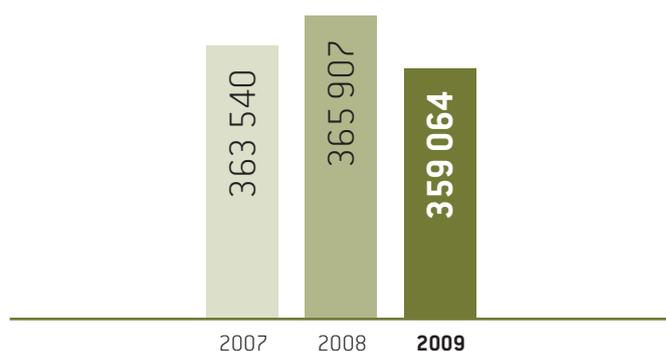
La note 2.1 de l'annexe expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations notamment les normes IASL et IFRS8.

Le chiffre des ventes entre les différents modes de commercialisation et activités se répartit ainsi:

| | 31/12/2009 | | 31/12/2008 | | 31/12/2007 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | K€ | Répartition | K€ | Répartition | K€ | Répartition |
| Activité "Surgelés" | | | | | | |
| Vente à distance | 339 186 | 94.5 % | 346 509 | 94.7 % | 346 077 | 95.2 % |
| Divers ⁽¹⁾ | 671 | 0.2 % | 739 | 0.2 % | 748 | 0.2 % |
| Sous-total | 339 857 | | 347 248 | | 346 825 | |
| Activité "Frais & Épicerie" | | | | | | |
| Vente à distance | 19 206 | 5.3 % | 18 659 | 5.1 % | 16 715 | 4.6 % |
| Total | 359 064 | 100.0 % | 365 907 | 100.0 % | 363 540 | 100.0 % |

(1) représente des ventes à des distributeurs de produits surgelés avec qui le Groupe n'a aucun lien capitalistique.

Les ventes de marchandises (en K€)



Le chiffre des ventes consolidé hors taxes pour l'année 2009 atteint 359 064 K€ contre 365 907 K€ en 2008.

• L'activité "Surgelés" a réalisé en 2009 un chiffre des ventes de 339 857 K€ en recul de 2.1 % par rapport à 2008 avec un recul sensible des ventes sur les quatre derniers mois de l'exercice. Une organisation différente des cycles de vente en 2009 par rapport à 2008 a eu pour effet de diminuer le nombre de contacts commerciaux avec les clients sur le dernier quadrimestre entraînant un recul de l'activité. Le panier moyen a diminué de 0,5 € à 46,6 € du fait en particulier de l'augmentation de la part des produits en promotion et de la réduction des conditionnements de certains produits. L'activité "Surgelés" de

Toupargel a connu en 2009 une tendance baissière équivalente à celle du marché de la livraison à domicile de produits surgelés.

• L'activité "Frais & Épicerie" a réalisé un chiffre des ventes en hausse de 2.9 % passant de 18 659 K€ en 2008 à 19 206 K€ en 2009 du fait d'une amélioration de 8.9 % du panier moyen. Le nombre de commandes a reculé de 6.0 % conséquence d'un moindre recrutement de nouveaux clients. Le site e-commerce, lancé début 2009, a poursuivi son développement. Il représentait 2 % des ventes en 2009.

Saisonnalité des ventes

Les ventes subissent une saisonnalité marquée par les éléments suivants : la position des fêtes de Pâques sur le 1^{er} trimestre ou le 2^e trimestre influe sur les ventes de début d'année. Les conditions météorologiques estivales ont un impact sur les ventes du 3^e

trimestre, notamment sur les ventes de glaces. Le 4^e trimestre enregistre une forte activité avec les fêtes de fin d'année. L'évolution du calendrier annuel fait également varier le nombre de jours travaillés par trimestre.

Le chiffre des ventes par trimestre et par activité se décompose de la façon suivante :

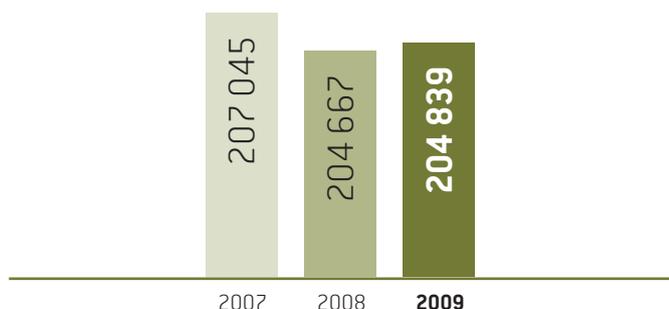
| (en K€) | Nombre de jours travaillés en 2009 ⁽²⁾ | 2009 [12 mois] | | 2008 [12 mois] | | 2007 [12 mois] | |
|--|---|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|
| Activité "Surgelés" | | | | | | | |
| 1 ^{er} trimestre | 64 | 85 585 | 25.2 % | 83 399 | 24.1 % | 89 574 | 25.9 % |
| 2 ^e trimestre | 64 | 85 321 | 25.2 % | 84 756 | 24.5 % | 83 096 | 24.0 % |
| Sous-total 1 ^{er} semestre | 128 | 170 906 | 50.4 % | 168 155 | 48.5 % | 172 670 | 49.9 % |
| 3 ^e trimestre | 64 | 73 272 | 21.6 % | 76 924 | 22.2 % | 73 744 | 21.3 % |
| 4 ^e trimestre | 64 | 95 008 | 28.0 % | 101 430 | 29.3 % | 99 663 | 28.8 % |
| Sous-total 2 ^e semestre | 128 | 168 280 | 49.6 % | 178 354 | 51.5 % | 173 407 | 50.1 % |
| Sous-total | | 339 186 | 98.0 % | 346 509 | 100.0 % | 346 077 | 100.0 % |
| Divers surgelés ⁽¹⁾ | | 671 | | 739 | | 748 | |
| Total Activité "Surgelés" | 256 | 339 857 | 94.7 % | 347 248 | 94.9 % | 346 825 | 95.4 % |
| Activité "Frais & Épicerie" | | | | | | | |
| 1 ^{er} trimestre | 63 | 4 807 | 25.0 % | 4 579 | 24.5 % | 4 042 | 24.2 % |
| 2 ^e trimestre | 65 | 4 754 | 24.8 % | 4 533 | 24.3 % | 4 128 | 24.7 % |
| Sous-total 1 ^{er} semestre | 128 | 9 561 | 49.8 % | 9 112 | 48.8 % | 8 170 | 48.9 % |
| 3 ^e trimestre | 66 | 4 540 | 23.6 % | 4 414 | 23.7 % | 3 968 | 23.7 % |
| 4 ^e trimestre | 67 | 5 105 | 26.6 % | 5 133 | 27.5 % | 4 577 | 27.4 % |
| Sous-total 2 ^e semestre | 133 | 9 645 | 50.2 % | 9 547 | 51.2 % | 8 545 | 51.1 % |
| Total Activité "Frais & Épicerie" | 261 | 19 206 | 100.0 % | 18 659 | 100.0 % | 16 715 | 100.0 % |
| Chiffre des ventes | | 359 064 | | 365 907 | | 363 540 | |

(1) Représente des ventes à des distributeurs de produits surgelés avec qui le Groupe n'a aucun lien capitalistique.

(2) Nombre de jours de travail en 2008 pour l'activité "Surgelés" : 256 et pour l'activité "Frais & Épicerie" : 262.

La marge commerciale (en K€)

La marge commerciale passe de 204 667 K€ (55.9 % du chiffre des ventes) en 2008 à 204 839 K€ (57.0 % du chiffre des ventes) en 2009. La marge de l'activité "Surgelés" s'établit à 195 934 K€ (196 017 K€ en 2008) et progresse de 56.4 % à 57.7 %, celle de l'activité "Frais & Épicerie" s'élève à 8 905 K€ (8 650 K€ en 2008) et est stable à 46.4 %.



Le résultat opérationnel (en K€)

Il s'élève à 20 987 K€ contre 24 074 K€ en 2008. La marge opérationnelle (résultat opérationnel / chiffre des ventes) passe de 6.6 % à 5.8 %.

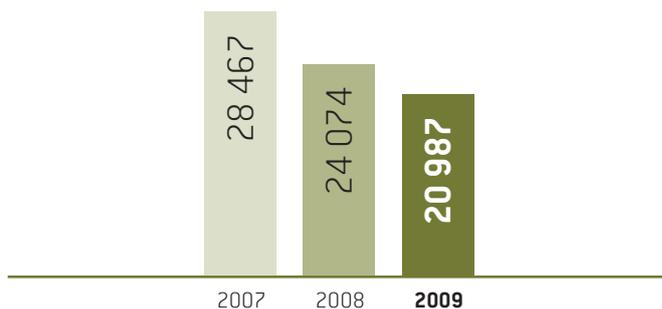
Le résultat opérationnel de l'activité "Surgelés" passe de 26 592 K€ (7.7 % du chiffre des ventes) à 23 085 K€ (6.8 % du chiffre des ventes), celui de l'activité "Frais & Épicerie" de - 2 518 K€ à - 2 098 K€.

Les charges de personnel progressent de 3.7 % à 115 885 K€ (32.3 % contre 30.5 % du chiffre des ventes en 2008) conséquence notamment d'une hausse du salaire moyen, des primes vendeurs et de la baisse des réductions "Fillon".

Les charges externes se montent à 48 805 K€ contre 49 498 K€ en 2008. Le poste carburant recule de 2 051 K€ du fait de la baisse des prix.

Le poste catalogues, routage augmente de 630 K€ du fait notamment de l'édition d'un catalogue de vente supplémentaire en 2009. La campagne média a un impact de + 757 K€ par rapport à 2008 sur le poste communication. Les impôts et taxes passent de 8 084 K€ en 2008 à 8 863 K€ en 2009 du fait d'une hausse de la taxe professionnelle (+ 427 K€) et des impôts fonciers (+ 305 K€). La dotation aux amortissements s'élève à 10 550 K€ contre 10 591 K€ en 2008. Les dotations aux provisions reculent de 2 544 K€ à 2 031 K€. Au 31 décembre 2008, une dotation aux provisions de 1 007 K€ avait été enregistrée au titre d'un contrôle fiscal sur les taxes professionnelles et foncières de Toupargel et Place du Marché. L'exercice 2009 inclut un complément de provision pour ce contrôle fiscal de 669 K€ (taxes professionnelles et foncières du site de Civrieux d'Azergues).

Le poste autres produits passe de 204 K€ au 31 décembre 2008 à 113 K€ au 31 décembre 2009, le poste autres charges passe de - 517 K€ au 31 décembre 2008 à - 451 K€ au 31 décembre 2009, composé pour l'essentiel de pertes sur créances irrécouvrables. Le résultat des cessions d'actifs immobilisés (véhicules pour l'essentiel) se monte à 195 K€ contre 631 K€ en 2008 conséquence d'un marché de l'occasion en repli.

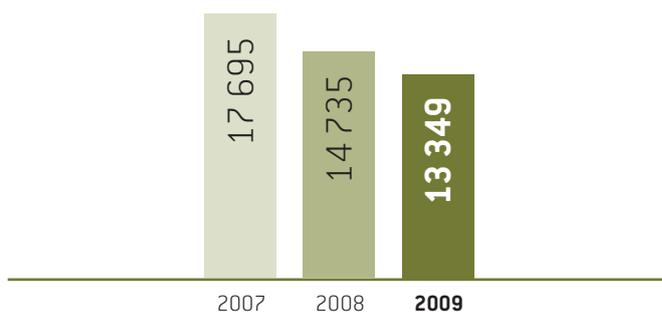


Le coût financier

Le coût financier net passe de 1 466 K€ à 491 K€ au 31 décembre 2009 du fait de la baisse de l'encours et des taux d'intérêt. Le coût de la dette ressort à 2.4 % (4.9 % en 2008).

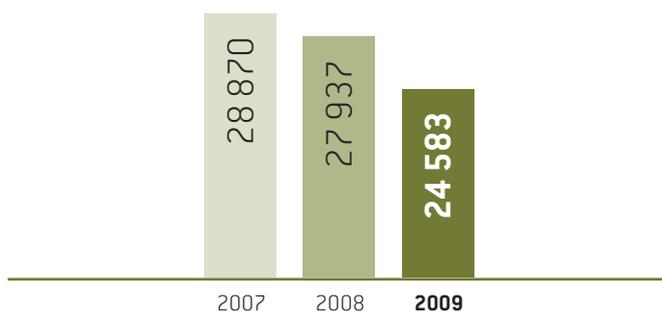
Le résultat net revenant au Groupe (en K€)

Le résultat net passe de 14 735 K€ à 13 349 K€. La marge nette (résultat net / chiffre des ventes) évolue de 4.0 % à 3.7 %.



La capacité d'autofinancement (en K€)

Elle s'élève à 24 583 K€ contre 27 937 K€ au 31 décembre 2008.



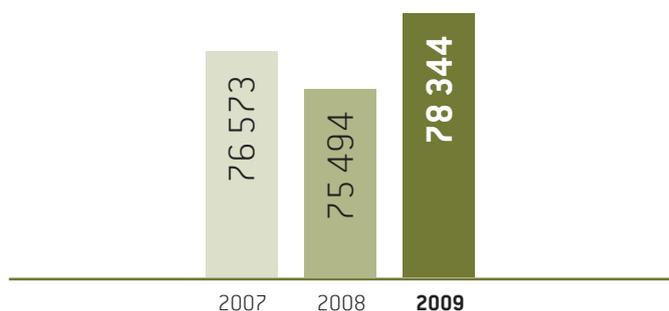
Les capitaux propres (en K€)

Ils se montent, avant répartition des résultats, à 78 344 K€ contre 75 494 K€ en 2008.

Les dividendes versés en 2009 au titre de 2008 se sont élevés à 9 902 K€ (dividendes versés en 2008 au titre de 2007 : 14 851 K€). Une perte actuarielle nette d'impôt influe sur les capitaux propres pour - 718 K€ (revue des hypothèses de turn-over pour le calcul de la provision pour retraite).

La rentabilité des fonds propres (résultat net / capitaux propres avant résultat) passe de 24.3 % à 20.5 % en 2009.

Le retour sur les capitaux employés (résultat opérationnel après impôt / immobilisations nettes + B.F.R.) passe de 13.9 % à 12.4 % en 2009.



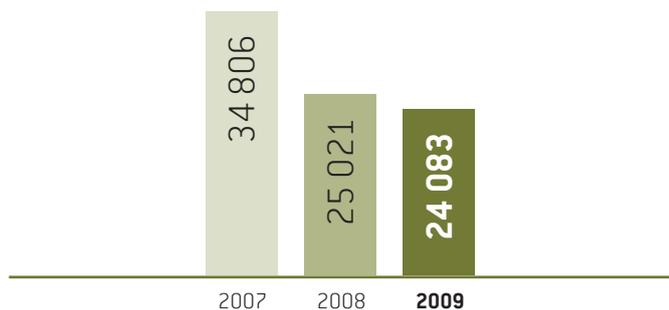
L'endettement financier brut (en K€)

Il s'élève à 28 083 K€ contre 25 021 K€ en 2008.

Au 31 décembre 2009, les tirages de lignes de crédits s'élèvent à 18 000 K€ contre 10 000 K€ au 31 décembre 2008.

La part des dettes liées aux retraitements des contrats de location-financement passe de 15 021 K€ à 10 083 K€, dont 5 396 K€ correspondent aux crédit-bails immobiliers (6 978 K€ en 2008) et 4 687 K€ aux crédits-bails mobiliers (8 043 K€ en 2008).

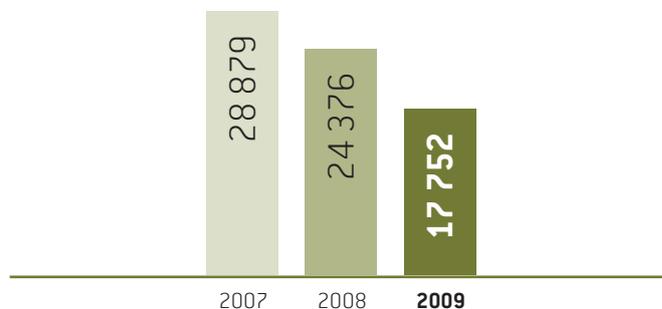
Le groupe a, en cours d'année, modifié sa méthode de financement de véhicules en utilisant les lignes de crédit plutôt que le crédit-bail.



L'endettement financier net (en K€)

Il est passé de 24 376 K€ à 17 752 K€ au 31 décembre 2009.

Le ratio endettement net sur fonds propres ressort à 22.7 % au 31 décembre 2008 contre 32.3 % au 31 décembre 2008.



Le Groupe dispose de trois lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant global de 52 000 K€, et utilisées à hauteur de 18 000 K€ au 31 décembre 2009.

Les montants mobilisables des trois lignes de crédit existantes sont les suivants :

| En K€ | 31/12 2009 | 31/12 2010 | 31/12 2011 | 31/12 2012 | 31/12 2013 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Montants mobilisables | 52 000 | 42 000 | 32 000 | 22 000 | 12 000 |

Les investissements

• Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles

Elles se sont élevées à 6 954 K€ contre 11 048 K€ en 2008.

| En K€ | 31/12 2007 | 31/12 2008 | 31/12 2009 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 113 | 286 | 493 |
| Immobilisations corporelles (hors reprises de crédit-bail) | 11 222 | 10 762 | 6 461 |
| Total | 11 335 | 11 048 | 6 954 |

Les entrées d'immobilisations corporelles en 2009 correspondent essentiellement à :

- l'acquisition de véhicules pour 4 111 K€, dont 1 401 K€ financés en crédit-bail,
- diverses constructions et aménagements pour 1 507 K€,
- l'acquisition de matériels informatiques pour 845 K€,

Les cessions d'actif immobilisés se montent à 869 K€ (résultat : 195 K€). Elles sont essentiellement constituées du résultat de la vente de véhicules (renouvellement de la flotte de véhicules).

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture d'importance significative pour le Groupe n'est à relever.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé), qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe, à l'exception d'une part, de l'action de demande de restitution de la taxe sur les achats de viande et de la taxe additionnelle versées à l'administration fiscale entre le 1^{er} juin 2001 et le 31 décembre 2003, qui représente un produit éventuel de 4 672 K€ (non provisionné dans les comptes), et d'autre part, d'une action conjointe avec d'autres distributeurs en annulation auprès des autorités européennes de l'écotaxe sur les produits de la mer provisionnée dans les comptes pour un montant de 1 483 K€.

Les litiges connus à la date d'arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions suivant la méthode décrite en note 2.15 de l'annexe aux comptes consolidés et dont le détail figure en note 13 de la même annexe.

Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice.

Evolution prévisible en 2010

Pour 2010, le Groupe ambitionne une hausse du chiffre des ventes de 2,5 %, une marge opérationnelle supérieure à 6,0 %. Le programme d'investissements représente 9,2 M€ dont 5,5 M€ concernent la flotte véhicules et 1,8 M€ l'informatique.

Le Groupe a lancé son plan stratégique "Cap 2013" pour les quatre années à venir. Il consiste à faire évoluer l'organisation commerciale autour de trois axes majeurs :

- le concept magasin : définition de 250 zones de chalandises et organisation en équipes de la télévente et de la livraison en charge de ces zones. L'offre de services sera élargie (augmentation du nombre de jours d'ouverture et des amplitudes horaires),
 - l'offre multi canal : offrir aux clients le choix du mode de commande (téléphone en étant appelés par une télévendeuse ou en appelant le service clients, internet via un site e-commerce),
 - l'offre multi-produits : proposer aux clients de l'activité "Surgelés" l'offre "Frais & Épicerie" de Place du Marché riche de 4 200 produits,
- A terme, le Groupe a pour ambition de devenir le leader de la livraison à domicile de produits alimentaires en France et de retrouver la marge opérationnelle de 10 % réalisée en 2006.

Facteurs de risques

Préambule

Risque : évènement ou action qui affecte la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs ou à assurer sa pérennité.

Toupergel Groupe a établi une politique de gestion des risques visant au respect de l'intérêt de ses salariés, des consommateurs, de l'environnement et de la défense du patrimoine de ses actionnaires. Un Comité des Risques a été mis en place en 2002 afin de recenser et hiérarchiser les risques. Des procédures alternatives ont été instaurées en fonction du niveau d'occurrence des risques et de leur impact financier pour le Groupe.

Toupergel Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-après.

Risques particuliers liés à l'activité

• Risques politiques

Le Groupe est implanté exclusivement en France.

• Risques associés à des facteurs économiques

Les activités du Groupe se positionnent sur le secteur mature de la distribution alimentaire dont les taux de croissance varient peu. Dans les périodes de ralentissement économique, les intentions d'achat des consommateurs peuvent être dictées par des considérations spécifiques et sont susceptibles d'affecter l'évolution du chiffre d'affaires. Pour exemple, en 2009, les clients se sont tournés davantage vers des produits en promotion ce qui a entraîné une baisse du panier moyen.

• Risque stratégique

Les différentes analyses (TNS Secodip, Insee) observent que la part de marché de la livraison à domicile se maintient d'année en année sur le marché des surgelés. La population dans les communes de moins de 10 000 habitants augmente plus vite que la population métropolitaine et l'évolution de la pyramide des âges va vers un vieillissement de la population en France. Au regard du positionnement du Groupe sur ce type de population, il peut être considéré qu'il n'existe pas de risque à court ou moyen terme de disparition du métier. En outre, depuis 2009, le Groupe diversifie ses canaux de vente avec le lancement d'un site e-commerce pour chacune de ces deux activités afin de cibler une clientèle de jeunes actifs (CSP+).

• Risque de réputation

Un risque de perte d'image peut survenir dans le cas d'une crise alimentaire ou sociale et entraîner une baisse d'activité. Afin de prévenir le risque de crise alimentaire, une cellule dédiée a été établie en partenariat avec un cabinet conseil (voir Risques produits), de même pour la prévention de crise sociale.

• Risque lié à la concurrence

L'activité "Surgelés" représente 95 % du chiffre des ventes et la totalité du résultat opérationnel du Groupe en 2009. L'intensité capitalistique de son activité et ses avantages concurrentiels préservent le Groupe du risque de dissipation rapide de son volume d'affaires. Le maintien et l'augmentation de celui-ci sont liés principalement au recrutement

de nouveaux clients. Pour ce faire, le Groupe dispose de plusieurs centres de téléprospection et d'équipes de prospection en porte à porte.

Le positionnement de prix des produits sont équivalents à ceux des concurrents directs. Les niveaux de prix par rapport à la grande distribution sont de l'ordre de 15 % à 20 % supérieurs sur les produits surgelés comparables, du fait de l'intégration du coût de service (préparation, livraison).

• Risques sur les approvisionnements

Des phénomènes de rareté peuvent apparaître périodiquement sur certains produits (notamment les poissons). L'exposition de Toupergel est équivalente à celles des autres distributeurs. Des transferts de consommation se font alors vers d'autres produits.

• Risques liés aux évolutions du coût des marchandises

Les variations de l'offre et la demande au niveau mondial ou régional et les conditions climatiques pourraient avoir un effet significatif sur le prix des marchandises concernées. Le positionnement de Toupergel à l'extrémité de la chaîne de valeur de son activité permet un report des augmentations tarifaires sur le client final.

• Risques liés aux évolutions du coût des matières premières

Le Groupe présente une sensibilité à l'évolution du prix du carburant. Le poste carburant a représenté 1.9 % du chiffre d'affaires en 2009. A volume (7 668 500 litres) et prix moyen du carburant consommé équivalent à 2009, une hausse de 10 % du prix du carburant se traduirait par une augmentation de 666 K€ de la facture carburant.

• Risques liés à la saisonnalité et aux conditions climatiques

Les cycles de consommation saisonniers et les variations climatiques sont susceptibles d'affecter les ventes du Groupe. La position des fêtes pascales sur le premier ou le second trimestre a un impact sur le chiffre d'affaires trimestriel. Des températures estivales relativement fraîches peuvent entraîner un recul des ventes de glaces.

• Risques liés aux prises de participation

Le métier développé par Place du Marché, la livraison à domicile de produits alimentaires (hors surgelés), est considéré comme étant en phase de démarrage. Le plan de développement de la société permet d'augurer un équilibre des comptes à l'horizon 2012. Le goodwill relatif à Place du Marché se monte à 1 415 K€. Un "impairment test" effectué fin 2009 sur les comptes consolidés, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, n'a pas entraîné de décision de dépréciation du goodwill. Les titres Place du Marché sont provisionnés à 100 % dans les comptes sociaux de Toupergel Groupe, ainsi qu'une partie du compte-courant.

• Risques généraux d'exploitation

- *Risques fournisseurs* : compte-tenu de la présence sur le marché d'un grand nombre de producteurs, la défaillance de l'un d'eux est de faible conséquence sur les approvisionnements. Le Groupe est en partenariat avec 220 fournisseurs pour l'activité "Surgelés" et 120 pour l'activité "Frais & Épicerie". Le principal fournisseur a représenté 4.5 % des achats de marchandises en 2009 (4 % en 2008), les cinq premiers fournisseurs 16.6 % (16.4 % en 2008).

- *Risque de perte de clients* : le chiffre d'affaires moyen annuel hors taxes d'un client fidélisé s'élève à 340 euros environ pour l'activité "Surgelés" et 900 euros pour l'activité "Frais & Épicerie".

- Risque d'impayés : le Groupe est amené à facturer des coopérations commerciales à certains fournisseurs de marques nationales. Une analyse financière de chaque fournisseur a été mise en place afin de prévenir tout risque d'insolvabilité. Le poste clients particuliers représente moins de 3 jours de chiffre des ventes, le montant des impayés (chèques sans provision) n'est pas significatif.

- *Risque postal* (distribution des catalogues) : Toupargel a mis en place une solution alternative de portage des catalogues par les livreurs.

- *Risque d'attrition du fichier France Telecom* : la prospection par téléphone de nouveaux clients est effectuée à partir du fichier fourni par France Telecom. Le développement du téléphone portable et l'ouverture du marché des télécommunications à de nouveaux opérateurs contribuent à l'attrition du fichier des lignes fixes France Telecom. Le Groupe Toupargel investit dans des fichiers téléphoniques ciblés et maintient une méthode de prospection en porte à porte.

- *Risque de blocage des routes* : pour ses approvisionnements et ses livraisons, Toupargel est soumis aux mêmes risques que toute société de distribution alimentaire.

Risques industriels et environnementaux

• Risques liés à la sécurité alimentaire

- *Risque de rupture de la chaîne du froid* : le Groupe a mis en place, d'une part des procédures de suivi de la non-rupture de la chaîne du froid et, d'autre part, des procédures dérogatoires afin de pallier les risques de panne. La préparation des commandes de produits surgelés peut ainsi être basculée d'une plate-forme logistique à une autre dans un délai de 72 heures. Chaque plate-forme est équipée d'alarmes "froid" et fait l'objet d'astreinte du personnel le week-end. Une couverture "perte de froid" est par ailleurs incluse dans le contrat d'assurance.

- *Risque "produits"* : principal évènement pouvant affecter la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs, le risque produit fait l'objet de toutes les attentions. Un plan de contrôles bactériologiques a été élaboré et mis en œuvre en fonction des risques produits. Une assurance Responsabilité Civile complète le dispositif. Sa couverture est de 10 M€ en RC avant livraison et 8 M€ en RC après livraison.

Les risques liés aux produits sont de surcroît limités, du fait du niveau de stock inférieur à vingt jours de ventes et, pour les produits surgelés, du fait de la limite d'utilisation optimale comprise entre neuf mois et deux ans.

Le Groupe a mis en place, pour les produits surgelés et frais et épicerie, une traçabilité aussi bien amont qu'aval lui permettant notamment de pouvoir lister les consommateurs de chaque produit.

Au niveau commercial, le Groupe subit les conséquences des crises pouvant apparaître (ESB, grippe aviaire, etc.). Comme tout distributeur, la largeur de la gamme lui permet d'atténuer leurs effets économiques. Dans le cadre de la prévention des risques et plus particulièrement du risque de crise alimentaire, nous rassemblons périodiquement nos fournisseurs et les sensibilisons à la gestion de crises alimentaires afin qu'ils puissent se préparer le cas échéant à gérer les retraits et rappels de produits et à communiquer au besoin en cas de crise avérée. De notre côté, nous nous sommes rapprochés d'une agence de communication spécialisée dans la gestion de crise alimentaire, et nous avons élaboré avec elle nos propres outils : manuel de gestion de crise, fiches réponses par type de risque potentiel pouvant ternir notre image et celle des produits que nous distribuons.

• Risques d'intrusion et d'incendie

La plupart des sites sont équipés de systèmes de détection

d'intrusion. Les locaux informatiques névralgiques sont pourvus de système de prévention d'incendie.

Concernant les entrepôts présentant une sensibilité au feu, du fait des panneaux d'isolation, le Groupe fait procéder chaque année à des contrôles par des experts externes et met en œuvre les procédures de prévention et d'intervention afin de minimiser le risque.

• Risques d'accidents de la route

Le Groupe exploite plus de 1 500 véhicules et est soumis aux risques d'accidents de la route. Depuis plusieurs années un programme de prévention est développé sous l'égide d'une commission interne de sécurité automobile et en partenariat avec une société spécialisée.

• Risques de démantèlement des installations industrielles

En cas d'arrêt de l'exploitation de plates-formes logistiques, le Groupe serait soumis à une obligation légale de retraitements de certains produits et matières. Toutefois, en l'absence de décision d'arrêt prévisible à un horizon raisonnable et au vu du caractère non significatif des retraitements éventuels, le Groupe ne se considère pas exposé à ce risque.

• Risques informatiques

Ils ont fait l'objet d'un recensement. Des mesures de protection ont été mises en place : doublement du nombre de machines, protection contre les incendies. Des tests d'intrusion informatique ont été mis en œuvre en 2009. Malgré toutes les dispositions prises, des problèmes aléatoires peuvent subvenir.

• Risques environnementaux

L'activité du Groupe n'est pas de nature à entraîner de risques majeurs. L'assurance RC couvre la pollution accidentelle à hauteur de 1 000 K€. Un diagnostic environnemental a été effectué en 2004 sur divers sites pilotes, représentatifs de nos différents types d'activités : une plate-forme de préparation de commandes, une agence de prise de commandes et de livraison et notre atelier de découpe de viandes. L'objectif de ce diagnostic a été de concevoir un questionnaire d'audit environnemental, utilisable sur l'ensemble de nos sites, dans le cadre des audits qualité réalisés chaque année.

En 2009, le Groupe a nommé un Directeur du Développement Durable dont la mission est de définir et de mettre en œuvre une stratégie RSE. Dans l'objectif de mieux connaître et mesurer l'impact environnemental de son activité et ainsi mener un plan d'action destiné à réduire son empreinte carbone, le Groupe Toupargel a mandaté la société de conseil Enviroconsult afin de l'accompagner dans sa démarche.

Dans le cadre de son activité de réfrigération nécessaire au respect de la chaîne du froid, le Groupe poursuit son programme de remplacement des fluides frigorigènes HCFC (hydrochlorofluorocarbures), générateurs de gaz à effet de serre, qualifiés de substances de transition autorisées jusqu'en 2015 par les HFC (hydrofluorocarbures) qualifiés de substances de substitution et qui ne participent pas à l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Risques juridiques et fiscaux

• Risques liés aux litiges

(voir note 13 des comptes consolidés)

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions récapitulées en note 13 de l'annexe aux comptes consolidés. Les litiges prud'homaux représentent la majeure partie des litiges : 44 dossiers représentent une demande totale des parties adverses de 2 438 K€, provisionnée à hauteur de 666 K€.

Des contrôles fiscaux ont eu lieu en 2007 et 2008 sur Place du Marché SAS et Toupargel SAS. Ils ont entraîné des redressements, contestés, en 2008 et 2009 sur les bases de taxes foncières. Leurs conséquences sur les taxes foncières et sur les taxes professionnelles ont été soit payées, soit provisionnées dans les comptes.

Il n'existe pas d'autre litige ou d'arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière du Groupe Toupargel, son activité, son résultat.

• Risques liés aux évolutions de la législation

Dans le cadre du développement de son activité, le Groupe effectue des démarchages par téléphone et en porte à porte auprès des particuliers. Cette pratique, licite en France, est encadrée par la législation dans certains pays européens. Bien que l'activité des centres d'appels représente une part non négligeable de la vie économique française, il n'est pas exclu que la législation évolue. Dans ce cas, le Groupe ajustera son action de développement.

La Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 a introduit une nouvelle réglementation sur les délais de paiement, applicable au 1^{er} janvier 2009. Des négociations ont été engagées avec les fournisseurs et ont donné lieu à une compensation commerciale.

Le Groupe se tient informé de l'évolution de la législation européenne via son syndicat professionnel [Syndigel].

Risques liés aux investissements financiers

Les risques (risque de crédit, risque de liquidité, risque de marché, risque actions) sont traités en note 17 de l'annexe aux comptes consolidés.

Autres risques

• Risque de dépendance à l'égard du personnel-clé

La société est dépendante de ses principaux dirigeants dont l'indisponibilité pourrait affecter l'exploitation du Groupe. La structuration de l'organigramme opérationnel limite cet impact.

• Risques sociaux - crise sociale

Tensions sociales : l'exposition du Groupe n'appelle pas de commentaire spécifique.

Crise sociale : une cellule dédiée à mis en œuvre des procédures de gestion de crise sociale. Le Groupe Toupargel s'appuie sur un effectif de 3 619 personnes dont 1 200 en centres d'appels. Compte tenu des polémiques sur les centres d'appels en France, le Groupe Toupargel a mis en place deux dispositifs :

- un groupe de travail "bien être et performance" sur l'amélioration des conditions de travail,
- un processus de gestion de crise sociale.

Assurances et couvertures des risques

• Politique d'assurance

La politique d'assurance a pour objectif de protéger le patrimoine du Groupe, de le préserver des conséquences des responsabilités encourues vis à vis des tiers et du personnel et de minimiser l'impact des sinistres sur le bilan et le compte de résultat. La démarche de la politique d'assurance consiste à identifier et évaluer les risques en termes d'exposition et de capitaux assurés, souscrire les couvertures des sinistres auprès du marché de l'assurance par l'intermédiaire de nos courtiers ou choisir d'auto-assurer dans le cas de risques d'exploitation courants. Afin d'optimiser son coût d'assurance, le Groupe a mis en place un programme de prévention des risques (incendie, bris de machines, risques alimentaires, sécurité routière, etc.) sous l'égide du Comité des Risques. Le Groupe a mis en place un reporting régulier de suivi des sinistres, notamment des véhicules, lui permettant de piloter les actions de prévention et de formation. Le Groupe dispose de contrats d'assurance dans des compagnies notoirement solvables et dont le courtage est assuré par AON et Filhet-Allard et Cie. Le résumé des garanties principales est le suivant :

| Nature de l'assurance | Garanties principales | Montant assuré |
|------------------------------------|---|---|
| Tous Risques Sauf | Dommages aux biens, risques locatifs, frais supplémentaires avec franchise par sinistre de 50 K€ Limite d'indemnité par sinistre : 19 999 K€ | 130 000 K€ |
| Responsabilité Civile | Exploitation : tous dommages | 10 000 K€ |
| | dont corporels | 10 000 K€ |
| | dont pollution | 1 000 K€ |
| | Après livraison | 8 000 K€ |
| Responsabilité mandataires sociaux | Litiges mettant en cause | 5 000 K€ |
| Flotte automobile | RC, dommages corporels aux tiers | Sans limitation |
| | RC, dommages matériels aux tiers | 100 000 K€ |
| | Dommages propres : autoassurance sauf pour les gros porteurs de moins de 4 ans | Valeur du bien moins franchise de 15 K€ |
| Auto-mission | Déplacements professionnels des salariés | Franchise 0.3 K€ |
| Marchandises transportées | Uniquement pour les véhicules de plus de 15 tonnes | Contenu |
| Dommages Ouvrages | Plates-formes de Chalon sur Saône, Argentan et Montauban | |

Le montant total des primes, y compris conservation, au titre de 2009 se monte à 706 K€ TTC, soit 0.20 % du chiffre des ventes. A la date du 31 décembre 2009 et à celle de la rédaction du présent rapport, aucun sinistre majeur et/ou significatif susceptible de modifier tant les conditions futures de couvertures que les montants globaux des primes d'assurance et de l'autoassurance n'est intervenu.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de risque significatif non assuré. Néanmoins, le Groupe ne peut assurer qu'il ne subira aucune perte non couverte.

- **Autoassurance**

Le Groupe ne dispose pas de captive et utilise les solutions classiques d'autoassurance. Pour la "tous risques sauf", la franchise s'élève à 50 K€ par sinistre. Au cours des derniers exercices, le montant pris en charge à ce titre n'est pas significatif. Pour le risque véhicules et notamment les dommages propres, le risque maximal (destruction

complète du parc de véhicules de livraison) s'élève en valeur à neuf à environ 40 M€. Cette probabilité n'est pas pertinente, les véhicules étant disséminés sur le territoire national. Le montant des coûts de flotte véhicules suite à sinistre pris en charges directement au cours de l'exercice s'élève à 395 K€, soit 0.11 % du chiffre des ventes (contre 384 K€ en 2008, soit 0.10 % du chiffre des ventes).

- **Couvertures sociales**

Le Groupe a mis en place des contrats de prévoyance et de retraite complémentaire en faveur des salariés du Groupe et auprès d'une compagnie d'assurance un fonds destiné à couvrir les indemnités conventionnelles de départ à la retraite. Une dotation est effectuée chaque année. La différence entre l'évaluation des droits et la valeur du fonds fait l'objet d'une provision pour retraite dans les comptes consolidés.

Les comptes annuels 2009

Etat consolidé de la situation financière

| en K€ | Note | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------|----------------|----------------|----------------|
| Goodwill | 5.2 | 97 901 | 97 901 | 97 901 |
| Immobilisations incorporelles nettes | 5.2 | 682 | 507 | 494 |
| Immobilisations corporelles nettes | 5.3 | 47 641 | 52 080 | 52 547 |
| Autres actifs financiers non courants | 5.4 | 308 | 373 | 445 |
| Impôts différés actif | | | | |
| Total de l'actif non courant | | 146 532 | 150 860 | 151 387 |
| Stocks | 7 | 12 191 | 13 725 | 11 018 |
| Clients | 8 | 1 770 | 2 958 | 3 559 |
| Autres actifs courants | 8 | 3 194 | 3 970 | 8 285 |
| Actifs destinés à être cédés | 8 | 295 | 301 | 178 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | 10 | 10 330 | 645 | 5 827 |
| Total de l'actif courant | | 27 780 | 21 600 | 28 867 |
| Total de l'ACTIF | | 174 312 | 172 460 | 180 254 |
| Capital | | 1 010 | 1 010 | 1 010 |
| Réserves consolidées | | 63 984 | 59 749 | 57 868 |
| Résultat consolidé | | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Capitaux propres part du Groupe | 11 | 78 344 | 75 494 | 76 573 |
| Intérêts minoritaires | | | | |
| Total des fonds propres | | 78 344 | 75 494 | 76 573 |
| Provision pour avantages du personnel | 12 | 4 608 | 3 254 | 2 925 |
| Autres passifs non courants | 13 | 6 017 | 5 947 | 5 064 |
| Impôts différés passif | 6 | 4 226 | 4 383 | 2 496 |
| Dettes financières long terme | 14 | 5 774 | 9 050 | 18 673 |
| Total des dettes non courantes | | 20 624 | 22 634 | 29 158 |
| Fournisseurs | 15 | 22 424 | 29 321 | 29 853 |
| Autres passifs courants | 15 | 30 612 | 29 040 | 28 537 |
| Dettes financières court terme | 15 | 22 309 | 15 971 | 16 133 |
| Total des dettes courantes | | 75 344 | 74 332 | 74 523 |
| Total du PASSIF | | 174 312 | 172 460 | 180 254 |

Compte de résultat consolidé

| en K€ | Note | 31/12/2009 (12 mois) | 31/12/2008 (12 mois) | 31/12/2007 (12 mois) |
|---|-------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Ventes de marchandises (1) | 18 | 359 064 | 365 907 | 363 540 |
| Ventes de prestations de services | | 580 | 75 | 106 |
| Autres produits des activités ordinaires | | 406 | 285 | 371 |
| Produits des activités ordinaires | | 360 050 | 366 267 | 364 017 |
| Coût d'achat des marchandises vendues (2) | | (154 224) | (161 240) | (156 495) |
| Marge commerciale (1)-(2) | | 204 839 | 204 667 | 207 045 |
| Charges de personnel | 19 | (115 885) | (111 781) | (111 781) |
| Charges externes | 20 | (48 805) | (49 498) | (50 451) |
| Impôts et taxes | 21 | (8 863) | (8 084) | (7 103) |
| Amortissements | 5.1 b | (10 550) | (10 591) | (10 349) |
| Provisions | 22 | (591) | (1 316) | 1 169 |
| Autres charges | 23 | (451) | (518) | (1 398) |
| Autres produits | 23 | 113 | 204 | 324 |
| Résultat des cessions d'actifs immobilisés | | 195 | 631 | 534 |
| Résultat opérationnel | | 20 987 | 24 074 | 28 467 |
| Produits financiers | | 306 | 408 | 428 |
| Coût financier brut | | (798) | (1 873) | (1 803) |
| Coût financier net | 24 | (491) | (1 466) | (1 375) |
| Résultat avant impôt | | 20 496 | 22 608 | 27 092 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 25 | (7 147) | (7 873) | (9 397) |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 26 | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Part revenant aux minoritaires | | | | |
| Part revenant au Groupe | 26 | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Résultat par action (en euros) | 27 | 1.35 | 1.48 | 1.76 |
| Résultat par action dilué (en euros) | 27 | 1.35 | 1.48 | 1.76 |
| Dividende par action (en euros) | | 1,00 ^(p) | 1.00 | 1.50 |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

Etat consolidé du résultat global

| en K€ | 31/12/2009 (12 mois) | 31/12/2008 (12 mois) | 31/12/2007 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Résultat de l'exercice (1) | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| - Gains / Pertes actuariels (IAS 19) | (1 091) | (76) | 274 |
| - Contrat de liquidité | 8 | (32) | (30) |
| - Impot sur les autres éléments du Résultat Global | 373 | 37 | (84) |
| Autres éléments du résultat global (2) | (710) | (71) | 160 |
| Résultat Global Total (1)+(2) | 12 639 | 14 664 | 17 855 |

Tableau des flux de trésorerie

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|----------------|-----------------|-----------------|
| Activité | | | |
| Résultat net part du groupe | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation | 11 234 | 13 202 | 11 175 |
| · Amortissements et provisions | 11 093 | 11 857 | 9 982 |
| · Variation des impôts différés | 215 | 1 924 | 1 757 |
| · Rémunérations payées en actions | 113 | 84 | |
| · Retraitement IFRS sans incidence monétaire | 8 | (33) | (30) |
| · Plus-values de cessions | (195) | (631) | (534) |
| Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées | 24 583 | 27 937 | 28 870 |
| · (Augmentation) Diminution des stocks | 1 535 | (2 708) | 854 |
| · (Augmentation) Diminution des comptes clients y compris comptes rattachés et autres créances | 1 964 | 4 915 | (4 078) |
| · Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs | (6 897) | (532) | (6 905) |
| · Autres dettes | 1 572 | 503 | (2 602) |
| Variation du besoin en fonds de roulement | (1 827) | 2 179 | (12 731) |
| Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles | 22 756 | 30 116 | 16 139 |
| Investissements | | | |
| Acquisitions d'immobilisations ⁽¹⁾ | (6 889) | (10 976) | (11 193) |
| · Immobilisations incorporelles | (493) | (286) | (113) |
| · <i>Immobilisations corporelles</i> | (6 461) | (10 762) | (11 222) |
| · Variation immobilisations financières | 65 | 72 | 142 |
| Cessions d'immobilisations | 869 | 1 419 | 1 102 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | (6 020) | (9 556) | (10 091) |
| Financement | | | |
| Dividendes versés | (9 902) | (14 851) | (15 152) |
| Encaissements provenant d'emprunts ⁽¹⁾ | 19 866 | 5 955 | 23 948 |
| Encaissements de subventions | 4 | 73 | 482 |
| Encaissements sur augmentation de capital | | | 14 |
| Variation actions propres | | (976) | (4 174) |
| Remboursements d'emprunts nets de subventions | (17 019) | (15 943) | (8 117) |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | (7 051) | (25 742) | (2 999) |
| Variation de trésorerie | 9 685 | (5 182) | 3 049 |
| Trésorerie d'ouverture | 645 | 5 827 | 2 778 |
| Trésorerie de clôture | 10 330 | 645 | 5 827 |

(1) Les investissements et le financement incluent les locations financement dans les rubriques "immobilisations corporelles" et "encaissements provenant d'emprunts" et "encaissements de subventions".

Etat de variation des capitaux propres consolidés

| en K€ | Capital | Réserves liées au capital | Titres auto-détenus | Réserves et Résultats consolidés | Gain et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Total Capitaux Propres |
|--|--------------|---------------------------|---------------------|----------------------------------|--|------------------------|
| Capitaux Propres au 31/12/2006 | 1 010 | 7 079 | | 69 740 | 202 | 78 030 |
| Capitaux Propres au 31/12/2006 corrigés | 1 010 | 7 079 | 0 | 69 740 | 202 | 78 030 |
| Opérations sur capital | | 14 | | | | 14 |
| Opérations sur titres auto-détenus | | | (4 194) | | | (4 194) |
| Dividendes | | | | (15 152) | | (15 152) |
| Résultat net de l'exercice | | | | 17 695 | | 17 695 |
| Gain et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | 180 | 180 |
| Résultat net de l'exercice et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | 17 695 | 180 | 17 875 |
| Capitaux Propres au 31/12/2007 | 1 010 | 7 093 | (4 194) | 72 283 | 381 | 76 573 |
| Capitaux Propres au 31/12/2007 corrigés | 1 010 | 7 093 | (4 194) | 72 283 | 381 | 76 573 |
| Paievements fondés sur des actions | | 84 | | | | 84 |
| Opérations sur titres auto-détenus | | | (997) | | | (997) |
| Dividendes | | | | (14 851) | | (14 851) |
| Résultat net de l'exercice | | | | 14 735 | | 14 735 |
| Gain et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | (50) | (50) |
| Résultat net de l'exercice et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | 14 735 | (50) | 14 685 |
| Capitaux Propres au 31/12/2008 | 1 010 | 7 177 | (5 191) | 72 167 | 331 | 75 494 |
| Capitaux Propres au 31/12/2008 corrigés | 1 010 | 7 177 | (5 191) | 72 167 | 331 | 75 494 |
| Paievements fondés sur des actions | | 113 | | | | 113 |
| Opérations sur titres auto-détenus | | | 5 | | | 5 |
| Dividendes | | | | (9 902) | | (9 902) |
| Résultat net de l'exercice | | | | 13 349 | | 13 349 |
| Gain et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | (715) | (715) |
| Résultat net de l'exercice et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | 13 349 | (715) | 12 634 |
| Capitaux Propres au 31/12/2009 | 1 010 | 7 290 | (5 185) | 75 614 | (384) | 78 344 |

Note : Il n'y a aucun intérêt minoritaire

Détail des capitaux propres consolidés

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|
| Capital Social | 1 010 | 1 010 | 1 010 |
| Primes d'émission | 893 | 893 | 893 |
| Primes de fusion | 3 516 | 3 515 | 3 515 |
| Réserve légale | 2 684 | 2 684 | 2 684 |
| Réserves statutaires | (4 734) | (4 843) | (4 194) |
| Autres réserves | 65 812 | 61 246 | 55 369 |
| Report à nouveau | (3 477) | (3 676) | (560) |
| Résultat Global | 12 639 | 14 664 | 17 855 |
| Total | 78 344 | 75 494 | 76 573 |

Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009

Toupargel Groupe est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du code de commerce. La société a son siège social 13 Chemin des Prés secs à Civrieux d'Azergues (69380) et est cotée à Paris au compartiment B d'Euronext Paris.

Le Groupe Toupargel est spécialisé dans la livraison à domicile de produits surgelés et de produits frais et d'épicerie.

Les comptes et informations sont présentés en milliers d'euros (K€), sauf les informations par action présentées en euros.

La présente annexe comporte les éléments d'informations complémentaires à l'état consolidé de la situation financière dont le total s'établit à 174 312 K€ et au compte de résultat consolidé qui se solde par un bénéfice net de 13 349 K€.

Le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés au 31 décembre 2009, dans sa séance du 19 février 2010. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 27 avril 2010.

Notes sur les principes comptables et méthodes d'évaluation et notes générales

NOTE 1 - Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1 Faits marquants de l'exercice

Les contrôles fiscaux qui ont eu lieu de 2007 à 2009 sur Toupargel SAS et Place du Marché SAS ont donné lieu à des redressements contestés en matière de taxes professionnelles et de taxes foncières. Les sommes redressées sont soit payées, soit provisionnées dans les comptes.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments

financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2009 et la date du Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes (19 février 2010).

NOTE 2 - Principes de consolidation et méthodes d'évaluation

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés de Toupargel Groupe au 31 décembre 2009 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière ou "International Financial Reporting Standards" (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2009. Ce référentiel de normes comptables est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias).

Les options prises par Toupargel Groupe, conformément à la norme IFRS 1, dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 (date de transition aux IFRS) sont les suivantes :

- Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition ;
- Non-réévaluation des actifs immobiliers à leur juste valeur à la date de transition ;
- Mise à zéro, à la date de transition, des écarts actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière
- Application de la norme IFRS 2 pour les seuls plans d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002

A compter du 1^{er} janvier 2009, le Groupe a appliqué :

- la norme IAS 1 Révisée, ayant eu pour seul impact une modification de la présentation des états financiers. Le Groupe a choisi l'option de présenter le compte de résultat global en deux états financiers distincts. Les exercices comparatifs ont été retraités pour être présentés selon les nouvelles règles.

- la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels" qui a conduit à abandonner le secteur holding.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009 de l'amendement d'IAS 38

“Immobilisations incorporelles” portant sur le traitement des frais de publicité (campagnes publicitaires, catalogues, articles promotionnels...) ainsi que l'interprétation IFRIC 13 relative aux programmes de fidélité n'ont pas eu d'effet sur les comptes, ces règles étant déjà appliquées par le Groupe en 2008.

La norme IAS 23 “coûts d'emprunts” n'a pas eu non plus d'incidence sur les comptes consolidés.

Les autres normes et interprétations n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Le Groupe TROUPARGEL a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date, notamment les normes IFRS 3 Révisée et IAS 27 Révisée. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses capitaux propres.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

Règles de présentation des états de synthèse

Le bilan consolidé est présenté selon le critère de distinction “courant” / “non courant” défini par la norme IAS 1. Ainsi, les dettes financières, les provisions et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an en “non courant” et la part à moins d'un an en “courant”. Le compte de résultat consolidé est présenté par nature, selon l'un des modèles proposés par le conseil national de la comptabilité (CNC) dans sa recommandation 2004-R-02.

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation de son tableau des flux de trésorerie prévue par la même recommandation.

2.2 Méthodes d'évaluation

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Estimations de la Direction

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels (goodwill), il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations effectuées par la Direction lors de

l'établissement des états financiers portent sur :

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : provisions pour points fidélité et pour départ en retraite et médailles du travail ;
- Les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en œuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill ;
- Des montants comptabilisés au titre de certains instruments financiers et des paiements en actions.

Par ailleurs, certaines valorisations qui peuvent avoir soit des impacts directs sur les comptes ou sur l'information communiquée en annexe étaient établies sur la base de données ou de valeurs directement observables sur les marchés. La crise financière a nécessité des adaptations de certaines données ou des informations particulières en annexe. Les domaines les plus sensibles pour le Groupe sont le calcul du coût moyen pondéré du capital et le taux d'actualisation (notes 2.5. et 2.14.).

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

Jugements de la direction

Certains principes comptables utilisés font appel au jugement de la direction du Groupe en ce qui concerne, en particulier, deux domaines :

- la détermination des provisions relatives aux litiges,
- l'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles.

2.3 Méthode de consolidation

Toutes les filiales, qui sont contrôlées par le Groupe, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer les avantages de ses activités. Il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote.

Tous les soldes et transactions entre sociétés consolidées du Groupe sont éliminés en consolidation.

2.4 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Par exception, le Groupe peut-être amené à enregistrer des transactions en monnaies étrangères. Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (rubrique “produits financiers”).

Actifs non courants

2.5 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16, “Immobilisations corporelles” et à la norme IAS 38 “Immobilisations incorporelles”, seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36, “Dépréciation d'actifs”, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable

est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Pour les goodwill, un test de dépréciation est réalisé chaque année dans la mesure où ces actifs ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement (durée de vie indéfinie).

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible.

• **Goodwill** : le poste goodwill n'a pas connu de variation depuis la transition aux normes comptables IFRS au 1^{er} janvier 2004 ; à cette date, deux catégories d'actifs incorporels ont été regroupées dans cette rubrique comptable :

- les goodwill déjà déterminés en normes françaises qui n'ont pas été modifiés en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition : en effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS 1 sur la norme IFRS 3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs

attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause ;

- les fonds de commerce qui ne répondaient plus à la définition d'une immobilisation incorporelle identifiable au sens d'IAS 38 ;

Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill. Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS 36, au minimum une fois par an [généralement en fin d'année] au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition. Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe sont constituées des deux entités juridiques : Toupargel et Place du Marché. Il convient de noter que suite à la fusion intervenue en 2006 entre Toupargel et Agrigel, les deux anciennes U.G.T. Toupargel et Agrigel ont été regroupées.

La méthodologie suivie consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités du Groupe, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris goodwill et BFR). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de cinq ans et d'une valeur terminale (méthode des discounted cash flows). Les projections de flux de trésorerie ne comprennent pas d'augmentations de capacité ni de restructurations futures. Le taux d'actualisation retenu est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC). Il s'agit d'un taux après impôt appliqué à des flux futurs après impôt. Leur utilisation aboutit à des valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux futurs avant impôt tel que demandé par la norme IAS 36.

• **Immobilisations incorporelles** : elles concernent principalement des progiciels, amortis linéairement sur leur durée d'utilisation estimée (1 à 5 ans).

• **Immobilisations corporelles** : les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire ou le mode dégressif, ce dernier étant, pour certains types d'actifs (parc de véhicules), le plus représentatif du rythme de consommation des avantages procurés par ces actifs.

Pour les biens acquis neufs, les modes et les durées d'amortissement sont les suivants :

| | Mode | Durée |
|--------------------------------------|----------------------|------------|
| Agencements terrains | Linéaire | 7 à 15 ans |
| Constructions et agencements | Linéaire | 7 à 25 ans |
| Matériels industriels | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Agencements | Linéaire | 4 à 10 ans |
| Matériels de transport | Linéaire / Dégressif | 1 à 6 ans |
| Matériels de bureau et informatiques | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Mobiliers | Linéaire | 5 à 10 ans |

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Contrats de location-financement et contrats de locations simples : les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location-financement, ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété, sont traitées comme des immobilisations acquises à crédit et comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (terrain, constructions, matériel roulant) sur la base de la valeur actuelle des loyers à venir. Ces immobilisations sont amorties en fonction des durées de vie et méthodes précisées ci-dessus. Les charges de loyers relatives aux contrats de location simple, qui ne répondent pas à ces critères sont maintenues en charges opérationnelles.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges sauf ceux engagés pour une prolongation de la durée d'utilisation du bien.

2.6 Actifs financiers non courants

Conformément à la norme IAS 32, "Instruments financiers, informations à fournir et présentation", les actifs financiers non courants incluent essentiellement des prêts et créances (y compris la partie "restricted cash" du contrat de liquidité lié au rachat des actions propres). Les prêts et créances sont constitués des créances rattachées à des participations non consolidées, des prêts au personnel et des dépôts versés dans le cadre des baux commerciaux : ils sont comptabilisés suivant la méthode du coût amorti estimée équivalente à la valeur d'entrée. Ils peuvent faire l'objet d'une perte de valeur s'il existe une indication objective de dépréciation. La perte de valeur est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

2.7 Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont inscrits au bilan en actifs et passifs non courants, dans la mesure où il est plus probable

qu'improbable qu'ils seront récupérés ou payés au-delà de l'exercice à venir.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés au sein du groupe d'intégration fiscale constitué entre les sociétés : Toupargel Groupe (holding de contrôle), Toupargel et Place du Marché, les impôts étant prélevés par la même administration fiscale.

Conformément à IAS 12, les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés (hormis, de manière indirecte, les impôts différés actifs relatifs aux provisions pour retraites), conformément à la norme IAS 12, ne sont pas actualisés.

Actifs courants

2.8 Stocks

Conformément à la norme IAS2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

a - Stocks de marchandises (produits surgelés et produits frais et d'épicerie) : Les stocks de marchandises sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat moyen pondéré est calculé à partir des prix d'achat facturés, majorés des frais de transport et minorés des ristournes différées et assimilées.

b - Stocks de produits transformés : Les produits faisant l'objet d'une transformation à l'unité de boucherie et de conditionnement Toupargel Production sont valorisés au coût de production, minoré de la valeur des déchets et des ristournes différées. Ces stocks sont classés avec les stocks de marchandises.

c - Stocks de cadeaux : Les stocks de cadeaux liés aux opérations commerciales sont valorisés au coût d'achat.

d - Dépréciation : Une dépréciation est constituée pour ramener la valeur du stock à sa valeur nette de réalisation, dans les conditions suivantes :

Stocks de marchandises et produits finis

Dépréciation à 100 %

- lorsque, à la date d'inventaire, la date de péremption des produits surgelés est inférieure à six mois,
- lorsque la Date Limite de Consommation des produits frais et d'épicerie est inférieure aux normes fournisseur,
- lorsque le produit est déréférencé définitivement du catalogue des ventes.

Dépréciation déterminée au cas par cas :

- lorsque le produit a un caractère de saisonnalité et que son stock est important, notamment au regard des ventes attendues,
- lorsque le produit a une rotation lente.

Stocks de cadeaux

Dépréciation à 100 %

- lorsque l'opération commerciale est terminée.

2.9 Clients et autres actifs courants

Les rubriques "clients et autres actifs courants" sont essentiellement constituées :

- De créances commerciales ou prêts à moins d'un an qui constituent des actifs financiers courants : ces actifs sont enregistrés à leur juste valeur, lors de leur initiation puis au coût amorti qui est assimilé au coût nominal. Ils font l'objet d'une actualisation lorsque leur ancienneté est supérieure à un an. L'écart entre la juste valeur et le montant comptabilisé au bilan est imputé en compte de résultat dans la rubrique "Provisions".

Les chèques revenus impayés à leur deuxième présentation sont dépréciés intégralement pour leur valeur hors taxes. Les autres créances courantes sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

- Des instruments financiers dérivés actifs : le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture des risques sur taux d'intérêt afin de limiter son exposition à ceux-ci. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture et évalue, conformément à IAS 39, ses instruments financiers dérivés à leur juste valeur. Cette juste valeur lorsqu'elle est créditrice est présentée au bilan passif dans la rubrique "autres passifs courants".

Le Groupe comptabilise la variation de la juste valeur des instruments dérivés en contrepartie du compte de résultat, dans la rubrique "coût financier brut".

- Des créances à caractère social ou fiscal qui sont évaluées à leur valeur nominale.

2.10 Actifs non courants destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations disponibles immédiatement pour la cession, pour lesquelles un plan de cession ainsi que les actions nécessaires à trouver un client sont engagés, et dont la vente à moins d'un an est très probable, sont classées comme étant destinées à être cédées parmi les actifs courants. Ces immobilisations sont évaluées au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette de frais de cession, au besoin par le biais d'une dépréciation.

2.11 Disponibilités et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend : les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie sans risque, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Ces derniers sont valorisés à leur juste valeur, égale à la valeur liquidative à la date de clôture.

Capitaux propres part du groupe

2.12 Actions propres

Conformément à l'IAS 32, les actions propres détenues par le Groupe, conformément au programme de rachat d'actions lié au contrat de liquidité et au plan de stocks options, sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le résultat de cession des actions propres lié au plan de stocks options est imputé sur les capitaux propres pour son montant net d'impôt-société et ne contribue pas au résultat de l'exercice. La partie "restricted cash" du contrat de liquidité est enregistré en actif financier non courant.

Dettes non courantes et courantes

2.13 Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", une provision est comptabilisée, lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de fonds au bénéfice de tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci et lorsqu'une estimation fiable du montant peut être faite.

Les provisions comprennent notamment :

- les obligations relatives aux indemnités de départ en retraite et médailles du travail,
- les provisions relatives à des redressements fiscaux ou URSSAF,
- les provisions pour litiges,
- les provisions pour restructuration.

Les provisions sont ventilées entre passifs courants et passifs non courants en fonction de l'échéance attendue. Une information est donnée dans les notes détaillées sur les actifs et passifs éventuels, si l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible. Lorsque cela a un impact significatif, les provisions sont actualisées.

2.14 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés

Les salariés du Groupe Toupargel bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, primes de fin d'année, intéressement, participation ou droits à récupération du temps travaillé issus des accords sur le temps de travail), d'avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ à la retraite, retraite du régime de la sécurité sociale et retraites complémentaires) et d'autres avantages à long terme (primes jubilaires).

Avantages à court terme : Les avantages à court terme sont reconnus dans les dettes du Groupe et figurent parmi les autres dettes courantes.

Avantages postérieurs à l'emploi : les avantages postérieurs à l'emploi font l'objet de modalités différentes de couverture décrite ci-après :

Régimes à cotisations définies : Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Pour le Groupe Toupargel Groupe, il s'agit des régimes publics de retraite (sécurité sociale et régimes de retraite complémentaire). De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à la comptabilisation de provisions dans les comptes du Groupe.

Régimes à prestations définies : Dans le cadre des régimes à prestations définies, l'employeur a une obligation vis-à-vis des salariés. Ces régimes peuvent :

- soit être financés au fur et à mesure de l'emploi, par des versements à des fonds spécialisés dans la gestion des montants reçus des employeurs, et par le versement par ces fonds des montants dus aux bénéficiaires dans la limite des sommes disponibles ;
- soit être directement versés par l'employeur aux bénéficiaires lors de l'exercice des droits attribués.

Au sein du Groupe Toupargel, les régimes à prestations définies concernent les indemnités de départ en retraite. La société Toupargel dispose d'un fonds de couverture (contrat d'assurance) au titre de ses engagements de départ en retraite qui est régulièrement alimenté par des versements de l'employeur sans que l'employeur ne soit libéré de ses obligations envers ses salariés. Ce fonds est comptabilisé en tant qu'actif dédié à la couverture du régime. Compte tenu des clauses du contrat d'assurance, la compagnie gestionnaire a interdiction d'investir les fonds disponibles dans les actions de Toupargel Groupe. De même, les placements effectués par le fonds sont des placements sans risque quand au montant du capital investi.

Sur la base des dispositions propres à chaque régime à prestations définies (définies par la loi, les conventions collectives ou les accords d'entreprise), un actuair indépendant calcule, à la clôture de chaque exercice, la valeur actualisée des obligations futures de

l'employeur ("projected benefits obligations" ou PBO). Cette valeur actualisée des obligations, évaluée régime par régime, donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour son montant qui excède la juste valeur des actifs de couverture correspondants et, le cas échéant, des coûts des services passés non comptabilisés.

La valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus, évaluée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence à un taux de marché fondé sur les obligations d'entités de première catégorie dont le terme est cohérent avec la durée des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

La valeur actualisée des obligations futures évolue annuellement en fonction des facteurs suivants :

Facteurs récurrents

- augmentations dues à l'acquisition d'une année de droits supplémentaires ("coûts des services rendus au cours de l'exercice"),
- augmentations dues à la "désactualisation" correspondant à une année de moins par rapport à la date à laquelle les droits seront payés ("coût financier"),
- diminutions liées à l'exercice des droits ("prestations servies").

Facteurs ponctuels

- variations (écarts actuariels) dues à des modifications des hypothèses actuarielles à long terme (inflation, taux d'augmentation salariale, taux de turn over, tables de mortalité, taux d'actualisation ou âge de départ à la retraite, etc.) et à des effets d'expérience (ex : écart entre date de départ prévue et date de départ effective) ;
- variations dues à des modifications dans les avantages accordés (réductions ou liquidations des régimes existants).

La juste valeur des actifs (filiale Toupargel uniquement) donnés en gestion au fonds spécialisé qui collecte, place et administre les sommes versées par l'employeur, varie en fonction :

- des versements reçus des employeurs ("cotisations"),
- des versements effectués aux bénéficiaires des prestations ("prestations servies"),
- du rendement des actifs, y compris les modifications de leur valeur de marché.

Les hypothèses actuarielles, principalement le taux d'actualisation, le taux de croissance des salaires et les taux de turn over sont révisés annuellement par les Responsables en charge des avantages du personnel en application des procédures internes en vigueur et en relation avec l'actuaire.

Concernant la reconnaissance en résultat des écarts actuariels (pertes ou profits) relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, la société a opté, à compter du 1er janvier 2006, conformément à IAS 19 révisée, pour la comptabilisation directe et immédiate en capitaux propres de l'intégralité des écarts actuariels. Précédemment la société utilisait la méthode dite « du corridor ».

Les modifications des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, lorsqu'elles interviennent, donnent lieu à la comptabilisation étalée du coût des services passés (incidence de la modification des droits au titre de la période de travail déjà réalisée) sur la durée moyenne de vie active probable résiduelle des bénéficiaires.

La réduction ou la liquidation d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi donne lieu à la reprise immédiate, par le compte de résultat, des engagements antérieurement comptabilisés.

La note 12 détaille :

- les modalités d'octroi des avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

- les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements au titre des trois derniers exercices
- l'évolution de la situation financière des régimes à prestations définies
- et leur incidence sur les états financiers.

Autres avantages à long terme accordés pendant la période d'emploi : pour le Groupe Toupargel, les avantages à long terme concernent les médailles du travail (primes jubilaires). Un actuaire indépendant calcule, à la clôture de chaque exercice, la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur en matière de médailles du travail (méthode des "projected benefits obligations" ou "PBO" identique à celle utilisée pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi).

Les médailles du travail ne possèdent pas d'actif de couverture.

Cette valeur actualisée des obligations ainsi évaluée donne lieu à la comptabilisation d'une provision non courante au passif du bilan (autres passifs non courants).

Les écarts actuariels et incidences des modifications, réductions ou liquidations de régimes relatifs aux avantages à long terme (médailles du travail) sont immédiatement et intégralement appréhendés par le résultat.

2.15 Autres provisions

a - Litiges devant les tribunaux : concernant les litiges devant les tribunaux, une appréciation des risques est effectuée en fonction des demandes des parties adverses. Cette provision est réajustée au fur et à mesure de l'avancement des procédures.

b - Provisions pour restructuration : la provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé et à échéance proche ou d'un début d'exécution. Le coût provisionné correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts de préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux coûts liés aux fermetures de sites.

2.16 Dettes financières

Conformément à IAS 39, les dettes financières qui comprennent :

- des emprunts et autres financements, notamment des emprunts de financement de crédit-bail,
- et des découverts bancaires,

sont ventilées entre dettes financières non courantes et dettes financières courantes selon leur échéance (supérieure ou inférieure à 12 mois).

Au cas particulier des financements octroyés sur une période pluriannuelle mais utilisables au gré de l'emprunteur qui va souscrire des crédits au moyen de billets remboursables à court terme, conformément à IAS 1.60, c'est la faculté entière et irrévocable de l'emprunteur de pouvoir renouveler le crédit pour une période supérieure à 12 mois après la date de clôture qui détermine le classement en dette financière non courante.

Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale historique qui est considérée comme proche de leur coût amorti à leur date d'entrée au bilan.

2.17 Autres passifs non courants

Outre la partie non courante des provisions et passifs éventuels décrites en note 2.13, les autres passifs non courants sont constitués des subventions reçues.

Subventions monétaires liées à des actifs

Les subventions reçues et versées aux organismes de crédit-bail immobilier son retraitées et inscrites en autres passifs non courants. Conformément à l'option offerte par IAS 20, ces subventions sont enregistrées en produits différés parmi les autres dettes courantes ou non courantes suivant leur échéance. Elles sont rapportées au résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles contribuent à financer. La quote-part de subventions rapportée au compte de résultat est présentée dans la rubrique "autres produits des activités ordinaires".

Subventions publiques monétaires liées au résultat

Les subventions sont reconnues en résultat dès lors qu'il existe une assurance raisonnable que :

- l'entité bénéficiaire du Groupe se conformera aux conditions attachées aux subventions,
- les subventions seront reçues.

Conformément à l'option ouverte par IAS 20, les subventions liées au résultat sont présentées, parmi les produits opérationnels, au sein de la rubrique "autres produits des activités ordinaires".

Les subventions sont évaluées à leur valeur nominale à leur date d'entrée dans le bilan.

2.18 Fournisseurs et autres passifs courants

Les rubriques "fournisseurs" et autres "passifs courants" sont essentiellement constituées :

- Des dettes commerciales qui constituent des passifs financiers courants : ces passifs sont enregistrés à leur juste valeur, lors de leur initiation puis au coût amorti qui est assimilé au coût nominal. Ils font l'objet d'une actualisation lorsque leur échéance est supérieure à un an. L'écart entre la juste valeur et le montant comptabilisé au bilan est imputé en compte de résultat.
- Des instruments financiers dérivés passifs tels que décrits en note 2.6.
- Des dettes fiscales et sociales évaluées à leur valeur nominale
- Des produits comptabilisés d'avance relatifs aux points fidélité clients

Produits comptabilisés d'avance relatifs aux points fidélité clients

Dans le cadre de la politique de fidélisation de la clientèle, les sociétés du Groupe Toupargel Groupe accordent à leurs clients des points fidélité. Les clients ont ainsi la possibilité d'accumuler, en fonction des achats réalisés, des points de fidélité, ces derniers leur permettant d'obtenir un avantage (cadeaux, remises sur certains produits du catalogue, etc.). La société constate dans ses comptes, à la clôture, un produit comptabilisé d'avance à hauteur du montant des avantages encore dus aux clients : ceux-ci sont estimés sur la base d'un pourcentage de la valeur des points acquis au 31 décembre et non encore utilisés. Le pourcentage est déterminé en fonction du taux de transformation attendu des points. Le taux de transformation attendu tient compte de l'historique et de la politique de fidélisation mise en place pour l'exercice suivant. Conformément à IFRIC 13 appliquée pour la 1ère fois en 2008, ce passif antérieurement constaté en provisions est désormais présenté parmi les autres passifs courants.

2.19 Engagements hors bilan

Le Groupe a défini et mis en place un processus visant à recenser ses engagements hors bilan et à en connaître la nature et l'objet.

Ce processus prévoit la centralisation, dans le cadre des procédures de consolidation, des informations relatives aux engagements donnés suivants :

- sûretés personnelles (avals, cautions et garantie),
- sûretés réelles (hypothèques, nantissements, gages),
- locations simples, obligations d'achats et d'investissements,
- autres engagements.

2.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises et les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

Les produits de l'activité sont enregistrés conformément aux règles de reconnaissance des revenus prévues par à IAS 18.

- Les produits liés à la vente de marchandises sont constatés dès lors que le transfert à l'acheteur des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens a eu lieu et que les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable. Le transfert des risques et avantages intervient le plus souvent lors de la remise de la marchandise au client, Toupargel assurant avec ses propres moyens l'acheminement des produits chez le client.

Les remises ou rabais accordés aux clients sont comptabilisées en déduction du revenu. Les actions commerciales prenant la forme d'attribution d'avantages gratuits accordés aux clients (programmes de fidélité, chèques cadeaux) sont également comptabilisées en moins du chiffre d'affaires conformément à IFRIC 13.

- Production : La vente à la clientèle des produits transformés et conditionnés à l'unité Toupargel Production n'est pas dissociée de la vente des autres marchandises. En conséquence, les produits correspondants sont comptabilisés en ventes de marchandises. De même, les achats de produits bruts à transformer sont inscrits en achats de marchandises et les stocks de matières et de produits finis en stocks de marchandises.

- Les produits liés à la vente de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçues ou à recevoir. Les revenus relatifs à la vente de produits sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

2.21 Coût d'achat des marchandises vendues

Il comprend les achats de marchandises, les variations de stocks et les remises, ristournes et assimilés sur achats de marchandises. Les participations publicitaires et autres accords de coopération commerciale conclus et facturés par le Groupe Toupargel Groupe à ses fournisseurs n'ont pas été considérés, selon IAS 18, comme représentatifs de la rémunération d'un réel service identifié rendu par Toupargel Groupe à ses fournisseurs dont la juste valeur pourrait être estimée de façon fiable. En conséquence, les montants comptabilisés à ce titre sont assimilés à des remises sur achats et sont appréhendés en moins du coût des marchandises vendues. La quote-part de ces sommes relative aux achats non consommés à la clôture est enregistrée en moins de la valeur des stocks. De même, les dépréciations de stocks font partie du coût d'achat des marchandises vendues.

2.22 Charges de personnel : rémunérations payées en actions

La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risques, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur est figée à la date d'attribution ; elle est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserves. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires et d'hypothèses de départ. A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves que les options aient été levées ou non.

2.23 Charges externes

a - Frais de recherche et développement : Dans le cadre de son activité, la société n'est pas conduite à supporter, de manière régulière, de dépenses de recherche ou de développement. Toutes les charges engagées pour développer et améliorer les services à la clientèle sont enregistrées en charges opérationnelles de l'exercice.

b - Frais de publicité, de marketing et de prospection des nouveaux clients : Les dépenses qui sont engagées pour assurer la promotion de la marque et des produits distribués par le Groupe, auprès des clients et consommateurs, sont enregistrées en charges de l'exercice à l'exception des cadeaux ayant encore une utilité commerciale qui sont valorisés en stocks. De même, les frais supportés pour la prospection de nouveaux clients sont enregistrés en charges.

2.24 Résultat opérationnel

Le Groupe utilise le résultat opérationnel comme indicateur de performance. Le résultat opérationnel correspond au résultat de l'ensemble consolidé :

- après prise en compte :
- des plus ou moins-values de cessions d'actifs,
- des dépréciations d'actifs,
- des autres produits et charges opérationnels qui comprennent principalement l'effet des coûts de restructuration et des litiges ou événements très inhabituels,
- et avant prise en compte :
- du coût de l'endettement financier net,
- des autres produits et charges financières,
- des impôts sur le résultat.

2.25 Coût financier net

Le coût financier net comprend :

- le coût financier brut constitué des charges d'intérêts sur emprunts, contrats de location-financement et découverts bancaires,
- les autres produits et charges financiers constitués d'escomptes de règlement, de produits de la trésorerie et équivalents de trésorerie, de variations de provisions à caractère financier, des dividendes de sociétés non consolidées.

2.26 Charge d'impôt sur le résultat

a - Impôts exigibles et différés : La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées déterminées comme indiqué en note 2.7.

b - Intégration fiscale : Les sociétés Toupargel Groupe, Toupargel et Place du Marché bénéficient du régime fiscal de Groupe de sociétés selon les dispositions de l'article 223 A à U du C.G.I. La société Toupargel Groupe, tête du Groupe intégré, comptabilise en charge d'impôt exigible dans son résultat, conformément à la convention d'intégration fiscale souscrite, les économies d'impôt ou les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale. La convention en vigueur a été modifiée à effet du 1^{er} janvier 2009 : désormais l'économie d'impôt généré par le déficit fiscal d'une des entités membres de l'intégration fiscale est intégralement transférée à cette dernière par la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

c - Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1^{er} janvier 2010

La loi de finances pour 2010 votée en décembre 2009 introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1.5 % de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3 % de la valeur ajoutée.

Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités, la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat. En conséquence, le Groupe a l'intention de classer la CET due à partir de 2010 en charges opérationnelles tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009. Si une position de place devait explicitement se former en 2010 en faveur d'un traitement en impôt sur les sociétés, le Groupe réexaminera sa position.

2.27 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net revenant au Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice, à l'exception des actions d'auto-contrôle.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital (options de souscription ou d'achat d'actions), compte tenu de la probabilité de souscription au regard du prix du marché.

Le résultat net dilué prend en compte le nombre d'actions à créer sur la base du cours au 31 décembre selon la méthode dite du "rachat d'actions" qui suppose que les fonds recueillis, lors de l'exercice des options de souscription, sont affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période. Les stocks-options permettant d'acquies ou de souscrire à des actions à un prix supérieur au cours moyen de bourse ne sont pas prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué.

2.28 Information sectorielle

L'analyse des critères prévus par la norme IFRS 8, permettant de déterminer l'information sectorielle, conduit à l'identification d'un niveau d'information sectorielle qui est la nature du produit commercialisé. En effet, la direction prend ses décisions sur la base de cet axe stratégique en utilisant le reporting par produit comme outil clef d'analyse. L'axe produit correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe. Les deux secteurs produits ainsi identifiés,

qui correspondent à deux entités juridiques distinctes, se ventilent comme suit :

- **Activité "Surgelés" :** elle représente l'essentiel des revenus du Groupe et est portée par l'entité juridique Toupargel, dont elle constitue la seule source de revenus ;

- **Activité "Frais & Épicerie" :** elle est portée par la filiale Place du Marché dont elle constitue la seule source de revenus.

Le Groupe exerçant de manière exclusive son activité en France, la présentation des revenus par secteur géographique n'est pas applicable.

2.29 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi conformément à IAS 7 selon la méthode indirecte. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissements et de financement.

L'incidence des variations de périmètre est présentée pour un montant net dans les flux d'investissement. Elle correspond au prix effectivement payé au cours de l'exercice, dans le cadre de la politique de croissance externe, ajusté de la trésorerie active / passive acquise. Les flux de trésorerie liés à l'activité sont ceux générant des revenus et ceux ne répondant pas aux critères de flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement est calculée en ajustant le résultat net des amortissements et provisions (hors variations de provisions sur actifs circulants ayant un caractère de charges décaissables), des résultats de cession, et des charges calculées (produits et charges directement imputés sur les réserves tels que les avantages liés aux paiements en actions qui se dénouent par des actions).

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont ceux issus des acquisitions et cessions d'actifs à long terme et d'autres actifs non classés en équivalents de trésorerie. Les intérêts encaissés sont inclus dans ces flux d'investissement. Le Groupe inclut dans les flux d'investissement les locations-financement.

Les opérations de financement sont celles qui entraînent une modification de l'importance ou de la nature des capitaux propres ou des dettes de l'entreprise. Les augmentations de capital de l'exercice, les dividendes versés, ainsi que les émissions ou remboursement d'emprunts et les subventions d'investissement sont inclus dans cette catégorie.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque (inclus parmi les dettes financières courantes).

NOTE 3 - Périmètre de consolidation et date de clôture

La date de clôture est le 31 décembre.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2009 comprend les sociétés suivantes :

- Toupargel Groupe SA, holding du Groupe consolidé,
- Toupargel SAS, Activité "Surgelés"
- Place du Marché SAS, Activité "Frais & Épicerie"

Les comptes sociaux qui ont été retenus pour la consolidation au 31 décembre 2009 concernent pour Toupargel Groupe SA, Toupargel SAS et Place du Marché SAS une période de douze mois correspondant à l'arrêté comptable statutaire de ces entités.

LE RAPPORT FINANCIER

LES COMPTES CONSOLIDÉS
LES COMPTES ANNUELS 2009

| | Toupargel | Place du Marché |
|---------------------------------|---|---|
| Montant du capital | 25 000 K€ | 100 K€ |
| Nombre de titres du capital | 1 250 000 actions | 100 000 actions |
| Capitaux propres au 31.12.2009 | 57 434 K€ | (3 771)K€ |
| Montant net de la participation | 83 438 K€ | - |
| Nombre de titres détenus | 1 250 000 actions | 100 000 actions |
| Pourcentage détenu | 100 % | 100 % |
| Méthode de consolidation | Intégration globale | Intégration globale |
| Siège social | 13, chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues | 13, chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues |
| N° SIREN | 957 526 858 | 325 743 516 |
| Code NAF | 47 11 A | 47 91 B |

NOTE 4 - Information sectorielle

| en K€ | "Surgelés" | | | "Frais & Épicerie" | | | Consolidé | | |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2009 (12 mois) | 2008 (12 mois) | 2007 (12 mois) | 2009 (12 mois) | 2008 (12 mois) | 2007 (12 mois) | 2009 (12 mois) | 2008 (12 mois) | 2007 (12 mois) |
| Chiffre des ventes (hors Groupe) | 339 857 | 347 248 | 346 825 | 19 206 | 18 659 | 16 715 | 359 064 | 365 907 | 363 540 |
| Produits des activités ordinaires | 340 731 | 347 476 | 347 184 | 19 318 | 18 791 | 16 834 | 360 050 | 366 267 | 364 017 |
| Marge commerciale | 195 934 | 196 017 | 199 109 | 8 905 | 8 650 | 7 936 | 204 839 | 204 667 | 207 045 |
| Résultat opérationnel | 23 085 | 26 592 | 31 396 | (2 098) | (2 518) | (2 930) | 20 987 | 24 074 | 28 467 |
| Résultat des cessions | 178 | 476 | 473 | 17 | 155 | 61 | 195 | 631 | 534 |
| Goodwill | 96 486 | 96 486 | 96 486 | 1 415 | 1 415 | 1 415 | 97 901 | 97 901 | 97 901 |
| Immobilisations incorporelles | 654 | 463 | 461 | 28 | 43 | 33 | 682 | 507 | 494 |
| Immobilisations corporelles | 41 951 | 46 150 | 46 192 | 5 690 | 5 930 | 6 355 | 47 641 | 52 080 | 52 547 |
| Investissements | 6 565 | 10 572 | 11 109 | 389 | 475 | 226 | 6 954 | 11 048 | 11 335 |
| Amortissement | 9 923 | 9 750 | 9 509 | 627 | 841 | 840 | 10 550 | 10 591 | 10 349 |
| Effectif (ETP yc interim) | 3 385 | 3 376 | 3 376 | 234 | 258 | 252 | 3 619 | 3 634 | 3 628 |

Les ventes inter-secteurs sont négligeables.

L'activité du Groupe est réalisée auprès d'une clientèle de particuliers. Le chiffre d'affaires annuel moyen réalisé par client est de 260 €. Le chiffre d'affaires réalisé avec les 10 premiers clients est négligeable hormis les ventes réalisées avec un concessionnaire pour un montant

de 671 K€ en 2009 soit 0,2 % du chiffre d'affaires consolidé. Aucun client pris individuellement ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Notes sur l'état consolidé de la situation financière

NOTE 5 - Immobilisations

5.1 Récapitulation

a - Variation des immobilisations brutes

| en K€ | Goodwill | Immobilisations incorporelles ⁽¹⁾ | Immobilisations corporelles | Actifs destinés à la vente | Autres actifs financiers | Total |
|------------------------------------|---------------|--|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------|
| 1^{er} janvier 2007 | 97 901 | 2 976 | 107 437 | | 587 | 208 901 |
| Acquisitions | | 113 | 11 226 | | 83 | 11 422 |
| Cessions / Sorties | | 132 | 6 458 | | 225 | 6 815 |
| 31 décembre 2007 | 97 901 | 2 957 | 112 205 | | 445 | 213 508 |
| Acquisitions | | 286 | 10 762 | | 71 | 11 119 |
| Virement de compte à compte | | | 3 497 | 3 497 | | |
| Cessions / Sorties | | | 5 403 | | 143 | 5 546 |
| 31 décembre 2008 | 97 901 | 3 243 | 114 067 | 3 497 | 373 | 219 081 |
| Acquisitions | | 493 | 6 461 | | 107 | 7 061 |
| Virement de compte à compte | | | (291) | (291) | | |
| Cessions / Sorties | | | 7 252 | | 172 | 7 424 |
| 31 décembre 2009 | 97 901 | 3 736 | 113 567 | 3 207 | 308 | 218 719 |

(1) Les immobilisations incorporelles correspondent aux logiciels.

Les entrées d'immobilisations corporelles en 2009 correspondent essentiellement à :

- l'acquisition de véhicules pour 4 111 K€, dont 1 401 K€ financés en crédit-bail,
- diverses constructions et aménagements pour 1 507 K€,

l'acquisition de matériels informatiques pour 845 K€,
Les produits de cessions d'actif immobilisés se montent à 869 K€ (résultat : 195 K€). Elles sont essentiellement constituées du résultat de la vente de véhicules (renouvellement du parc).

b - Variation des amortissements / Provisions

| en K€ | Goodwill | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Actifs destinés à la vente | Autres actifs financiers | Total |
|-----------------------------|----------|-------------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|---------------|
| 31 décembre 2006 | | 2 366 | 55 246 | | | 57 612 |
| Amortissements | | 229 | 10 120 | | | 10 349 |
| Reprises | | 132 | 5 886 | | | 6 018 |
| 31 décembre 2007 | | 2 463 | 59 480 | | | 61 943 |
| Amortissements | | 273 | 10 318 | | | 10 591 |
| Virement de compte à compte | | | 3 196 | 3 196 | | |
| Reprises | | | 4 615 | | | 4 615 |
| 31 décembre 2008 | | 2 736 | 61 988 | 3 196 | | 67 920 |
| Amortissements | | 317 | 10 233 | | | 10 550 |
| Virement de compte à compte | | | (285) | (285) | | |
| Reprises | | | 6 579 | | | 6 579 |
| 31 décembre 2009 | | 3 053 | 65 927 | 2 911 | | 71 891 |

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent en :

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Amortissement logiciels | 317 | 273 | 229 |
| Autres amortissement immobilisations corporelles | 4 162 | 4 520 | 5 292 |
| Crédit-bail immobilier | 900 | 900 | 900 |
| Crédit-bail mobilier | 5 171 | 4 898 | 3 928 |
| Total | 10 550 | 10 591 | 10 349 |

c - Immobilisations nettes

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Goodwill | 97 901 | 97 901 | 97 901 |
| Immobilisations incorporelles | 682 | 507 | 494 |
| Immobilisations corporelles | 47 641 | 52 080 | 52 547 |
| Autres actifs financiers | 308 | 373 | 445 |
| Total | 146 532 | 150 860 | 151 387 |

5.2 Goodwill et immobilisations incorporelles

Les 97 901 K€, inscrits en goodwill, se décomposent en :

- actifs incorporels liés à Toupergel soit 96 486 K€,
- actifs incorporels liés à Place du Marché, soit 1 415 K€, résultant d'acquisitions antérieures de sociétés absorbées ou d'acquisitions de fonds de commerce.

Des tests d'éventuelles pertes de valeur sont effectués à chaque clôture sur la base de plans à cinq ans approuvés par le Conseil d'Administration. La méthode est celle des "discounted cash-flows" (DCF) développée au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) telle que décrite en note 2.5.

Les taux d'actualisation et de croissance à l'infini utilisés pour les besoins de l'estimation de la valeur recouvrable sont :

| | Activité "Surgelés" | | |
|-------------------------------|---------------------|---------------|--------------|
| | 2009 | 2008 | 2007 |
| Taux sans risque | 3.6 % | 4.2 % | 4.3 % |
| Beta | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Prime de risque | 5.5 % | 6.3 % | 5.2 % |
| Taux d'actualisation (WACC) | 9.1 % | 10.5 % | 9.5 % |
| Taux de croissance à l'infini | 2.0 % | 2.0 % | 2.0 % |

| | Activité "Frais & Épicerie" | | |
|-------------------------------|-----------------------------|---------------|---------------|
| | 2009 | 2008 | 2007 |
| Taux sans risque | 3.6 % | 4.2 % | 4.3 % |
| Beta | 1.4 | 1.3 | 1.4 |
| Prime de risque | 5.5 % | 6.3 % | 5.2 % |
| Taux d'actualisation (WACC) | 11.3 % | 12.4 % | 11.5 % |
| Taux de croissance à l'infini | 0.5 % | 0.5 % | 0.5 % |

Le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF) a été utilisé pour déterminer les taux d'actualisation définis pour ces calculs et sont appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux avant impôt à des flux de trésorerie non fiscalisés, comme demandé par IAS 36.

Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeur terminale sont, pour l'activité "Surgelés", conformes aux données de marché disponibles à savoir une croissance de chiffre d'affaires de 2.5 % retenue pour les exercices 2011 à 2014.

L'activité "Frais & Épicerie" étant encore en phase de développement, un coefficient beta plus élevé a été retenu.

Pour cette activité, un business plan a été défini, tenant compte d'un élargissement de la zone de chalandise et de la montée en puissance des ventes via le site marchand www.placedumarche.fr. Il convient de préciser que les hypothèses d'investissements retenues pour la détermination du cash flow en valeur terminale intègrent les effets de l'intégration croissante entre l'activité "Surgelés" et l'activité "Frais & Épicerie" dans le domaine logistique et livraison (mutualisation des agences et des livraisons).

Les tests réalisés en 2007, 2008 et 2009 concernant les goodwill portés par les UGT (2 en 2007, 2008 et 2009 : Toupergel et Place du Marché) n'ont pas conduit à constater de pertes de valeur.

La sensibilité du calcul de la valeur recouvrable aux variations du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini des cash flow, pour

le calcul d'une éventuelle dépréciation des goodwill de l'activité "Frais & Épicerie" est présentée dans le tableau ci-après :

| en K€ | Activité "Surgelés" | Activite "Frais & Épicerie" |
|--|---------------------|-----------------------------|
| Ecart valeur recouvrable - valeur comptable des actifs de l'UGT* | 61 834 K€ | 3 320 K€ |

* la valeur comptable comprend l'incorporel, le corporel et le BFR.

| en K€ | Paramètres ramenant la valeur recouvrable au montant de la valeur nette comptable | |
|-----------------------------|---|-------------------------------|
| | Taux d'actualisation | Taux de croissance à l'infini |
| Activité "Surgelés" | 11.8 % | (1.7 %) |
| Activite "Frais & Épicerie" | 16.1 % | (6.8 %) |

5.3 Détail des immobilisations corporelles

a - Détail

| en K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|----------------|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Montant brut | Amortis. ¹⁸ ou provis. | Montant net | Montant net | Montant net |
| Terrains acquis | 1 759 | 178 | 1 582 | 1 367 | 1 262 |
| Terrains en crédit-bail | 1 007 | | 1 007 | 1 146 | 1 146 |
| Total terrains | 2 766 | 178 | 2 589 | 2 513 | 2 408 |
| Constructions acquises | 16 172 | 8 810 | 7 362 | 7 346 | 6 280 |
| Constructions en crédit-bail | 20 457 | 8 701 | 11 756 | 12 656 | 13 556 |
| Total constructions | 36 630 | 17 511 | 19 118 | 20 002 | 19 836 |
| Installations techniques acquises | 14 253 | 9 782 | 4 472 | 5 114 | 6 223 |
| Total instal. techniques - Mat. outillage | 14 253 | 9 782 | 4 472 | 5 114 | 6 223 |
| Autres immobilisations acquises | 19 344 | 12 942 | 6 402 | 13 071 | 8 747 |
| Autres immobilisations en crédit-bail | 40 265 | 25 515 | 14 751 | 10 726 | 14 395 |
| Total autres immobilisat. corporelles | 59 610 | 38 457 | 21 153 | 23 797 | 23 142 |
| Immobilisations en cours | 309 | | 309 | 654 | 938 |
| Total | 113 568 | 65 927 | 47 641 | 52 080 | 52 547 |
| dont total des contrats de location-financement | 61 730 | 34 216 | 27 514 | 24 529 | 29 097 |

Le parc automobile (en leasing et propriété)

Toupargel

- 1 456 véhicules, dont :
- 1 070 camions de livraison
- 302 voitures
- 39 semi-remorques
- 36 tracteurs
- 7 gros porteurs
- 1 remorque
- 1 camion atelier

Place du Marché

- 78 véhicules, dont :
- 72 camions de livraison
- 4 voitures
- 1 gros porteur
- 1 camion atelier

Le parc informatique (en propriété)

Toupargel Groupe est équipé de :

- 19 serveurs HP 9000/Integrity
- 2 SAN HP EVA 4000/4400
- 1 BladeCenter HP
- 2 bibliothèques de sauvegarde
- 1150 terminaux embarqués pour la livraison (FDA600)
- 350 Pda pour la prospection en porte-à-porte
- 2400 postes informatiques
- 330 systèmes d'impression
- 7 postes Macintosh pour la station PAO
- 110 Serveurs Windows/Linux dont 35 virtuels
- 129 sites reliés au réseau

Le parc immobilier

Toupargel

Toupargel est propriétaire de 33 agences, de 2 plates-formes (Poitiers et Civrieux) et bénéficie de contrats de crédit-bail immobilier pour ses plates-formes d'Argentan et Montauban. Les autres sites (90) sont en location.

| Ville | Adresse | Superficie |
|------------------------|--|-----------------------|
| ALENCON | 61170 St Léger/Sarthe | 897 m ² |
| AMBOISE | 5 Boulevard de l'Avenir 37530 Nazelle Negron | 1 434 m ² |
| AMIENS | ZI de la Briquetterie 80800 Villers Bretonneux | 749 m ² |
| ANNECY | ZI Pringy Gare 74371 Pringy | 666 m ² |
| AUBIERE ⁽¹⁾ | ZI les Ribes route de Cournon 63170 Aubière | 9 351 m ² |
| BLETTERANS | 4 Chemin de Savignols 39140 Bletterans | 303 m ² |
| BREST | 8 rue Paul Sabatier 29801 Brest Cedex 9 | 1 070 m ² |
| BRIEC DE L'ODET | ZI des Pays Bas 29150 Briec de l'Odet | 790 m ² |
| CHOLET | 5 rue de la Flèche 49300 Cholet | 501 m ² |
| CIVRIEUX D'AZERGUES | 13, chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues | 14 810 m ² |
| CLERMONT-FERRAND | ZA La Novialle 63670 La Roche Blanche | 3 287 m ² |
| COLPO | Zone Bellevue 56390 Colpo | 952 m ² |
| COURRIERES | Rue des Colombes 62710 Courrieres | 630 m ² |
| CRISSEY | 2 rue de la Mare 71530 Crissey | 1 326 m ² |
| DIJON | Avenue de Tavaux 21800 Cheigny St-Sauveur | 1 380 m ² |
| FOUGERES | 33, rue Frères Lumière 35133 La Selle en Luitre | 1 200 m ² |
| GRENOBLE | Rue des Abattoirs 38120 Le Fontanil | 3 100 m ² |
| JANS | Lieu dit la Ferme 44170 Jans | 446 m ² |
| JANVILLE | 7 rue Pierre et Marie Curie 28310 Janville | 5 167 m ² |
| LA HAYE DU PUIITS | La Rachinellerie 50250 La Haye du Puits | 430 m ² |
| LA TOUR DU PIN | ZI de Bieze 38110 St Clair de la Tour | 900 m ² |
| LEZIGNAN | RN 13 11200 Lezignan Corbieres | 410 m ² |
| LIMOGES | Rue Panhard Levassor 87021 Limoges Cedex 09 | 1 200 m ² |
| MANOSQUE | Parc Industriel St Maurice 04100 Manosque | 1 450 m ² |
| MEHUN SUR YEVRE | ZAD des Aillis 18500 Mehun/Yevre | 570 m ² |
| MONTLUÇON | Rue Ambroise Croizat 03410 Domerat | 880 m ² |
| MONTROND-LES-BAINS | ZA de Plancieux 42210 Montrond Les Bains | 1 398 m ² |
| PAU | Rue de l'Aubisque 64121 Serres Castets | 790 m ² |
| PLOUFRAGAN | Zone Industrielle des Chatelets 22440 Ploufragan | 1 130 m ² |
| POITIERS | 226 Route de Nouaille 86281 St Benoît Cedex | 3 315 m ² |
| SAINT-OMER | Impasse de l'Industrie 62500 St Martin au Laert | 1 600 m ² |
| SAINT-PAULIEN | ZA de Nolhac 43350 St Paulien | 950 m ² |
| SOUILLAC | ZA de la Féraudie BP 9 46200 Souillac | 1 012 m ² |
| TERGNIER | 20 rue Hoche Prolongée 02700 Tergnier | 445 m ² |
| VIRE | ZI de la Planche 14500 Vire | 1 150 m ² |

Place du Marché

Place du Marché est propriétaire de 5 agences et bénéficie d'un contrat de crédit-bail immobilier pour sa plate-forme de Chalon-sur-Saône. Les autres sites sont en location soit auprès de bailleurs extérieurs au Groupe (2) soit auprès de Toupargel (12).

| Ville | Adresse | Superficie |
|---------------------------|--|--------------------|
| COURTISOLS ⁽¹⁾ | 9, rue Terme la Ville 51460 Courtisols | 119 m ² |
| GAYE | rue de la Fromagerie 51120 Gaye | 393 m ² |
| RADDON-CHAPENDU | rue Boigey 70380 Raddon-Chapendu | 900 m ² |
| SAINT-DIE ⁽¹⁾ | 23 rue de la Paix 88100 Saint-Dié | 355 m ² |
| VOID VACON | avenue de Strasbourg 55190 Void-Vacon | 383 m ² |

(1) en cours de vente

b - Incidence sur le résultat des retraitements des contrats de location-financement

| en K€ | Crédit-bails immobiliers | Crédit-bails mobiliers | Total |
|--|-----------------------------|---------------------------|---------------|
| Le retraitement a entraîné : | | | |
| - une diminution des redevances | 1 644 | 5 495 | 7 140 |
| - une augmentation de la dotation aux amortissements | (900) | (5 171) | (6 071) |
| - une augmentation des frais financiers | (201) | (285) | (487) |
| - une diminution des autres produits | 175 | (518) | (343) |
| Impact sur le résultat au 31.12.2009 | 718 | (479) | 239 |
| Impact sur les capitaux propres au 31.12.2009 | 5 686 | 7 102 | 12 788 |
| Impact sur le résultat au 31.12.2008 | 868 | 894 | 1 762 |
| Impact sur le résultat au 31.12.2007 | 950 | 1 528 | 2 478 |

Tous les contrats de location-financement prévoient à l'échéance une option d'achat pour un prix déterminé :

- pour le parc de véhicules, de 1 % de la valeur d'origine des actifs,
- pour les actifs industriels, égal à une valeur symbolique de 1 €.

5.4 Détail des autres actifs financiers non courants

| en K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|--------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------|
| | Montant brut | Amortists. ou provis. | Montant net | Montant net | Montant net |
| Prêts et autres immobilisations financières | 44 | | 44 | 140 | 252 |
| Dépôts et cautionnements | 264 | | 264 | 233 | 193 |
| Total | 308 | | 308 | 373 | 445 |

NOTE 6 - Détail des impôts différés

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| · Provision pour retraite | 1 589 | 1 120 | 1 007 |
| · Organic | 210 | 203 | 209 |
| · Provision congés payés | 98 | 107 | 169 |
| · Participation des salariés | 1 091 | 1 204 | 1 247 |
| Impôts différés actif | 2 989 | 2 634 | 2 632 |
| · Retraitements de crédit-bails mobiliers et locations financières | 2 445 | 2 610 | 2 302 |
| · Retraitements de crédit-bails immobiliers | 1 958 | 1 711 | 1 412 |
| · Retraitements amortissements dérogatoires | 1 830 | 1 519 | 1 107 |
| · Provision hausse de prix | 74 | 62 | 8 |
| · Instruments financiers | 682 | 875 | 111 |
| · Impôts différés (+ value régime fusion et terrain crédit-baux) | 226 | 240 | 188 |
| Impôts différés passif | 7 215 | 7 017 | 5 128 |
| Total net | (4 226) | (4 383) | (2 496) |

NOTE 7 - Stocks

| en K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------------------------|----------------|--------------|---|---|---|
| | Valeur au coût | Dépréciation | Valeur au coût ou valeur nette de réalisation | Valeur au coût ou valeur nette de réalisation | Valeur au coût ou valeur nette de réalisation |
| Produits Frais - Epicerie | 746 | 31 | 715 | 1193 | 1218 |
| Marchandises surgelées | 10 575 | 189 | 10 386 | 9938 | 8 422 |
| Produits finis transformés surgelés | 81 | | 81 | 1587 | 679 |
| Produits marketing | 1 643 | 636 | 1 008 | 1007 | 699 |
| Total | 13 046 | 856 | 12 191 | 13 725 | 11 018 |

NOTE 8 - Créances courantes et actifs destinés à être cédés

8.1 Détail des créances

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|--------------|--------------|---------------|
| · Clients | 1 770 | 2 958 | 3 559 |
| · Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾ | 295 | 301 | 178 |
| · Autres créances courantes | 3 194 | 3 970 | 8 285 |
| <i>Fournisseurs débiteurs</i> | 631 | 767 | 683 |
| <i>Personnel et comptes rattachés</i> | 139 | 115 | 191 |
| <i>Etat et comptes rattachés</i> | 1 098 | 1 594 | 5 514 |
| <i>Créances diverses</i> | 279 | 198 | 529 |
| <i>Charges constatées d'avance</i> | 1 047 | 1 295 | 1 368 |
| Total net | 5 259 | 7 230 | 12 022 |

[1] Les actifs destinés à être cédés concernent les actifs immobiliers de Saint Dié (Place du Marché) et Aubièrre (Toupargel) ainsi que des véhicules. Leur valeur de marché étant estimée supérieure à leur valeur comptable, ces montants figurent au bilan pour leur valeur comptable nette.

8.2 Détail des charges constatées d'avance

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Achats divers | 168 | 271 | 294 |
| Services extérieurs | 244 | 366 | 401 |
| Autres services extérieurs | 635 | 658 | 657 |
| Charges financières | | | 16 |
| Total net de l'actif | 1 047 | 1 295 | 1 368 |

NOTE 9 - Dépréciation de l'actif courant

9.1 Au 31 décembre 2009

| en K€ | 31/12/2008 | Dotations | Reprises | 31/12/2009 |
|---------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Sur actif circulant | | | | |
| Clients | 578 | 533 | 589 | 522 |
| Autres créances courantes | 34 | 4 | | 39 |
| Total | 612 | 537 | 589 | 561 |

9.2 Au 31 décembre 2008

| en K€ | 31/12/2007 | Dotations | Reprises | 31/12/2008 |
|---------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Sur actif circulant | | | | |
| Clients | 519 | 572 | 513 | 578 |
| Autres créances courantes | 44 | | 10 | 34 |
| Total | 563 | 572 | 523 | 612 |

9.3 Au 31 décembre 2007

| en K€ | 31/12/2006 | Dotations | Reprises | 31/12/2007 |
|---------------------------|--------------|------------|--------------|------------|
| Sur actif circulant | | | | |
| Clients | 1 364 | 327 | 1 172 | 519 |
| Autres créances courantes | 2 | 43 | 1 | 44 |
| Total | 1 366 | 370 | 1 173 | 563 |

NOTE 10 - Disponibilités et équivalents de trésorerie

Le Groupe Toupargel place ses excédents de trésorerie en SICAV de trésorerie à court terme sans risque.

10.1 Décomposition

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------|---------------|------------|--------------|
| Autres valeurs de placement | 9 056 | | 518 |
| Trésorerie | 1 275 | 645 | 5 309 |
| Total | 10 330 | 645 | 5 827 |

10.2 Inventaire

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------|--------------|------------|------------|
| Poste monétaire | | | 502 |
| Poste Première monétaire E | | | 16 |
| BNPP Cash Invest P | 9 056 | | |
| Sicav de trésorerie | 9 056 | | 518 |
| Total net de l'actif | 9 056 | | 518 |

NOTE 11 - Capitaux propres consolidés

11.1 Composition du capital social

Le capital est composé 10 103 282 actions de 0.10 euro de nominal.

11.2 Passage des réserves sociales aux réserves consolidées

| En K€ | Toupargel Groupe SA | Toupargel | Place du Marché | Total |
|---|------------------------|---------------|--------------------|---------------|
| Réserves sociales au 31/12/2009 | 47 259 | 26 902 | (4 047) | 70 114 |
| Retraitements des comptes individuels | | | | |
| · Annulation prov. à caractère de réserves | | 5 353 | 176 | 5 529 |
| · Impôts différés | (619) | (2 486) | (820) | (3 926) |
| · Crédits d'impôts | 70 | | (70) | |
| · Crédit-bails immobiliers | | 3 131 | 2 555 | 5 686 |
| · Crédit-bails mobiliers | | 6 965 | 138 | 7 102 |
| · Provision pour retraite | (177) | (4 271) | (161) | (4 608) |
| Retraitements de consolidation | | | | |
| · Annulation des dividendes | (15 000) | 15 000 | | |
| · Amortis. des écarts d'évaluation relatifs aux constructions | | (49) | | (49) |
| · Amortis. des goodwills non affectés | | (2 649) | | (2 649) |
| · Annulation dépréciation des sociétés intégrées | 8 137 | | | 8 137 |
| Retraitements IFRS | | | | |
| · Annul. amortissements goodwill | | 268 | | 268 |
| · Annulation des actions propres | (5 150) | | | (5 150) |
| Retraitements permanents d'intégration globale | | | | |
| · Réserves antérieures acquisition | | (13 964) | (712) | (14 676) |
| · Correction de la valeur acquisition titres consolidés | 772 | 18 | (21) | 769 |
| · Annulation des fusions | | (922) | 19 | (903) |
| · Annulation plus-values sur cession d'immobilisations (survaleurs) | | (143) | | (143) |
| · Augmentation capital par incorporation | | 16 976 | (5 143) | 11 833 |
| Total des retraitements | (11 967) | 23 227 | (4 040) | 7 220 |
| Réserves consolidées au 31/12/2009 | 35 292 | 50 129 | (8 087) | 77 334 |
| Capital social de Toupargel Groupe SA | 1 010 | | | 1 010 |
| Capitaux propres au 31/12/2009 | 36 302 | 50 129 | (8 087) | 78 344 |

11.3 Informations sur les options de souscription ou d'achat

Les plans d'option existants sont les suivants :

| | Plan 2003 | Plan 2008 | Plan 2009 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|
| Dates d'Assemblée Plan de souscription | 15 février 2002 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Dates d'Assemblée Plan d'achat | 15 mai 2003 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Date du Conseil d'Administration | 28 juin 2003 | 25 avril 2008 | 27 octobre 2009 |
| Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées | 185 900 | 200 000 | 15 000 |
| - par les mandataires sociaux | 50 000 | 15 000 | |
| - les 10 premiers attributaires salariés | 118 000 | 112 500 | 15 000 |
| Date de début d'exercice des options | 28 juin 2005 | 26 avril 2010 | 28 octobre 2011 |
| Date d'expiration | 28 juin 2009 | 25 avril 2013 | 27 octobre 2014 |
| Prix de souscription | 8,75 € | 25,75 € | 25,75 € |
| Options perdues par les bénéficiaires initiaux | 1 200 | 37 500 | Néant |
| Nombre d'actions souscrites | 103282 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'actions achetées | 81418 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'options restant à lever | Néant | 162 500 | 15 000 |

La charge inscrite dans les comptes 2009, en frais de personnel, s'élève à 113 K€.

11.4 Rachat d'actions propres

Au 31 décembre 2008, Toupargel Groupe détenait 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 3 136 actions au titre du contrat de liquidité, valorisées 44 K€.

Au 31 décembre 2009, Toupargel Groupe détient 200 000 actions propres, acquises pour 5 106 K€, en vue d'affectation aux plans de stock-options approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007 et 2 880 actions propres au titre du contrat de liquidité, valorisées 44 K€. Ces montants sont inscrits en moins des capitaux propres.

11.5 Affectation du résultat 2009

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 27

avril 2010 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 de distribuer un dividende de 1 euro par action (9 900 K€) au titre de l'exercice 2009.

11.6 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le Groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins. La société intègre pour le suivi de ses capitaux propres les mêmes éléments que ceux qui sont intégrés dans les capitaux propres consolidés.

NOTE 12 - Provision pour avantages postérieurs à l'emploi (régime à prestations définies)

Le poste de provision pour retraite (avantages postérieurs à l'emploi dans le cadre des régimes à prestations définies) évolue de la manière suivante :

• Au 31 décembre 2009

| en K€ | 31/12/2008 | Effet capitaux propres (SORIE) | Augmentations | Diminutions | 31/12/2009 |
|---|------------|--------------------------------|---------------|-------------|------------|
| Provision pour indemnités de départ en retraite | 3 254 | 1 091 | 295 | 32 | 4 608 |

• Au 31 décembre 2008

| en K€ | 31/12/2007 | Effet capitaux propres (SORIE) | Augmentations | Diminutions | 31/12/2008 |
|---|------------|--------------------------------|---------------|-------------|------------|
| Provision pour indemnités de départ en retraite | 2 925 | 76 | 353 | 100 | 3 254 |

• Au 31 décembre 2007

| en K€ | 31/12/2006 | Changement de méthode IAS 19 révisé (SORIE) | Augmentations | Diminutions | 31/12/2007 |
|---|------------|---|---------------|-------------|------------|
| Provision pour indemnités de départ en retraite | 3 286 | (274) | 353 | 440 | 2 925 |

Les indemnités de départ en retraite des sociétés du Groupe Toupargel sont déterminées par différentes conventions collectives. La convention applicable au Groupe est la convention collective de commerce de gros (brochure JO 3044), la convention collective des VRP a été appliquée aux salariés disposant de ce statut.

12.1 Description du régime

Le Groupe est tenu de verser une indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié. L'indemnité versée est un multiple du salaire mensuel de fin de carrière. Le nombre de mois dépend de l'ancienneté du salarié dans le Groupe au moment de son départ à la retraite, de la convention collective et du statut du salarié.

Les droits ont été calculés sur une base linéaire entre la date à laquelle les services rendus par les membres du personnel ont commencé à générer des droits à prestation en vertu du régime (généralement date d'entrée dans le Groupe) et la date à laquelle les services

supplémentaires rendus par les membres du personnel ne généreront pas un montant significatif de droit à prestations supplémentaires en vertu du régime (généralement date de départ).

Les calculs ont été effectués individuellement et les résultats cumulés au niveau des sociétés et du Groupe. La nouvelle loi sur le financement de la sécurité sociale qui interdit la mise à la retraite par l'employeur des salariés âgés de moins de 65 ans, à compter du 1^{er} janvier 2010 et soumet à taxation toutes les mises à la retraite avant 65 ans, est sans incidence sur l'évaluation de la provision dans la mesure où celle-ci est déterminée avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié.

12.2 Hypothèses de calcul

Les évaluations actuarielles reposent sur un certain nombre d'hypothèses à long terme fournies par l'entreprise. Ces hypothèses sont revues annuellement.

| Hypothèses retenues pour les calculs | 2009 | 2008 | 2007 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Taux de croissance des salaires ⁽¹⁾ | 3 % | 3 % | 3 % |
| Dont taux d'inflation future | 2 % | 2 % | 2 % |
| Taux d'actualisation | 4,90 % | 5,50 % | 5,25 % |
| Durée d'activité moyenne (étalement écarts actuariels) | env 7 ans | env 7 ans | env 8 ans |
| Taux de rendement attendu des actifs | 4,0 % | 4,5 % | 4,5 % |
| Rendement réel des actifs | 4,6 % | 6,3 % | 4,4 % |
| Taux de charges sociales (suivant catégories) | 47,5 % | 47,5 % | 46,2 % |
| Age de départ (suivant catégories) | 60/65 ans | 60/65 ans | 60/65 ans |

(1) y compris toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres, sur l'ensemble de la carrière et inflation comprise.

La méthode de détermination des taux d'actualisation est restée inchangée par rapport aux années précédentes. Les taux sont choisis en utilisant les données des fournisseurs globaux de données comme Reuters et Bloomberg pour autant qu'elles respectent les dispositions d'IAS 19, ainsi que les benchmarks de l'actuaire du groupe. Suite à la volatilité des marchés financiers, un certain nombre de ces indicateurs se sont montrés moins fiables dans la mesure où ils pouvaient inclure des obligations de moindre qualité que celles requises par IAS 19. Les indices ainsi jugés de moindre qualité n'ont pas été retenus ou

moyennés avec d'autres indices.

Le taux de rendement attendu des actifs du régime est déterminé par rapport aux informations obtenues des organismes financiers pour des placements similaires et prend en compte la partie garantie du rendement.

En 2009, le groupe a procédé à une mise à jour de ses taux de turn over sur la base de statistiques internes de départ observées au cours des 3 dernières années. Ces taux de turn over sont déterminés par tranches d'âge et par grandes fonctions dans l'entreprise.

12.3 Evolution de la situation financière des régimes à prestations définies

La synthèse de la situation financière des régimes à prestations définies est la suivante :

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Valeur actualisée de l'obligation | (5 270) | (3 825) | (3 620) | (3 754) |
| Juste valeur des actifs du régime | 662 | 571 | 695 | 558 |
| Surplus (déficit) | (4 608) | (3 254) | (2 925) | (3 196) |
| Ajustements liés à l'expérience exprimés en % | | | | |
| - sur les passifs du régime | 2.90 % | - 0.47 % | - 1.49 % | - 3.20 % |
| - sur les actifs du régime | 0.10 % | 2.10 % | 0.10 % | 0.90 % |

L'évolution détaillée de la situation financière des régimes à prestations définies est la suivante :

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Valeur actualisée des obligations | | | |
| Solde au début de l'exercice | 3 826 | 3 620 | 3 844 |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 214 | 197 | 212 |
| Coût financier | 207 | 187 | 165 |
| Prestations servies | (68) | (267) | (327) |
| Profits et (pertes) actuariels sur les obligations | 1 091 | 88 | (274) |
| Solde à la clôture de l'exercice | 5 270 | 3 825 | 3 620 |
| Valeur actualisée de la juste valeur des actifs du régime | | | |
| Solde au début de l'exercice | 571 | 695 | 558 |
| Rendement attendu des actifs du régime | 26 | 31 | 25 |
| Cotisations payées | 100 | 100 | 200 |
| Prestations servies par le fonds | (36) | (267) | (87) |
| Profits et (pertes) actuariels sur actifs du régime | | 12 | (1) |
| Solde à la clôture de l'exercice | 662 | 571 | 695 |

12.4 Incidence de l'évolution des régimes à prestations définies sur les états financiers

a - État consolidé de la situation financière

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Solde de l'exercice précédent | 3 254 | 2 925 | 3 286 |
| Charges de l'exercice | 395 | 353 | 352 |
| Prestations servies nettes des remboursements reçus du fonds | (32) | | (240) |
| Cotisations payées au régime (augmentation des actifs) | (100) | (100) | (200) |
| Etat actuariel de l'exercice (Serie à compter de 2006) | 1 091 | 76 | (273) |
| Solde de clôture de l'exercice | 4 608 | 3 254 | 2 925 |

b - Compte de résultat

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|------------|------------|------------|
| Coût des services rendus par les bénéficiaires en activité | 214 | 197 | 212 |
| Coût financier | 207 | 187 | 165 |
| Produits estimés des actifs du régime | (26) | (31) | (25) |
| Charge nette (en résultat opérationnel) | 395 | 353 | 352 |

12.5. Analyse de sensibilité

Le taux d'actualisation et le taux de croissance des salaires représentent deux hypothèses majeures dans l'évaluation de l'obligation d'un plan à prestations définies et peuvent avoir un impact significatif sur les montants évalués.

Le tableau ci-après présente l'incidence sur le montant de l'obligation d'une variation (à la hausse comme à la baisse) d'un demi point du taux de d'actualisation et du taux de croissance attendue des salaires.

| | en K€ |
|---|-------|
| Sensibilité au taux d'actualisation | |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 5.40 % | 5 007 |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 4.90 % (taux 2009) | 5 270 |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'actualisation 4.40 % | 5 570 |
| Sensibilité au taux d'augmentation des salaires | |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 3.50 % | 5 553 |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 3 % (taux retenu en 2009) | 5 270 |
| Valeur actualisée de l'obligation - taux d'augmentation 2.50 % | 5 006 |

12.6. Actifs de couverture

Les actifs de couverture sont placés dans un fonds euros d'assurance vie à taux de rendement minimum garanti auprès de la Compagnie ARIAL.

Le Groupe n'est pas en mesure de déterminer le montant des versements qui seront réalisés auprès du fonds en 2010, ce montant faisant l'objet d'arbitrage en cours d'année.

12.7. Montant des cotisations prises en charges en 2009, 2008 et 2007 au titre des régimes à cotisations définies

Le montant des cotisations sociales patronales prises en charge par le Groupe en 2009 au titre des régimes de retraites à cotisations définies

s'élève à 5 012 K€ contre un montant de 4 871 K€ au titre de l'exercice 2008 et de 4 733 K€ au titre de 2007.

NOTE 13 - Autres passifs non courants**13.1 Récapitulatif**

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Provisions | 4 260 | 3 980 | 2 968 |
| Subventions | 1 757 | 1 967 | 2 096 |
| Total | 6 017 | 5 947 | 5 064 |

13.2 Détail des provisions

• au 31 décembre 2009

| en K€ | Montant au 31/12/2008 | Augmentations | Reprises (provision utilisée) | Reprises (provision non utilisée) | Montant au 31/12/2009 |
|---------------------------------|--------------------------|---------------|-------------------------------------|---|--------------------------|
| Litiges Prud'hommaux | 1 299 | 430 | 767 | 296 | 666 |
| Litiges devant autres tribunaux | 365 | 50 | | | 415 |
| Médailles du travail | 1 150 | 713 | 153 | | 1 710 |
| Risques divers | 160 | 167 | 144 | | 182 |
| Impôts et taxes | 1 007 | 670 | 390 | | 1 286 |
| Total | 3 980 | 2 031 | 1 455 | 296 | 4 260 |

• au 31 décembre 2008

| en K€ | Montant au 31/12/2007 | Augmentations | Reprises (provision utilisée) | Reprises (provision non utilisée) | Montant au 31/12/2008 |
|---------------------------------|--------------------------|---------------|-------------------------------------|---|--------------------------|
| Litiges Prud'hommaux | 1 558 | 820 | 257 | 823 | 1 299 |
| Litiges devant autres tribunaux | 27 | 365 | | 27 | 365 |
| Médailles du travail | 1 101 | 204 | 155 | | 1 150 |
| Risques divers | 282 | 148 | 270 | | 160 |
| Impôts et taxes | | 1 007 | | | 1 007 |
| Total | 2 968 | 2 544 | 681 | 850 | 3 980 |

• au 31 décembre 2007

| en K€ | Montant au 31/12/2006 | Augmentations | Reprises (provision utilisée) | Reprises (provision non utilisée) | Montant au 31/12/2007 |
|---------------------------------|--------------------------|---------------|-------------------------------------|---|--------------------------|
| Litiges Prud'hommaux | 1 461 | 1 049 | 339 | 613 | 1 558 |
| Litiges devant autres tribunaux | 65 | 27 | 15 | 50 | 27 |
| Médailles du travail | 1 244 | 6 | 149 | | 1 101 |
| Risques divers | 477 | 176 | 348 | 23 | 282 |
| Total | 3 247 | 1 258 | 851 | 686 | 2 968 |

13.3 Commentaires

Litiges Prudhommaux

Les sociétés du Groupe sont engagées dans divers litiges prud'hommaux individuels. Comme précisé en note 2.13, chaque litige fait l'objet d'une évaluation du risque et une provision est comptabilisée en conséquence. Les provisions sont revues en fonction de l'avancement des dossiers et d'une évaluation du risque réel encouru à la clôture. A la date de rédaction de la présente annexe, aucun élément significatif ne remet en cause les provisions comptabilisées.

Médailles du travail (primes jubilaires)

Les engagements sont provisionnés dans les comptes individuels de chaque société du Groupe. La forte progression de l'engagement observée en 2009 est liée aux modifications effectuées en 2009 dans les hypothèses actuarielles (taux de turn over principalement).

Provisions pour impôts et taxes

- **Contrôles fiscaux :**
- Place du Marché SAS : l'avis d'imposition de redressement de

taxe foncière de la plate-forme de Saint Marcel a été réglé en 2009. La provision pour impôt constatée à la suite du contrôle fiscal a été reprise (soit 390 K€). Une procédure contentieuse est en cours.

- **Toupargel SAS :** le contrôle fiscal portant sur les années 2005 à 2007 est terminé. Toupargel SAS a reçu les dernières notifications de taxes foncières et professionnelles concernant la plate-forme de Civrieux d'Azergues en 2009. Toupargel SAS a provisionné l'incidence des réhausslements des bases de taxes foncières et de taxes professionnelles pour les années couvertes par le contrôle fiscal ainsi que pour l'année en cours : la dotation de l'exercice 2009 est de 670 K€.

Des procédures contentieuses sont en cours.

- **Taxe d'équarrissage - recours en cours :** À l'instar de la plupart des sociétés de distribution alimentaire françaises, les sociétés du Groupe ont entamé des actions contentieuses de demandes de restitution de la taxe sur les achats de viandes et de la taxe additionnelle versées de 2001 à 2003. Leurs éventuelles restitutions (4 672 K€) par l'Administration ne sont pas provisionnées dans les comptes.

• **Fiscalité différée** : Les charges futures d'impôt concernant les provisions réglementées et les plus-values sur immobilisations corporelles et terrains en report et sursis d'imposition font l'objet de

provisions pour impôts, reclassées en impôts différés.

• **Litiges** : Récapitulation des demandes et provisions au 31 décembre 2009

| en K€ | Nombre de dossiers | Demandes parties adverses | | | | Demandes Groupe Toupargel (non provisionnées) | |
|----------------------|--------------------|---------------------------|------------|-----------|--------------|---|--------------|
| | | 1 ^{ère} instance | Appel | Cassation | Total | | Provision |
| Litiges Prud'hommaux | 44 | 2 267 | 171 | | 2 438 | 666 | 25 |
| Litiges commerciaux | 3 | 2 | 435 | | 437 | 415 | 435 |
| Taxe équarrissage | 2 | | | | | | 4 672 |
| Total | 49 | 2 269 | 606 | 0 | 2 875 | 1 081 | 5 132 |

NOTE 14 - Endettement financier net

14.1 Endettement financier net au 31 décembre 2009

| en K€ | Montant au 31/12/2008 | Augmen-tations | Rembour-sements | Montant au 31/12/2009 | A-1 an | De 1 à 5 ans | A+5 ans |
|--|-----------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------|--------------|------------|
| Dettes liées au retr. loc. fin. | 15 021 | 1 866 | 6 805 | 10 083 | 4 309 | 5 120 | 654 |
| Lignes de crédit | 10 000 | 18 000 | 10 000 | 18 000 | 18 000 | | |
| Total des emprunts | 25 021 | 19 866 | 16 805 | 28 083 | 22 309 | 5 120 | 654 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | 9 056 | | | |
| Disponibilités | 645 | | | 1 275 | | | |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | 645 | | | 10 330 | | | |
| Endettement net | 24 376 | | | 17 752 | | | |

14.2 Endettement financier net au 31 décembre 2008

| en K€ | Montant au 31/12/2007 | Augmen-tations | Rembour-sements | Montant au 31/12/2008 | A-1 an | De 1 à 5 ans | A+5 ans |
|--|-----------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------|--------------|--------------|
| Dettes liées au retr. loc. fin. | 16 806 | 5 955 | 7 740 | 15 021 | 5 971 | 7 907 | 1 143 |
| Lignes de crédit | 18 000 | | 8 000 | 10 000 | 10 000 | | |
| Total des emprunts | 34 806 | 5 955 | 15 740 | 25 021 | 15 971 | 7 907 | 1 143 |
| Valeurs mobilières de placement | 518 | | | | | | |
| Disponibilités | 5 309 | | | 645 | | | |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | 5 827 | | | 645 | | | |
| Endettement net | 28 979 | | | 24 376 | | | |

14.3 Endettement financier net au 31 décembre 2007

| en K€ | Montant au 31/12/2006 | Augmen-tations | Rembour-sements | Montant au 31/12/2007 | A-1 an | De 1 à 5 ans | A+5 ans |
|--|-----------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------|---------------|--------------|
| Dettes liées au retr. loc. fin. | 18 742 | 5 948 | 7 884 | 16 806 | 6 133 | 8 637 | 2 036 |
| Lignes de crédit | | 18 000 | | 18 000 | 10 000 | 8 000 | |
| Total des emprunts | 18 742 | 23 948 | 7 884 | 34 806 | 16 133 | 16 637 | 2 036 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | 518 | | | |
| Disponibilités | 2 778 | | | 5 309 | | | |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | 2 778 | | | 5 827 | | | |
| Endettement net | 15 964 | | | 28 979 | | | |

Le Groupe dispose de trois lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant global de 52 000 K€, et utilisées à hauteur de 18 000 K€ au 31 décembre 2009 :

- Une ouverture de crédit a été mise en place le 1er août 2007 par une banque au profit de Toupargel SAS pour un montant de 10 M€ et pour une durée indéterminée. Selon l'utilisation des billets, le taux des intérêts applicable est déterminé sur la base de l'Euribor de la période de tirage augmenté d'une marge de 0,30 %. Cette ouverture de crédit n'est pas soumise au respect de ratios financiers. Au 31 décembre 2009, la totalité de cette ligne de crédit est mobilisée.

- Une ouverture de crédit a été mise en place par un pool de banques au bénéfice de Toupargel Groupe SA et Toupargel SAS pour un montant de 30 M€ (avec une option d'extensibilité à 50 M€), à compter du 30 septembre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2013, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 3 000 K€.

En date du 20 février 2009, l'option d'extensibilité a été utilisée par une banque supplémentaire à hauteur de 10 M€ portant l'ouverture de crédit à 40 M€, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 4 000 K€.

Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

| Ratio | Marge |
|-----------------|-------------|
| 1.90 <= R | 0.85 % l'an |
| 0.9 <= R < 1.90 | 0.75 % l'an |
| 0.5 < R < 0.9 | 0.65 % l'an |
| R <= 0.5 | 0.60 % l'an |

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant (hors intérêts courus) des emprunts à court, moyen et long terme, contractés auprès des organismes financiers, majoré de la part en capital des engagements de crédit-bail mobilier, immobilier ou de location financière avec option d'achat et diminué du montant consolidé des disponibilités et valeurs mobilières de placement. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat d'exploitation consolidé (normes françaises), plus les dotations et moins les reprises aux amortissements et/ou provisions d'exploitation (hors participation des salariés) et après comptabilisation des autres

produits et charges. La marge variable est révisée deux fois l'an au 31 mars et au 30 septembre. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.20 %.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés semestriellement par rapport aux comptes financiers au 30 juin et au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Situation nette comptable consolidée}}$ doit être > à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être < à 2.5

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. La situation nette comptable consolidée est égale au capital, augmentée de la prime d'émission de fusion et d'apport, augmentée des réserves, augmentée ou diminuée du résultat net de l'année, augmentée du report à nouveau créditeur et diminuée du report à nouveau débiteur. Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit par tranche de 10 000 K€.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2009.

- Une ouverture de crédit a été mise en place par une banque au bénéfice de Toupargel Groupe SA et/ou Toupargel SAS pour un montant de 10 M€, à compter du 26 juin 2009 et jusqu'au 26 juin 2014, amortissable annuellement à compter du 26 juin 2009 par tranche de 2 000 K€. Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Au 31 décembre 2009, cette ligne de crédit est mobilisée à hauteur de 8 000 K€.

Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

| Ratio | Marge |
|------------------|-------------|
| R > à 1.50 | 1.30 % l'an |
| 1.30 < R <= 1.50 | 1.10 % l'an |
| 1.10 < R <= 1.30 | 0.90 % l'an |
| 0.9 < R <= 1.10 | 0.80 % l'an |
| R <= 0.9 | 0.65 % l'an |

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant du capital restant dû et des intérêts courus des emprunts et dettes financières à court, moyen et long terme (incluant l'endettement relatif au retraitement en consolidation des crédits-bail et locations financières), incluant les découverts et le montant utilisé des ouvertures de crédit, augmenté des emprunts obligataires et/ou des comptes courants d'associés dans la mesure où ils ne sont pas subordonnés au crédit. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat opérationnel, augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges.

La marge variable est révisée une fois l'an au premier jour de la période d'intérêt suivant la remise à la banque de l'attestation relative aux ratios financiers. Celle-ci doit être établie dès approbation des comptes annuels consolidés par l'assemblée générale, dans les quinze jours calendaires suivant cette approbation, et au plus tard six mois après la date de clôture de chaque exercice social. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0,30 %. Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2009.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés annuellement au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Capacité d'autofinancement moins dividendes votés au cours de l'exercice clos}}{\text{Service de la dette}}$ doit être > à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être < à 2.0

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. Le service de la dette désigne les frais financiers nets cash augmenté des remboursements en principal des dettes financières à terme (y compris dette obligataire et comptes courants d'associés et hors variation des concours bancaires à durée déterminée) réalisés au cours de l'exercice considéré, hors tout remboursement anticipé.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2009.

Les montants mobilisables à chaque date d'arrêté des comptes sont les suivants :

| En K€ | 31/12 2009 | 31/12 2010 | 31/12 2011 | 31/12 2012 | 31/12 2013 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Lignes de crédit mobilisables | 52 000 | 42 000 | 32 000 | 22 000 | 12 000 |

Le montant mobilisé au 31 décembre 2009 s'élève à 18 000 K€.

14.4 Dettes liées au retraitement des contrats de location-financement

• Au 31 décembre 2009

| en K€ | 31/12/2008 | Augmentations | Remboursements | 31/12/2009 |
|--------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Crédit-bails immobiliers | 6 978 | | 1 582 | 5 396 |
| Crédit-bails mobiliers | 8 043 | 1 866 | 5 223 | 4 687 |
| Total | 15 021 | 1 866 | 6 805 | 10 083 |

La baisse du poste dettes liées aux crédit-bails mobiliers concerne les véhicules. Elle résulte d'un changement de méthode de financement en 2009 où des véhicules ont été auto-financés. Sur les 5 396 K€ de crédits-bails immobiliers restant dus au 31 décembre 2009, 5 192 K€ sont indexés sur l'Euribor.

• Au 31 décembre 2008

| en K€ | 31/12/2007 | Augmentations | Remboursements | 31/12/2008 |
|--------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Crédit-bails immobiliers | 8 571 | | 1 593 | 6 978 |
| Crédit-bails mobiliers | 8 235 | 5 955 | 6 147 | 8 043 |
| Total | 16 806 | 5 955 | 7 740 | 15 021 |

• Au 31 décembre 2007

| en K€ | 31/12/2006 | Augmentations | Remboursements | 31/12/2007 |
|--------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Crédit-bails immobiliers | 10 698 | | 2 127 | 8 571 |
| Crédit-bails mobiliers | 8 044 | 5 948 | 5 757 | 8 235 |
| Total | 18 742 | 5 948 | 7 884 | 16 806 |

14.5 Coût moyen de la dette

Le coût moyen de la dette avant impôts, est de 2.4 % pour l'exercice 2009.

| | 2009 | 2008 | 2007 |
|------------------------|-------|-------|-------|
| Coût moyen de la dette | 2.4 % | 4.9 % | 4.5 % |

En 2007, 2008 et 2009, le coût moyen de la dette a été déterminé

en se basant sur la moyenne annuelle des encours hors crédits-bails (trésorerie moins tirages des lignes de crédit), l'endettement moyen annuel relatif aux crédits-bails mobiliers et immobiliers, le coût financier net (retraité des produits nets des valeurs mobilières de placement) et en pondérant l'endettement moyen annuel afférent à chaque type de dette.

| en K€ | Endettement moyen annuel | Coût financier net | Coût de la dette | Coût moyen pondéré de la dette |
|---|--------------------------|--------------------|------------------|--------------------------------|
| Encours auprès des établissements de crédit | 19 697 | 302 | 1.5 % | 0.9 % |
| Crédits-bails immobiliers : | | | | |
| - Toupargel | 4 652 | 123 | 2.6 % | 0.4 % |
| - Place du Marché | 1 565 | 78 | 5.0 % | 0.2 % |
| Coût financier net (sur dette à taux variable) | | 503 | | |
| Crédits-bails mobiliers : | | | | |
| - Toupargel | 6 210 | 272 | 4.4 % | 0.8 % |
| - Place du Marché | 272 | 13 | 4.9 % | 0.0 % |
| Coût financier net (sur dette à taux fixe) | | 285 | | |
| Total coût financier net | | 788 | | 2.4 % |

NOTE 15 - Détail des dettes courantes

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Fournisseurs | 22 424 | 29 321 | 29 853 |
| Personnel | 11 739 | 11 790 | 11 875 |
| Sécurité sociale et organismes sociaux | 13 595 | 13 617 | 13 130 |
| Etat et collectivités | 2 101 | 1 348 | 1 227 |
| Eco-Taxe poissons | 1 483 | 735 | |
| Dettes sur immobilisations | 1 002 | 354 | 419 |
| Autres dettes | 18 | 120 | 18 |
| Dettes Courantes | 674 | 1 077 | 1 868 |
| Autres dettes | 30 612 | 29 040 | 28 537 |
| Dettes financières à court terme | 22 309 | 15 971 | 16 133 |
| Total | 75 344 | 74 332 | 74 523 |

Al'instar des sociétés de son secteur d'activité, le Groupe conteste le principe du paiement de l'éco-taxe poissons mise en place en 2008. Cette taxe n'a pas été réglée.

Note 16 - Instruments financiers

16.1 Actifs financiers

| en K€ | 31/12/2009 | | | | Total bilan |
|---|-------------------------------|-------------------|--|---|---------------|
| | Titres disponibles à la vente | Prêts et créances | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat | |
| Autres actifs financiers non courants | | 264 | | | 264 |
| Clients et autres débiteurs | | 2 724 | | | 2 724 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | | 10 330 | 10 330 |
| Total | | 2 988 | | 10 330 | 13 318 |

| en K€ | 31/12/2008 | | | | Total bilan |
|---|-------------------------------|-------------------|--|---|--------------|
| | Titres disponibles à la vente | Prêts et créances | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat | |
| Autres actifs financiers non courants | | 233 | | | 233 |
| Clients et autres débiteurs | | 4 064 | | | 4 064 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | | 645 | 645 |
| Total | | 4 297 | | 645 | 4 942 |

| en K€ | 31/12/2007 | | | | Total bilan |
|---|-------------------------------|-------------------|--|---|---------------|
| | Titres disponibles à la vente | Prêts et créances | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat | |
| Instruments dérivés non courants | | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | | 213 | | | 213 |
| Clients et autres débiteurs | | 5 004 | | | 5 004 |
| Instruments dérivés courants | | | | | |
| Autres actifs financiers courants | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | | 5 827 | 5 827 |
| Total | | 5 217 | | 5 827 | 11 044 |

| En K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------------|-------------|---------------|--------------|---------------|
| | Courant | Non courant | Total | | |
| Titres disponibles à la vente | | | | | |
| Prêts et créances | | | 264 | 233 | 213 |
| Clients et autres débiteurs | | | 2 724 | 4 064 | 5 004 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le résultat | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | 10 330 | 645 | 5 827 |
| Total | | | 13 318 | 4 942 | 11 044 |

a - Titres disponibles à la vente

Aucun titre disponible à la vente n'était détenu par le Groupe au 31 décembre 2009, 2008 et 2007.

b - Prêts et créances au coût amorti

| En K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | | | 31/12/2007 | | |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Prêts et créances au coût amorti | 44 | | 44 | 140 | | 140 | 233 | | 233 |
| Clients et autres débiteurs | 3 242 | 562 | 2 680 | 4 536 | 613 | 3 923 | 5 336 | 564 | 4 772 |
| Total | 3 286 | 562 | 2 724 | 4 676 | 613 | 4 063 | 5 569 | 564 | 5 005 |

Les postes sont détaillés en note 8.

Les produits et les charges nets enregistrés en résultat sur les prêts et créances au coût amorti sont les suivants :

| 31 décembre 2009 | | |
|------------------|----------|------------------------------------|
| En K€ | Intérêts | Evaluation ultérieure Dépréciation |
| Résultat | | 288 |

| 31 décembre 2008 | | |
|------------------|----------|------------------------------------|
| En K€ | Intérêts | Evaluation ultérieure Dépréciation |
| Résultat | | 354 |

31 décembre 2007

| En K€ | Intérêts | Evaluation ultérieure Dépréciation |
|----------|----------|------------------------------------|
| Résultat | | 302 |

c - Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Des instruments dérivés en couverture de la dette ont été mis en place dans le cadre de la politique de gestion du risque du Groupe et sont analysés dans les notes 16.2 b et 17.1.

d - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 17.

Au 31 décembre 2009, le Groupe détient 9 056 K€ en placements de trésorerie. Au 31 décembre 2008, aucun placement de trésorerie n'était détenu. Au 31 décembre 2007, les placements de trésorerie s'élevaient à 518 K€.

LE RAPPORT FINANCIER

LES COMPTES CONSOLIDÉS
LES COMPTES ANNUELS 2009

Les excédents de trésorerie sont placés en SICAV de trésorerie monétaires. En 2007, 2008 et 2009, le Groupe a placé ses excédents en SICAV de trésorerie monétaires à court terme, sans risque. En 2007 et 2008, la crise financière des subprimes n'a eu aucun effet direct sur les placements de trésorerie du Groupe.

L'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie est détaillée en note 10.

La rémunération des placements de trésorerie est présentée en note 24.

e - Juste valeur des actifs financiers

Les échéances clients étant inférieures à 6 mois, la valeur faciale des actifs financiers a été considérée comme étant égale à leur juste valeur.

| En K€ | 31 décembre 2009 (juste valeur) | | | Juste valeur | Valeur bilan |
|---|---------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|---------------|---------------|
| | Prix cotés | Modèles avec données observables | Modèles avec données inobservables | Total | Total |
| Instruments financiers dérivés non courants | | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | | | 264 | 264 | 264 |
| Clients et autres débiteurs | | | 2 724 | 2 724 | 2 724 |
| Instruments dérivés courants | | | | | |
| Autres actifs financiers courants | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | 10 330 | 10 330 | 10 330 |
| Total | | | 13 318 | 13 318 | 13 318 |

| En K€ | 31 décembre 2008 (juste valeur) | | | Juste valeur | Valeur bilan |
|---|---------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------|--------------|
| | Prix cotés | Modèles avec données observables | Modèles avec données inobservables | Total | Total |
| Instruments financiers dérivés non courants | | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | | | 233 | 233 | 233 |
| Clients et autres débiteurs | | | 4 064 | 4 064 | 4 064 |
| Instruments dérivés courants | | | | | |
| Autres actifs financiers courants | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | 645 | 645 | 645 |
| Total | | | 4 942 | 4 942 | 4 942 |

| En K€ | 31 décembre 2007 (juste valeur) | | | Juste valeur | Valeur bilan |
|---|---------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|---------------|---------------|
| | Prix cotés | Modèles avec données observables | Modèles avec données inobservables | Total | Total |
| Instruments financiers dérivés non courants | | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | | | 213 | 213 | 213 |
| Clients et autres débiteurs | | | 5 004 | 5 004 | 5 004 |
| Instruments dérivés courants | | | | | |
| Autres actifs financiers courants | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 518 | | 5 309 | 5 827 | 5 827 |
| Total | 518 | | 10 526 | 11 044 | 11 044 |

16.2 Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

| En K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------------|------------|-------------|--------|------------|------------|
| | Courant | Non courant | Total | Total | Total |
| Dettes financières | 22 309 | 5 774 | 28 083 | 25 021 | 34 806 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 23 444 | | 23 444 | 29 795 | 30 289 |

a - Dettes financières

Les dettes financières sont analysées en note 14.

| En K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| | Courant | Non courant | Total | Total | Total |
| Tirages sur facilités de crédit | 18 000 | | 18 000 | 10 000 | 18 000 |
| Emprunts sur location financement | 15 857 | 5 774 | 10 083 | 15 021 | 16 806 |
| Total emprunts | 33 857 | 5 774 | 28 083 | 25 021 | 34 806 |
| Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie | | | | | |
| Total dettes financières | 33 857 | 5 774 | 28 083 | 25 021 | 34 806 |

Les profits et pertes, principalement constitués d'intérêts, enregistrés en résultat sur les dettes financières sont présentés en note 24.

b - Instruments financiers dérivés

Aucun instrument financier dérivé n'est inscrit au bilan en 2007, 2008 et 2009. La politique de gestion du risque du Groupe et le recours aux instruments financiers sont analysés en note 17.

Les produits d'intérêts comptabilisés sur les instruments financiers qui ne sont pas réévalués à la juste valeur par le résultat s'élèvent à :

| En K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------------|------------|------------|
| Impact des instruments financiers sur le résultat | | | (5) |

c - Fournisseurs et autres créanciers

| En K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|
| Fournisseurs et autres dettes | 22 442 | 29 441 | 29 870 |
| Dettes sur immobilisations | 1 002 | 354 | 419 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 23 444 | 29 795 | 30 289 |

d - Juste valeur des passifs financiers

| En K€ | 31 décembre 2009 | | | Juste valeur | Encours bilan |
|-----------------------------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|
| | Prix cotés | Modèles avec paramètres observables | Modèles avec paramètres inobservables | Total | Total |
| Fournisseurs et autres créanciers | | | 22 442 | 22 442 | 22 442 |
| Tirages sur facilités de crédit | | | 18 000 | 18 000 | 18 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | |
| - taux fixe | | 4 515 | | 4 515 | 4 891 |
| - taux variable | | 5 192 | | 5 192 | 5 192 |
| Total dettes financières | | 9 707 | 40 442 | 50 149 | 50 525 |

| En K€ | 31 décembre 2008 | | | Juste valeur | Encours bilan |
|-----------------------------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|
| | Prix cotés | Modèles avec paramètres observables | Modèles avec paramètres inobservables | Total | Total |
| Fournisseurs et autres créanciers | | | 29 441 | 29 441 | 29 441 |
| Tirages sur facilités de crédit | | | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | |
| - taux fixe | | 7 296 | | 7 296 | 8 309 |
| - taux variable | | 6 712 | | 6 712 | 6 712 |
| Total dettes financières | | 14 008 | 39 441 | 53 449 | 54 462 |

| En K€ | 31 décembre 2007 | | | Juste valeur | Encours bilan |
|-----------------------------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|
| | Prix cotés | Modèles avec paramètres observables | Modèles avec paramètres inobservables | Total | Total |
| Fournisseurs et autres créanciers | | | 29 870 | 29 870 | 29 870 |
| Tirages sur facilités de crédit | | | 18 000 | 18 000 | 18 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | |
| - taux fixe | | 6 770 | | 6 770 | 8 569 |
| - taux variable | | 8 237 | | 8 237 | 8 237 |
| Total dettes financières | | 15 007 | 47 870 | 62 877 | 64 676 |

Les échéances fournisseurs étant inférieures à 6 mois, la valeur faciale des actifs financiers a été considérée comme étant égale à leur juste valeur.

Note 17 - Gestion des risques liés aux instruments financiers

La gestion des risques de crédit, de liquidité et de marché est centralisée, suivie et pilotée par la Direction Financière. En fonction de l'évolution des différentes expositions du Groupe, des arbitrages sont effectués afin de minimiser ces risques.

17.1 Risque de crédit

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et de financement, le Groupe est exposé au risque de crédit. Les opérations de marché sont réalisées dans la limite des autorisations fixées par la Direction Financière pour chaque contrepartie. Pour le Groupe, les contreparties sur les instruments financiers sont :

- pour les créances commerciales, des débiteurs (constitués principalement de créances de coopération commerciale avec les fournisseurs) pour lesquels le Groupe dispose au passif de dettes commerciales au moins équivalentes,

- pour les disponibilités et équivalents de trésorerie, des banques ou des institutions de premier plan toutes dotées d'une excellente notation par les agences de rating.

Au 31 décembre 2009, le Groupe dispose de valeurs de placement pour un montant de 9 056 K€.

Créances en souffrance mais non dépréciées :

| 31 décembre 2009 | | | | | | | | Total |
|----------------------------------|---|----------|-----------|----------------|--------------|------------------|--------------------------------------|--------------|
| En K€ | Actifs en souffrance à la date de clôture | | | | | Actifs dépréciés | Actifs ni dépréciés ni en souffrance | |
| | 0-3 mois | 3-6 mois | 6-12 mois | Au-delà d'1 an | Total | Total | Total | |
| Prêts et créances au coût amorti | | | | | | | 44 | 44 |
| Créances et autres débiteurs | 2 680 | | | | 2 680 | 562 | | 3 242 |
| Total | 2 680 | | | | 2 680 | 562 | 44 | 3 286 |

| 31 décembre 2008 | | | | | | | | Total |
|----------------------------------|---|----------|-----------|----------------|--------------|------------------|--------------------------------------|--------------|
| En K€ | Actifs en souffrance à la date de clôture | | | | | Actifs dépréciés | Actifs ni dépréciés ni en souffrance | |
| | 0-3 mois | 3-6 mois | 6-12 mois | Au-delà d'1 an | Total | Total | Total | |
| Prêts et créances au coût amorti | | | | | | | 140 | 140 |
| Créances et autres débiteurs | 3 923 | | | | 3 923 | 613 | | 4 536 |
| Total | 3 923 | | | | 3 923 | 613 | 140 | 4 676 |

| 31 décembre 2007 | | | | | | | | Total |
|----------------------------------|---|----------|-----------|----------------|--------------|------------------|--------------------------------------|--------------|
| En K€ | Actifs en souffrance à la date de clôture | | | | | Actifs dépréciés | Actifs ni dépréciés ni en souffrance | |
| | 0-3 mois | 3-6 mois | 6-12 mois | Au-delà d'1 an | Total | Total | Total | |
| Prêts et créances au coût amorti | | | | | | | 233 | 233 |
| Créances et autres débiteurs | 4 771 | | | | 4 771 | 564 | | 5 335 |
| Total | 4 771 | | | | 4 771 | 564 | 233 | 5 568 |

17.2 Risque de liquidité

Toupargel Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Toupargel Groupe dispose de lignes de crédit de court et moyen terme assorties de covenants (voir note 14) auprès de banques de premier plan, qui lui permettent de garantir une flexibilité de ses sources de financement. En 2007, 2008 et 2009, ces covenants ont été respectés.

En s'appuyant sur un outil d'analyse interne, la Direction Financière

a pour mission de maintenir une liquidité suffisante à tout moment, en gérant la trésorerie du Groupe et en assurant des financements sécurisés par leur durée et leurs conditions juridiques. Au 31 décembre 2009, les lignes de crédit ont été mobilisées pour un montant de 18 000 K€.

Au 31 décembre 2009, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

| Au 31 décembre 2009 En K€ | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | > 5 ans | Total | Total valeur au bilan |
|--|---------------|--------------|--------------|------------|------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| Tirages sur facilités de crédit | 42 438 | 328 | 218 | 107 | 85 | 10 085 | 53 262 | 18 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | | | | |
| - taux fixe | 3 129 | 1 303 | 378 | 20 | | | 4 830 | 8 309 |
| - taux variable | 1 297 | 1 089 | 973 | 736 | 626 | 657 | 5 378 | 5 192 |
| Total | 46 864 | 2 720 | 1 568 | 864 | 711 | 10 742 | 63 470 | 31 501 |

| Au 31 décembre 2008 En K€ | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | > 5 ans | Total | Total valeur au bilan |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| Tirages sur facilités de crédit | 35 070 | 875 | 680 | 485 | 290 | 10 290 | 47 690 | 10 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | | | | |
| - taux fixe | 4 773 | 2 713 | 1 000 | 235 | | | 8 720 | 8 309 |
| - taux variable | 1 714 | 1 482 | 1 228 | 1 073 | 938 | 2 892 | 9 326 | 6 711 |
| Total | 41 556 | 5 070 | 2 907 | 1 793 | 1 228 | 13 182 | 65 736 | 25 020 |

| Au 31 décembre 2007 En K€ | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | > 5 ans | Total | Total valeur au bilan |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| Tirages sur facilités de crédit | 8 846 | 459 | 459 | 459 | 459 | 10 459 | 21 140 | 18 000 |
| Emprunts sur location financement | | | | | | | | |
| - taux fixe | 4 787 | 2 586 | 1 111 | 225 | 2 | | 8 711 | 8 569 |
| - taux variable | 1 923 | 1 701 | 1 613 | 1 224 | 1 088 | 2 099 | 9 648 | 8 237 |
| Total | 15 556 | 4 746 | 3 183 | 1 908 | 1 549 | 12 558 | 39 499 | 34 806 |

17.3 Risques de marché

a - Risque de change

Compte tenu du caractère très limité des transactions réalisées dans une devise différente de l'euro, le risque de change peut être jugé négligeable.

b - Risque des marchés actions

Il n'existe pas de trésorerie investie en actions. La trésorerie disponible est investie sous forme de placements non spéculatifs (SICAV de trésorerie monétaires) mobilisables dans des délais très courts.

L'exposition du Groupe aux risques des marchés actions est liée aux actions propres en couverture de plans de stock options et du contrat de liquidité. Au 31 décembre 2009, le Groupe détient 202 880 actions propres.

c - Risque de taux d'intérêt

La politique suivie par le Groupe Toupargel en matière de gestion des risques de taux répond au triple objectif de sécurité, liquidité et rentabilité. La gestion du risque de taux est centralisée, suivie et pilotée périodiquement par la Direction Financière.

La dette consolidée de Toupargel Groupe SA est indexée pour majeure partie au taux variable Euribor.

Dans le cadre de son activité financière, Toupargel Groupe SA peut avoir recours, sur la base d'une analyse des différentes expositions aux risques de marché de taux, à des instruments financiers avec pour objectif de réduire ces expositions et d'optimiser son coût de financement. Au 31 décembre 2009, aucun instrument financier n'est utilisé.

Détail des engagements faisant l'objet d'un risque de taux

| en K€ | Lignes de crédit | Crédit-bails immobiliers |
|---------------------------|-----------------------|--------------------------|
| 2010 | 42 000 (mobilisables) | 3 961 |
| 2011 | 32 000 (mobilisables) | 2 921 |
| 2012 | 22 000 (mobilisables) | 1 984 |
| 2013 | 12 000 (mobilisables) | 1 270 |
| 2014 | 10 000 (mobilisables) | 656 |
| Taux | Euribor | Euribor |
| Couverture de taux | non | non |

Analyse de la dette brute par nature de taux

Au 31 décembre 2009, la dette nette du Groupe est indexée pour 83 % à taux variable (lignes de crédit, crédit-bails immobiliers) et 17 % à taux fixe (crédit bail mobilier essentiellement).

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| Dette brute à taux variable | 83 % | 67 % | 75 % |
| Dette brute à taux fixe | 17 % | 33 % | 25 % |

Instruments financiers exposés au risque de taux

Aucun impact n'est enregistré sur les passifs et actifs financiers des dérivés en couverture du risque de taux d'intérêt du fait de l'absence de couverture en 2007, 2008 et 2009.

Prêts et créances au coût amorti

Les prêts et créances ont une durée inférieure à 6 mois. Par conséquent, le risque de taux inhérent à ces actifs est limité.

Dérivés en couverture du risque de taux d'intérêt

Aucun dérivé n'était détenu en couverture du risque de taux d'intérêt en 2007, 2008 et 2009.

d - Analyse de sensibilité : couverture du risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de la dette financière nette libellée en taux variable à la date de clôture, aucun instrument financier n'étant utilisé à cette date.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité correspond à une variation instantanée de la courbe de taux de +1 et -1 % par rapport aux taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

Au 31 décembre 2009, l'impact d'une hausse instantanée des taux d'intérêts de 1 % sur l'ensemble des courbes de taux augmenterait de 232 K€ (167 K€ en 2008, 262 K€ en 2007) le coût financier net du Groupe. L'impact négatif sur le résultat net, en tenant compte du taux réel d'imposition, serait de 151 K€ (109 K€ en 2008, 171 K€ en 2007).

Au 31 décembre 2009, l'impact d'une baisse instantanée des taux d'intérêts de 1 % sur l'ensemble des courbes de taux diminuerait de 232 K€ (167 K€ en 2008, 262 K€ en 2007) le coût financier net du Groupe. L'impact positif sur le résultat net, en tenant compte du taux réel d'imposition, serait de 151 K€ (109 K€ en 2008, 171 K€ en 2007).

Notes sur le compte de résultat

NOTE 18 - Chiffre des ventes

18.1 Décomposition du chiffre des ventes par activité

| | 31/12/2009 | | 31/12/2008 | | 31/12/2007 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | K€ | Répartition | K€ | Répartition | K€ | Répartition |
| Activité "Surgelés" | | | | | | |
| Vente à distance | 339 186 | 94.5 % | 346 509 | 94.7 % | 346 077 | 95.2 % |
| Divers | 671 | 0.2 % | 739 | 0.2 % | 748 | 0.2 % |
| Sous-total | 339 857 | 94.7 % | 347 248 | 94.9 % | 346 825 | 95.4 % |
| Activité "Frais & Épicerie" | | | | | | |
| Vente à distance | 19 206 | 5.3 % | 18 659 | 5.1 % | 16 715 | 4.6 % |
| Total | 359 064 | 100.0 % | 365 907 | 100.0 % | 363 540 | 100.0 % |

18.2 Toupergel Production

Les ventes de produits transformés (viandes) à l'unité Toupergel Production ont représenté 3 023 K€ (contre 3 257 K€ en 2008), les achats correspondant à 2 181 K€ (contre 2 867 K€ en 2008).

Les stocks de produits finis au 31 décembre 2009 s'élevaient à 1 367 K€ (contre 1 478 K€ au 31 décembre 2008).

NOTE 19 - Charges de personnel

19.1 Détail

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Salaires | 84 651 | 82 679 | 81 782 |
| Stock-options | 113 | 84 | |
| Charges sociales | 29 175 | 27 085 | 27 598 |
| Participation et intéressement | 3 170 | 3 496 | 3 622 |
| Autres charges de personnel | 981 | 280 | 321 |
| Transfert de charges d'exploitation | (2 204) | (1 844) | (1 542) |
| Total | 115 885 | 111 781 | 111 781 |

19.2 Effectif

| Effectif moyen annuel en équivalent temps plein | 31/12/2009 | | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|------------------------|--------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Toupargel Groupe SA | Toupargel | Place du Marché | Total Groupe | Total Groupe | Total Groupe |
| Cadres | 9 | 175 | 3 | 187 | 179 | 194 |
| Agents de maîtrise | 1 | 279 | 23 | 303 | 276 | 237 |
| VRP | | 45 | | 45 | 64 | 184 |
| Employés-Ouvriers | | 2 876 | 208 | 3 084 | 3 115 | 3 013 |
| Total | 10 | 3 375 | 234 | 3 619 | 3 634 | 3 628 |
| dont personnel mis à disposition | | 38 | 5 | 43 | 44 | 43 |

NOTE 20 - Charges externes

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Electricité et gaz | 2 045 | 1 962 | 1 879 |
| Carburant et lubrifiants | 6 687 | 8 739 | 8 046 |
| Autres matières et fournitures non stockées | 869 | 974 | 1 381 |
| Emballages | 2 519 | 2 818 | 2 913 |
| Sous-traitance | 3 248 | 2 204 | 1 490 |
| Locations | 2 562 | 2 887 | 3 733 |
| Entretien et réparations | 5 832 | 5 751 | 6 478 |
| Assurances | 682 | 750 | 965 |
| Etudes, documentations | 420 | 441 | 565 |
| Honoraires | 1 140 | 1 201 | 1 478 |
| Intérimaires | 1 480 | 1 522 | 1 322 |
| Catalogues, routage | 8 600 | 7 970 | 7 864 |
| Communication | 2 055 | 973 | 965 |
| Parrainage, mécénat, dons | 630 | 399 | 459 |
| Incentives | 370 | 237 | 160 |
| Transport, déplacements | 5 774 | 6 308 | 6 426 |
| Télécommunications | 2 392 | 2 433 | 2 463 |
| Affranchissements | 251 | 253 | 298 |
| Services bancaires | 1 006 | 1 090 | 1 023 |
| Divers | 242 | 586 | 544 |
| Total | 48 805 | 49 498 | 50 451 |

NOTE 21 - Impôts et taxes

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| IFA | 107 | 74 | 57 |
| Taxe professionnelle | 3 111 | 2 684 | 2 582 |
| Impôts fonciers | 629 | 324 | 297 |
| Impôts et taxes liés au personnel | 3 396 | 3 293 | 3 251 |
| Impôts et taxes liés aux véhicules | 232 | 356 | 288 |
| Organic | 611 | 574 | 607 |
| Eco Taxes produits de la mer | 749 | 735 | |
| Autres impôts et taxes | 28 | 45 | 21 |
| Total | 8 863 | 8 084 | 7 103 |

NOTE 22 - Provisions

| en K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| | Dotations | Reprises | Net | | |
| Dépréciation | 537 | 589 | 52 | (49) | 803 |
| - Clients | 537 | 589 | 52 | (49) | 845 |
| - Débiteurs divers | | | | | (42) |
| Provisions | 2 031 | 1 751 | (280) | (1 013) | 279 |
| - Litiges Prud'hommaux | 430 | 1 063 | 633 | 259 | (97) |
| - Litiges devant autres tribunaux | 50 | | (50) | (338) | 38 |
| - Médailles du travail | 713 | 153 | (560) | (49) | 143 |
| - Risques divers | 167 | 144 | (23) | 122 | 195 |
| - Provision pour impôts | 670 | 390 | (279) | (1 007) | |
| Retraite | 395 | 32 | (363) | (253) | 87 |
| Total | 2 963 | 2 372 | (591) | (1 316) | 1 169 |

NOTE 23 - Autres produits / Autres charges

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|--------------|--------------|----------------|
| Redevances | | | (4) |
| Jetons de présence | (35) | (32) | (21) |
| Pertes sur créances | (340) | (305) | (1 106) |
| Amendes fiscales | (13) | (2) | (8) |
| PSE | | | (119) |
| Charges diverses | (63) | (178) | (140) |
| Autres charges | (451) | (518) | (1 398) |
| Pénalités perçues sur achats | 24 | 132 | 15 |
| Rentrées sur créances amorties | 3 | 6 | 5 |
| Remboursement TVA sur péages autoroute | | | 225 |
| Quote part subvention amortie | 39 | 28 | 28 |
| Produits divers | 47 | 37 | 51 |
| Autres produits | 113 | 204 | 324 |
| Total | (338) | (313) | (1 074) |

NOTE 24 - Coût financier net

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|--------------|----------------|----------------|
| Produits nets valeurs mobilières de placement | 9 | 39 | 82 |
| Escomptes obtenus | 288 | 361 | 293 |
| Autres produits financiers | 9 | 8 | 53 |
| Produits financiers | 306 | 408 | 428 |
| Intérêts dettes financières | (798) | (1 873) | (1 803) |
| Coût financier brut | (798) | (1 873) | (1 803) |
| Coût financier net | (491) | (1 466) | (1 375) |

NOTE 25 - Impôt sur les bénéfices

25.1 Analyse de la charge d'impôt

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Impôts exigibles | (6 932) | (5 949) | (7 659) |
| Impôts différés | (215) | (1 924) | (1 738) |
| Impôts nets | (7 147) | (7 873) | (9 397) |
| Incidence des contributions d'impôts (permanente de 3% et temporaire de 3.30 %) | | | |
| - Impôts exigibles | (206) | (169) | (245) |
| - Impôts différés | (7) | (63) | (55) |

Intégration fiscale : l'application du régime fiscal de groupe de sociétés (Note 2.26) n'a eu aucun effet sur la charge d'impôt (contre 0 K€ en 2008).

Impôts différés : les taux d'impôts différés retenus s'élèvent à 34.43 % en 2009, comme en 2008 et 2007.

25.2 Taux d'impôt effectif

L'écart entre le niveau d'impôt résultant de l'application du taux d'imposition de droit commun en vigueur en France et le montant

d'impôt effectivement constaté dans l'exercice s'analyse de la façon suivante :

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|------------|------------|------------|
| Résultat des sociétés intégrées avant impôt | 20 496 | 22 608 | 27 092 |
| Taux moyen d'imposition en vigueur | 34.43 % | 34.43 % | 34.43 % |
| Impôt théorique | (7 057) | (7 784) | (9 328) |
| Incidences : | | | |
| - contribution exceptionnelle de 3.3 % (franchise) | 25 | 25 | 25 |
| - différences permanentes entre résultat comptable et résultat taxable | (51) | (111) | (73) |
| - rappels d'impôts | | | |
| - autres différences | (64) | (3) | (21) |
| Impôt effectivement constaté | (7 147) | (7 873) | (9 397) |
| Taux d'impôt effectif | 34.87 % | 34.83 % | 34.68 % |

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Impôts différés actifs | 2 989 | 2 634 | 2 632 |
| Impôts différés passifs | 7 214 | 7 017 | 5 128 |
| Impôts différés nets | (4 225) | (4 383) | (2 496) |

En raison du régime d'intégration fiscale, il n'existe pas de déficits fiscaux reportables sur l'ensemble du périmètre.

25.3 Décomposition des impôts différés par nature de différences temporelles

| en K€ | 31/12/2008 | Impact résultat | Reclassement | 31/12/2009 |
|---|----------------|-----------------|--------------|----------------|
| · Engagements de retraite ⁽¹⁾ | 1 120 | 94 | 376 | 1 590 |
| · Charges à déductibilité différée | 310 | (1) | | 309 |
| · Participation des salariés | 1 204 | (112) | | 1 091 |
| Différences temporelles | 2 634 | (20) | 376 | 2 989 |
| · Immobilisations corporelles (crédit-bail) | (4 320) | (82) | | (4 403) |
| · Amortissements dérogatoires | (1 519) | (310) | | (1 829) |
| · Divers | (875) | 193 | | (682) |
| · Impôt sur provisions pour hausse de prix | (62) | (12) | | (74) |
| · Impôt société sur terrains en crédit-bail | (240) | 14 | | (226) |
| Différences temporelles liées aux retraitements de consolidation | (7 017) | (197) | | (7 214) |
| Impôts différés nets à l'actif | (4 383) | (218) | 376 | (4 225) |

(1) Les 376 K€ en reclassement correspondent à l'effet de l'application d'IAS 19 (impôt différé du SORIE).

NOTE 26 - Résultat net**26.1 Part dans le résultat consolidé des sociétés intégrées**

| en K€ | Résultat consolidé | | | Résultat social | | |
|---------------------|--------------------|---------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|
| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
| Toupargel Groupe SA | 931 | 975 | 1 357 | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| Toupargel | 13 919 | 16 615 | 18 474 | 13 615 | 14 900 | 16 310 |
| Place du Marché | (1 500) | (2 855) | (2 136) | (1 608) | 198 | (3 420) |
| Total | 13 349 | 14 735 | 17 695 | 28 336 | 26 877 | 26 441 |

26.2 - Retraitements de consolidation

| en K€ | Toupargel Groupe SA | Toupargel | Place du Marché | Total |
|--|---------------------|---------------|-----------------|-----------------|
| Résultat social au 31 décembre 2009 | 16 329 | 13 615 | (1 608) | 28 336 |
| Retraitements | | | | |
| · Impôts différés | 197 | (346) | (71) | (220) |
| · Annulation provisions réglementées | | 892 | 43 | 935 |
| · Contrats de location financ. immobiliers | | 557 | 161 | 718 |
| · Contrats de location financ. mobiliers | | (480) | 1 | (479) |
| · Provision pour retraite | (14) | (236) | (14) | (263) |
| · Annulation des dividendes | (15 000) | | | (15 000) |
| · Réserves rémunérations payées en actions | (17) | (83) | (13) | (113) |
| · Annulation dépréciation titres et compte courant | (560) | | | (560) |
| · Autres instruments financiers | (5) | | | (5) |
| Total des retraitements | (15 398) | 303 | 108 | (14 987) |
| Résultat consolidé au 31 décembre 2009 | 931 | 13 919 | (1 500) | 13 349 |

NOTE 27 : Calcul du résultat par action normal et dilué

a - Calcul du résultat net par action

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€) | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Nombre moyen d'actions ⁽¹⁾ | 9 900 402 | 9 925 458 | 10 053 260 |
| Résultat net par action (en €) | 1.35 | 1.48 | 1.76 |

(1) Voir détail c - détermination du nombre d'actions ci-dessous.

b - Calcul du résultat net par action dilué

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Résultat net part revenant au groupe par action de base (en K€) | 13 349 | 14 735 | 17 695 |
| Nombre moyen d'actions dilué ⁽¹⁾ | 9 900 905 | 9 926 040 | 10 054 155 |
| Résultat net par action (en €) | 1.35 | 1.48 | 1.76 |

(1) Voir détail c - détermination du nombre d'actions ci-dessous.

c - Détermination du nombre d'actions

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------------------|------------------|-------------------|
| Nombre d'actions ordinaires émises (capital social) | 10 103 282 | 10 103 282 | 10 103 282 |
| Nombre d'actions d'autocontrôle (actions propres et contrat de liquidité) | (202 880) | (203 136) | (147 900) |
| (1) Nombre d'actions en circulation | 9 900 402 | 9 900 146 | 9 955 382 |
| (2) Effet de la pondération des émissions d'actions pour exercice d'option et des actions d'autocontrôle (nb moyen versus nombre au 31/12/2009) (2) | | 25 312 | 97 878 |
| (3) Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action (1)-(2) | 9 900 402 | 9 925 458 | 10 053 260 |
| Options de souscription restantes | 1 200 | 1 200 | 1 200 |
| Cours d'exercice des options (en €) | 8.75 | 8.75 | 8.75 |
| Fonds recueillis à la souscription | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| Cours moyen de l'action (en €) | 15.07 | 17 | 34.5 |
| Nombre d'actions théoriquement rachetées avec fonds recueillis | 697 | 618 | 304 |
| (4) Nombre d'actions théorique supplémentaire | 503 | 582 | 896 |
| Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action dilué (3)-(4) | 9 900 905 | 9 926 040 | 10 054 155 |

Note : le Conseil d'Administration de Toupergel Groupe a attribué dans sa séance du 25 Avril 2008, 200 000 options. Leur prix de souscription ou d'achat, exerçable à compter du 26 Avril 2010, s'élevant à 25.75 €

et étant supérieur au cours moyen et au cours actuel, elles n'ont pas été prises en compte dans le calcul du nombre d'actions théoriques.

Notes sur les engagements et autres informations

NOTE 28 - Engagements hors bilan liés à l'activité courante

a - Engagements donnés

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Cautions et garanties données | 1 363 | 1 773 | 2 229 |

Cautions et garanties données : elles se décomposent en :

- Caution solidaire de Toupargel Groupe SA pour 1 363 K€ vis à vis de Place du Marché dans le cadre du contrat de crédit-bail immobilier de Chalon sur Saône. Ce contrat est retraité dans les comptes consolidés en emprunts et immobilisations.

Toupargel Groupe SA a renouvelé en 2008 un contrat de partenariat avec Canal+ Events, organisateur des manifestations de l'Asvel Basket, pour les saisons 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011. Le montant du budget s'élève à 300 K€ par saison. Au titre de l'exercice

2009, la somme de 300 K€ a été réglée.

Toupargel SAS, membre fondateur du fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre, s'est engagé à verser sur une période de trois années un montant annuel de 50 K€ à titre de dons. Ces fonds ont pour objet de contribuer notamment au développement du Musée des Beaux Arts de Lyon, principalement à travers l'achat, la restauration d'œuvres d'art, la mise en valeur des collections. Toupargel SAS a versé à ce titre la somme de 50 K€ en décembre 2009.

b - Engagements reçus

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Lignes de crédit mobilisables non utilisées | 34 000 | 40 000 | 12 000 |
| Subventions | | | 139 |
| Total | 34 000 | 40 000 | 12 139 |

Lignes de crédit : la société Toupargel Groupe SA dispose au 31 décembre 2009 de deux lignes de crédit moyen terme d'un montant global de 42 000 K€, utilisée à hauteur de 8 000 K€ à cette date. Par ailleurs, sa filiale Toupargel SAS dispose également d'une ligne de crédit à moyen terme, mobilisable pour un montant total de 10 000 K€, intégralement utilisée au 31 décembre 2009.

Subventions

- Plate-forme d'Argentan - Toupargel : à l'occasion de la construction de la plate-forme d'Argentan (61), Toupargel a obtenu des accords de subvention pour lesquelles il reste à recevoir au 31 décembre 2009 :
- Conseil Général : 31 K€,
- Conseil Régional : 31 K€

Les subventions reçues à l'occasion de la mise en service des plates-formes ci-dessous ont comme condition un maintien des emplois

créés durant une période :

- Chalon sur Saône (Place du Marché, 2002) 1 454 K€
(conditions : maintien jusqu'en 2009)
- Argentan (Toupargel, 2006) 900 K€
(conditions : maintien jusqu'en 2011)
- Montauban (Toupargel, 2006) 392 K€
(conditions : maintien jusqu'en 2011)
- Agence de La Roche Blanche - Toupargel : à l'occasion de l'agrandissement de l'agence de La Roche Blanche (63), Toupargel s'est vu accordé une subvention de 150 K€, sous réserve d'un investissement de 1 100 K€ et de la création de 50 emplois, pour laquelle elle a reçu en 2006, un acompte de 53 K€. Le solde n'a pas été inscrit en engagements reçus étant soumis à conditions.

c - Engagements réciproques

Contrats de location-financement : ils sont retraités dans les comptes consolidés (en emprunts, frais financiers et immobilisations). Les engagements de redevance sont les suivants :

| en K€ | Redevances à moins d'un an | Redevances à plus d'un an et moins de cinq ans | Redevances à plus de cinq ans | Total |
|---------------|----------------------------|--|-------------------------------|---------------|
| Constructions | 1 356 | 2 940 | 1 294 | 5 590 |
| Véhicules | 3 129 | 1 701 | | 4 830 |
| Total | 4 485 | 4 641 | 1 294 | 10 420 |

L'incidence sur le résultat des retraitements des contrats de location-financement est donnée en note 5.3 b.

Contrats de location financement

| Echéances futures en K€ | Total | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | Exercices suivants |
|-------------------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|--------------------|
| Baux commerciaux | 3 266 | 1 804 | 749 | 468 | 229 | 15 |
| Total | 3 266 | 1 804 | 749 | 468 | 229 | 15 |

• **Baux commerciaux** : le Groupe occupe des terrains et constructions en location d'exploitation. La charge relative aux exercices 2009, 2008

et 2007 s'élève respectivement à 2 439 K€, 2 405 K€ et 2 683 K€.

• Autres principaux engagements réciproques

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Commandes d'immobilisations | 382 | 540 | 1 942 |
| Engagements d'achats marchandises (court terme) | 38 273 | 23 156 | 19 890 |
| Sponsoring - Mécénat | 550 | 750 | 160 |
| Total | 39 205 | 24 446 | 21 992 |

d - Engagements complexes

• Engagements liés aux emprunts (garanties, clauses de défaut) : voir note 14

• Entités ad hoc : le groupe ne dispose pas d'entité ad hoc.

• Autre: Toupargel Groupe a constitué, en date du 29 août 2007, un GIE avec la société Eismann en vue de négocier auprès des fournisseurs des conditions d'achats communes, les commandes-fournisseurs étant gérées distinctement du groupement par chacune des sociétés partenaires. Ce GIE a été dissout le 19 septembre 2009. Chaque membre du GIE était responsable solidairement et indéfiniment des dettes du groupement. Le GIE n'était pas consolidé au 31 décembre 2008 dans la mesure où ses flux (limités aux coûts de fonctionnement refacturés sans marge aux deux sociétés-membres) n'étaient pas significatifs.

• Opérations de titrisation : le Groupe n'est pas engagé dans des opérations de titrisation.

NOTE 29 - Autres engagements et autres informations

a - Droit Individuel à la Formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 ouvre droit pour les salariés des entreprises françaises à un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de 6 ans (soit un maximum de 120 heures par salarié). L'avenant n°2 du 14 octobre 2004 à la CCN "Commerces de Gros" porte ce droit individuel à la formation à 21 heures pour un salarié à temps plein (soit un maximum de 126 heures).

Les droits non encore utilisés à la date du 31 décembre 2009 qui représentent un total d'heures de 294 075 heures (contre 239 130 au 31 décembre 2008 et 193 409 au 31 décembre 2007), ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision au 31 décembre 2009. Le Droit Individuel à la Formation (D.I.F.) est en effet considéré, comme un passif éventuel, l'historique des modalités d'utilisation de ce droit ne mettant pas en évidence de surcoûts probables significatifs, en matière de formation professionnelle continue.

b - Plus-values sur éléments non amortissables

Les fusions successives, placées sous le régime de faveur, ont entraîné, chez Toupargel Groupe SA, ses filiales, et dans les sociétés absorbées, le report d'imposition de plus-values sur éléments non amortissables et en particulier sur fonds de commerce, titres de participation et terrains. Les plus-values latentes sur terrain ont fait l'objet d'une provision pour impôt. Les autres impositions latentes revêtent un caractère purement éventuel, s'agissant d'éléments constitutifs et substantiels du fonds de commerce du Groupe.

Les plus-values en sursis d'imposition réalisées lors des fusions, qui ne font pas l'objet d'un impôt différé et éliminées dans les comptes consolidés, sont les suivantes :

| | |
|---|------------------|
| • Fonds de commerce (goodwill en conso) | 26 857 K€ |
| • Titres de participation (réserves non distribuées en conso) | 3 681 K€ |
| • Total | <u>30 538 K€</u> |

A la suite de la loi de finances rectificative pour 2004 (article 39), les plus values à long terme sont progressivement exonérées d'impôt : imposition à 15 % en 2005, à 8 % en 2006, et exonération à compter de 2007 à l'exception de l'imposition d'une quote-part de frais et charges de 5 %. Ceci concerne pour le Groupe les plus values sur titres de participation en différé d'imposition soit 3 681 K€.

c - Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur

A la connaissance de la société, au 31 décembre 2009, 54 000 actions Toupargel Groupe SA sont nanties.

NOTE 30 - Parties liées

30.1 Les mandataires sociaux et le Comité Exécutif**a - Rémunération**

La rémunération totale comporte une rémunération fixe et une partie variable. Le total des revenus bruts pour 2009 pour les dirigeants (Administrateurs et Comex) s'élèvent à :

- Rémunération fixe : 1 475 K€
- Rémunération variable : 73 K€
- Stocks-options : 63 K€

b - Jetons de présence

Le montant des jetons de présence versés en 2009 s'élève à 32 K€ (bénéficiaires : administrateurs indépendants).

c - Avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

Le montant des provisions pour médailles du travail (administrateurs et comité exécutif) s'élève à 51 K€. Le montant des indemnités de retraite provisionnées (administrateurs et comité exécutif) s'élève à 450 K€ au 31 décembre 2009.

d - Engagement d'indemnités

Il n'existe pas d'engagement d'indemnité de non-concurrence au profit des mandataires sociaux et des membres du Comité Exécutif. Un seul membre du Comité Exécutif est bénéficiaire de 12 mois de salaire d'indemnités de congédiement venant en sus de celles résultant de l'application de la Convention Collective.

30.2 Autres parties liées

Toupargel Groupe SA a renouvelé en 2008 un contrat de partenariat avec Canal+Events, organisateur des manifestations de l'Asvel Basket. Monsieur Roland Tchénio, Président Directeur Général est administrateur d'Asvel Basket. Toupargel a inscrit en charges en 2009, 300 K€ au titre du sponsoring de la saison 2009/2010.

Toupargel SAS, membre fondateur du fonds de dotation Club du Musée Saint Pierre, s'est engagé à verser sur une période de trois années un montant annuel de 50 K€ à titre de dons. Ces fonds ont pour objet de contribuer notamment au développement du Musée des Beaux Arts de Lyon, principalement à travers l'achat, la restauration d'œuvres d'art, la mise en valeur des collections. Toupargel SAS a versé à ce titre la somme de 50 K€ en décembre 2009.

Un contrat a été conclu au 1^{er} janvier 2009 entre Toupargel SA et la société Apax Partners SNC pour des prestations de conseil.

Il n'existe pas de transactions avec les autres parties liées au sens de la norme IAS 24 : les actionnaires, les entreprises associées et co-entreprises.

30.3 Relations intra-groupe**Liste des filiales et participations (en K€)**

Filiales (+ de 50 %)

| Dénomination Siège | Capital | Quote-part | Valeur brute des titres | Prêts, avances | Chiffre d'affaires |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| | 25 000 K€ | 100 % | 83 438 K€ | | 345 092 K€ |
| Toupargel 69380 Civrieux d'Azergues | Capitaux propres | Dividendes reçus | Valeur nette des titres | Cautions et avals donnés | Résultat |
| | 57 434 K€ | 15 000 K€ | 83 438 K€ | | 13 616 K€ |
| | Capital | Quote-part | Valeur brute des titres | Prêts, avances | Chiffre d'affaires |
| Place du Marché 69380 Civrieux d'Azergues | 100 K€ | 100 % | 6 155 K€ | | 19 613 K€ |
| | Capitaux propres | Dividendes reçus | Valeur nette des titres | Cautions et avals donnés | Résultat |
| | (3 771 K€) | | | | (1 608 K€) |

- Toupargel Groupe assure pour le compte de ses filiales Toupargel et Place du Marché des prestations de direction et de gestion. Les montants facturés à ces sociétés au titre de 2009 s'élèvent respectivement à 4 007 K€ et 82 K€.

- Toupargel Groupe est tête de groupe dans le cadre de la convention d'intégration fiscale en vigueur.

- Toupargel Groupe assure pour le compte des sociétés du Groupe la gestion de la trésorerie.

- Toupargel Groupe a accordé sa caution solidaire vis-à-vis de Place du Marché dans le cadre du contrat de crédit-bail immobilier de Saint Marcel (1 363 K€ au 31 décembre 2009).

- Toupargel SAS a refacturé à Place du Marché des marchandises (24 K€), des frais liés à la mise à disposition de locaux (151 K€), à la prospection pour compte (105 K€), à du personnel détaché (320 K€), à des prestations de navettes (578 K€), à des prestations administratives (459 K€) et à des débours divers (78 K€).

- Place du Marché a refacturé à Toupargel SAS des marchandises (7 K€) et des débours divers (12 K€).

- Toupargel Groupe a signé un engagement de poursuite de location-financement de véhicules de livraison vis-à-vis de Place du Marché en faveur d'un organisme bancaire pour une somme globale de 218 K€.

30.4 Tableau des honoraires

| en K€ | Safici | | | | Deloitte & Associés | | | |
|--|-----------|-----------|--------------|--------------|---------------------|------------|--------------|--------------|
| | Montant | | Pourcentage | | Montant | | Pourcentage | |
| | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 |
| Audit | | | | | | | | |
| • Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés | | | | | | | | |
| - Emetteur | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 33 | 32 | 24.6 % | 27.1 % |
| - Filiales intégrées globalement | | | | | 87 | 86 | 64.9 % | 72.9 % |
| • Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes | | | | | | | | |
| - Emetteur | | | | | | | | |
| - Filiales intégrées globalement | | | | | 14 | | 10.5 % | |
| Sous-total | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 134 | 118 | 100 % | 100 % |
| Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| • Juridique, fiscal, social | | | | | | | | |
| • Autres | | | | | | | | |
| Total | 25 | 25 | 100 % | 100 % | 134 | 118 | 100 % | 100 % |

SOCIÉTÉ D'AUDIT FINANCIER
ET DE CONTRÔLE INTERNE
11, rue Auguste Lacroix
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIÉS
Immeuble Park Avenue
81, boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Toupargel Groupe, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans

un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note 2.2 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

- La société procède annuellement à un test de dépréciation de ses goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 2.6 et 5.2 des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées, et vérifié que les notes 2.6 et 5.2 donnent une information appropriée.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et charges et engagements sociaux, tel que décrit en notes 2.14, 2.15, 12 et 13 de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 19 mars 2010. Les Commissaires aux Comptes



> **Le rapport de gestion de Toupargel Groupe SA** p. 134
> **Les comptes annuels 2009** p. 139

| | |
|--|--------|
| • Bilan | P. 139 |
| • Compte de résultat | P. 140 |
| • Tableau des flux de trésorerie | P. 141 |
| • Tableau de variation des capitaux propres | P. 142 |
| • Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2009 | |
| Note n° 1 : Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture | p. 143 |
| Note n° 2 : Règles et méthodes comptables | p. 143 |
| • Informations sur le bilan et le compte de résultat | |
| Note n° 3 : Immobilisations financières | p. 144 |
| Note n° 4 : Créances | p. 144 |
| Note n° 5 : Valeurs mobilières de placement | p. 144 |
| Note n° 6 : Evolution du capital de Toupargel Groupe | p. 145 |
| Note n° 7 : Informations sur les options de souscription ou d'achat | p. 145 |
| Note n° 8 : Provisions pour risques et charges | p. 146 |
| Note n° 9 : Emprunts et dettes financières | p. 146 |
| Note n° 10 : Autres dettes | p. 146 |
| Note n° 11 : Eléments relevant de plusieurs postes du bilan | p. 148 |
| Note n° 12 : Produits et charges d'exploitation | p. 148 |
| Note n° 13 : Effectif moyen | p. 149 |
| Note n° 14 : Résultat financier | p. 149 |
| Note n° 15 : Résultat exceptionnel | p. 150 |
| Note n° 16 : Impôts sur les sociétés | p. 150 |
| Note n° 17 : Calcul du résultat par action normal et dilué | p. 150 |
| • Engagements financiers et autres informations | |
| Note n° 18 : Engagements hors bilan | p. 151 |
| Note n° 19 : Plus-values sur éléments amortissables | p. 152 |
| Note n° 20 : Liste des filiales et participations | p. 152 |
| Note n° 21 : Mandataires sociaux | p. 152 |
| • Rapport des Commissaires aux Comptes | p. 153 |
| • Rapport spécial des Commissaires aux Comptes | p. 154 |



Les Comptes Sociaux

Le rapport de gestion de Toupargel Groupe SA

L'activité et les résultats

La présentation des comptes annuels

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ne comportent pas de changement de méthode, ni de présentation par rapport à ceux établis au 31 décembre 2008.

Les événements importants de la période

- La convention d'intégration fiscale unissant Toupargel Groupe SA et ses filiales Toupargel SAS et Place du Marché SAS a été modifiée au cours de l'exercice 2009. En cas de déficit d'une filiale, la société mère du groupe, Toupargel Groupe, reverse définitivement une allocation à la filiale déficitaire, équivalente à l'économie d'impôt réalisée.

L'activité et les résultats de Toupargel Groupe SA

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 095 K€ contre 4 628 K€ en 2008. Ils sont composés de :

- la production vendue de services 4 089 K€ contre 4 163 K€ en 2008, correspondant à des prestations de direction générale et opérationnelle ;
- de reprise de provisions et transferts de charges pour 4 K€ et d'autres produits pour 2 K€,

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 049 K€ contre 2 065 K€ en 2008. Elles sont constituées :

- d'autres achats et charges externes pour 704 K€ (2008 : 745 K€), correspondant à des frais juridiques, d'audit, de sponsoring et de coûts liés à la cotation en Bourse ,
- de charges de personnel pour 1 228 K€, équivalentes à 2008.

Le résultat d'exploitation s'élève à 2 047 K€ contre 2 563 K€ en 2008.

Le résultat financier ressort à 14 954 K€, contre 10 417 K€ en 2008.

Les produits financiers, 15 648 K€, sont composés notamment du versement de dividendes de 15 000 K€ par la filiale Toupargel SAS (sans changement par rapport à 2008), de produits de cessions de SICAV pour 4 K€ (2008 : 10 K€), d'intérêts intragroupe pour 70 K€ (2008 : 124 K€), d'une reprise sur provisions pour dépréciation des actions propres pour 560 K€. Les charges financières, 694 K€ (2008 : 4 717 K€), comprennent notamment les intérêts sur tirage de billets pour 135 K€ (2008 : 433 K€), les frais financiers intragroupe pour 533 K€ (1 569 K€ en 2008), des moins values sur cession d'actions propres pour 5 K€ (2008 : 33 K€). L'exercice 2008 comprenait également une provision pour dépréciation d'actions propres de 2 308 K€.

Le résultat exceptionnel s'élève à - 5 K€ contre - 3 085 K€ en 2008. Il était constitué de l'abandon de créances en faveur de la filiale Place du Marché SAS. Compte tenu d'un impôt sur les bénéfices de 667 K€ et après application du régime de l'intégration, le bénéfice ressort à 16 329 K€ contre 11 779 K€ en 2008.

Concernant le bilan, les immobilisations financières s'élèvent à 83 468 K€ (sans changement). Elles sont composées des titres Toupargel SAS pour 83 438 K€, des titres Place du Marché SAS complètement provisionnés et d'autres titres pour 30 K€. L'actif circulant est essentiellement composé de créances sur le Groupe pour 6 754 K€. Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 12 223 K€ contre 2 609 K€ en 2008. Elles comprennent les actions propres pour

5 150 K€ en brut, provisionnées pour 1 982 K€ soit 3 168 K€ en net et des Sicav de trésorerie pour 9 056 K€. Les disponibilités se montent à 989 K€ (2008 : 1 484 K€).

Les capitaux propres passent de 41 842 K€ à 48 269 K€ après distribution d'un dividende en juin 2009 de 9 902 K€ (contre 14 851 K€ en 2008). Les dettes financières sont de 8 989 K€ (tirage des lignes de crédit : 8 000 K€) contre 2 266 K€ en 2008. Les dettes d'exploitation et dettes diverses passent de 48 145 K€ à 46 379 K€ et sont constituées par des avances des filiales pour 44 636 K€ et des dettes auprès d'organismes sociaux et de l'État pour 1 410 K€. Les dettes fournisseurs sont de 203 K€ avec une échéance au 5 janvier 2010 pour 5 K€ et une autre au 20 janvier 2010 pour 198 K€.

L'activité et les résultats des filiales et sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation

Toupargel

- **Faits marquants** : l'année 2009 a été notamment marquée par :

- Un chiffre des ventes en retrait de 2,1 % ;
- la poursuite de la structuration du réseau d'agences et de l'optimisation de la livraison ;
- la continuation des investissements TV en vue d'asseoir la notoriété.

- **Les comptes sociaux** : Toupargel SAS a réalisé un chiffre des ventes de 339 505 K€ contre 346 455 K€ en 2008. Le coût d'achat des marchandises vendues passe de 158 135 K€ à 148 361 K€, la marge commerciale de 188 319 K€ à 191 143 K€. Cette hausse s'explique par une amélioration du taux de marge de 56,4 % à 57,7 %. La production vendue de services se monte à 5 587 K€ contre 6 588 K€ en 2008. Elle comprend les participations publicitaires pour 5 014 K€ (2008 : 6 520 K€) et des revenus de partenariats pour 537 K€ (2008 : 7 K€). L'excédent brut d'exploitation passe de 26 509 K€ à 24 338 K€. Les autres achats et charges externes se montent à 56 438 K€ (2008 : 58 020 K€). Les achats de matières et fournitures non stockées passent de 13 159 K€ à 11 293 K€ soit une baisse de 1 866 K€ dûe pour l'essentiel à la baisse du prix du carburant (impact de 1 657 K€) et à la baisse du coût des cartons (impact de 282 K€). La sous-traitance passe de 6 321 K€ à 7 012 K€ dont 4 007 K€ versés à Toupargel Groupe (2008 : 4 083 K€). La hausse de ce poste est liée pour l'essentiel à la mise en place d'actions de partenariat. Le poste crédit-bail est en baisse de 1 222 K€ à 6 497 K€, le financement des acquisitions de véhicules en 2009 ayant été effectué par tirage sur les lignes de crédit moyen terme plutôt que par appel au crédit-bail. Le poste Locations passe de 2 657 K€ à 2 355 K€, du fait de la baisse du nombre de contrats de location de véhicules. Le poste Entretien - Réparations - Maintenance est resté stable à 5 675 K€ ainsi que le poste Assurances à 743 K€, le poste Études - Recherches ressort à 147 K€, l'Intérim à 1 358 K€. Le poste Honoraires régresse de 973 K€ à 849 K€, le poste Publicité passe de 5 269 K€ à 7 154 K€ avec un impact des campagnes TV de plus de 900 K€, un impact des coûts catalogues de plus de 600 K€ lié à la publication d'un catalogue supplémentaire par rapport à 2008 (15 catalogues contre 14 en 2008), un impact de l'augmentation des incentives de vente à 370 K€. Les postes Transport - Déplacements sont en baisse de 380 K€

à 5 647 K€. Le poste Frais postaux et Télécoms est quasi stable à 6 313 K€. Les services bancaires se montent à 887 K€ contre 956 K€ en 2008 (du fait de la baisse des commissions sur les cartes bancaires), les frais divers régressent de 538 K€ à 239 K€ avec une baisse des frais de recrutement de 282 K€.

Les impôts et taxes passent de 7 494 K€ à 8 139 K€ avec notamment les postes taxes professionnelles et taxes foncières en hausse (impact des redressements fiscaux).

Les charges de personnel passent de 102 886 K€ à 107 825 K€ avec notamment une hausse de l'effectif moyen de 9 ETP. Les dotations aux amortissements s'élèvent à 4 342 K€ (2008 : 4 450 K€), les provisions sur actifs circulants à 1 312 K€ (2008 : 766 K€) avec une dotation sur stocks de 582 K€, la provision pour risques et charges à 2 077 K€ contre 2 488 K€ en 2008. Il y avait eu en 2008 une provision pour impôt liée aux redressements de taxes foncières et taxes professionnelles de 838 K€.

Le résultat d'exploitation ressort à 23 284 K€ contre 25 042 K€ en 2008.

Le résultat financier s'élève à 675 K€ (2008 : 1 639 K€) et provient pour l'essentiel de produits financiers sur des créances groupe.

Le résultat exceptionnel ressort à - 102 K€ contre - 451 K€ en 2008. Les plus-values de cessions d'actifs immobilisés se montent à 719 K€ (200 : 646 K€). Les amortissements dérogatoires passent de 1 525 K€ à 1 699 K€ et les reprises d'amortissements et provisions de 431 K€ à 851 K€. Le résultat net passe de 14 900 K€ à 13 615 K€.

La participation des salariés passe de 3 496 K€ à 3 170 K€, l'impôt sur les bénéfices de 7 833 K€ à 7 071 K€.

La capacité d'autofinancement sociale passe de 19 765 K€ à 18 657 K€.

L'actif immobilisé net passe de 60 314 K€ à 61 244 K€. Toupargel a réalisé 5 846 K€ d'investissements dont 2 697 K€ en matériels de transport, 811 K€ en matériels informatiques, 493 K€ en logiciels, 1 063 K€ en constructions et aménagements, 366 K€ en matériels industriels. Par ailleurs, Toupargel a financé en leasing une partie de sa flotte de véhicules pour 1 559 K€ (2008 : 5 516 K€). L'actif circulant passe de 68 517 K€ à 62 060 K€. Le niveau des stocks s'élève à 11 639 K€ contre 13 456 K€ en 2008.

Les capitaux propres passent de 57 962 K€ à 57 434 K€, après distribution à Toupargel Groupe d'un dividende de 15 000 K€ (2008 : 15 000 K€). Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 5 027 K€ (4 993 K€ en 2008). Les dettes se montent à 60 842 K€ contre 65 875 K€ en 2008.

Place du Marché

• **Faits marquants** : l'année 2009 a été marquée une moindre prospection terrain. Le panier moyen a néanmoins continué à progresser. Par ailleurs, le site e-commerce est monté en puissance en 2009.

• **Les comptes sociaux** : Place du Marché SAS a réalisé un chiffre des ventes de 19 187 K€ (2008 : 18 685 K€). Le coût d'achat des marchandises vendues est passé de 11 985 K€ à 10 739 K€, la marge commerciale de 6 700 K€ à 8 448 K€. La production vendue de services, essentiellement composée de participations publicitaires, s'élève à 426 K€ (1 965 K€ en 2008) (glissement du poste vers les achats). L'excédent brut d'exploitation passe de - 2 559 K€ à - 2 441 K€. Les autres achats et charges externes passent de 4 740 K€ à 4 909 K€, les impôts et taxes passent de 554 K€ à 651 K€. Les frais de personnel passent de 5 931 K€ à 5 754 K€.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 248 K€ (2008 : 650 K€), dont amortissements : 137 K€ (2008 : 343 K€).

Le résultat exceptionnel s'élève à - 26 K€ contre 3 145 K€ en 2008. L'exercice 2008 a enregistré un abandon de créances de Toupargel Groupe pour 3 085 K€. Après impôt créditeur de 807 K€ lié à la modification de la convention d'intégration fiscale, le résultat net social s'élève à - 1 609 K€ contre 198 K€ en 2008.

La capacité d'autofinancement passe de 644 K€ à - 1 604 K€.

L'actif immobilisé net passe de 1 643 K€ à 1 721 K€. Les investissements se sont élevés à 267 K€ (matériel industriel pour l'essentiel). Par ailleurs, Place du Marché a acquis pour 148 K€ de véhicules financés en leasing (2008 : 355 K€).

L'actif circulant passe de 2 869 K€ à 2 908 K€.

Les capitaux propres se montent à - 3 771 K€ (2008 : - 2 207 K€). Les provisions pour risques et charges passent de 350 K€ à 184 K€. Les dettes se montent à 8 216 K€ (2008 : 6 369 K€).

Informations sur les charges non fiscalement déductibles

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du code général des impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible du résultat net fiscal au titre des articles 39.4 et 39.5 du même code.

Frais de recherche et de développement

La société n'a pas encouru de frais de ce type au cours de l'exercice et d'exercices antérieurs.

Litiges et faits exceptionnels

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litiges ou de faits exceptionnels susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir une influence sur l'activité, la situation financière, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Composition du Conseil d'Administration et mandats

Voir Gouvernement d'Entreprise, page 48 et 49.

Intérêt des dirigeants

Voir Gouvernement d'Entreprise, page 50.

L'impact social et environnemental de l'activité

Ces informations sont traitées dans le chapitre "Développement Durable", page 32 et 80.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a eu lieu au cours de l'exercice.

Echéances fournisseurs

Conformément à la loi LME n° 2008-776 du 4 août 2008, nous vous communiquons ci-après la décomposition par date d'échéance du solde des dettes fournisseurs de la société Toupargel Groupe SA au 31 décembre 2009 (en K€) :

| | |
|----------------------------|------------|
| Échéance : 5 janvier 2010 | 5 |
| Échéance : 20 janvier 2010 | 198 |
| Total | 203 |

Répartition du capital et des droits de vote au 12 mars 2010

(enquêtes effectuées auprès d'Euroclear (TPI) et Natixis pour les titres au nominatif)

| | Nombre d'actions | % du capital | Nbre droits de vote | % droits vote | dont droits de vote double |
|--|-------------------|-----------------|---------------------|-----------------|----------------------------|
| Roland Tchénio ⁽¹⁾ | 2 499 598 | 24.74 % | 4 999 196 | 32.44 % | 2 499 598 |
| TT Investissements | 2 882 494 | 28.53 % | 2 882 494 | 18.71 % | |
| Groupe familial Roland Tchénio | 5 382 092 | 53.27 % | 7 881 510 | 51.15 % | 2 499 598 |
| Apax Partners SNC ⁽²⁾ | 3 000 000 | 29.69 % | 6 000 000 | 38.94 % | 3 000 000 |
| Maurice Tchénio | 129 000 | 1.28 % | 133 000 | 0.86 % | 4 000 |
| Groupe Maurice Tchénio | 3 129 000 | 30.97 % | 6 133 000 | 39.80 % | 3 004 000 |
| Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio | 8 511 092 | 84.24 % | 14 014 510 | 90.96 % | 5 503 598 |
| Autres administrateurs | 19 208 | 0.19 % | 19 208 | 0.12 % | |
| Auto-détention | 202 880 | 2.01 % | | | |
| Public | 1 370 102 | 13.56 % | 1 374 102 | 8.92 % | 4 000 |
| TOTAL | 10 103 282 | 100.00 % | 15 407 820 | 100.00 % | 5 507 598 |

(1) Directement ou indirectement

(2) Apax Partners SNC est une société en nom collectif, holding de tête des entités juridiques composant le groupe Apax Partners en France et détenue majoritairement par Monsieur Maurice Tchénio.

Droit de vote double : Les actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, bénéficient du droit de vote double sur demande du titulaire à la société.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que le "groupe familial Roland Tchénio et le groupe Maurice Tchénio" détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 2 % du capital et des droits de vote (voir informations détaillées page 164). Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84.24 % du

capital et 90.98 % des droits de vote. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupargel Groupe et la présence d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'Administration permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Participation des salariés au capital

Les salariés et anciens salariés de la société et des sociétés liées ne détiennent aucune action dans le cadre des plans d'épargne d'entreprise ou dans le cadre de fonds communs de placement d'entreprise.

Programme 2008 - 2009 (Autorisation de l'Assemblée Générale du 30 Avril 2008)

Le programme avait pour objectif :

- de consentir des options d'achat d'actions au profit de salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés de son groupe,
- d'assurer la régularisation du cours de bourse des actions de la société par intervention systématique en contre tendance sur le marché d'un prestataire de services d'investissement, agissant de manière indépendante, aux termes d'un contrat de liquidité conforme au modèle établi par l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnu par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, conforme au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Au titre de ce programme :

- pour l'attribution d'option d'achats, Toupargel Groupe avait acquis 54 000 actions propres le 20 juin 2008, à 18.20 euros soit 982 800 euros. Toupargel Groupe détenait au 31 décembre 2008 pour cet objectif 200 000 actions propres acquises pour 5 106 300 euros,

soit un cours moyen de 25.53 euros. Toupargel Groupe détient toujours ces actions au 31 décembre 2009.

- pour la régularisation du cours de bourse, 24 561 actions propres ont été achetées en 2008 à un cours moyen de 17.48 euros et 23 325 actions propres ont été cédées à un cours moyen de 17.28 euros. Le résultat sur cession des actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité s'élevait à - 32 882 euros en 2008. Au 31 décembre 2008, Toupargel Groupe détenait 3 136 actions valorisées 43 904 euros.

Programme 2009 - 2010 (Autorisation de l'Assemblée Générale du 30 Avril 2009)

Le programme a pour objectif :

- d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF.

Au titre de ce programme, 35 847 actions propres ont été achetées en 2009 à un cours moyen de 15.0 € et 36 103 actions propres ont été cédées à un cours moyen de 15.2 €.

Le résultat sur cession des actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité s'élevait à 7 940 euros en 2009.

Au 31 décembre 2009, dans le cadre du contrat de liquidité, Toupargel Groupe détient 2 880 actions valorisées 44 064 euros.

Options de souscription ou d'achat d'actions

Les plans d'option existants sont les suivants :

| | Plan 2003 | Plan 2008 | Plan 2009 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|
| Dates d'Assemblée Plan de souscription | 15 février 2002 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Dates d'Assemblée Plan d'achat | 15 mai 2003 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Date du Conseil d'Administration | 28 juin 2003 | 25 avril 2008 | 27 octobre 2009 |
| Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées | 185 900 | 200 000 | 15 000 |
| - par les mandataires sociaux | 50 000 | 15 000 | |
| - les 10 premiers attributaires salariés | 118 000 | 112 500 | 15 000 |
| Date de début d'exercice des options | 28 juin 2005 | 26 avril 2010 | 28 octobre 2011 |
| Date d'expiration | 28 juin 2009 | 25 avril 2013 | 27 octobre 2014 |
| Prix de souscription | 8.75 € | 25.75 € | 25.75 € |
| Options perdues par les bénéficiaires initiaux | 1 200 | 37 500 | Néant |
| Nombre d'actions souscrites | 103 282 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'actions achetées | 81 418 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'options restant à lever | Néant | 162 500 | 15 000 |

Montant des dividendes et des avoirs fiscaux

| en euros | Dividende ⁽¹⁾ | Avoir fiscal ⁽²⁾ |
|----------------------|--------------------------|-----------------------------|
| 1998 (versé en 1999) | 0.0575 | 0.0275 |
| 1999 (versé en 2000) | 0.0875 | 0.045 |
| 2000 (versé en 2001) | 0.10 | 0.05 |
| 2001 (versé en 2002) | 0.10 | 0.05 |
| 2002 (versé en 2003) | 0.10 | 0.05 |
| 2003 (versé en 2004) | 0.20 | 0.10 |
| 2004 (versé en 2005) | 0.40 | Abattement de 50 % |
| 2005 (versé en 2006) | 1.50 | Abattement de 40 % |
| 2006 (versé en 2007) | 1.50 | Abattement de 40 % |
| 2007 (versé en 2008) | 1.50 | Abattement de 40 % |
| 2008 (versé en 2009) | 1.00 | Abattement de 40 % |
| 2009 (versé en 2010) | 1.00 ^(p) | Abattement de 40 % |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010.

(1) Compte tenu de la division du nominal par quatre et de la multiplication du nombre d'actions par quatre (AGE du 20 février 2004).

(2) A compter du 1er janvier 2006, le dividende n'est pas assorti d'un avoir fiscal mais ouvre droit aux actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, contre 50 % en 2005

Résultats des cinq derniers exercices

| Date d'arrêté | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Durée d'exercice | 12 mois | 12 mois | 12 mois | 12 mois | 12 mois |
| Capital en fin d'exercice | | | | | |
| Capital social (en K€) | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 010 | 1 007 |
| Nombre d'actions ordinaires | 10 103 282 | 10 103 282 | 10 103 282 | 10 101 682 | 10 072 382 |
| Opérations et résultats (en K€) | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 4 089 | 4 164 | 6 031 | 6 333 | 6 362 |
| Résultat avant impôt, participation, amortissements et provisions | 16 443 | 11 794 | 16 949 | 813 | 20 893 |
| Impôt sur les bénéfices | (667) | 1 884 | 508 | 140 | 461 |
| Amortissements et provisions | 553 | (1 899) | (3 906) | 9 364 | (2 295) |
| Résultat net | 16 329 | 11 779 | 13 551 | 10 316 | 19 059 |
| Dividendes versés | 9 900 ^(p) | 9 903 | 15 155 | 15 153 | 15 149 |
| Résultat par action (en euros) | | | | | |
| Résultat après impôt, participation avant dot et reprise amortissements et provisions | 1.56 | 1.39 | 1.73 | 0.09 | 2.12 |
| Résultat après impôt, participation, dot et reprise amortissements et provisions | 1.62 | 1.17 | 1.35 | 1.02 | 1.89 |
| Dividende attribué par action (en euros) | 1.00 ^(p) | 1.00 | 1.50 | 1.50 | 1.50 |
| Effectif | 10 | 9 | 10 | 9 | 9 |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010.

Les comptes annuels 2009

Bilan

| en K€ | Note | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|------|----------------|---------------|----------------|
| ACTIF | | | | |
| Immobilisations financières | 3 | 83 468 | 83 461 | 83 457 |
| ACTIF IMMOBILISE | | 83 468 | 83 461 | 83 457 |
| Créances | 4 | 6 829 | 4 566 | 9 163 |
| Valeurs mobilières de placement | 5 | 12 224 | 2 609 | 3 940 |
| Disponibilités | | 989 | 1 484 | 3 668 |
| Charges constatées d'avance | 4 | 150 | 150 | 176 |
| ACTIF CIRCULANT | | 20 191 | 8 808 | 16 947 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 103 660 | 92 269 | 100 404 |
| PASSIF | | | | |
| Capital social (dont versé 1 010 K€) | 6 | 1 010 | 1 010 | 1 010 |
| Prime d'émission | | 893 | 893 | 894 |
| Réserve légale | | 101 | 101 | 101 |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | 29 630 | 27 754 | 29 358 |
| Report à nouveau | | 305 | 304 | |
| Résultat de l'exercice | | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| CAPITAUX PROPRES | | 48 268 | 41 841 | 44 914 |
| Provisions pour risques et charges | 8 | 23 | 16 | 13 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 9 | 8 989 | 2 266 | 8 000 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 10.1 | 333 | 401 | 351 |
| Dettes fiscales et sociales | | 1 410 | 544 | 626 |
| Autres dettes | 10.2 | 44 636 | 47 200 | 46 500 |
| DETTES | | 55 368 | 50 411 | 55 477 |
| TOTAL DU PASSIF | | 103 660 | 92 269 | 100 404 |

Compte de résultat

| en K€ | Note | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--|------|---------------------|----------------|----------------|
| Production vendue | | 4 089 | 4 164 | 6 031 |
| Reprises sur amortissements, transferts de charges | | 6 | 465 | 3 |
| Produits d'exploitation | 12 | 4 095 | 4 628 | 6 034 |
| Autres achats et charges externes | | (704) | (745) | (935) |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | (73) | (57) | (46) |
| Salaires et traitements | | (870) | (843) | (819) |
| Charges sociales | | (358) | (385) | (347) |
| Autres charges | | (35) | (32) | (16) |
| Dotation aux provisions | | (9) | (3) | |
| Charges d'exploitation | 12 | (2 049) | (2 066) | (2 163) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 2 047 | 2 563 | 3 871 |
| Opérations en commun | | | | |
| Produits financiers de participation | | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| Autres produits financiers | | 89 | 134 | 132 |
| Reprise sur provisions et transferts de charges | | 560 | | |
| Produits financiers | 14.1 | 15 648 | 15 134 | 15 132 |
| Dotations aux provisions financières | | | (2 308) | (3 908) |
| Intérêts et charges assimilées | | (694) | (2 410) | (2 057) |
| Charges financières | 14.2 | (694) | (4 717) | (5 965) |
| RESULTAT FINANCIER | 14 | 14 954 | 10 417 | 9 167 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 17 001 | 12 979 | 13 038 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 15 | (5) | (3 085) | 5 |
| Impôt sur les bénéfices | 16 | (667) | 1 884 | 508 |
| RESULTAT NET SOCIAL | | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| Résultat par action (en euros) | 17 | 1.62 | 1.19 | 1.35 |
| Résultat par action dilué (en euros) | 17 | 1.65 | 1.19 | 1.35 |
| Dividende par action (en euros) | | 1.00 ^(p) | 1.00 | 1.50 |

(p) Proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010

Tableau des flux de trésorerie

| en K€ | 31/12/2009 [12 mois] | 31/12/2008 [12 mois] | 31/12/2007 [12 mois] |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Activité | | | |
| Résultat net | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation | 7 | (3) | 3 260 |
| - Amortissements et provisions | 7 | (3) | 3 260 |
| Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées | 16 335 | 11 775 | 16 811 |
| - (Augmentation) diminution des comptes clients y compris comptes rattachés et autres créances | (2 263) | 4 623 | (5 048) |
| - Augmentation (diminution) des dettes | (1 765) | 667 | 1 451 |
| Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾ | (4 028) | 5 290 | (3 597) |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | 12 308 | 17 066 | 13 214 |
| Investissements | | | |
| Cessions d'immobilisations financières | (8) | 4 | |
| Acquisitions d'immobilisations | | | (19) |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | (8) | 4 | (19) |
| Financement | | | |
| Dividendes versés | (9 902) | (14 851) | (15 152) |
| Encaissements provenant d'emprunts | | | 8 000 |
| Augmentation de capital et prime d'émission | | (1) | 14 |
| Banque créditrice | 989 | | |
| Remboursements d'emprunts | 8 000 | (8 000) | |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | (913) | (22 851) | (7 138) |
| VARIATION DE TRESORERIE | 11 387 | (5 782) | 6 057 |
| Trésorerie d'ouverture | 1 826 | 7 607 | 1 550 |
| Trésorerie de clôture | 13 213 | 1 826 | 7 607 |

(1) Y compris variation des comptes courants et comptes de cash pooling groupe

Tableau de variation des capitaux propres

| en K€ | Nombre d'actions | Capital social | Réserves sociales | Résultat net | Capitaux propres |
|---|---------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------------|
| Capitaux propres au 31 décembre 2006 | 10 101 682 | 1 010 | 35 175 | 10 316 | 46 501 |
| Affectation du résultat 2006 | | | 10 316 | (10 316) | |
| Dividendes versés | | | (15 152) | | (15 152) |
| Résultat au 31 décembre 2007 | | | | 13 551 | 13 551 |
| Augmentation de capital | 1 600 | | | | |
| Prime d'émission | | | 14 | | 14 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2007 | 10 103 282 | 1 010 | 30 353 | 13 551 | 44 914 |
| Affectation du résultat 2007 | | | 13 551 | (13 551) | |
| Dividendes versés | | | (14 852) | | (14 852) |
| Résultat au 31 décembre 2008 | | | | 11 779 | 11 779 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2008 | 10 103 282 | 1 010 | 29 052 | 11 779 | 41 841 |
| Affectation du résultat 2008 | | | (11 779) | 11 779 | |
| Dividendes versés | | | (9 902) | | (9 902) |
| Résultat au 31 décembre 2009 | | | | 16 329 | 16 329 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2009 | 10 103 282 | 1 010 | 30 929 | 16 329 | 48 268 |

Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2009

La présente annexe comporte les éléments d'informations complémentaires au bilan, dont le total s'établit à 103 660 K€, et au compte de résultat, qui se solde par un bénéfice net de 16 329 K€.

NOTE 1 - Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1. Faits marquants de l'exercice

- Une ouverture de crédit a été mise en place par un pool de banques au bénéfice de Toupargel Groupe SAS et Toupargel SAS pour un montant de 30 M€ (avec une option d'extensibilité à 50 M€), à compter du 30 septembre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2013. En date du 20 février 2009, l'option d'extensibilité a été utilisée par une banque supplémentaire à hauteur de 10 M€ portant l'ouverture de crédit à 40 M€.
- Une ouverture de crédit a été mise en place par une banque au bénéfice de Toupargel Groupe SAS et/ou Toupargel SAS pour un montant de 10 M€, à compter du 26 juin 2009 et jusqu'au 26 juin 2014.

1.2. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2009 et la date du Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes (19 février 2010).

NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

2.1 Principes généraux appliqués

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et de la partie réglementaire correspondant à l'intégration du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que du règlement du CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

2.2 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation correspond au coût historique d'acquisition des titres des sociétés. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle des titres devient inférieure à la valeur d'inscription à l'actif. La valeur actuelle est la plus élevée de la valeur vénale (disponible en cas de transaction comparable récente) et de la valeur d'usage. La valeur d'usage est déterminée sur la base des avantages économiques futurs attendus de ces participations représentés par des flux de trésorerie futurs actualisés après prise en compte de l'endettement de la filiale. Les flux de trésorerie retenus pour pratiquer l'évaluation sont ceux générés par la filiale qui constitue une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Les modalités d'évaluation de cette valeur d'usage des participations sont, par ailleurs, conformes à celles prévues par la norme IAS 36. Dès lors que les titres de la filiale sont dépréciés à 100 %, une provision sur le compte courant est constatée pour tenir compte d'une valeur actuelle négative des titres.

2.3 Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la

valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur prix d'acquisition ou leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Dans le cas de titres cotés, cette valeur de marché est déterminée sur la base des cours de bourse à la date de clôture de l'exercice.

2.4 Disponibilités et équivalents de trésorerie

Une convention de centralisation de trésorerie a été mise en place entre Toupargel Groupe SA et ses filiales.

La trésorerie comprend : les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie sans risque, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt. Ces derniers sont valorisés à leur juste valeur, égale à la valeur liquidative à la date de clôture.

2.5 Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement, une dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché est inférieure au prix d'acquisition.

2.6 Provisions pour risques et charges

- Définition : une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qui entraînera probablement une sortie de fonds et dès lors qu'une estimation fiable de son montant peut être effectuée.
- Provision pour médailles du travail (primes jubilaires) : la société a opté pour l'enregistrement dans ses comptes sociaux de la totalité de ses engagements en matière de médailles du travail, dont les conditions d'octroi sont définies par les accords d'entreprise en vigueur.

La dette relative à l'engagement de la société concernant les médailles du travail est constatée au passif du bilan, dans la rubrique "provision pour risques et charges". Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation, la société utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et d'actualisation). Le taux de revalorisation générale des salaires est de 3 % (3 % en 2008), le taux d'actualisation de 4.9 % (contre 5.5 % en 2008).

2.7 Instruments financiers - Risque de taux

Le Groupe a utilisé des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt. Aucun instrument financier relatif au risque de taux n'est en cours.

2.8 Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et les charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

2.9 Impôt sur les sociétés

Intégration fiscale

Les sociétés Toupargel Groupe, Toupargel et Place du Marché bénéficient du régime fiscal de Groupe de sociétés selon les dispositions de l'article 223 A à U du C.G.I. La société Toupargel Groupe, tête du Groupe intégré, comptabilise en charge d'impôt exigible dans son résultat, conformément à la convention d'intégration fiscale souscrite, les économies d'impôt ou les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale. La convention en vigueur a été modifiée à effet du 1^{er} janvier 2009 : désormais l'économie d'impôt généré par le déficit fiscal d'une des entités membres de l'intégration fiscale est intégralement transférée à cette dernière par la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

2.10 Engagements en matière de retraite

Ils ne font pas l'objet d'une provision. La part des obligations de la société concernant les indemnités de départ à la retraite est indiquée en engagement hors bilan nette des actifs de couverture. Les engagements sont ceux résultant de la convention collective nationale de commerce de gros secteur alimentaire. La société utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques (taux d'inflation et d'actualisation). L'âge de départ à la retraite retenu est de 60/65 ans suivant les catégories socioprofessionnelles. Le taux de revalorisation général des salaires

est de 3% (3% en 2008) suivant les catégories socioprofessionnelles et suivant les sociétés, le taux d'actualisation de 4.9% (contre 5.5% en 2008). L'engagement inclut les charges patronales.

2.11 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. Conformément à la réglementation comptable française et pour le calcul du résultat par action, les actions propres détenues dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions consentis aux salariés ainsi que celles détenues pour la régularisation du cours de bourse sont considérées comme étant en circulation. Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital (options de souscription), compte tenu de la probabilité de souscription au regard du prix du marché. Le résultat net dilué prend en compte le nombre d'actions à créer sur la base du cours au 31 décembre selon la méthode dite du "rachat d'actions" qui suppose que les fonds recueillis, lors de l'exercice des options de souscription, sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période.

2.12 Tableau des flux de trésorerie

Les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des actifs circulants sont exclues de la marge brute d'autofinancement, ayant un caractère de charges décaissables.

Information sur le bilan et le compte de résultat

NOTE 3 - Immobilisations financières

| en K€ | 31/12/2009 | | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|------------------------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Montant brut | Amortiss. ou provis. | Montant net | Montant net | Montant net |
| Titres Toupargel | 83 438 | | 83 438 | 83 438 | 83 438 |
| Titres Place du Marché | 6 155 | 6 155 | | | |
| Titres de participation | 89 593 | 6 155 | 83 438 | 83 438 | 83 438 |
| Autres immobilisations financières | 31 | | 31 | 23 | 19 |
| Total | 89 623 | 6 155 | 83 468 | 83 461 | 83 457 |

NOTE 4 - Créances

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Clients groupe | 1 371 | 1 469 | 2 132 |
| Etat | 74 | 769 | 3 762 |
| Comptes courants Groupe (net) | 5 383 | 2 328 | 3 269 |
| Total créances | 6 829 | 4 566 | 9 163 |
| Charges constatées d'avance | 150 | 150 | 176 |
| Total | 6 679 | 4 716 | 9 339 |

NOTE 5 - Valeurs mobilières de placement

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---------------------------------|---------------|--------------|--------------|
| Actions propres | 5 150 | 5 150 | 4 174 |
| Dépréciation actions propres | (1 982) | (2 542) | (234) |
| Valeurs mobilières de placement | 9 056 | | |
| Total | 12 224 | 2 609 | 3 940 |

Au 31 décembre 2007, Toupergel Groupe détenait 146 000 actions propres, attribuées au plan d'options d'achats, dont la valeur d'acquisition s'élevait à 4 124 K€ provisionnées pour 234 K€ et 1 950 actions au titre du contrat de liquidité, valorisées à 50 K€.

En 2008, dans le cadre du programme de rachat 2008-2009 et pour l'objectif d'attribution au plan d'options d'achat, Toupergel Groupe a

acquis 54 000 actions propres en juin 2008 pour 983 K€. Toupergel Groupe détient donc au 31 décembre 2009, 200 000 actions propres dédiées au plan d'options dont la valeur d'acquisition est de 5 107 K€ provisionnées pour 1 982 K€.

Par ailleurs, Toupergel Groupe détient 2 880 actions, au 31 décembre 2009, au titre du contrat de liquidité, valorisées 44 K€.

NOTE 6 - Evolution du capital de Toupergel Groupe SA

6.1 Évolution

| Date | Nature des opérations | Augmentation de capital (euros) | Nombre d'actions | Nominal (euros) | Prime (euros) | Capital après opération (euros) |
|------------|--|---------------------------------|------------------|-----------------|---------------|---------------------------------|
| 16.02.1982 | Constitution, apports en numéraire | 38 112.00 | 2 500 | 15.00 | Néant | 38 112.00 |
| 30.05.1997 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 724 132.00 | 50 000 | 15.00 | Néant | 762 245.00 |
| 25.10.1997 | Réduction du nominal de l'action de 15 euros à 0.30 euro | | 2 500 000 | 0.30 | Néant | 762 245.00 |
| 29.05.2001 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 237 755.00 | 2 500 000 | 0.40 | Néant | 1 000 000 |
| 20.02.2004 | Division du nominal par 4 (de 0,40 € à 0,10 €) et multiplication par 4 du nombre d'actions | | 10 000 000 | 0.10 | Néant | 1 000 000 |
| 31.12.2005 | Augmentation de capital | 7 238.20 | 10 072 382 | 0.10 | 626 104.3 | 1 007 238.20 |
| 30.06.2006 | Augmentation de capital | 2 810.00 | 10 100 482 | 0.10 | 243 065 | 1 101 048.20 |
| 30.09.2006 | Augmentation de capital | 120.00 | 10 101 682 | 0.10 | 10 380 | 1 010 168.20 |
| 30.07.2007 | Augmentation de capital | 160.00 | 10 103 282 | 0.10 | 13 840 | 1 010 328.20 |

6.2 Libération - Nantissement

Toutes les actions sont entièrement libérées.

Au 31 décembre 2009, à la connaissance de la société, 54 000 actions Toupergel Groupe SA sont nanties.

NOTE 7 - Informations sur les options de souscription ou d'achat

| | Plan 2003 | Plan 2008 | Plan 2009 |
|---|-----------------|---------------|-----------------|
| Dates d'Assemblée Plan de souscription | 15 février 2002 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Dates d'Assemblée Plan d'achat | 15 mai 2003 | 27 avril 2007 | 27 avril 2007 |
| Date du Conseil d'Administration | 28 juin 2003 | 25 avril 2008 | 27 octobre 2009 |
| Nombre total d'options attribuées dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées | 185 900 | 200 000 | 15 000 |
| - par les mandataires sociaux | 50 000 | 15 000 | |
| - les 10 premiers attributaires salariés | 118 000 | 112 500 | 15 000 |
| Date de début d'exercice des options | 28 juin 2005 | 26 avril 2010 | 28 octobre 2011 |
| Date d'expiration | 28 juin 2009 | 25 avril 2013 | 27 octobre 2014 |
| Prix de souscription | 8,75 € | 25,75 € | 25,75 € |
| Options perdues par les bénéficiaires initiaux | 1 200 | 37 500 | Néant |
| Nombre d'actions souscrites | 103282 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'actions achetées | 81418 | Néant | Néant |
| - dont durant l'exercice | Néant | Néant | Néant |
| Nombre d'options restant à lever | Néant | 162 500 | 15 000 |

Plan 2003 : les actions remises sont incessibles durant une durée de 24 mois à compter de la date de levée d'options (sauf licenciement, retraite, invalidité, décès).

NOTE 8 - Provisions pour risques et charges

| en K€ | 31/12/2008 | Augmentations | Reprises | 31/12/2009 |
|----------------------|------------|---------------|----------|------------|
| Médailles du travail | 16 | 9 | 2 | 23 |

NOTE 9 - Emprunts et dettes financières

| | Montant au 31/12/2008 | Augmentations | Remboursements | Montant au 31/12/2009 | À -1 an | De 1 à 5 ans | À +5 ans |
|---------------------|-----------------------|---------------|----------------|-----------------------|--------------|--------------|----------|
| Ligne de crédit | | 18 000 | 10 000 | 8 000 | 8 000 | | |
| Banques créditrices | 2 266 | | 1 277 | 989 | 989 | | |
| Total | 2 266 | 18 000 | 11 277 | 8 989 | 8 989 | | |

Toupargel Groupe dispose de deux lignes de crédits à moyen terme, mobilisables pour un montant de 42 000 K€, utilisées à hauteur de 8 000 K€ au 31 décembre 2009 :

- Une ouverture de crédit a été mise en place par un pool de banques au bénéfice de Toupargel Groupe SA et Toupargel SAS pour un montant de 30 M€ (avec une option d'extensibilité à 50 M€), à compter du 30 septembre 2008 et jusqu'au 30 septembre 2013, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 3 000 K€.

En date du 20 février 2009, l'option d'extensibilité a été utilisée par une banque supplémentaire à hauteur de 10 M€ portant l'ouverture de crédit à 40 M€, amortissable semestriellement à compter du 31 mars 2009 par tranche de 4 000 K€.

Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé.

Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

| Ratio | Marge |
|-----------------|-------------|
| 1.90 <= R | 0.85 % l'an |
| 0.9 <= R < 1.90 | 0.75 % l'an |
| 0.5 < R < 0.9 | 0.65 % l'an |
| R <= 0.5 | 0.60 % l'an |

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant (hors intérêts courus) des emprunts à court, moyen et long terme, contractés auprès des organismes financiers, majoré de la part en capital des engagements de crédit-bail mobilier, immobilier ou

de location financière avec option d'achat et diminué du montant consolidé des disponibilités et valeurs mobilières de placement. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat d'exploitation consolidé (normes françaises), plus les dotations et moins les reprises aux amortissements et/ou provisions d'exploitation (hors participation des salariés) et après comptabilisation des autres produits et charges. La marge variable est révisée deux fois l'an au 31 mars et au 30 septembre. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.20 %.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés semestriellement par rapport aux comptes financiers au 30 juin et au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Situation nette comptable consolidée}}$ doit être $>$ à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être $<$ à 2.5

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. La situation nette comptable consolidée est égale au capital, augmentée de la prime d'émission de fusion et d'apport, augmentée des réserves, augmentée ou diminuée du résultat net de l'année, augmentée du report à nouveau créditeur et diminuée du report à nouveau débiteur. Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit par tranche de 10 000 K€.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2009.

- Une ouverture de crédit a été mise en place par une banque au bénéfice de Toupargel Groupe SA et/ou Toupargel SAS pour un montant de 10 M€, à compter du 26 juin 2009 et jusqu'au 26 juin 2014, amortissable annuellement à compter du 26 juin 2009 par tranche de 2 000 K€. Le taux des intérêts applicable est l'Euribor de la période de tirage, augmenté d'une marge variable fonction du ratio de levier consolidé. Au 31 décembre 2009, cette ligne de crédit est mobilisée à hauteur de 8 000 K€.

Ce ratio (R) correspond aux dettes financières nettes consolidées divisées par l'excédent brut d'exploitation consolidé, suivant le tableau ci-après :

| Ratio | Marge |
|----------------------|-------------|
| $R > \text{à } 1.50$ | 1.30 % l'an |
| $1.30 < R \leq 1.50$ | 1.10 % l'an |
| $1.10 < R \leq 1.30$ | 0.90 % l'an |
| $0.9 < R \leq 1.10$ | 0.80 % l'an |
| $R \leq 0.9$ | 0.65 % l'an |

Les montants mobilisables à chaque date d'arrêté des comptes sont les suivants :

| En K€ | 31/12/2009 | 31/12/2010 | 31/12/2011 | 31/12/2012 | 31/12/2013 |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Montants mobilisables | 42 000 | 32 000 | 22 000 | 12 000 | 2 000 |

Les dettes financières nettes consolidées s'entendent du montant du capital restant dû et des intérêts courus des emprunts et dettes financières à court, moyen et long terme (incluant l'endettement relatif au retraitement en consolidation des crédits-bail et locations financières), incluant les découverts et le montant utilisé des ouvertures de crédit, augmenté des emprunts obligataires et/ou des comptes courants d'associés dans la mesure où ils ne sont pas subordonnés au crédit. L'excédent brut d'exploitation consolidé s'entend du résultat opérationnel, augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges.

La marge variable est révisée une fois l'an au premier jour de la période d'intérêt suivant la remise à la banque de l'attestation relative aux ratios financiers. Celle-ci doit être établie dès approbation des comptes annuels consolidés par l'assemblée générale, dans les quinze jours calendaires suivant cette approbation, et au plus tard six mois après la date de clôture de chaque exercice social. L'ouverture de crédit est soumise à une commission de non-utilisation de 0.30 %.

Covenants :

L'ouverture de crédit est soumise au respect des ratios financiers suivants, calculés annuellement au 31 décembre :

Le ratio : $\frac{\text{Capacité d'autofinancement moins dividendes votés au cours de l'exercice clos}}{\text{Service de la dette}}$ doit être $>$ à 1.0

Le ratio : $\frac{\text{Dettes financières nettes consolidées}}{\text{Excédent brut d'exploitation consolidé}}$ doit être $<$ à 2.0

Les définitions des dettes financières consolidées et de l'excédent brut d'exploitation consolidé sont précisées ci-dessus. Le service de la dette désigne les frais financiers nets cash augmenté des remboursements en principal des dettes financières à terme (y compris dette obligataire et comptes courants d'associés et hors variation des concours bancaires à durée déterminée) réalisés au cours de l'exercice considéré, hors tout remboursement anticipé.

Toupargel Groupe SA a la possibilité de renoncer de façon anticipée à tout ou partie du crédit.

Les covenants ont été respectés au 31 décembre 2009.

NOTE 10 - Autres dettes

10.1 Dettes fournisseurs et autres comptes rattachés

Détail

| En K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 |
|------------------------|------------|------------|
| Dettes fournisseurs | 203 | 185 |
| Factures non parvenues | 130 | 216 |
| Total | 333 | 401 |

Echéances fournisseurs (en K€)

| | |
|----------------------------|------------|
| Echéance : 5 janvier 2010 | 5 |
| Echéance : 20 janvier 2010 | 198 |
| Total | 203 |

10.2 Autres dettes

| En K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| Compte-courants | | | |
| - Toupargel | 43 829 | 47 200 | 46 500 |
| - Place du Marché | 807 | | |
| Total | 44 636 | 47 200 | 46 500 |

Ce poste représente les en-cours de trésorerie des filiales placés auprès de Toupargel Groupe SA dans le cadre de la convention de trésorerie mise en place en 2004.

NOTE 11 - Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Le tableau ci-après reprend les soldes comptables existant à la clôture avec les entreprises liées.

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Actif immobilisé | | | |
| Titres immobilisés (Toupargel) | 83 438 | 83 438 | 83 438 |
| Titres immobilisés (Place du Marché) | | | |
| Total | 83 438 | 83 438 | 83 438 |
| Actif circulant | | | |
| Clients divers | 1 371 | 1 469 | 2 132 |
| Autres créances | | | |
| Toupargel | | | |
| Place du Marché | 5 383 | 2 328 | 3 270 |
| Total | 6 754 | 3 797 | 5 402 |
| Dettes | | | |
| Emprunts, dettes financ. diverses (Toupargel) | | | |
| Fournisseurs (Toupargel) | | | |
| Autres dettes | | | |
| Toupargel | 43 829 | 47 200 | 46 500 |
| Place du Marché | 807 | | |
| Total | 44 636 | 47 200 | 46 500 |

NOTE 12 - Produits et charges d'exploitation

Les produits d'exploitation sont constitués des prestations de services facturées par Toupargel Groupe SA à ses filiales (prestations de directions générales et opérationnelles).

Les charges d'exploitation sont essentiellement des charges de personnel et des frais liés à la cotation en bourse.

NOTE 13 - Effectif moyen

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|--------------|------------|------------|------------|
| Cadres | 9 | 8 | 9 |
| Employés | 1 | 1 | 1 |
| Total | 10 | 9 | 10 |

NOTE 14 - Résultat financier**14.1 Produits financiers**

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dividendes Groupe | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| Intérêts cash pooling | 71 | 124 | 68 |
| Autres produits | 13 | | 2 |
| Produits cessions valeurs mobil. de placement | 5 | 10 | 62 |
| Reprise dépréciation des titres Place du Marché | | | |
| Reprise provis.compte-courant Place du Marché | 560 | | |
| Total | 15 648 | 15 134 | 15 132 |

Toupargel a versé 15 000 K€ à Toupargel Groupe SA au titre des dividendes de l'exercice 2008.

14.2 Charges financières

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------------|--------------|--------------|
| Dépréciation actions propres | | 2 308 | 234 |
| Dépréciation compte courant et titres Place du Marché | | | 3 674 |
| Intérêts cash pooling | 533 | 1 569 | 1 242 |
| Autres charges financières | 161 | 841 | 815 |
| Total | 694 | 4 717 | 5 965 |

Les autres charges financières sont composées de :

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|----------------------------------|------------|------------|------------|
| Charges de couverture | | | 51 |
| Moins-values sur actions propres | 5 | 33 | 28 |
| Intérêts débiteurs | 20 | 335 | 48 |
| Intérêts comptes courants groupe | | 40 | |
| Intérêts sur ligne de crédit | 135 | 433 | 688 |
| Total | 161 | 841 | 815 |

NOTE 15 - Résultat exceptionnel

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|----------------------------------|------------|----------------|------------|
| Abandon de créances | | (3 085) | |
| Charges exceptionnelles diverses | (5) | | |
| Charges exceptionnelles | (5) | (3 085) | |
| Produits exceptionnels divers | | | 5 |
| Produits exceptionnels | | | 5 |
| Total | (5) | (3 085) | 5 |

L'abandon de créance consenti au cours de l'exercice 2008 concerne la société Place du Marché pour un montant de 3 085 K€.

NOTE 16 - Impôts sur les sociétés

Intégration fiscale

L'économie d'impôt comptabilisée par Toupargel Groupe SA, dans le cadre de cette intégration fiscale sur la base des résultats des comptes annuels au 31 décembre 2009 des sociétés du Groupe s'élève à 1 061 K€ (2008 : 1 954 K€).

NOTE 17 - Calcul du résultat par action normal et dilué

a - Calcul du résultat net par action

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|
| Résultat social (en K€) | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| Nombre moyen d'actions ⁽¹⁾ | 9 900 402 | 9 925 459 | 10 053 260 |
| Résultat net par action (en €) | 1.65 | 1.19 | 1.35 |

(1) Voir détermination du nombre d'actions ci-dessous.

b - Calcul du résultat net par action dilué

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|
| Résultat social (en K€) | 16 329 | 11 779 | 13 551 |
| Nombre moyen d'actions ⁽¹⁾ | 9 900 905 | 9 926 041 | 10 054 155 |
| Résultat net par action (en €) | 1.65 | 1.19 | 1.35 |

(1) Voir détail détermination du nombre d'actions ci-dessous.

c - Détermination du nombre d'actions

| | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|------------------|------------------|-------------------|
| Nombre d'actions ordinaires émises (capital social) | 10 103 282 | 10 103 282 | 10 103 282 |
| Nombre d'actions d'autocontrôle (actions propres et contrat de liquidité) | - 202 880 | - 203 136 | - 147 900 |
| (1) Nombre d'actions en circulation au 31/12/2009 | 9 900 402 | 9 900 146 | 9 955 382 |
| (2) Effet de la pondération des émissions d'actions pour exercice d'option et des actions d'autocontrôle (nb moyen versus nombre au 31/12/2009) | | 25 312 | 97 878 |
| (3) Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action (1)-(2) | 9 900 402 | 9 925 458 | 10 053 260 |
| Options de souscription restantes | 1 200 | 1 200 | 1 200 |
| Cours d'exercice des options (en €) | 8.75 | 8.75 | 8.75 |
| Fonds recueillis à la souscription | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| Cours moyen de l'action (en €) | 15.07 | 17 | 34.5 |
| Nombre d'actions théoriquement rachetées avec fonds recueillis | 697 | 618 | 304 |
| (4) Nombre d'actions théorique supplémentaire | 503 | 582 | 896 |
| Nombre moyen d'actions retenu pour calcul résultat net par action dilué (3)-(4) | 9 900 905 | 9 926 040 | 10 054 155 |

Engagements financiers et autres informations

NOTE 18 - Engagements hors bilan

Engagements donnés

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| Cautions et garanties données | 1 363 | 1 773 | 2 229 |
| Indemnités de départ à la retraite | 177 | 109 | 91 |

Toupargel Groupe SA a donné sa caution solidaire vis à vis de Place du Marché en garantie du contrat de crédit-bail immobilier de Chalon-sur-Saône (montant en capital au 31 décembre 2009 : 1 363 K€) au profit de l'organisme de crédit-bail immobilier.

Indemnités conventionnelles de départ à la retraite : les engagements d'indemnités conventionnelles de départ à la retraite se montent au

31 décembre 2009 à 177 K€ charges comprises.

Toupargel Groupe SA a renouvelé en 2008 un contrat de partenariat avec Canal+ Events, organisateur des manifestations de l'Asvel Basket, pour les saisons 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011. Le montant du budget s'élève à 300 K€ par saison. Au titre de l'exercice 2009, la somme de 300 K€ a été réglée.

Engagements reçus

| en K€ | 31/12/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Lignes de crédit mobilisables non utilisées | 34 000 | 40 000 | 12 000 |
| Clause de retour à meilleure fortune | 16 784 | 16 784 | 13 700 |
| Total | 50 784 | 56 784 | 25 700 |

Lignes de crédit : la société Toupargel Groupe SA dispose au 31 décembre 2009 de lignes de crédit moyen terme de 42 000 K€, utilisées à hauteur de 8 000 K€.

Abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune : Toupargel Groupe SA a consenti fin 2006 à Place du Marché un abandon de créances de 13 700 K€ avec clause de retour à meilleure fortune en cas de reconstitution de sa situation nette à hauteur de

1 M€. Toupargel Groupe SA a consenti fin 2008 à la société Place du Marché un abandon de créances supplémentaire de 3 084 K€.

Engagements réciproques

Néant

Engagements complexes

• Engagements liés aux emprunts (garanties, clauses de défaut) : voir note 9.

NOTE 19 - Plus-values sur éléments amortissables

La fusion intervenue le 1^{er} janvier 1995 avec la Société d'Investissement du Centre (SIC) a entraîné le report d'imposition de plus-values sur titres de participation pour un montant de 3 681 K€. Ce report provenait lui-même de fusions intervenues en 1992 dans le Groupe SIC - Clairgel. A la suite de la loi de finances rectificative pour 2004 (article 39), les plus-values à long terme sont progressivement

exonérées d'impôt : imposition à 15 % en 2005, à 8 % en 2006 et exonération à compter de 2007 à l'exception de l'imposition d'une quote-part de frais et charges de 5 %. Ceci concerne pour Toupargel Groupe SA les plus-values sur titres de participation en différé d'imposition, soit 3 681 K€.

NOTE 20 - Liste des filiales et participations (en K€)

Filiales (+ de 50 %)

| Dénomination Siège | Capital | Quote-part | Valeur brute des titres | Prêts, avances | Chiffre d'affaires |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| | 25 000 K€ | 100 % | 83 438 K€ | | 345 092 K€ |
| Toupargel 69380 Civrieux d'Azergues | Capitaux propres | Dividendes reçus | Valeur nette des titres | Cautions et avals donnés | Résultat |
| | 57 434 K€ | 15 000 K€ | 83 438 K€ | | 13 616 K€ |
| Place du Marché 69380 Civrieux d'Azergues | Capital | Quote-part | Valeur brute des titres | Prêts, avances | Chiffre d'affaires |
| | 100 K€ | 100 % | 6 155 K€ | | 19 613 K€ |
| | Capitaux propres | Dividendes reçus | Valeur nette des titres | Cautions et avals donnés | Résultat |
| | (3 771 K€) | | | | (1 608 K€) |

NOTE 21 - Mandataires sociaux

a - Rémunération

La rémunération totale comporte une rémunération fixe et une partie variable. Le total des revenus bruts pour 2009 s'élèvent à :

- Rémunération fixe : 345 K€
- Rémunération variable : 10 K€

b - Jetons de présence

Le montant des jetons de présence versés en 2009 s'élève à 33 K€ (bénéficiaires : administrateurs indépendants).

c - Avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

Le montant des indemnités de retraite provisionnées au 31 décembre 2009 concernant les administrateurs s'élève à 81 K€. Le montant des provisions pour médailles du travail les concernant s'élève à 8 K€.

SOCIÉTÉ D'AUDIT FINANCIER
ET DE CONTRÔLE INTERNE
11, rue Auguste Lacroix
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIÉS
Immeuble Park Avenue
81, boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOUPARGEL GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos

propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles de dépréciation des immobilisations financières et notamment des titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Villeurbanne, le 19 mars 2010. Les Commissaires aux Comptes

TOUPARGEL GROUPE

Société Anonyme - 13 chemin des Prés Secs - 69380 CIVRIEUX D'AZERGUES

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec les sociétés Toupargel et Place du Marché

Personne concernée : Roland Tchénio

Nature et objet : La convention d'intégration fiscale faisant suite à l'option pour le régime prévu aux articles 223 A et suivants du CGI a été modifiée au cours de l'exercice. Votre société, tête du groupe intégré, comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges supplémentaires éventuelles provenant de l'intégration fiscale. En cas de déficit fiscal des filiales, celles-ci reçoivent de la part de votre société une allocation égale à l'économie d'impôt.

Modalités : Au titre de cette convention :

- Toupargel a transmis à sa maison mère un résultat fiscal bénéficiaire de 20 981 K€ ;
- Place du Marché a transmis à sa maison-mère un résultat fiscal déficitaire de 2 421 K€ et a reçu en contrepartie une allocation de 807 K€.

Avec la société APAX PARTNERS SNC

Administrateur concerné : Maurice Tchénio

Nature et objet : APAX PARTNERS assure pour le compte de Toupargel Groupe les prestations suivantes :

- Prestation de conseil en stratégie d'entreprise,
- Prestations en organisation et en gestion d'entreprise,
- Prestations de conseil et d'assistance en matière de commercialisation, de positionnement marketing, de communication, de ressources humaines, de développement et d'investissement,
- Prestations d'information et de conseil en matière financière, telles que le contrôle de la gestion budgétaire, la gestion financière et la politique des relations bancaires.

Le montant d'honoraires versé en contrepartie s'élève à 5 000 euros hors taxes, majorés de la TVA, par jour de travail de Monsieur Maurice Tchénio. Le contrat est consenti pour une durée débutant le 1^{er} janvier 2009 pour se terminer le 31 décembre 2011. Il se renouvelle par tacite reconduction.

Modalités : au titre de l'exercice 2009, Toupargel Groupe a enregistré dans ses comptes une charge de 20 000 euros.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et des engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société ASVEL BASKET

Nature et objet : Votre conseil d'administration, dans sa séance du 25 avril 2008, a renouvelé le contrat de partenariat conclu avec CANAL PLUS, organisateur des manifestations de l'ASVEL BASKET.

Modalités : Les budgets qui ont été fixés pour les trois saisons prévues au contrat sont les suivants (des places VIP sont comprises dans ce budget) :

- 2008/2009, 300 K€ HT,
- 2009/2010, 300 K€ HT,
- 2010/2011, 300 K€ HT.

En sus de la charge correspondant au budget de la saison 2009 (300 K€), la société a enregistré, dans ses charges, l'achat d'un contingent de places Grand Public à l'ASVEL au tarif normal pour un montant non significatif.

Avec la société Toupargel

1. Nature, objet et modalités : Votre société assure, pour le compte de sa filiale Toupargel, des travaux de direction et de gestion. Ces prestations ont été facturées à Toupargel aux conditions suivantes :

- Prestation de communication : 10 K€ HT par an
- Prestation de direction qualité : 100 K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 120 K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 50 K€ HT par an
- Prestation de marketing produits : 0.3 % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾ HT
- Prestation de direction générale : 0.8 % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾ HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers

Le produit total ainsi comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 s'est élevé à 4 007 K€.

2. Nature, objet et modalités : Votre société bénéficie d'un contrat de licence de marque à titre gratuit afin de pouvoir utiliser le nom Toupargel dont sa filiale est titulaire.

Avec la société Place du Marché

Nature, objet et modalités : Votre société assure, pour le compte de sa filiale Place du Marché, des travaux de direction et de gestion. Ces prestations ont été facturées à Place du Marché aux conditions suivantes :

- Prestation de direction qualité : 10 K€ HT par an
- Prestation de direction informatique : 10 K€ HT par an
- Prestations juridiques et fiscales : 5 K€ HT par an
- Prestation de marketing produits : 0.1 % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾ HT
- Prestation de direction générale : 0.2 % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾ HT

(1) Le chiffre d'affaires soumis à la redevance est le chiffre d'affaires ventes à domicile réalisé avec les tiers.

Le produit total ainsi comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 s'est élevé à 82 K€.

Avec les sociétés Toupargel et Place du Marché

Nature et objet : La convention de trésorerie, signée en 2003 avec les sociétés Toupargel et Place du Marché afin de procéder à la centralisation de la trésorerie des sociétés du Groupe, a continué de produire ses effets.

Ainsi, au 31 décembre 2009, les comptes courants présentent les soldes suivants au bilan de votre société :

- Place du Marché : 5 383 K€ (solde débiteur)
- Toupargel : 43 018 K€ (solde créditeur)

Modalités : Les produits (taux Euribor 3 mois + 0.40 %) et charges (taux Euribor 3 mois) d'intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2009 ressortent par les montants suivants :

- Place du Marché : 70 K€ (produit)
- Toupargel : 533 K€ (charge)

1 K€ (produit)

La convention de trésorerie entre votre société et ses filiales est mise en œuvre au sein d'un accord de cash pooling.

Lyon et Villeurbanne, le 19 mars 2010. Les Commissaires aux Comptes





Autres informations

- | | |
|---|--------|
| > Informations juridiques | p. 158 |
| • Renseignements de caractère général | p. 158 |
| • Renseignements concernant le capital | p. 161 |
| > Attestation du responsable du document de référence | p. 165 |
| > Table de concordance | p. 166 |

LES INFORMATIONS JURIDIQUES

Renseignements de caractère général

Dénomination Sociale

Toupargel Groupe *(Article 2 des statuts)*

Date de création

La société a été constituée le 16 février 1982 et les statuts ont été déposés le 10 septembre 1982 au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris. *(Article 1 des statuts)*

Siège Social

13, chemin des Prés Secs - 69380 Civrieux d'Azergues *(Article 4 des statuts)*

Tél. : 04 72 54 10 00

Durée de vie

La durée de la société est fixée à 99 années entières et consécutives à compter du 10 septembre 1982, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 10 septembre 2081, sauf dissolution anticipée dans les cas prévus aux présents statuts ou prorogation pour une durée ne pouvant excéder quatre vingt dix neuf années.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Conseil d'Administration sera tenu de provoquer une décision collective des actionnaires pour décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société sera prorogée ou non. La décision des actionnaires sera, dans tous les cas, rendue publique. *(Article 5 des statuts)*

Forme juridique

Société Anonyme à Conseil d'Administration régie par la législation française et notamment par les dispositions des chapitres IV et V du Livre deuxième du Code de Commerce. *(Article 1 des statuts)*

Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année, et finit le 31 décembre suivant. *(Article 26 des statuts)*

Objet social

La société a pour objet :

- la distribution de denrées alimentaires sous toutes ses formes,
- toutes opérations industrielles, commerciales mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés, françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens,

notamment par voie d'apports, de souscriptions ou d'achats d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite. *(Article 3 des statuts)*

Registre du commerce et des sociétés

325 307 098 RCS LYON

Code NAF

6430 Z

N° gestion au Greffe

96B 02580

Greffe du Tribunal de commerce

44, rue de Bonnel
69003 Lyon

Assemblées Générales

Les Assemblées Générales d'Actionnaires sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles.

Toutefois ce droit est subordonné à l'inscription en compte des actions nominatives et pour les actions au porteur, aux dépôts, aux lieux indiqués, de l'avis de convocation, du certificat de l'intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte, de la date de ce dépôt jusqu'à celle de l'Assemblée.

Les formalités doivent être accomplies cinq (5) jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions légales et dont il ne sera tenu compte que s'il est reçu par la société, trois (3) jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée.

Les formulaires ne donnant aucun avis de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes nuls.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout autre actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Pour tout pouvoir adressé à la société sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable

à l'adoption des projets de résolutions présentés et agréés par le Conseil d'Administration et défavorable pour les projets de résolutions refusés par ce dernier.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements. *(Articles 21 à 24 des statuts)*

Renseignements sur les valeurs mobilières

Droits attachés aux actions

Toutes les actions sont de même catégorie et confèrent les mêmes droits, tant dans la répartition des bénéfices que du boni éventuel de liquidation. Lors de la tenue des Assemblées, chaque action donne droit à une voix.

L'Assemblée Générale Mixte du 25 octobre 1997 a autorisé l'attribution d'un droit de vote double à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, à condition que le titulaire en ait fait la demande à la société à l'expiration du délai de 4 ans. *(Article 12 des statuts)*

Négociabilité des actions

Toutes les actions sont librement cessibles. Elles ne sont actuellement inscrites sur aucune autre cote que celle d'Euronext Paris.

Forme des actions

Les actions entièrement libérées sont au choix de l'actionnaire : nominatives, au porteur pur et simple ou au porteur identifiable.

Elles donnent lieu à une inscription en compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les dispositions prévues par les textes en vigueur.

La société reste en droit de demander à tout moment, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées d'Actionnaires, ainsi que la quantité des titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. *(Article 10 des statuts)*

Franchissements de seuils légaux et statutaires

Seuils légaux

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir plus de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33.33 %, 50 %, 66.66 %, 90 % et 95 % du capital de la société et/ou des droits de vote, devra se conformer

aux dispositions visées par l'article L 233-7 du Code de Commerce et plus particulièrement devra en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de non respect de cette obligation, les dispositions prévues par l'article L 233-14 du Code de Commerce s'appliqueront. *(Article 12 des statuts)*

Seuils statutaires

Les statuts prévoient un seuil de détention déclaratif supplémentaire de 2 % du capital social, à partir duquel tout actionnaire est soumis aux dispositions légales d'information sur le niveau de sa participation, tel que ces obligations sont prévues à l'article L 233-7 du Code de Commerce. Le non-respect des obligations est sanctionné par les dispositions de l'article L233-14. *(Article 12 des statuts)*

Franchissements

Tout actionnaire est également tenu d'informer la société dans un délai de cinq jours, lorsque sa participation devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus. *(Loi Sécurité Financière du 1er août 2003 - Article 233-7 modifié)*

Identification des détenteurs

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, la nationalité, l'adresse des détenteurs de titres au porteur de la société conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux Assemblées d'Actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et le cas échéant les restrictions dont les titres peuvent être frappés. *(Article 10 des statuts)*

Affectation et répartition du bénéfice

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé en premier lieu sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. *(Article 28 des statuts)*

Mise en paiement des dividendes

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale ou à défaut par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan, établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par les commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report

bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits. *(Article 29 des statuts)*

Contrats importants

A ce jour, les sociétés du Groupe n'ont pas conclu de contrats importants, autre que ceux conclus dans le cadre normal de leurs affaires, conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe.

Renseignements concernant le capital

Modification du capital et des droits attachés aux actions

Toute modification du capital ou des droits attachés aux titres qui le composent est soumise aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

Acquisition par la société de ses propres actions

Programme 2008 - 2009

L'Assemblée Générale du 30 avril 2008, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 2 % du capital social à la date de la réalisation de ces achats. La présente autorisation se substitue à celle accordée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 27 avril 2007. Le prix maximum d'achat par action est fixé à 70 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pourra toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pourra être supérieur à 14 1445 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus sera ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment en vue de :

- de consentir des options d'achat d'actions au profit de salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés de son groupe,
- d'assurer la régularisation du cours de bourse des actions de la société par intervention systématique en contre tendance sur le marché d'un prestataire de services d'investissement, agissant de manière indépendante, aux termes d'un contrat de liquidité conforme au modèle établi par l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnu par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, conforme au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les rachats d'actions seront financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation est donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplace et annule toute autorisation antérieure.

Les actions actuellement détenues directement ou indirectement en nom propre seront confiées au prestataire de services d'investissement choisi par le Conseil d'Administration et seront affectées à l'objectif du programme de rachat défini ci-dessus.

Programme 2009 - 2010

L'Assemblée Générale du 28 avril 2009, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 1 % du capital social à la date de la réalisation de ces achats. La présente autorisation se substitue à celle accordée par la sixième résolution de l'Assemblée Générale du 30 avril 2008. Le prix maximum d'achat par action est fixé à 70 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pourra toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pourra être supérieur à 7 072 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus sera ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment en vue d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF.

Les rachats d'actions seront financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation est donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplace et annule toute autorisation antérieure.

Les actions actuellement détenues directement ou indirectement en nom propre seront confiées au prestataire de services d'investissement choisi par le Conseil d'Administration et seront affectées à l'objectif du programme de rachat défini ci-dessus.

Programme 2010 - 2011

Il est proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2010, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation au profit du directeur général, à faire acheter par la société ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 0.5 % du capital social à la date de la réalisation de ces achats. La présente autorisation se substitue à celle accordée par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 28 avril 2009. Le prix maximum d'achat par action est fixé à 50 euros, hors frais d'acquisition. Ce prix maximum d'achat pourra toutefois être ajusté en cas de modifications du nominal de l'action, d'augmentations de capital par incorporation de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pourra être supérieur à 2 526 K€. En cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement de titres, le montant maximum ci-dessus sera ajusté en conséquence.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment, y compris en période d'offre publique, par tous moyens autorisés conformément à la réglementation applicable et aux modalités définies par l'Autorité des Marchés Financiers, notamment en vue d'assurer la liquidité de l'action Toupargel Groupe par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF. Les rachats d'actions seront financés par les ressources propres de la société ou par voie d'endettement à court et moyen terme pour les besoins excédentaires. La présente autorisation est donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplace et annule toute autorisation antérieure.

Capital social

Le capital social s'élève à la somme de 1 010 328,20 euros, divisé en 10 103 282 actions de 0,10 euro chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées. *(Article 6 des statuts)*

Capital potentiel

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 a attribué 200 000 options de souscription ou d'achat autorisées par l'Assemblée Générale du 27 avril 2007. A la suite de départs de l'entreprise, 37 500 options sont devenues sans bénéficiaires. 15 000 options ont été réattribuées par le Conseil d'Administration du 27 octobre 2009. 22 500 restent à attribuer avant le 27 juin 2010. Toupargel Groupe ayant acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer au plan d'options, il n'y a donc pas de capital potentiel lié à ces plans.

Capital autorisé non émis

Le Conseil d'Administration de la société a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2007 à émettre des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions dans la limite de 2 % du nombre d'actions formant le capital social. Le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 ainsi que celui du 27 octobre 2009 ont attribué aux salariés et aux dirigeants mandataires de la société et des sociétés contrôlées 200 000 options de souscription ou d'achat. Toupargel Groupe ayant parallèlement acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer au plan d'options, il n'y aura pas d'augmentation de capital.

Options de souscription et options d'achat

Le Conseil d'Administration de la société a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2007 à émettre des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions dans la limite

de 2 % du nombre d'actions formant le capital social. Cette autorisation dont le Conseil peut faire usage en une ou plusieurs fois est donnée pour une durée de trente huit mois à compter de cette Assemblée.

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2008 a attribué à ses salariés et aux dirigeants mandataires de la société et des sociétés contrôlées 200 000 options de souscription ou d'achat. Le prix d'exercice a été fixé à 25.75 €. La levée des options est effective à compter du 26 avril 2010 jusqu'au 25 avril 2013 avec une possibilité de levée progressive. A la suite de départs de l'entreprise, 37 500 options sont devenues bénéficiaires - 15 000 options ont été attribuées par le Conseil d'Administration du 27 octobre 2009. Le prix d'exercice a été fixé à 25.75 €. La levée des options sera effective à compter du 28 octobre 2011 jusqu'au 27 octobre 2014 avec une possibilité de levée progressive - 22 500 options restent à attribuer avant le 27 juin 2010. Toupargel Groupe ayant parallèlement acquis 200 000 actions propres en vue de les attribuer au plan d'options, il n'y aura pas d'augmentation de capital.

Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires. Messieurs Roland Tchénio (groupe familial Roland Tchénio) et Maurice Tchénio (Apax Partners SNC et à titre personnel) agissent de concert.

Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84.24 % du capital et 90.98 % des droits de vote au 31 décembre 2009. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupargel Groupe permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Aucune disposition des statuts ou d'une éventuelle charte n'a été prise en vue de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

Nantissement d'actions

A la connaissance de la société, au 31 décembre 2009, 54 000 actions sont nanties.

AUTRES INFORMATIONS

INFORMATIONS JURIDIQUES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CAPITAL

Evolution du capital de Toupargel Groupe SA

| Date | Nature des opérations | Augmentation de capital (euros) | Nombre d'actions | Nominal (euros) | Prime (euros) | Capital après opération (euros) |
|------------|--|---------------------------------|------------------|-----------------|---------------|---------------------------------|
| 16.02.1982 | Constitution, apports en numéraire | 38 112.00 | 2 500 | 15.00 | Néant | 38 112 |
| 30.05.1997 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 724 132.00 | 50 000 | 15.00 | Néant | 762 245 |
| 25.10.1997 | Réduction du nominal de l'action de 15 euros à 0.30 euro | | 2 500 000 | 0.30 | Néant | 762 245 |
| 29.05.2001 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 237 755.00 | 2 500 000 | 0.40 | Néant | 1 000 000 |
| 20.02.2004 | Division du nominal par 4 (de 0.40 € à 0.10 €) et multiplication par 4 du nombre d'actions | | 10 000 000 | 0.10 | Néant | 1 000 000 |
| 31.12.2005 | Augmentation de capital | 7 238.20 | 10 072 382 | 0.10 | 626 104.3 | 1 007 238.20 |
| 30.06.2006 | Augmentation de capital | 2 810.00 | 10 100 482 | 0.10 | 243 065 | 1 101 048.20 |
| 30.09.2006 | Augmentation de capital | 120.00 | 10 101 682 | 0.10 | 10 380 | 1 010 168.20 |
| 30.07.2007 | Augmentation de capital | 160.00 | 10 103 282 | 0.10 | 13 840 | 1 010 328.20 |

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2009

| | Nombre d'actions | % du capital | Nbre droits de vote | % droits vote | dont actions à droits de vote double |
|--|-------------------|-----------------|---------------------|-----------------|--------------------------------------|
| Roland Tchénio ⁽¹⁾ | 2 499 598 | 24.74 % | 4 999 196 | 32.44 % | 2 499 418 |
| TT Investissements | 2 882 494 | 28.53 % | 2 882 494 | 18.71 % | |
| Groupe familial Roland Tchénio | 5 382 092 | 53.27 % | 7 881 510 | 51.15 % | 2 499 418 |
| Apax Partners SNC ⁽²⁾ | 3 000 000 | 29.69 % | 6 000 000 | 38.94 % | 3 000 000 |
| Maurice Tchénio | 129 000 | 1.28 % | 133 000 | 0.86 % | 4 000 |
| Groupe Maurice Tchénio | 3 129 000 | 30.97 % | 6 133 000 | 39.80 % | 3 004 000 |
| Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio | 8 511 092 | 84.24 % | 14 014 510 | 90.96 % | 5 503 418 |
| Autres administrateurs | 19 208 | 0.19 % | 19 208 | 0.12 % | 12 100 |
| Auto-détention | 202 880 | 2.01 % | | | |
| Public | 1 370 102 | 13.56 % | 1 374 102 | 8.92 % | 4 000 |
| TOTAL | 10 103 282 | 100.00 % | 15 407 820 | 100.00 % | 5 507 418 |

Droit de vote double : Les actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom d'un même titulaire depuis 4 ans au moins, bénéficient du droit de vote double sur demande du titulaire à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

(1) Directement ou indirectement.

(2) Apax Partners SNC est une société en nom collectif, holding de tête des entités juridiques composant le groupe Apax Partners en France et détenue majoritairement par Monsieur Maurice Tchénio.

La société a été informée en février 2005 du franchissement des seuils de 2 %, 5 %, 10 %, 20 %, du capital de Toupargel Groupe et des seuils de 2 %, 5 %, 10 % des droits de vote par la société civile TT Investissements, à la suite de l'apport à cette dernière de 2 800 000 actions par Monsieur Roland Tchénio.

L'opération d'apport par Monsieur Roland Tchénio de 2 800 000 actions de Toupargel Groupe à la société civile TT Investissements dont Monsieur Roland Tchénio est le gérant est purement interne au groupe familial Roland Tchénio qui contrôle entièrement cette société. Elle n'a aucun impact sur le contrôle de Toupargel Groupe, le groupe familial de Roland Tchénio composé de Monsieur Roland Tchénio, son épouse Madame Nicole Silberstein et sa fille Mademoiselle Tania Tchénio détenant de concert au 31 décembre 2009 5 382 092 actions (sur 10 103 282 actions composant le capital social) soit 53.27 % du

capital et détenant 51.16 % des droits de vote de la société (7 881 510 droits de vote sur 15 461 836 droits de vote totaux).

Monsieur Maurice Tchénio détient en son nom propre 129 000 actions et 3 000 000 actions via la SNC Apax Partners, le tout représentant 30,97 % du capital et 39.81 % des droits de vote.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 2 % du capital et des droits de vote.

Le concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio détient 84.24 % du capital et 90.98 % des droits de vote. Les principes de gouvernance en vigueur au sein de Toupargel Groupe permettent d'assurer que ce contrôle n'est pas exercé de manière abusive.

Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années

| | 31/12/2006 | | 31/12/2007 | | 31/12/2008 | | 31/12/2009 | | 12/03/2010 | |
|--|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|
| | Capital % | Droits de vote % |
| Roland Tchénio et famille | 24.74 | 32.02 | 24.74 | 32.33 | 24.74 | 32.45 | 24.74 | 32.44 | 24.74 | 32.44 |
| TT Investissements | 27.72 | 17.93 | 28.35 | 18.52 | 28.48 | 18.68 | 28.53 | 18.71 | 28.53 | 18.71 |
| Groupe familial Roland Tchénio | 52.46 | 49.95 | 53.09 | 50.85 | 53.22 | 51.13 | 53.27 | 51.15 | 53.27 | 51.15 |
| Apax Partners SNC | 29.70 | 38.43 | 29.69 | 38.80 | 29.69 | 38.94 | 29.69 | 38.94 | 29.69 | 38.94 |
| Maurice Tchénio | 1.03 | 0.69 | 1.28 | 0.86 | 1.28 | 0.86 | 1.28 | 0.86 | 1.28 | 0.86 |
| Groupe Maurice Tchénio | 30.73 | 39.12 | 30.97 | 39.66 | 30.97 | 39.80 | 30.97 | 39.80 | 30.97 | 39.80 |
| Concert Roland Tchénio et Maurice Tchénio | 83.19 | 89.07 | 84.06 | 90.51 | 84.19 | 90.93 | 84.24 | 90.96 | 84.24 | 90.96 |
| Autres administrateurs | 0.33 | 0.21 | 0.26 | 0.17 | 0.21 | 0.14 | 0.19 | 0.12 | 0.19 | 0.12 |
| Auto-détention | | | 1.47 | | 2.01 | | 2.01 | | 2.01 | |
| Public | 16.48 | 10.72 | 14.21 | 9.32 | 13.59 | 8.93 | 13.56 | 8.92 | 13.56 | 8.92 |
| TOTAL | 100.00 | 100.00 |

Des salariés peuvent être à titre personnel actionnaires de la société. Ils sont considérés comme étant dans le public.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Roland Tchénio

Président Directeur Général

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en pages 74 à 78 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document. Cette lettre ne contient pas d'observation. Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant pages 131 et 153 du présent document, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2007 et 2008, figurant respectivement aux pages 162 et 182 du document de référence 2008 et aux pages 141 et 161 du document de référence 2007. Les rapports sur les comptes consolidés 2009 et 2008 comportent une observation sur les changements de méthodes.

Fait à Civrieux d'Azergues, Le 8 avril 2010

Roland Tchénio
Président Directeur Général

TABLE DE CONCORDANCE

En application de l'article 28 du règlement 809-2004 sur les prospectus, les éléments suivants sont inclus par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2008, présentés respectivement aux pages 116 à 161 et 162 du document de référence n°D09-246 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 avril 2009 ;
 - les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et le rapport général des commissaires aux comptes présentés respectivement aux pages 163 à 181 et 182 du document de référence n°D09-0246 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 avril 2009 ;
 - les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés présentés respectivement aux pages 96 à 140 et 141 du document de référence n°D08-0236 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 14 avril 2008 ;
 - les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport général des commissaires aux comptes présentés respectivement aux pages à 143 et 160 et 161 du document de référence n°D08-0236 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 14 avril 2008 ;
- Les chapitres des documents de références 2008 et 2007 non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit du présent document de référence.

| | | |
|--------|---|---------------------|
| 1. | PERSONNES RESPONSABLES | |
| 1.1. | Nom et fonction des personnes responsables du document de référence | p. 165 |
| 1.2. | Déclaration des personnes responsables du document de référence | p. 165 |
| 2. | CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES | |
| 2.1. | Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur | p. 59 |
| 2.2. | Changement des contrôleurs légaux | NA |
| 3. | INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES | |
| 3.1. | Informations financières historiques | p. 69, 70 |
| 3.2. | Informations financières pour des périodes intermédiaires | NA |
| 4. | FACTEURS DE RISQUES | p. 79 |
| 5. | INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR | |
| 5.1 | Histoire et évolution de la société | p. 3 |
| 5.1.1. | Raison sociale et nom commercial de l'émetteur | p. 158 |
| 5.1.2. | Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur | p. 158 |
| 5.1.3. | Date de constitution et durée de vie de l'émetteur, | p. 158 |
| 5.1.4. | Siège social et forme juridique de l'émetteur, | p. 158 |
| 5.1.5. | Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur | p. 31 |
| 5.2. | Investissements | p. 70, 77, 96 |
| 5.2.1. | Principaux investissements réalisés | p. 70, 77, 96 |
| 5.2.2. | Principaux investissements en cours | p. 96 |
| 5.2.3. | Principaux investissements futurs | p. 70, 77 |
| 6. | APERÇU DES ACTIVITÉS | |
| 6.1. | Principales activités | p. 8 à 17, 18 à 23 |
| 6.1.1. | Principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis | p. 12 à 17, 20 à 22 |
| 6.1.2. | Principales activités par secteurs géographiques | p. 12, 20 |
| 6.2. | Principaux marchés | p. 11, 23 |
| 6.3. | Événements exceptionnels de l'activité | p. 5, 135 |
| 6.4. | Degré de dépendance à l'égard de brevets ou de licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou nouveaux procédés de fabrication. | NA |
| 6.5. | Position concurrentielle | p. 11, 23 |
| 7. | ORGANIGRAMME | |
| 7.1. | Description sommaire du groupe | p. 46 |

| | | |
|--------|---|------------------------|
| 7.2. | Liste des filiales | p. 46 |
| 8. | PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS | |
| 8.1. | Immobilisations corporelles | p. 96 à 99 |
| 8.2. | Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles | p. 30 à 32, 80 |
| 9. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT | |
| 9.1. | Situation financière | p. 74 à 78 |
| 9.2. | Résultat d'exploitation | p. 76 |
| 9.2.1. | Evolution de la situation financière et résultat des opérations effectuées | p. 74 à 78 |
| 9.2.2. | Evolution du chiffre d'affaires et explications | p. 74, 75 |
| 9.2.3. | Stratégie ou facteurs ayant ou pouvant influencer sur les opérations | p. 79, 80 |
| 10. | TRÉSORERIE ET CAPITAUX | |
| 10.1. | Capitaux de l'émetteur | p. 77, 86, 87 |
| 10.2. | Source et montant des flux de trésorerie | p. 85 |
| 10.3. | Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement | p. 109 à 112 |
| 10.4. | Restriction à l'utilisation des capitaux | p. 110, 111 |
| 10.5. | Sources de financement des investissements futurs | p. 111, 127 |
| 11. | RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES | p. 93 |
| 12. | INFORMATION SUR LES TENDANCES | |
| 12.1. | Principales tendances ayant affecté l'exercice | p. 5 |
| 12.2. | Tendance connue susceptible d'influer sur les perspectives | p. 11, 13, 14, 17, 23 |
| 13. | PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE | p. 78 |
| 14. | ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE | |
| 14.1. | Informations sur les activités, l'absence de condamnation et les mandats sociaux | p. 46 à 49 |
| 14.2. | Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale. | p. 47, 50 |
| 15. | RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES | |
| 15.1. | Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés | p. 51 |
| 15.2. | Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages. | p. 51, 129 |
| 16. | FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION | |
| 16.1. | Date d'expiration du mandat des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance | p. 48, 49 |
| 16.2. | Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance | p. 50 |
| 16.3. | Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération | p. 50 |
| 16.4. | Déclaration de conformité au régime de gouvernement | p. 46 |
| 17. | SALARIÉS | |
| 17.1. | Nombre de salariés | p. 33 à 35, 70 |
| 17.2. | Participations et stock options | p. 104, 121 |
| 17.3. | Accord de participation des salariés dans le capital | p. 36, 104 |
| 18. | PRINCIPAUX ACTIONNAIRES | |
| 18.1. | Actionnariat | p. 163, 164 |
| 18.2. | Droits de vote | p. 163, 164 |
| 18.3. | Contrôle direct ou indirect | p. 163, 169 |
| 18.4. | Accord pouvant entraîner un changement de contrôle de la société | NA |
| 19. | OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS | NA |
| 20. | INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR | |
| 20.1. | Informations financières historiques | p. 69, 70 |
| 20.2. | Informations financières pro forma | p. 74, 87 |
| 20.3. | États financiers | p. 83 à 130, 139 à 152 |
| 20.4. | Vérification des informations financières historiques annuelles | p. 131, 153, 165 |
| 20.5. | Date des dernières informations financières vérifiées | p. 3 |
| 20.6. | Informations financières intermédiaires et autres | NA |

| | | |
|---------|---|--------------------------|
| 20.7. | Politique de distribution des dividendes | p. 64 |
| 20.8. | Procédures judiciaires et d'arbitrage | p. 78, 80, 81 |
| 20.9. | Changement significatif de la situation financière ou commerciale | p. 78 |
| 21. | INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | |
| 21.1. | Capital social | p. 161 à 164 |
| 21.1.1. | Montant du capital souscrit | p. 162 |
| 21.1.2. | Actions non représentatives du capital | NA |
| 21.1.3. | Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues | p. 162 |
| 21.1.4. | Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription | NA |
| 21.1.5. | Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et obligation attachée au capital souscrit | NA |
| 21.1.6. | Informations sur le capital faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel | NA |
| 21.1.7. | Historique du capital social | p. 163 |
| 21.2. | Acte constitutif et statuts | p. 158 à 160 |
| 21.2.1. | Objet social | p. 158 |
| 21.2.2. | Résumé des dispositions contenues dans l'acte constitutif | p. 158 à 160 |
| 21.2.3. | Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes | p. 159 |
| 21.2.4. | Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires | p. 159 |
| 21.2.5. | Convocation et admission aux assemblées générales des actionnaires | p. 158, 159 |
| 21.2.6. | Disposition pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle | p. 158, 159 |
| 21.2.7. | Disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée | p. 159 |
| 21.2.8. | Conditions régissant les modifications du capital | p. 158, 159, 161 |
| 22. | CONTRATS IMPORTANTS | p. 160 |
| 23. | INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS | p. 154, 155 |
| 24. | DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC | p. 67, 68 |
| 23. | INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS | p. 46, 95, 134, 135, 152 |

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

| | |
|--|--|
| • Rapport de gestion | p. 5, 6, 10 à 23, 33 à 35, 46 à 59, 74 à 77, 134 à 138 |
| • Comptes | p. 83 à 129, 139 à 151 |
| • Rapports des Commissaires au Comptes | p. 131, 153 à 155 |
| • Attestation | p. 165 |

NA = non applicable

Ce rapport annuel s'inscrit dans la démarche de Développement Durable de Toupargel



Papier FSC source mixte™



Le papier utilisé est à 60 % issu de papier recyclé et 40 % proviennent de forêts gérées durablement certifiées par FSC™ (Forest Stewardship Council). C'est une organisation à but non lucratif et indépendante qui encourage la gestion forestière en conciliant la protection de la biodiversité, l'intérêt des communautés locales, des peuples autochtones et celui du commerce.

Imprimeur éco-responsable



IMPRIM'VERT®



Ce rapport annuel est imprimé avec des encres végétales, en France, par Dugas Offset qui respecte la

charte Imprim'Vert® sur la bonne gestion des déchets, des produits dangereux et toxiques.

Il est également certifié iso 14001, marquant ainsi, à chaque étape de fabrication de ce document, son engagement fort dans l'amélioration continue liée au respect de l'environnement et à la pérennisation économique et sociale.

Crédit photos :

| | |
|---------------------|---|
| Utopikphoto | pages 2, 6, 7, 13, 14, 21, 27, 32, 36, 37, 55, 56, 66, 67, 72, 73, 132, 133, 156, 157 |
| Toupargel | pages 29, 35, 39, 40, 41, 67 |
| Iconos | page 1, 24, 44, 60 |
| Publicis Activ Lyon | pages 9, 12, 19 |
| M-Touraine-Pixland | pages 16, 42 |
| Getty | page 9 |
| Jupiter | page 1 |
| Asvel | page 43 |
| Alexandre Eymard | page 43 |
| Blaise Adilon | page 43 |

Maquette :

Publicis Activ Lyon

Conception - rédaction - mise en page :

Toupargel Groupe





www.toupargelgroupe.fr

Le spécialiste de la livraison à domicile de produits alimentaires

13, chemin des Prés Secs 69380 Civrieux d'Azergues

Tél. 04 72 54 10 00 - Fax 04 72 54 10 30

Contact : infofinanciere@toupargel.fr

SA au capital de 1 010 328,20 € - 325 307 098 RCS Lyon - Code NAF 6430 Z